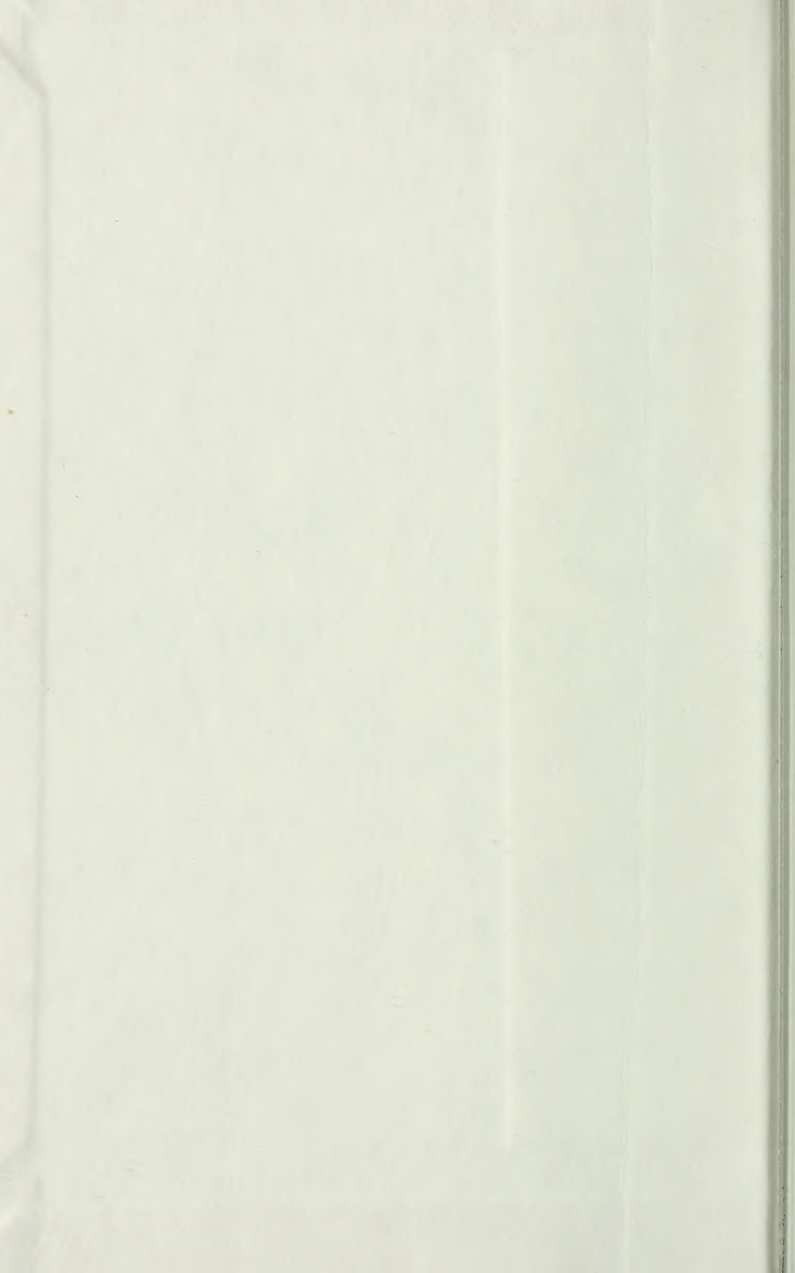


3 1761 07343554 7





Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa



LA FAILLITE

DE

L'INTERNATIONALE

PAR

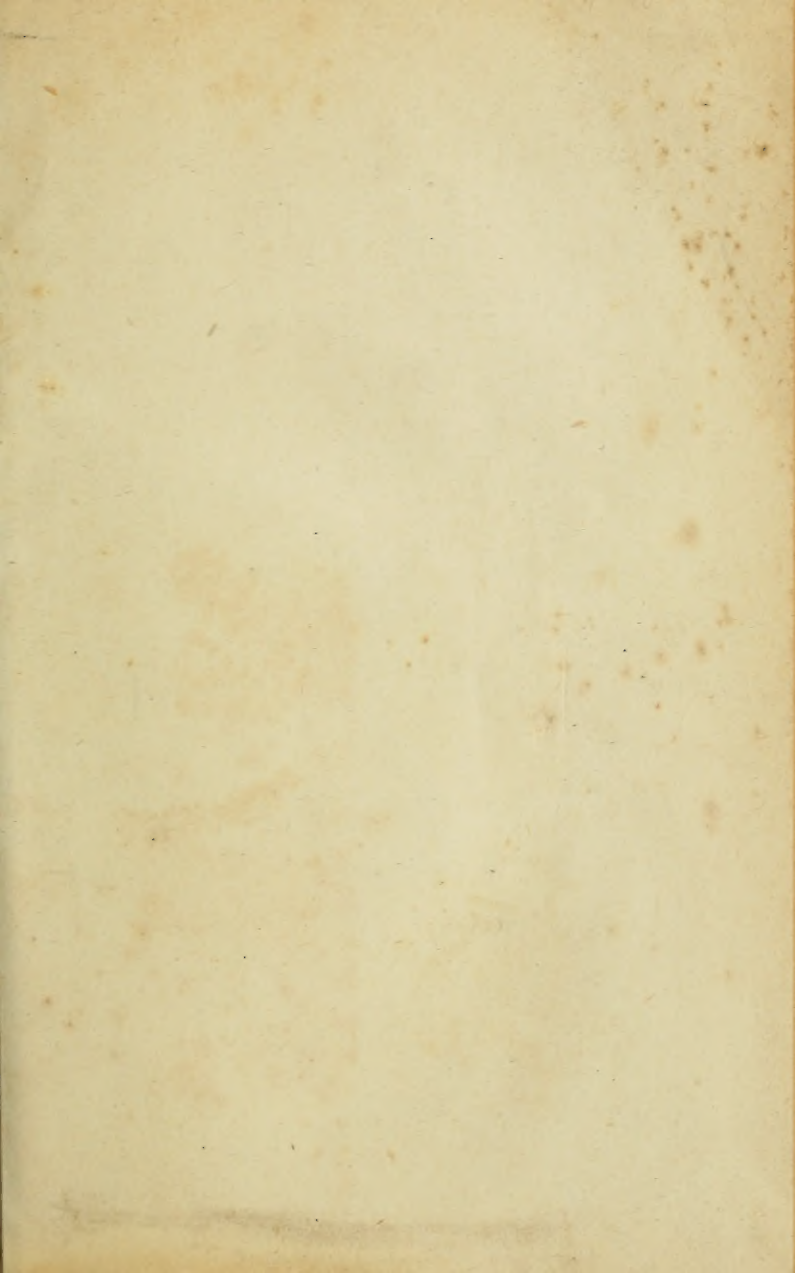
ALEXANDRE ZÉVAÈS

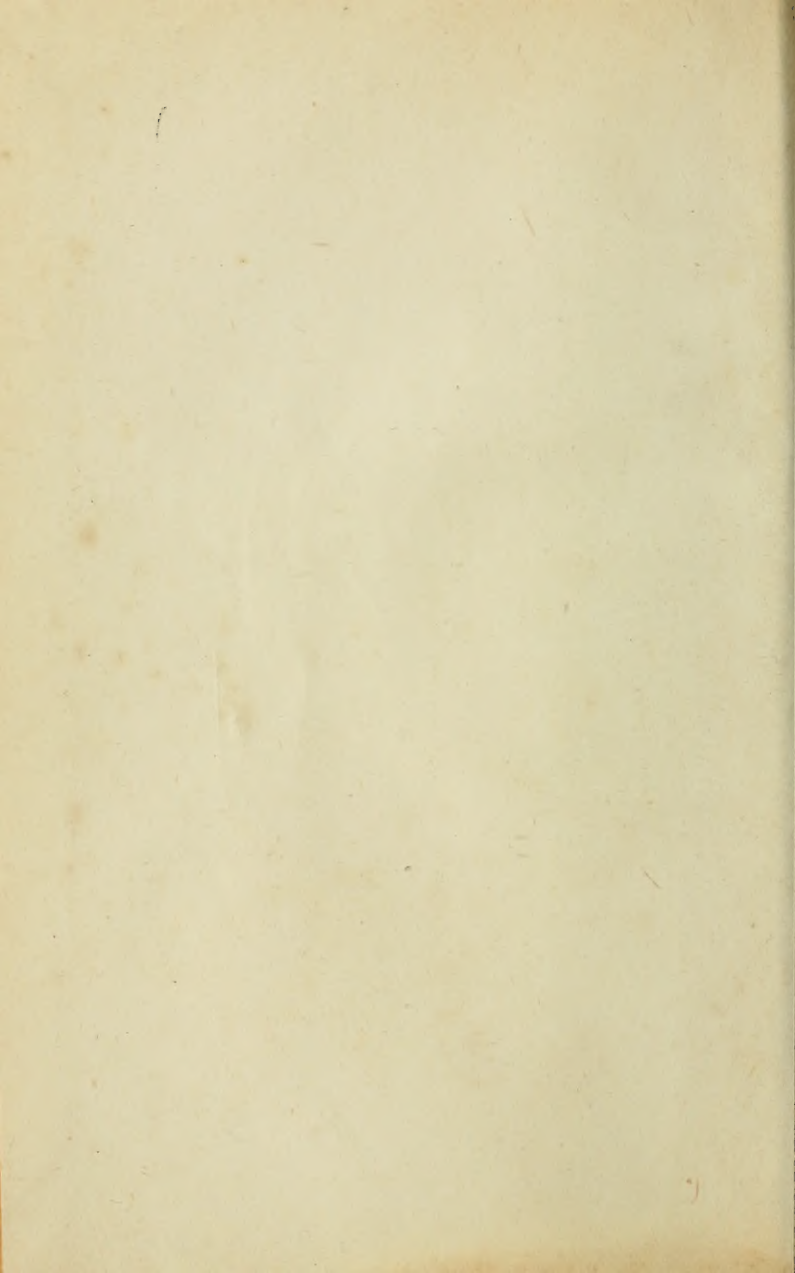
QU'EST-CE QUE L'INTERNATIONALE
SON ORGANISATION, SON RÔLE — LES
PARTIS SOCIALISTES EUROPÉENS
PENDANT L'AVANT-GUERRE ET LA
GUERRE — FAILLITE DE LA SOCIAL-
DÉMOCRATIE, DU MARXISME ET
DE L'INTERNATIONALE

LA RENAISSANCE DU LIVRE

78, Boulevard Saint-Michel, PARIS







La Faillite

de l'Internationale

DU MÊME AUTEUR

Le Socialisme en France depuis 1870, un vol. in-18. Eug. Fasquelle, éditeur.

Le Syndicalisme contemporain, un vol. in-18. Albin Michel éditeur.

De la Semaine sanglante au Congrès de Marseille (tome II de l'*Histoire des partis socialistes en France*), un vol. in-18 jésus. Marcel Rivière, éditeur.

Les Guesdistes (tome III de l'*Histoire des partis socialistes en France*), un vol in-18 jésus. Marcel Rivière, éditeur.

Le Socialisme en 1912 (tome XI de l'*Histoire des partis socialistes en France*), un vol. in-18 jésus. Marcel Rivière, éditeur.

La Législation des mines en Angleterre, un vol. in-18. Giard et Brière, éditeurs.

L'Industrie minière et la Législation minière dans le Grand-Duché de Luxembourg, une brochure in-8°. Librairie de la Presse Périodique.

Les Mines et la Nation, un vol. in-18. Librairie de la Presse Périodique.

Notes et Souvenirs d'un Militant, un vol. in-18. Marcel Rivière, éditeur.

Histoire populaire de la Guerre de 1914, livraisons illustrées, les deux premiers volumes parus. Éditions de l'Imprimerie générale, Grenoble.

A paraître :

Le Parti socialiste unifié et la Guerre.

ALEXANDRE ZÉVAÈS

La Faillite de l'Internationale

FAITS ET DOCUMENTS



PARIS

LA RENAISSANCE DU LIVRE

78, Boulevard Saint-Michel, 78

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction réservés,
pour tous les pays.

Copyright 1917, by Alexandre Zévaès.



48

11

Ex 20

1912

Faillite de l'Internationale

CHAPITRE PREMIER

L'INTERNATIONALE

Née à Londres, en 1864, l'*Association internationale des Travailleurs* — la première Internationale, comme on l'appelle couramment dans l'histoire du socialisme moderne — survit peu à 1870.

Après avoir tenu quatre Congrès, à Genève, à Lausanne, à Bruxelles et à Bâle, elle en devait convoquer un cinquième pour le premier lundi de septembre 1870. « Dans un an, avaient déclaré en 1869 à Bâle les délégués français, l'Empire aura cessé d'exister et dès aujourd'hui nous invitons l'Internationale à réunir son prochain Congrès à Paris. »

Le premier lundi de septembre 1870 tombait le 5. La veille, l'Empire avait été renversé. Mais on était en pleine guerre. L'heure était peu propice à un Congrès international. Il n'en fut point question.

La guerre portait à l'Association un coup fatal. Au lendemain de la Commune et du vote de la loi Dufaure, qui punissait de peines effroyables toute affiliation, les débris de ses sections furent traqués, voués à une vie clandestine et impuissante.

A l'extérieur, quelques Congrès continuèrent à se réunir, de moins en moins nombreux, de plus en plus divisés, à Bruxelles, à Genève, à Berne, à La Haye. Mais, en fait, l'Association était ruinée par les querelles intestines qui la divisèrent en marxistes et bakouniniens, les premiers voulant imposer leur caporalisme autoritaire et leur germanisme, les seconds s'efforçant de propager les

conceptions anarchistes et libertaires. Les blanquistes français s'en retirèrent. Le Congrès de la Haye (1872), où Karl Marx et sa coterie firent transférer à New-York le siège du bureau de l'Internationale, signa son arrêt de mort.

La seconde Internationale.

De 1875 à 1890, nous assistons à la formation, dans les divers pays européens, sous les titres de *Partis ouvriers* ou de *Partis social-démocrates*, de partis socialistes nationaux : Parti social-démocrate allemand, sorti de la fusion des lassaliens et des marxistes et ayant à sa tête Bebel et W. Liebknecht ; Parti ouvrier français, avec Jules Guesde, Benoît Malon, Eugène Fournière, Gabriel Deville, Paul Brousse, Joffrin, S. Dereure, etc. ; Parti ouvrier belge, avec César de Paëpe, J. Volders, Anseele et Van Beveren ; Fédération social-démocratique d'Angleterre, avec Hyndman et Beldford-Bax ; Parti des travailleurs socialistes italiens, avec Andrea Costa, Turati, etc. ; Parti social-démocrate autrichien, avec Adler ; Parti ouvrier espagnol, avec Pablo Iglésias, etc.

Les principes de lutte de classe et le matérialisme économique de Marx triomphent dans ces divers partis ouvriers. La défaite française de 1870 a fait passer à Berlin la prépondérance socialiste, comme la prépondérance économique, comme la prépondérance diplomatique et militaire. D'autre part, la répression cruelle de la Commune de Paris a porté un coup terrible à l'idéalisme dans le cœur ulcéré et meurtri des prolétaires.....

Le 14 juillet 1889 s'ouvre à Paris un Congrès socialiste international (1). Il tient ses séances salle Pétrelle, rue Rochechouart. Il est convoqué par la fraction guesdiste (Parti ouvrier français), qui représente plus particulièrement en France le socialisme marxiste, par la fraction

(1) Entre la fin de la première Internationale et le Congrès de 1889, qui donne naissance à la seconde, se placent un certain nombre de conférences et de Congrès socialistes internationaux : Congrès de Gand (1877), Congrès de Coire (1881), conférences ouvrières internationales de Paris (1883 et 1886), Congrès corporatif international de Londres (1888). Mais ces diverses réunions n'avaient groupé que peu de délégués d'un petit nombre de nationalités.

blanquiste qui a suivi Vaillant, enfin par la Fédération nationale des syndicats et groupes corporatifs de France qui venait de tenir son Congrès annuel à Bordeaux (1). En réalité, il est organisé directement par la social-démocratie allemande, ainsi qu'en témoigne la lettre suivante de Liebknecht adressée à la fraction possibiliste française :

Les députés socialistes démocrates allemands ont pris la résolution de prendre part au Congrès ouvrier international qui, d'après les résolutions du Congrès ouvrier de Bordeaux, doit se tenir à Paris dans le cours de l'année présente. Pour faire les préparatifs nécessaires, il nous a paru indispensable d'avoir une conférence préparatoire. Avec nos amis suisses, belges et hollandais, nous avons convenu de tenir la conférence préparatoire à Nancy le 18 janvier. Nous venons d'inviter nos amis les marxistes et les blanquistes français... (2).

Parmi les délégués français qui prennent part au Congrès de la salle Pétrelle, l'on remarque : Jules Guesde, Paul Lafargue, Gabriel Deville, Dormoy, Lavigne, Roussel, Crépin, Dereure, Vaillant, Landrin, Chauvière, Ferroul, Féline, etc.

Parmi les délégués étrangers : Aveling, gendre de Karl Marx, Cunningham-Graham, pour l'Angleterre ; Lavroff, pour la Russie ; Amilcare Cipriani, pour l'Italie ; César de Paëpe, Volders, Anseele, pour la Belgique ; Domela-Nieuwenhuis, pour la Hollande ; Adler, pour l'Autriche-Hongrie, etc.

Mais la social-démocratie allemande, elle, est venue en nombre. Elle a assisté à la formation des partis socialistes dans les diverses nations et elle estime que l'heure est venue de mettre la main dessus, d'assurer sur eux l'hégémonie marxiste. Autour de Bebel, de Liebknecht et de Singer, ils sont là quatre-vingt-dix : députés au Reichstag, agents de la Triple-Alliance, officiers et sous-officiers d'armée active et de landwehr, grenadiers poméraniens et uhlans de Thuringe. Ils se sont rendus

(1) Cette Fédération, qui précède la Confédération générale du Travail, avait été fondée en 1886 au Congrès syndical de Lyon et vécut jusqu'à 1895. En fait, elle était dirigée par des militants guesdistes.

(2) Cf. SYLVAIN HUMBERT, *Les Possibilistes* (Marcel Rivière, édit., Paris, 1911, p. 56-58).

au Congrès de Paris comme à un conseil de guerre. Et après avoir recueilli les instructions d'Engels, après entente avec les gendres et les filles de Marx, l'on décide la constitution d'une nouvelle Internationale ouvrière et la tenue régulière de Congrès socialistes internationaux (1).

C'est ce que l'on appelle la *deuxième Internationale*.

Elle tient successivement les Congrès de Bruxelles (1891), Zurich (1893), Londres (1896), Paris (1900), Amsterdam (1904), Stuttgart (1907), Copenhague (1910), Bâle (1912).

Le Congrès suivant devait avoir lieu à Vienne en août 1914.

Chacun de ces Congrès groupe quelques centaines de délégués : députés, universitaires, journalistes, financiers, industriels socialistes pour qui le Congrès est un but de tourisme et qui s'y rendent comme à une saison d'eaux. Toujours les mêmes, depuis vingt ans. Prenez les comptes rendus officiels des Congrès, consultez les listes des congressistes : ce sont les mêmes que l'on rencontre à Amsterdam, à Copenhague ou à Bâle. Ils apprennent la géographie en voyageant.

A chaque Congrès, sur les murs de la salle des séances, sont exposés les portraits de Karl Marx, de Lassalle et d'Engels, enguirlandés de feuillage. Les délégués défilent devant ces saintes gravures, s'agenouillent pieusement et répètent, en manière de prières, les deux formules léguées par les prophètes : « Les prolétaires n'ont pas de patrie », et : « Prolétaires de tous pays, unissez-vous ! »

D'un Congrès à l'autre, depuis 1900, l'Internationale ouvrière est représentée et administrée par un bureau composé de bons bourgeois, le *Bureau socialiste international* (B. S. I.), dont le siège est à Bruxelles, à la Maison du Peuple du parti ouvrier belge, et auprès duquel chaque « section nationale » — autrement dit chaque parti affilié — mandate un ou plusieurs délégués.

(1) En même temps qu'avait lieu rue Rochechouart le Congrès international de l'Eglise marxiste, un autre Congrès socialiste international, convoqué par la fraction des socialistes possibilistes parisiens (Brousse, Allemane, A. Lavy, Prudent-Dervillers, etc.), se réunissait rue de Lancry. A partir de 1891, les possibilistes, qui sont divisés en deux groupements, ne prennent plus l'initiative de Congrès internationaux et participent aux Congrès internationaux marxistes.

Ledit Bureau est chargé des opérations urgentes, des décisions et convocations que peuvent comporter les circonstances. Les statuts du Bureau définissent ainsi son rôle et sa composition :

ART. 4. — *Un Bureau socialiste international, constitué sur la base de la représentation des sections nationales aux Congrès internationaux, continuera les fonctions de ceux-ci. Chaque section pourra envoyer au Bureau deux délégués mandatés. Les délégués peuvent se faire remplacer par des suppléants, mandatés par les partis affiliés. Les secrétaires nationaux de la Commission interparlementaire auront qualité de délégués adjoints au B. S. I. et pourront, en cette qualité, assister aux réunions du Bureau socialiste international.*

ART. 5. — *Le Bureau a un secrétaire permanent dont les fonctions ont été déterminées par le Congrès de Paris de 1900. Le siège du secrétariat est fixé à Bruxelles et la délégation belge fait fonction de Comité exécutif (1).*

L'Internationale ouvrière a pour but le triomphe du socialisme international, et comme, aux yeux de l'Internationale, la guerre est le plus grand obstacle aux revendications ouvrières et au développement du socialisme, elle se donne pour mission immédiate et supérieure de combattre l'idée de guerre, de prévenir la guerre par tous les moyens possibles, d'empêcher toute collision entre les prolétaires qui sont frères sans distinction de races, de langues, ni de nationalités. Et c'est ainsi que le problème du militarisme et de la guerre, de l'attitude du prolétariat socialiste en cas de guerre, est l'une des questions qui reviennent le plus fréquemment en discussion dans les Congrès internationaux. Successivement, il fut mis à l'ordre du jour des Congrès de Bruxelles, Stuttgart et Copenhague.

Au Congrès de Bruxelles.

Le Congrès de Bruxelles (16-23 août 1891) avait à son ordre du jour : « Le Militarisme, de la Position et des Devoirs de la Classe ouvrière vis-à-vis du Militarisme ».

(1) *Règlement des Congrès socialistes internationaux et du Bureau socialiste international*, adopté par le Congrès de Stuttgart.

C'est là que Domela-Nieuwenhuis, représentant le « Parti démocrate-socialiste hollandais », déposa et soutint sa proposition fameuse — qui est, chronologiquement, la première faite en ce sens — sur la Grève générale en cas de guerre :

Le Congrès...

Déclare que les socialistes de tous les pays répondront à la proposition d'une guerre par un appel au peuple pour proclamer la grève générale (1).

La proposition fut combattue par W. Liebknecht (Allemagne), par Branting (Suède), par Jean Volders (Belgique) et par Édouard Vaillant (France), qui, quelques années plus tard, dans les Congrès nationaux du Parti socialiste unifié et dans les Congrès internationaux, devait soutenir des propositions analogues à celle de Nieuwenhuis. « La Grève générale, opposée à la déclaration de guerre, dit W. Liebknecht, est de la phraséologie. »

La proposition hollandaise, mise aux voix par nationalité, fut repoussée par 13 voix contre 3. La proposition suivante, rapportée par Liebknecht et Vaillant, fut adoptée à l'unanimité moins une abstention, celle de la Hollande. En voici le texte :

Le Congrès...

Déclare que le militarisme, qui pèse en ce moment sur l'Europe, est le résultat fatal de l'état permanent de guerre ouverte ou latente, imposé à la société par le régime de l'exploitation de l'homme par l'homme et la lutte de classes qui en est la conséquence ;

Affirme que toutes les tentatives ayant pour objet l'abolition du militarisme et l'avènement de la paix entre les peuples —

(1) Cette utopie de la grève opposée à la guerre n'était point nouvelle. Déjà, en 1866, Vermorel l'avait formulée dans un article intitulé *La grève des peuples contre la guerre*. « Il suffit de se croiser les bras, écrivait-il, de faire la sourde oreille et de rester immobile. Pour faire la guerre, il faut des hommes et de l'argent, des levées extraordinaires et des emprunts. Eh bien ! qu'on ne donne ni hommes ni argent ! » (*Le Courrier français*, 10 juin 1866).

En 1868, le troisième Congrès de la première Internationale, réuni à Bruxelles, vote, après un rapport de Charles Longuet, une résolution disant notamment : « Le Congrès recommande surtout aux travailleurs de cesser tout travail dans le cas où une guerre viendrait à éclater dans leurs pays respectifs. »

quelque généreuses qu'en soient les intentions — ne sauraient être qu'utopiques et impuissantes, si elles n'atteignent pas les sources économiques du mal ;

Que seule la création d'un ordre socialiste mettant fin à l'exploitation de l'homme par l'homme mettra fin au militarisme et assurera la paix définitive ;

Que, par suite, le devoir et l'intérêt de tous ceux qui veulent en finir avec la guerre est d'entrer dans le parti socialiste international qui est le véritable et unique parti de la paix.

Le militarisme est la conséquence du régime capitaliste, le socialisme seul peut mettre fin à la guerre entre les peuples comme à la lutte entre les classes : ces affirmations vagues et théoriques — qui dispensent de résolutions pratiques et précises — reviendront inlassablement et éternellement dans les Congrès internationaux ultérieurs.

Au Congrès de Stuttgart.

Le Congrès de Stuttgart (16-24 août 1907) porta encore à son ordre du jour : « Le Militarisme et les Congrès internationaux ».

Gustave Hervé y fit son apparition. Dans une intervention où il malmena assez vivement la social-démocratie allemande, — à qui il reprocha de s'être « embourgeoisée depuis trente ans » et de n'avoir « plus que le verbalisme révolutionnaire », — il fit l'apologie de sa propagande antimilitariste et antipatriotique, qui, dit-il, a commencé à porter ses fruits. « Les mutineries de nos régiments du Midi sont un indice ; elles eussent été impossibles il y a dix ans. Notre propagande a désarmé notre gouvernement français. Votre état-major a bien vu. La guerre, en France, ce serait l'insurrection par la désorganisation de la mobilisation. » Hervé exagérait.

Vaillant et Jaurès, tout en faisant des réserves sur la motion Hervé, en présentèrent une analogue, mais plus vague. « L'Internationale, dit Vaillant, doit déterminer ses moyens d'action nécessaires. Dans tel cas, l'agitation parlementaire peut suffire. Dans d'autres circonstances, il faut aller jusqu'à une action plus décisive, à un mode d'action combiné d'agitation populaire apte à empêcher

les conflits et les guerres. C'est des faits mêmes que sortiront les moyens d'exécution. »

Bebel répondit aux socialistes français. Puis une sous-commission, présidée par Vandervelde, fut chargée d'amalgamer les diverses motions et de proposer au Congrès un texte sur lequel se ferait l'union de toutes les formules et de toutes les tendances.

La résolution ainsi rédigée est interminable. Ce n'est pas une décision de Congrès ; c'est une brochure ! En voici quelques phrases :

Le Congrès...

Confirme les résolutions des précédents Congrès internationaux concernant l'action contre le militarisme et l'impérialisme et rappelle que l'action contre le militarisme ne peut pas être séparée de l'ensemble de l'action contre le capitalisme...

Les guerres sont donc de l'essence du capitalisme et ne cesseront que par la suppression du système capitaliste...

Toute cette partie de la résolution n'est que la reproduction ou le démarquage de la résolution du Congrès de Bruxelles. C'est du déjà vu. Suit un long exposé historique des efforts déjà tentés par le syndicalisme et le socialisme international, à l'occasion de conflits entre nations : les Trades-Unions anglaises et les Syndicats parisiens ont fraternisé au lendemain de Fachoda ; les socialistes allemands et français se sont opposés à toute guerre à l'occasion du Maroc ; les socialistes de Suède sont intervenus pour empêcher une attaque contre la Norvège, etc. Et la conclusion de tout cet exposé théorique et historique est la suivante :

Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les Parlements, avec l'aide du Bureau international, force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissent les mieux appropriés et qui varient naturellement selon l'acuité de la lutte des classes et la situation politique générale (1).

(1) Septième Congrès socialiste international, compte rendu analytique publié par le secrétariat du Bureau socialiste international (Bruxelles, imp. lithogr. Veuve Désiré Brismée) ; 1908.

La motion est plus abondante que décisive.

Dire que l'on fera tous ses efforts pour empêcher la guerre, cela n'engage à rien. Dire qu'à cet effet chaque pays « usera des moyens qui lui paraissent les mieux appropriés », qui donc ne souscrirait à une pareille formule? Aussi la motion est-elle votée à l'unanimité.

Mais comme elle ne résout rien, la question revient encore en discussion, trois ans plus tard, au Congrès de Copenhague (28 août-3 septembre 1910).

Au Congrès de Copenhague.

« A Stuttgart, dit Vaillant, nous avons déclaré que nous sommes d'accord sur les principes ; aujourd'hui, il faut trouver les moyens. A Stuttgart, nous nous sommes déclarés contre la guerre ; maintenant il faut passer à l'action, à la propagande. »

Quels seront les moyens? En quoi consistera l'action? La Grève générale, l'insurrection. « Ce sont là, poursuit-il, des moyens extrêmes, mais auxquels il faut recourir, s'il le faut ». Il ajoute encore : « Les moyens ne pourront jamais être trop extrêmes, puisqu'il s'agit d'empêcher la guerre. »

En conséquence, Vaillant et Keir-Hardie, délégué de l'*Independent Labour Party*, proposent le texte suivant :

Entre tous les moyens à employer pour prévenir et empêcher la guerre,

Le Congrès considère comme particulièrement efficace :

La grève générale ouvrière, surtout dans les industries qui fournissent à la guerre ses instruments (armes, munitions, transports, etc.), ainsi que l'agitation et l'action populaires sous leurs formes les plus actives.

Le Congrès de Copenhague adopte une résolution reprenant les formes les plus vagues et les plus vieillottes du marxisme et répétant ce qui a déjà été dit à Bruxelles, à Stuttgart et ailleurs, savoir : que les guerres ne sont actuellement causées que par le capitalisme et particulièrement par la concurrence économique internationale des Etats capitalistes sur le marché du monde ; qu'elles

ne cesseront complètement qu'avec la disparition de la société capitaliste, etc.

Quant à l'amendement Keir-Hardie-Vaillant, le Congrès décide qu'il sera « renvoyé pour étude au Bureau socialiste international et que celui-ci fera son rapport à un prochain Congrès socialiste international sur les propositions que l'amendement contient (1). »

Le prochain Congrès international est fixé à Vienne, au cours du mois d'août 1914. « Si vous venez chez nous, — avait dit Adler, — vous pourrez vous convaincre que Vienne est non seulement la ville des Empereurs, mais qu'elle est devenue aussi un centre de la social-démocratie et que la bannière rouge a été plantée à Vienne par les puissantes mains des prolétaires de toutes les nationalités autrichiennes. »

Le Grand Pardon de Bâle.

Mais d'ici le Congrès de Vienne, l'Internationale va se trouver aux prises avec les événements.

Depuis Stuttgart, depuis Copenhague, que d'incidents ! que d'occasions de conflit ! que de difficultés diplomatiques ou militaires ! En 1911, c'est l'affaire d'Agadir, au cours de laquelle se manifestent avec une indiscutable brutalité la volonté belliqueuse et la gallophobie enragée de l'Allemagne et où la France n'évite la guerre et ne sauvegarde ses droits acquis au Maroc qu'en sacrifiant le Congo. En 1912, c'est la guerre entre la Turquie et l'Italie. Celle-ci acquiert la Tripolitaine par le traité de Lausanne. La même année, c'est la guerre balkanique, la guerre de la Serbie, de la Bulgarie, de la Grèce et du Monténégro, ligués contre la Turquie. Les répercussions auprès des grandes puissances européennes en sont telles qu'à plusieurs reprises on peut redouter qu'une étincelle, jetée par quelque joueur téméraire ou imprudent, n'allume l'incendie.

Le Bureau socialiste international se réunit à Bruxelles les 28 et 29 octobre 1912 et décide la convocation d'un

(1) *Huitième Congrès socialiste international*, compte rendu analytique publié par le secrétariat du Bureau international (Gand, 1911).

Congrès international extraordinaire qui aura pour titre « Congrès international contre la guerre ».

C'est à Bâle, les 24 et 25 novembre, que se réunit ce Congrès extraordinaire. On y trouve les mêmes figures que dans les précédents Congrès : Haase, Adler, Anseele, Keir-Hardie, etc. Mais les Français sont venus particulièrement nombreux. Il y a là une quarantaine de députés, MM. Jaurès, Sembat, Albert Thomas, Compère-Morel, Lecointe, Raffin-Dugens, Vaillant, Mistral, Sabin, de la Porte, Voilin, Fourment, Goude, Dejeante, Ducarouge, etc., sans parler des militants comme MM. Gustave Hervé, Louis Dubreuilh, Lucien Roland, etc. L'âme du Congrès est le Suisse-allemand Greulich, dont nous aurons plus loin à examiner le rôle particulier, quand nous parlerons des socialistes suisses (1).

Une vaste réunion a lieu à la cathédrale, sous les voûtes du vieil édifice gothique où se tint, jadis, au Moyen Age, l'un des plus fameux conciles de la chrétienté. Faisant allusion aux cloches qui ont salué l'arrivée des congressistes, Jaurès rappelle l'inscription de la cloche symbolique de Schiller : « *Vivos voco, mortuos plango, fulgura frango* (2) » :

Depuis des siècles, ajoute-t-il, des rêves d'espérance sont près d'émerger de dessous ces voûtes de pierre. Il n'y en a pas eu de plus noble et de plus grand que celui que le socialisme veut réaliser dans la vie. A l'endroit où se tint le si long et si trouble concile de l'ancienne Eglise, nous, socialistes, nous travaillons pour notre idéal et sans crainte de schisme, mais avec une unité splendide d'âme et de pensée.

Les deux journées de Congrès aboutissent à l'élaboration d'un manifeste, qui est lu aux délégués de langue française par Jaurès, aux délégués de langue anglaise par Keir-Hardie, aux délégués de langue allemande par V. Adler, et qui est adopté à l'unanimité des congressistes.

Le manifeste prend les Turcs et les Albanais sous sa protection :

Le Congrès demande particulièrement aux socialistes des Balkans de s'opposer à toute oppression des peuples balkaniques qui se trouvent à cette heure dans un autre camp.

(1) Cf. chapitre X, *Les Neutres*.

(2) « J'appelle les vivants, je pleure les morts, je brise les foudres.

Vient ensuite la traditionnelle et inévitable protestation du socialisme international contre le tsarisme :

C'est avec une grande joie que le Congrès salue les grèves des ouvriers russes... Le tsarisme est l'espérance de toutes les puissances de réaction de l'Europe, le plus terrible ennemi de la démocratie européenne, comme il est le plus terrible ennemi du peuple russe. L'Internationale considère qu'amener sa chute est une de ses tâches principales.

Le manifeste se termine par une menace aux classes dirigeantes :

Que les Gouvernements sachent bien que dans l'état actuel de l'Europe et dans les dispositions d'esprit de la classe ouvrière, ils ne pourraient, sans péril pour eux-mêmes, déchaîner la guerre... Opposez au monde capitaliste de l'exploitation et du meurtre les masses du monde prolétarien de la paix et de l'union des peuples.

Les congressistes, qui ont accouché de trois pages de manifeste, s'imaginent qu'ils ont fait quelque chose d'efficace contre la guerre. Les délégués français se montrent particulièrement enthousiasmés de ce que M. Pierre Baudin a appelé le Grand Pardon de Bâle, et M. Albert Thomas s'écrie :

Oh ! ce n'est pas par hasard que les portes du vieux munster se sont ouvertes toutes grandes devant le magnifique cortège du Congrès. Ce n'est pas par hasard que les vieilles cloches de la chrétienté se sont mises à sonner à son approche. Quand l'Europe du Moyen Age était ravagée par les guerres féodales, c'était l'Eglise qui tendait à imposer aux barons ou aux rois la paix de Dieu ; c'étaient les moines populaires qui, du haut des chaires, tonnaient contre les crimes.

Dans l'Europe du xx^e siècle, l'Internationale ouvrière aura assez de foi et d'autorité pour imposer aux gouvernants capitalistes la paix des peuples (1).

Quelle illusion ! Les cloches de la cathédrale bâloise peuvent joyeusement sonner matines et sonner sous les

(1) *L'Humanité*, 26 novembre 1912, 1^{re} page, 4^e et 5^e col., article sans titre d'Albert Thomas.

voûtes tour à tour les croyants de la religion et les dévôts du socialisme international. Elles peuvent — si l'on veut reprendre la formule de Schiller — pleurer les morts et appeler les vivants. C'est désormais tout ce qu'elles peuvent.

La réunion de Bruxelles.

Plus l'on approche de la date du Congrès international suivant, fixé à Vienne, au cours de l'été 1914, plus la situation diplomatique devient tendue, plus l'histoire se précipite.

En mai 1913, traité de Londres, qui met fin à la première guerre balkanique. Seconde guerre balkanique entre les Bulgares félon, d'une part, et la Grèce et la Serbie, d'autre part; elle aboutit au traité de Bucarest.

En juin 1914, c'est le drame de Serajevo, qui fournit à l'Autriche et à l'Allemagne impériales, étroitement unies dans la même besogne belliqueuse et le même but de domination germanique, le prétexte depuis longtemps attendu et recherché.

Et voici l'ultimatum adressé par la monarchie austro-hongroise au vaillant petit peuple serbe. La situation est autrement grave qu'en fin 1912 : et le cataclysme formidable, que pressentaient, depuis trois ans, ceux qui avaient des yeux pour voir, va être brusquement déchaîné sur le monde...

C'est, pour l'Internationale, l'heure d'agir, de manifester son existence, de prendre les résolutions que comportent les circonstances. C'est, pour elle, l'heure d'appliquer les décisions, les « guerre à la guerre » des Congrès internationaux et nationaux.

Convoqué par télégramme, le Bureau socialiste international se réunit le 29 juillet, à Bruxelles, dans une des salles de la Maison du Peuple. La France y est représentée par Jaurès, Jules Guesde, Marcel Sembat, Edouard Vaillant, députés ; l'Allemagne, par Rosa Luxembourg et par Haase, député au Reichstag, président du Comité directeur de la social-démocratie ; l'Autriche, par Victor Adler et Nemeč ; la Belgique, par Anseele, Bertrand et Vandervelde ; la Hollande, par Troëlstra ; l'Angleterre,

par Keir-Hardie, Irving et Bruce-Glasier ; l'Espagne, par Fabra Ribas, etc., etc.

Le Bureau international demande aux prolétaires français et allemands une pression énergique sur leurs gouvernements respectifs pour que l'Allemagne exerce sur l'Autriche une action modératrice et que la France amène la Russie à se désintéresser du conflit austro-serbe. Sa résolution est ainsi conçue :

Le Bureau socialiste international a entendu aujourd'hui en sa séance du 29 juillet les délégués de toutes les nations menacées par la guerre mondiale exposer la situation politique dans leur pays respectif. A l'unanimité, il fait une obligation aux prolétaires de toutes les nations intéressées, non seulement de poursuivre, mais encore d'intensifier leurs démonstrations contre la guerre, pour la paix et pour le règlement arbitral du conflit austro-serbe.

Les prolétaires allemands et français feront sur leur gouvernement une pression plus énergique que jamais, afin que l'Allemagne exerce sur l'Autriche une action modératrice et que la France obtienne de la Russie qu'elle ne s'engage pas dans le conflit. Les prolétaires de Grande-Bretagne et d'Italie, de leur côté, appuieront ces efforts de toutes leurs forces.

Le Bureau international décide, en outre, « sur la proposition des délégués allemands et avec la vive adhésion des délégués français (1) », que le Congrès international qui devait se tenir à Vienne, le 23 août, serait avancé d'une quinzaine et s'ouvrirait à Paris, le 9 août.

Jaurès, qui vient de participer aux palabres de Bruxelles, écrit dans *l'Humanité* :

De l'échange de vues et de renseignements qui vient de se produire au Bureau international, il résulte que partout les socialistes ont la conscience de leur devoir. Les vigoureuses démonstrations des socialistes allemands sont une magnifique réponse à ceux qui dénoncent l'inertie prétendue de nos camarades. Qu'en disent les nationalistes et réactionnaires de France et n'auront-ils pas honte enfin de leur stupide et perfide refrain ?

C'est avec une grande force de volonté et d'espérance que le socialisme international se réunira le 9 août à Paris. Peu de jours nous restent pour nous préparer, mais le zèle de tous suppléera au temps qui fait défaut ; nous voulons ouvrir le

(1) *l'Humanité*, 30 juillet 1914.

Congrès par une magnifique manifestation populaire où, par centaines de mille, les travailleurs de Paris acclameront la paix (1).

Que deviendront, que deviennent les résolutions du Bureau de Bruxelles? Il semble qu'au moment où ils les prenaient, la gravité tragique des circonstances et l'imminence du péril de la guerre aient vraiment échappé de manière complète aux délégués du Bureau socialiste international.

Eh quoi! l'on était en plein conflit, quand ils délibéraient : la guerre était déjà déclarée depuis la veille par l'Autriche à la Serbie ; la guerre allait être le lendemain même déclarée par l'Allemagne à la Russie ; sur la frontière franco-allemande, des préparatifs de guerre — ce que ne pouvaient ignorer les délégués allemands — étaient, depuis plusieurs jours, accumulés par l'Allemagne ; elle poursuivait, dans un demi-secret, sa mobilisation. Oui, vraiment, les délégués du socialisme international manquaient de la clairvoyance la plus élémentaire, et leur méconnaissance des difficultés extérieures était aussi grande que leurs chimères et leurs illusions.

Il est à peine besoin de constater que la pression que le Bureau de Bruxelles demandait aux divers prolétariats d'exercer sur leurs gouvernements ne s'est jamais produite, n'a jamais été tentée ; que, même si elle l'eût été, elle se fût perdue dans l'énormité colossale des événements qui, en dépit des formules de lutte de classes et des décisions de Congrès, allaient réunir dans un même bloc national ouvriers et patrons, classe prolétarienne et classe capitaliste de chaque pays.

Quant au Congrès international projeté à Paris, il lui advint ce qui était déjà advenu, quarante-quatre ans plus tôt, au cinquième Congrès de la *première Internationale* convoqué à Paris pour septembre 1870 : il ne put se réunir. Le dimanche 9 août, jour fixé pour sa séance d'ouverture, les Allemands faisaient le siège de Liège, les troupes françaises entraient à Altkirch et à Mulhouse.

Donc, d'action collective du socialisme international contre la guerre, il ne saurait être question.

(1) *L'Humanité*, 30 juillet 1914.

Devant la guerre européenne, l'Internationale a fait faillite.

Mais il est intéressant d'examiner d'un peu près quelle a été, vis-à-vis de la déclaration de guerre et au cours du conflit, l'attitude des fractions du socialisme international tant dans les pays belligérants que dans les pays neutres.

Nous commencerons cet examen par les partis socialistes des pays de l'Entente ; nous le continuerons par les partis socialistes des Empires centraux et des pays neutres ; nous rappellerons enfin les divers Congrès plus ou moins internationaux ou cosmopolites qui se sont réunis depuis l'ouverture des hostilités.

CHAPITRE II

LES SOCIALISTES UNIFIÉS FRANÇAIS

L'antipatriotisme est une assez triste, mais assez récente nouveauté dans le socialisme français. Jusqu'alors laissé pour compte aux anarchistes et aux libertaires, il fait son apparition vers 1900 par suite de la pénétration de la propagande anarchiste et syndicaliste révolutionnaire dans les organisations socialistes.

En 1903, au Congrès socialiste de Bordeaux, Millerand est pris à parti pour un vote qu'il a émis à la Chambre dans une interpellation relative au *Manuel du soldat*. Répandue par — et dans — les Bourses du travail, la brochure qui porte ce titre est, en réalité, le manuel de l'antipatriotisme le moins déguisé, le plus violent : ce qui s'y trouve, c'est le refrain répété de phrase en phrase avec une netteté monstrueuse : Désertez ! Millerand avait voté l'ordre du jour de confiance au ministère qui avait ordonné des poursuites contre la publication antipatriotique. *Inde iræ*. De là le blâme infligé à Millerand au Congrès départemental de la Fédération de la Seine. De là le procès porté à la barre du Congrès national de Bordeaux (1).

Vainement Millerand répondait-il que l'appel à la désertion n'a jamais fait partie de la propagande socialiste, qu'il ne constitue point un appel à l'énergie et à la volonté, mais à la faiblesse. Vainement déclarait-il avec netteté :

(1) Cinquième Congrès national annuel du Parti socialiste français (12-14 avril 1903).

Je déclare très net que tant qu'il y aura une armée et un ministre de la Guerre, il est impossible au ministre de la Guerre de laisser les soldats, dont il a pour premier devoir de préserver la discipline, aller dans les Bourses du travail recevoir des conseils comme ceux-là, et ce que je reproche à nos amis de la Bourse du travail, c'est d'avoir, en se laissant entraîner à faire une publication qui, à coup sûr, n'était en aucune façon dans leur mission, compromis l'idée socialiste et servi, autant qu'ils le pouvaient, contre leur intention, la propagande nationaliste (1).

On lui répondait (c'était M. Renaudel qui s'exprimait de la sorte) :

Moi, je n'ai pas la fausse pudeur patriotique que j'ai vu manifester ici. Je dis qu'en matière de désertion c'est une pure affaire de conscience, c'est une affaire de liberté individuelle (2).

Et ces déclarations de M. Renaudel exprimaient l'opinion de la majorité d'un parti où Millerand comprit que désormais il n'avait plus rien à faire.

Antipatriotisme et antimilitarisme.

En 1905, le parti socialiste français « s'unifie ».

A la faveur de l'unification, les éléments anarchistes ou anarchisants s'introduisent dans le parti. Comme ils crient le plus fort, ils s'imposent bientôt aux hésitants, aux plus timides.

Gustave Hervé, qui a été nommé membre de la Commission administrative, qui est donc l'un de ses dirigeants, commence son apostolat, première manière. Il repousse dédaigneusement les ambiguïtés, les équivoques oratoires de Jaurès. Il n'y va point par quatre chemins. L'épithète de « sans-patrie » par laquelle ses adversaires ont voulu le flétrir, il l'accepte, il la reven-

(1) *Congrès socialiste de Bordeaux*, brochure publiée par l'imprimerie communiste *l'Emancipatrice* (Paris, 1903, p. 54).

(2) *Ibid.*, p. 98.

dique, il en tire vanité. C'est le moment où il résume ainsi sa conception internationaliste :

— *Le devoir socialiste en cas de guerre ne saurait faire de doute. En aucun cas, dans une guerre internationale, un socialiste conscient ne doit donner une goutte de son sang, un centimètre carré de sa peau, pour la défense des patries actuelles. Si une déclaration de guerre, d'où qu'elle vienne, met notre vie en danger, il faut la risquer, non pour défendre les patries actuelles, mais pour essayer de faire notre Révolution sociale...*

— *Vous ne faites aucune différence entre une guerre offensive et une guerre défensive ?*

— *Aucune ; car, dans la pratique, il est impossible de savoir, de deux gouvernements qui lancent leurs peuples dans une guerre, lequel est le véritable agresseur. Exemple : les guerres franco-allemande, anglo-boer, russo-japonaise. Disposant d'une grande partie de la presse et des télégraphes, les gouvernements et les classes dirigeantes peuvent toujours donner, quand ils le veulent, l'impression qu'ils sont attaqués, que l'agression vient du voisin. Dire qu'on défendra la patrie au cas où elle sera attaquée, c'est parler pour ne rien dire, c'est dire qu'on se défendra dans tous les cas ; car quand une guerre éclate, les torts sont toujours réciproques et on ne sait jamais quel est le véritable agresseur.*

— *Mais les Congrès de Bruxelles (1891) et de Zurich (1893) ont condamné votre thèse.*

— *Ce qu'un Congrès a fait, un autre Congrès peut le défaire, surtout à quatorze ans d'intervalle, quand les situations ne sont plus les mêmes. Aucune des objections qu'on oppose à notre antipatriotisme et à notre conception de l'insurrection en cas de guerre ne nous semble donc fondée... Si le Parti est resté dans ses masses profondes un parti révolutionnaire (comme il y a de bonnes raisons de le croire), il ne laissera pas échapper la seule occasion qu'il ait de réaliser le socialisme à bref délai et par un coup de force, du moins dans tous les centres industriels d'Europe, et il se préparera ouvertement à répondre au premier ordre de mobilisation par la Révolution sociale (1).*

A la Chambre, M. Marcel Sembat se livre sur la patrie à d'élégants sophismes et approuve le conseil donné aux soldats de tirer sur leurs officiers. Devant les récriminations que sur certains bancs provoque ce langage,

(1) *Enquête internationale sur le socialisme et l'internationalisme*, opinion de Gustave Hervé (*La Vie socialiste*, revue mensuelle, numéro du 20 juin 1905, p. 970 et suiv.)

alors nouveau au Parlement, MM. Edouard Vaillant et Maurice Allard se solidarisent avec leur collègue : « Nous sommes, lui crient-ils, d'accord avec vous ! » Et M. Sembat ajoute :

Quel est donc parmi vous celui qui pourrait trouver mauvais que je ne cache pas, que je ne dissimule pas ma pensée derrière des artifices ?... J'ai chanté l'Internationale. Lorsque je l'ai chantée, je savais ce que je disais (1).

Nous arrivons aux Congrès tenus par le parti socialiste unifié à Limoges (1^{er}-4 novembre 1906) et à Nancy (11-14 août 1907). Dans l'un et l'autre on vote la résolution suivante, défendue par M. Jaurès lui-même et que, quelques jours après le Congrès de Nancy, un des leaders de la social-démocratie allemande apprécie en ces termes au Congrès de Stuttgart : « Elle est inacceptable pour nous, Allemands, aujourd'hui et toujours, dans toutes ses parties » :

Le Congrès, confirmant les décisions des précédents Congrès internationaux et du Bureau international, considère la solidarité internationale des prolétaires et des socialistes de toutes les nations comme leur premier devoir ;

Leur rappelle qu'au 1^{er} mai ils manifestent chaque année pour elle et sa première conséquence nécessaire, le maintien de la paix internationale ;

Et les invite, au moment où, en présence de la révolution russe naissante, du tsarisme aux abois et des impérialismes voisins songeant à le secourir ; où devant les entreprises et pirateries capitalistes et coloniales incessantes, le Bureau international et la Conférence interparlementaire ont dû, avec l'assentiment des socialistes de tous les pays, prendre les dispositions nécessaires pour réunir leurs délégués et les mettre à même, en cas de conflit international menaçant, de décider les mesures pour le prévenir et l'empêcher ;

Les invite à rendre possible l'effet de ces décisions au moyen de l'organisation ouvrière et socialiste nationale et internationale d'une action préparée, ordonnée et combinée, qui mette en chaque pays, tout d'abord dans les pays concernés, et suivant les circonstances, en activité toute l'énergie et tout l'effort de la classe ouvrière et du parti socialiste pour la prévention et l'empêchement de la guerre par tous les moyens,

(1) *Journal officiel* du 2 décembre 1905, compte rendu de la 2^e séance de la Chambre des députés du 1^{er} décembre 1905, p. 3 673, col. 2 et 3.

depuis l'intervention parlementaire, l'agitation publique, les manifestations populaires, jusqu'à la grève générale ouvrière et à l'insurrection (1).

Cette résolution — est-il besoin de le faire observer? — est en contradiction formelle avec toute la tradition révolutionnaire de la France, avec tout le passé du socialisme français.

Sans remonter jusqu'à Blanqui et à ses admirables articles de la *Patrie en danger*, il n'est pas douteux qu'en la votant, qu'en la soutenant, M. Jaurès se soit mis en contradiction avec ce qu'il écrivait lui-même, quelques années plus tôt, dans une revue bien... bourgeoise :

A coup sûr, le socialisme et le prolétariat tiennent à la patrie française par toutes leurs racines. Dès la Révolution bourgeoise, le peuple acculé défendait héroïquement contre l'étranger la France nouvelle; il y présentait dorénavant son patrimoine futur. De plus, l'unité nationale est la condition même de l'unité de production et de propriété, qui est l'essence même du socialisme. Enfin, toute l'humanité n'est pas mûre pour l'organisation socialiste, et les nations en qui la révolution sociale est préparée par l'intensité de la vie industrielle et par le développement de la démocratie, accompliront leur œuvre sans attendre la pesante et chaotique masse humaine. Les nations, systèmes clos, tourbillons fermés dans la vaste humanité incohérente et diffuse, sont donc la condition nécessaire du socialisme. Les briser, ce serait renverser les foyers de lumière distincte et rapide pour ne plus laisser subsister que l'incohérente lenteur de l'effort universel, ou plutôt ce serait supprimer toute liberté, car l'humanité, ne condensant plus son action en nations autonomes, demanderait l'unité à un vaste despotisme asiatique. La patrie est donc nécessaire au socialisme. Hors d'elle, il n'est et ne peut rien; même le mouvement international du prolétariat, sous peine de se perdre dans le diffus et l'indéfini, a besoin de trouver, dans les nations mêmes qu'il dépasse, des points de repère et des points d'appui (2).

M. Jaurès à cette époque ne semblait pas pouvoir se solidariser jamais avec les chevaliers de l'antimilitarisme

(1) *Troisième Congrès national*, compte rendu analytique, publié par le Conseil national du Parti socialiste (16, rue de la Corderie, Paris, p. 261); — *Quatrième Congrès national*, compte rendu sténographique, publié par le Conseil national, p. 318-319.

(2) *Revue de Paris*, 1^{er} décembre 1898.

et de l'antipatriotisme. Il ne semblait pas pouvoir se rendre jamais leur complice, en témoignant d'une tolérance que de toutes leurs forces réprochèrent les social-démocrates d'outre-Rhin.

Car, au Congrès de Stuttgart, ceux-ci rejetèrent la résolution que leur apportaient les délégués français retour de Limoges et de Nancy, et ils le firent avec une énergie et en des termes qui ne laissaient place à aucune ambiguïté. Leur vieux chef, leur kaiser, Auguste Bebel, constatant « la série de concessions » faites à l'hervéisme par Jaurès et les socialistes unifiés français, déclare :

En Allemagne, on a poursuivi pour crime de haute trahison Karl Liebknecht qui, cependant, est infiniment loin d'Hervé... Si nous renoncions à la neutralité sévère que nous sommes forcés de nous imposer, nous aurions à nous défendre à la fois contre tous les articles du Code pénal. Et vous, en France, vous ferez de tristes expériences !... L'agitation antimilitariste, en France, si elle réussissait, compromettrait la paix européenne ; car les cercles militaires allemands la suivent avec le plus vif intérêt et l'armée française désorganisée attirerait l'ennemi avec une force magnétique.

De telles paroles ne constituent-elles pas la critique la plus sévère de paradoxes monstrueux et d'extravagances insensées qui meurtrissent la patrie ? L'organe officiel quotidien du socialisme unifié français, *l'Humanité*, l'a tellement compris qu'il a soigneusement passé sous silence ce passage de la harangue de Bebel, et c'est dans le journal officiel de la social-démocratie allemande et dans le compte rendu analytique officiel du Congrès que nous l'avons trouvé.

Et l'attitude de Bebel n'était point isolée, — tant s'en faut. Un autre leader du socialisme allemand, le député bavarois Vollmar, s'écrie à Stuttgart :

Il n'est pas vrai qu'internationalisme soit synonyme d'anti-nationalisme. Il n'est pas vrai que nous n'ayons pas de patrie ! Et j'emploie ici ce mot de patrie sans y ajouter quelque subtile interprétation du sens de ce mot.

Cette dernière phrase est une allusion à certaines définitions timides, embarrassées et équivoques, données de la patrie par M. Jaurès.

Le député social-démocrate de Munich raille encore le député de Carmaux qui estime que les socialistes allemands s'exagèrent démesurément les périls de l'action antimilitariste. « C'est là, lui dit-il, une objection facile. Mais que Jaurès nous permette, à nous Allemands, d'être meilleurs juges que lui de ces périls. »

Hervé, au surplus, ratifiait indirectement ces jugements en disant sa stupeur du langage tenu par les dirigeants socialistes d'Allemagne et en constatant, à son tour, les emprunts de Jaurès à l'hervéisme.

Je ne sais, dit-il, si l'état-major suit avec satisfaction le progrès des idées antimilitaristes en France. Mais ce que je sais, c'est que le socialisme et la République de France attendaient avec anxiété le discours de Bebel, et ce discours va produire un sentiment de tristesse et de stupeur...

Le Congrès de Nancy m'a donné raison. C'est nous qui avons fait l'appoint de la victoire de la motion de Jaurès. Il a fallu que Jaurès transige avec Hervé pour sauvegarder sa légitime popularité en France.

Gustave Hervé s'étonnait du langage tenu par les chefs du socialisme teuton. Mais les troupes, mais les sections, mais les militants obscurs ne parlent ni ne pensent autrement. La preuve en est dans le langage que, quelques semaines après Stuttgart, l'on entend retentir dans les réunions électorales de la capitale. A Berlin, la cité la plus avancée de l'Empire, où les éléments socialistes sont le plus « radicaux », tous les orateurs approuvent l'attitude observée par les leaders social-démocrates et leurs critiques de la motion Jaurès-Hervé. Dans la première circonscription, Wolderski estime que « les socialistes français ont parfaitement mérité la rude riposte ». Dans la deuxième, le socialiste Fülle s'écrie : « Dans notre lutte contre le militarisme, nous ne devons pas violer les lois existantes ». Dans la troisième, le socialiste Heilmann souhaite que « l'occasion se présente de proclamer qu'ils ne souffriraient pas le morcellement de l'Allemagne ». Dans la quatrième, Hackelbusch signale « les difficultés que rencontrerait en Allemagne une propagande comme celle d'Hervé ». Et ainsi de suite. Il n'y a pas une seule voix discordante. Même Ledebour, que les socialistes unifiés français citent comme particu-

lièrement intransigeant, se réjouit « que le Congrès ait rejeté les vues utopiques d'Hervé ». L'organe central de la social-démocratie, le *Vorwaerts*, enregistre ces propos avec une indiscutable satisfaction : c'est à lui que nous les empruntons.

Entendrait-on des délégués unifiés français revenus de Stuttgart des déclarations analogues? Bien au contraire. Autant les social-démocrates allemands s'efforcent d'atténuer la signification et la portée de la motion — oh ! cependant, combien amphigourique et macaronique ! — votée au Congrès, autant M. Jaurès et ses co-délégués français s'évertuent, dans leurs journaux et dans leurs réunions, à en accentuer, à en aggraver le sens, à lui donner une pointe révolutionnaire qu'elle n'a point en réalité.

M. Jaurès veut rendre compte en plein Paris des décisions de Stuttgart et en faire le commentaire. A cet effet, *L'Humanité* organise dans la vaste salle dite de Tivoli-Vaux-Hall un meeting où il parlera. Il a lieu le 8 septembre 1907, et c'est là que M. Jaurès fait son appel aux fusils révolutionnaires :

L'Internationale (à Stuttgart) a dit aux prolétaires qu'ils n'avaient pas le droit, qu'ayant grandi, ils n'avaient plus le droit d'assister, gémissants et inertes, au guet-apens des despotes et des capitalistes contre la paix, mais qu'ils devaient, par toute l'énergie de leur action : action parlementaire ou action révolutionnaire, écraser dans leur germe les guerres funestes. Il n'est plus nécessaire de rechercher dans la complication des événements, dans les roueries de la diplomatie, dans les intrigues et le mystère des gouvernements, quel est le gouvernement qui attaque, quel est le gouvernement qui est attaqué. L'agresseur, l'ennemi de la civilisation, l'ennemi du prolétariat, ce sera le gouvernement qui refusera l'arbitrage et qui, en refusant l'arbitrage, acculera les hommes à des conflits sanglants. Et alors, l'Internationale vous dit que le droit, que le devoir des prolétaires, c'est de ne pas gaspiller leur énergie au service d'un gouvernement de crime, c'est de retenir le fusil dont les gouvernements d'aventure auront armé le peuple et de s'en servir, non pas pour aller fusiller de l'autre côté de la frontière des ouvriers, des prolétaires, mais pour abattre révolutionnairement le gouvernement de crime (1).

(1) Compte rendu sténographique du discours de Jean Jaurès au meeting du Tivoli-Vaux-Hall (*L'Humanité*, 9 septembre 1907).

On a vu en 1914 le cas que les Allemands — les social-démocrates comme leur kaiser et leur chancelier — faisaient des propositions d'arbitrage et de médiation.

La période qui suit les Congrès de Nancy et de Stuttgart est celle du déchaînement en France de la propagande antipatriotique. C'est l'époque des placards antimilitaristes des Bourses du Travail et de la Confédération générale du Travail. *La Voix du Peuple*, organe hebdomadaire officiel de la Confédération, publie un appel qui proclame que c'en est fait désormais « des sophismes qui faisaient illusion sur le rôle de l'armée (1). » Le Congrès de la Fédération des travailleurs des cuirs et peaux vote un ordre du jour qui acclame l'antimilitarisme et stipule « qu'aux ordres de mobilisation on répondra par un refus en masse de marcher (2). » Le Conseil national du parti socialiste unifié publie un manifeste contre le « brigandage marocain », où il s'exprime ainsi : « Dressons contre les gouvernants criminels la classe ouvrière ». L'année suivante, le Congrès de la Confédération générale du Travail, réuni à Marseille, reprend pour son compte, en les aggravant, les formules antipatriotiques des Congrès socialistes unifiés :

Le Congrès rappelle la formule de l'Internationale : Les travailleurs n'ont pas de patrie... »

Le Congrès déclare qu'il faut, au point de vue international, faire l'instruction des travailleurs afin qu'au cas de guerre entre les puissances, les travailleurs répondent à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire (3).

Nous sommes en pleine crise de délire antimilitariste et antipatriotique.

A cette propagande antipatriotique menée sans relâche, avec un acharnement inouï, par meetings, réunions, congrès, journaux, brochures, placards, tracts, etc., s'ajoutent, comme un couronnement nécessaire, la propagande contre l'alliance franco-russe et la propagande pour l'alliance franco-allemande. Les Slaves sont

(1) *La Voix du Peuple*, 4 septembre 1907.

(2) *L'Humanité*, 23 septembre 1907.

(3) Dixième congrès de la Confédération générale du Travail, 5-10 octobre 1903.

des barbares, des sauvages, incapables de progrès, de développement et de culture : l'alliance russe, l'alliance « cosaque », est une honte pour la République et pour la civilisation. Les Allemands, au contraire, constituent un modèle, un exemple à suivre ; ce n'est point eux qui ont eu des torts à notre égard et qui nous ont cherché querelle en 1875, en 1887, à Casablanca et à Agadir. C'est nous qui nous sommes rendus coupables de tous ces méfaits et de toutes ces provocations. « Aucun des grands dirigeants de l'Allemagne, — proclame du haut de la tribune parlementaire M. Jean Jaurès, — ni M. de Bismarck ni les trois empereurs n'ont voulu la guerre (1). » C'est la France qui « a fourni sa part d'exemple, sa part de détestable responsabilité, dans les violations de la foi jurée, dans l'abaissement de la signature et de la loyauté internationales (2) ». Et M. Jaurès ajoute « qu'en échange de la part d'influence qu'elle assume au Maroc, la France doit à l'Allemagne des dédommagements d'ordre territorial (3). »

Au cours d'une autre séance, comme M. André Lefèvre, député des Bouches-du-Rhône, signale la création par l'Allemagne d'une infinité de chemins de fer stratégiques destinés à préparer et faciliter une invasion, il est interrompu par M. Colly, député socialiste unifié de Paris, qui déclare : « Les chemins de fer allemands sont faits pour le développement économique de l'Allemagne plus que pour son armée (4) ».

M. Compère-Morel, député socialiste unifié du Gard, s'écrie : « Depuis quarante ans, l'Allemagne n'a pas tiré l'épée du fourreau ! » Et l'extrême gauche socialiste révolutionnaire approuve : « Très bien ! Très bien ! » enregistre le *Journal officiel* (5).

« Il n'y a pas, dit M. Édouard Vaillant, de civilisation et de progrès possibles sans l'alliance franco-allemande (6). »

Un autre, M. Brizon, se porte garant du pacifisme et

(1) Chambre des députés, séance du 19 décembre 1911.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

(4) Chambre des députés, 1^{re} séance du 12 mars 1913.

(5) Chambre des députés, 2^e séance du 5 juin 1913.

(6) Chambre des députés, séance du 8 juillet 1913.

de la sincérité du kaiser : « Guillaume II, en montant sur le trône, avait promis la paix à son peuple. Eh bien ! je vous le demande, vingt-cinq années de règne ont-elles démenti la parole impériale ? Guillaume II a-t-il fait la guerre ? L'Allemagne s'est-elle montrée agressive et prête à envahir la France ? L'Allemagne veut la paix ; elle arme, non pour attaquer, mais pour se défendre ». Et ici, un autre député du même groupe — qui ne sait rien des efforts de Guillaume II en Orient, de ses tentatives au Maroc, de ses visées sur le Congo et sur l'Afrique centrale, et qui fait grief à la France de ses possessions coloniales — M. Raffin-Dugens, interrompt : « Est-il (Guillaume II) allé au Tonkin et à Madagascar ? (1). »

Telle est la conception des socialistes unifiés. Telles sont leurs déclarations jusqu'à la veille même de la guerre.

L'avant-guerre.

On se souvient qu'au lendemain du « coup d'Agadir », il y eut, dans tout le pays, un sursaut de colère indignée. Ce peuple français qui, depuis quelques années, ne pensait qu'à la paix, qu'aux œuvres de démocratie et de justice, qu'aux réformes sociales et se laissait bercer par les romances les plus naïvement pacifistes et les plus naïvement humanitaires, se réveilla, écarquilla ses yeux devant le péril, lui fit face, tint tête à l'orage. Le jeu allemand, la mauvaise foi, la provocation, la volonté guerrière de l'Allemagne, étaient, en effet, si visibles, s'étaient avec une impudence si cynique, que nul ne s'y pouvait tromper ; et lorsque le ministère Poincaré prit la direction des affaires, un renouveau de fière volonté et de tranquille confiance s'affirma d'un bout à l'autre du pays. C'est alors que l'on put voir bientôt dans les couloirs parlementaires se nouer des intrigues contre le ministère de défense nationale, — les mêmes qui continuèrent, d'ailleurs, contre les ministères Aristide Briand et Barthou.

L'obstruction à la loi de trois ans servit en 1913 de ralliement à tous les intrigants qui placent les intérêts de

(1) *Ibid.*

la nation au-dessous de la satisfaction de leurs grossiers appétits. Les socialistes unifiés avaient là une splendide plate-forme. Approuver la loi de trois ans, réclamer des canons et des munitions, oser parler des nécessités de la défense nationale et de l'indépendance du territoire, c'est encourir deux disgrâces : d'une part, on devient immédiatement suspect d'être « vendu » aux féodaux de la métallurgie, d'être soudoyé par le Creusot ; d'autre part, on sera battu dans l'élection par les Bracke, les Raffin-Dugens, les Compère-Morel, les Brizon, les Blanc, etc., qui soutiennent que la guerre est impossible, que l'Allemagne ne la veut pas, qu'en cas de guerre les socialistes d'outre-Rhin se refuseront à marcher.

Contre la loi de trois ans les socialistes unifiés avaient encore ce décisif argument d'ordre économique : on voulait exploiter le peuple, on arrachait le travailleur à l'atelier, à l'usine, on gaspillait sa force-travail, on annulait la force économique en amoindrissant la production. Ces messieurs, qui vont sans cesse dénonçant un chômage intensif, prétendaient qu'on manquait de main-d'œuvre !...

Avec non moins d'astuce, ils expliquaient complaisamment, ils justifiaient l'augmentation des effectifs allemands et le vote par les social-démocrates du Reichstag d'un budget extraordinaire de dépenses militaires — 1500 millions — par la menace d'une invasion russe et l'essai socialiste d'une contribution frappant exclusivement la bourgeoisie (1).

C'est avec des sophismes de cette envergure qu'ils réussissaient à endoctriner et abuser une partie de la classe ouvrière. C'est avec la complicité d'intellectuels gavés

(1) « Les préparatifs de l'Allemagne n'échappaient qu'à ceux qui ne voulaient pas les voir ; deux chiffres suffisent à en souligner l'importance.

« De 1905 à 1912, l'Allemagne avait dépensé pour son matériel de guerre deux fois plus de crédits extraordinaires que, pour le même objet et dans le même temps, n'en avait dépensé la France.

« En deux ans, de 1911 à 1913, les lois votées coup sur coup de 1911, 1912 et 1913 avaient accru les effectifs de l'armée allemande d'un chiffre égal à celui dont elle s'était, jusque-là, augmentée en trente-sept ans, de 1873 à 1910.

« Entre les forces militaires allemandes et les nôtres, l'équilibre était brusquement rompu. Nous n'eûmes que le temps d'arriver à la parade avec notre loi de trois ans. » (A. MILLERAND, *La Guerre libératrice*, conférence faite à Versailles, le 22 octobre 1916.)

d'un germanisme qui purulait toutes leurs facultés et les faisait ratiociner béatement sur Kant, Hegel, Fichte et Schopenhauer, alors que le Teuton moderne récite les litanies guerrières de Clausenitz, de Treitschke et de von Bernhardi, que ces politiciens faisaient figure dans certains milieux fermés d'ordinaire aux fariboles des argumenteurs.

Malgré eux, contre eux, la Chambre de 1913, plus énergique, moins pusillanime dans sa majorité que la déconcertante Chambre de 1914, avait eu le courage de se rallier aux propositions de M. Barthou et de Briand en votant la loi militaire.

Quand on connaîtra dans le détail les débats dramatiques de la commission de l'armée où M. Jaurès, finaud et retors comme un procédurier d'officine, réclamait sans cesse de nouveaux documents et suscitait mille incidents pour retarder le dépôt du rapport de la loi nécessaire, on admirera la patience et la volonté d'aboutir des bons Français qui la réclamaient et la firent adopter.

Mais cette hostilité farouche et persistante aux mesures de défense nationale ne suffisait pas à l'activité des socialistes unifiés. Ils savaient que le peuple nourrissait quelque défiance instinctive à l'endroit des Allemands et qu'il n'avait, dans son ensemble, aucun goût pour leur Internationale, trop compliquée pour être honnête. Il fallait donc le rassurer et, sous prétexte de manifester contre la guerre — comme si un pays pacifique comme le nôtre avait besoin de ces sottes manifestations ! — on exhiba dans des meetings des Prussiens authentiques comme Molkenbuhr, comme Scheidemann, qui, la main sur le cœur, les yeux au ciel, déclaraient que les *genossen* étaient des pacifistes sincères, aimant d'un amour sans égal tous les autres peuples et prêts à la révolution si le kaiser déchaînait la guerre.

« Vous voyez bien, disaient nos bons apôtres, que les Allemands sont aussi antimilitaristes que nous. Le kaiser n'est rien, il ne compte pas, — et n'est-il pas, d'ailleurs, le plus pacifique des souverains ? Il a mis aux arrêts son fils, le kronprinz, parce qu'il avait manifesté au Reichstag des sentiments de chauvinisme. Et puis, avez-vous lu le manifeste franco-allemand des socialistes ? Vous y verrez là, côte à côte, les noms les plus respectés des deux partis

socialistes allemand et français. Les deux peuples feront la guerre à leurs dirigeants ; jamais ils n'accepteront de s'entr'égorger (1). »

Enfin, pour tranquilliser davantage les citoyens qui les écoutaient, — on peut dire aujourd'hui : pour endormir leur vigilance, — les députés socialistes unifiés, de concert avec des députés démagogues conscients mais non organisés, vieilles Putiphars déguisées en Judiths, provoquaient cette fameuse conférence de Berne, dans laquelle près de deux cents députés français se rencontraient avec deux douzaines de députés, s'interdisaient tout débat diplomatique et se séparaient sans avoir résolu d'autre question que la preuve de leur incurable jobarderie.

Les conférences internationales étaient à la mode. A Londres, en novembre 1913, sous la présidence d'un député du Reichstag, Jaurès déclamaient une philippique contre la Russie, ridiculisait notre alliance « avec les Tartares » aux applaudissements frénétiques des Keir-Hardie, des Macdonald, ceux que le vieux socialiste anglais Hyndman a flagellés d'une épithète cruelle : la clique écossaise !

L'œuvre de déliquescence se poursuivait. Fin 1913, M. Marcel Sembat, député des Grandes-Carrières, l'un des *leaders* du socialisme unifié, publiait un livre qui fit quelque bruit et fut accueilli avec faveur par les royalistes ardents de *l'Action française* et les sportulaires marxo-impérialistes, — les premiers enchantés d'y trouver la critique aiguë des institutions républicaines, les seconds heureux d'y trouver l'assurance de l'impuissance militaire de la France. On assure que dans l'intimité M. Jaurès désapprouvait la publication du livre de son collègue, ami et collaborateur ; il le trouvait trop audacieux, inopportun ; il lui reprochait de maladroitement « débiner le truc ». Pourtant ce que disait Marcel Sembat dans *Faites un roi, sinon faites la paix...* n'était que la conclusion logique de toute la campagne germanophile, russo-phobe, ultra-pacifiste et ultra-internationaliste des socialistes unifiés depuis les Congrès nationaux de Limoges et

(1) Manifeste publié par les élus socialistes unifiés français et les députés social-démocrates allemands (*L'Humanité*, 1^{er} mars 1913).

de Nancy et les Congrès internationaux de Stuttgart, Copenhague et Bâle. Il marquait l'aboutissant inéluctable de la métamorphose définitive du socialisme français en socialisme germanique.

M. Sembat nous démontrait que les royautés seules étaient aptes à la guerre, que toute diplomatie était impossible sous un régime républicain, que nous étions des *nains* parce que démocrates et que les empires étaient des *géants* avec lesquels nous ne pouvions nous mesurer. Il reproduisait ce propos de Bebel et des social-démocrates prussiens : « La République comme en France ? Ce n'est pas la peine de se faire tuer pour cela ! » Mais il n'ignorait pas qu'ils se feraient tuer pour le kaiser et, par bienveillance, il nous invitait à devancer leurs désirs en nous livrant à leur maître. Le moyen ? dénoncer l'alliance franco-russe, renoncer à l'Alsace-Lorraine et à la politique belliqueuse (lisez : la défense nationale et la dignité diplomatique) et traiter avec l'Allemagne en lui accordant, dans « les conseils de l'Europe, une prépondérance analogue à celle que la Prusse possède au Bundesrath au milieu des autres Etats germaniques ».

C'était, de tout le programme pangermaniste, la partie qui nous était réservée par Maximilien Harden ; c'était, de tout le programme pseudo-socialiste des démocrates impérialistes allemands, l'unique rôle qu'ils nous offraient : la posture agenouillée devant leur empereur, en attendant notre absorption par la pieuvre germanique. Et M. Jaurès, qui caressait les mêmes desseins, tout en apportant à leur réalisation une habileté plus captieuse, était, paraît-il, outré de la franchise brutale de son coreligionnaire. Parlementairement, c'était une gaffe que de livrer au public le secret de conversations intermarxistes où Français et Allemands convenaient que la France, pays de petite culture, de petit commerce, de petits rentiers, de petits bourgeois, de petite natalité et de petite production, épargniste, individualiste et républicaine, devait être absorbée par l'impérialiste Allemagne où tout, jusqu'à la bouffonnerie, l'hypocrisie et la bestialité, était colossal !

Était-ce inconscience, déformation de l'esprit critique par l'abus d'une sophistique grossière, ignorance complète de la mentalité des pays voisins, ou désinvolte

éclectisme issu de lectures philosophiques mal digérées, ou, plus simplement, un arrivisme libéré de tout frein moral, qui poussait des hommes avertis, instruits, vers cette désastreuse et lamentable propagande de défaillance, de décomposition et d'abdication nationale? Il serait difficile — ou prématuré tout au moins. — d'esquisser dès maintenant un jugement définitif, et il convient de se borner à en relater les phases.

Quinze jours avant la déclaration de guerre, alors que depuis une semaine les chancelleries sont en émoi et que des négociations diplomatiques de plus en plus tendues l'opinion commence à s'inquiéter, les socialistes unifiés ouvraient à Paris leur Congrès national annuel. L'ordre du jour en était particulièrement significatif : « L'impérialisme et la guerre ».

Il s'agissait du fameux amendement que Vaillant et le socialiste anglais Keir-Hardie avaient déposé au Congrès international de Copenhague quatre ans auparavant, mais qui avait été renvoyé à l'étude des « sections nationales » et que l'on devait présenter le mois suivant au Congrès international fixé à Vienne : savoir, en cas de guerre, « la grève générale ouvrière, surtout dans les industries qui fournissent à la guerre ses instruments (armes, munitions, transports, etc.) ».

On discuta ferme sur la motion ; car on redoutait une nouvelle édition du *non possumus* qu'en 1907, à Stuttgart, les social-démocrates allemands avaient déjà opposé à ce projet de trahison. Il faut bien l'avouer, à la honte des unifiés français, jamais les socialistes allemands n'ont toléré, de la part des camarades étrangers, la moindre intrusion dans leur politique nationale. Ils entendaient régenter la conduite des socialistes du monde entier, critiquer, blâmer, diriger leurs actes et leurs rapports avec leurs gouvernements respectifs, mais ils récusaient toute réciprocité. Pour eux, ils usaient d'un langage équivoque, dénonçaient une vague et indéfinie bourgeoisie, un capitalisme impersonnel ; mais ils réservaient aux autres nations les motions vitupérant les pouvoirs constitués : tsar, roi, république, ministres, etc.

Unitaires, les socialistes allemands l'étaient jusqu'à l'impérialisme inclusivement, mais en ce sens que l'Empire, c'était le leur, avec sa caste militaire et aristo-

cratique, servant à la fois de tampon entre les classes riches et pauvres et de noyau d'attraction et de direction pour les nations voisines qu'il devait fatalement absorber, en vertu de la loi de prédominance du plus fort et du plus apte. Cette thèse était devenue un dogme chez les marxistes français, une conséquence inéluctable de l'évolution universelle, et c'est en cela que Karl Marx fut, par la discipline de ses adeptes, le continuateur habile du *forceps* bismarckien.

Mais nos socialistes unifiés, tout à leur propagande antimilitariste, tenaient à leur formule ; et il fallait coûte que coûte la porter à Vienne.

Jaurès en proposa le texte définitif, qui recueillit une majorité de 1690 mandats contre 1174 à une motion d'ajournement :

Entre tous les moyens employés, y lit-on, pour prévenir et empêcher la guerre et pour imposer aux gouvernements le recours à l'arbitrage, le Congrès considère comme particulièrement efficace la grève générale ouvrière simultanément et internationalement organisée dans les pays intéressés, ainsi que l'agitation et l'action populaire sous les formes les plus actives.

On devine les gorges chaudes des camarades allemands en voyant d'anciens blanquistes, d'anciens socialistes réformistes qui avaient soutenu le réformisme à Amsterdam, devenir plus internationalistes, plus antipatriotes, plus germanisants que les importateurs attitrés de la camelote marxiste en France.

Cependant Gustave Hervé, qui, à Stuttgart, avait été édifié par l'attitude des social-démocrates allemands, qui, depuis, comprenait que ce serait se leurrer que de compter sur eux pour une insurrection ou une grève générale en cas de déclaration de guerre, et chez qui, par suite, se produisait une évolution, Gustave Hervé, disons-nous, avait invité ses compagnons à plus de logique en déclarant que le conflit naîtrait « non pas du fait de l'opposition des intérêts capitalistes, mais du fait des mouvements nationaux eux-mêmes ». Mais son intervention était inefficace. Le courant antimilitariste troublait les cervelles, et puisque le peuple, aux élections générales, deux mois auparavant, n'avait pas rejeté les candidats du désarmement français, puisqu'un parti politique puissant, et jadis

plus intransigeant sur les questions de défense nationale, livrait ses électeurs et ses mandats à ces intrigants sans vergogne, puisque l'assiette au beurre, le portefeuille primaient les intérêts sacrés du pays dans la conscience de la majorité parlementaire, pourquoi ces adeptes de l'absorption et de l'annexion germaniques se seraient-ils gênés ?

Depuis dix ans, le chantage était leur arme favorite. Au Parlement, ils faisaient figure de législateurs, invoquaient la loi et pouvaient être, à la rigueur, considérés comme des politiques ; mais au-dessus des lois ils plaçaient leur volonté et ils jouaient de la grève générale, de la grève des fonctionnaires, de la menace de l'émeute, de la provocation au meurtre ; au-dessus des lois ils plaçaient leurs délibérations avec les ennemis de la France et ils combattaient la diplomatie de leur nation, ses alliances et les mesures de défense militaire, en organisant des manifestations contraires au sentiment public, en préconisant l'insurrection comme obstacle à la mobilisation.

De quel droit, au nom de quelle autorité et de quels principes supérieurs à la volonté nationale pouvaient-ils se réclamer pour compromettre ainsi le devenir d'une nation à laquelle ces intellectuels doivent le savoir, le bien-être et la réalisation de leurs ambitions ? De leurs électeurs ? Ah ! non, s'ils avaient osé déclarer publiquement ce qu'ils chuchotaient dans leurs chapelles, ils auraient vu fuir les braves gens qu'ils grisaient de déclamations sonores et de promesses fallacieuses. De leurs partisans ? Croyez-vous ? A part une petite fraction d'idéalistes, d'illuminés, de messianiques, qui croient à la transformation sociale, sous une forme simpliste, sans tenir compte des mobiles et des causes qui peuvent l'engendrer, les autres n'ont jamais approfondi les théories qu'ils ont adoptées et ne voient, dans la propagande socialiste, qu'une agitation populaire utile au développement d'aspirations humanitaires et philanthropiques. Ils ont avalé le marxisme sans le comprendre et l'anti-militarisme sans en deviner la toxicité. Rien à craindre chez nous du marxisme dogmatique ; c'est un vomitif (1).

(1) Rien n'est cocasse comme le respect superstitieux dont les socialistes unifiés français entourent la mémoire de Marx.

Dès son entrée dans un groupe ou dans une Fédération, le jeune socia-

Mais l'antimilitarisme, tel que le concevaient, à la veille de la guerre, les dirigeants unifiés, était un dangereux stupéfiant, capable d'annihiler la résistance du pays.

Et il s'en est fallu de peu qu'il en fût ainsi. Heureusement, l'esprit public en France est plus pondéré, plus raisonnable, plus clairvoyant que ceux qui prétendent l'incarner.

La déclaration de guerre.

Le 3 août 1914, la guerre est brusquement déclarée à la France par un souverain dont MM. Compère-Morel, Brizon, Jaurès et Raffin-Dugens nous avaient garanti les dispositions pacifiques. Cette guerre, il était aisé de prévoir — et, depuis, il a été surabondamment démontré — que l'Allemagne la cherchait, qu'elle la voulait à tout prix.

Cette fois, elle croit bien que l'heure favorable à son crime est venue. Les apparences ne le lui laissent-elles pas supposer? Des difficultés intérieures ne préoccupent-elles pas, ne divisent-elles pas chacune des nations de l'Entente? Et de ces dissensions politiques et intestines comment l'Allemand aux aguets ne profiterait-il pas?

liste, dûment initié, conscient et organisé, se prosterne humblement, le front dans la poussière, au saint nom de Karl Marx, comme devant une divinité supérieure, inaccessible dans les ésotériques arcanes de sa dialectique transcendante.

Ce qui n'empêche pas qu'aucun socialiste français — à commencer par Jules Guesde — ait jamais lu les livres du maître vénéré.

Au Congrès socialiste unifié de Saint-Quentin (1911), il fut décidé, sur la proposition de M. Jean Longuet, que le Parti publierait une édition officielle, en langue française, des œuvres de Marx — tout au moins de « ses œuvres essentielles ». Le rapport évaluait à 800 le nombre des militants de Belgique, de France, ou de Suisse romande, susceptibles de souscrire à cette édition des bibles et livres de messe du prolétariat (voir *Huitième Congrès national*, compte rendu sténographique, p. 44-46 et 110).

Cette estimation modeste était sans doute exagérée ; car, depuis 1911, il n'a été donné aucune suite au projet.

Les militants veulent bien, pour se donner une allure scientifique, invoquer Marx pédantesquement, mais non l'acheter, encore moins le lire, et M. Lucien Roland, bibliothécaire du Parti, dans son rapport au Congrès d'Amiens (1914) sur la situation de la librairie, reproche amèrement aux camarades « d'acheter trop d'églantines, d'oriflammes et autres fariboles » et de « ne pas assez étudier nos auteurs » (*Onzième Congrès national*, compte rendu sténographique, p. 51).

En France, les élections législatives générales d'avril-mai, en donnant aux socialistes unifiés un nombre d'élus disproportionné avec leurs forces réelles, ont plutôt alarmé le pays. Il est, dans la nouvelle Chambre, un assez grand nombre de députés qui sont hostiles à la loi militaire du 7 août 1913 et ne parlent rien moins que de l'abroger sans délai. Au Sénat, une interpellation adressée au ministre de la Guerre met en relief certaines lacunes de notre organisation militaire, et la haute assemblée procède à la nomination d'une commission d'enquête. Un procès retentissant, qui conduit devant la Cour d'assises la femme d'un ancien ministre, agite profondément l'opinion et trouble le pays. Enfin, le Congrès socialiste unifié, réuni quinze jours avant, vient de préconiser la grève générale en cas de guerre (1).

La Grande-Bretagne, de son côté, se débat dans le problème du *Home-Rule*. En Russie, enfin, des grèves éclatent à Pétrograd, qui mettent debout 100 000 ouvriers et donnent lieu à des incidents violents, parfois à des bagarres sanglantes.

Dès lors, l'Allemagne n'hésite pas. L'heure a sonné, pour elle, de l'attaque brusquée. Il ne peut donc plus être question de paix ni de médiation, mais seulement de défense nationale. L'ennemi est à la frontière ; ses hordes violent les territoires neutres du Luxembourg et de la Belgique. Tout le monde marche au canon.

Qui donc avait dit qu'en France un ordre de mobilisation serait accueilli par la révolte populaire ? Qui donc avait, au cas de déclaration de guerre, parlé d'insurrection, de grève générale, de crosse en l'air ?

La grandeur irrésistible du mouvement national qui se produit alors, l'ardeur vibrante de patriotisme qui entraîne les masses, l'élan unanime et irrésistible du pays tout entier, n'échappent pas aux dirigeants socialistes unifiés. Ils savent — ceux, du moins, qui, comme MM. Jules Guesde et Vaillant, ont vécu ces jours tragiques — qu'en 1870 la population parisienne prenait au collet les insurgés contre la guerre et voulait les coller au mur comme espions prussiens. Ils assistent à l'explosion

(1) Congrès national extraordinaire du [Parti socialiste (S. F. I. O.) Paris, 14-16 juillet 1914.

formidable et souveraine du patriotisme français qui, contre l'envahisseur, dresse, confondus, toutes les classes et tous les partis. S'ils hésitaient à se prononcer pour la défense nationale, ils seraient, comme fétus de paille, balayés par l'indignation populaire.

Aussi, lorsque, le 4 août, se réunissent les Chambres, votent-ils unanimement — sans hésitation, sans qu'aucun d'eux ait formulé à la tribune la moindre demande d'explication — les crédits réclamés pour la guerre et adoptent-ils sans débats les projets de loi proposés par le gouvernement.

Et, bien que les décisions antérieures de leurs Congrès leur interdisent toute participation ministérielle, bien que M. Marcel Sembat et surtout M. Jules Guesde se soient montrés les adversaires convaincus de cette participation, lorsque, le 26 août 1914, M. René Viviani, président du Conseil, renouvelle et élargit son ministère, les socialistes unifiés acceptent que MM. Guesde et Sembat entrent dans le cabinet et collaborent avec ceux qu'ils flétrissaient la veille, avec MM. Ribot et Delcassé, Millebrand et Briand. « C'est à la suite d'une délibération régulière, c'est par une décision mûrement pesée que le parti socialiste a autorisé deux de ses membres, nos amis Jules Guesde et Marcel Sembat, à entrer dans le nouveau gouvernement et qu'il a fait d'eux ses délégués à la Défense nationale. Tous les représentants du groupe socialiste au Parlement, de la Commission administrative permanente, du Conseil d'administration de *l'Humanité*, ont été d'accord pour assumer avec eux les graves responsabilités qu'ils consentaient à partager (1) ». Un peu plus tard, Albert Thomas les rejoindra au pouvoir.

Au front, les poilus unifiés font leur devoir, bravement, courageusement, comme les autres. Ce serait, assurément, leur faire injure que de les en féliciter : ils se comportent, en ces heures difficiles et douloureuses, comme les soldats se réclamant de toutes les opinions politiques et de toutes les croyances religieuses. Mais il est permis de constater que, pour ce faire, ils ont dû se mettre en con-

(1) Manifeste en date du 23 août 1914, publié par le Groupe socialiste unifié de la Chambre, la Commission administrative permanente du Parti (S. F. I. O.) et le Conseil d'administration du journal *l'Humanité*.

tradiction avec les doctrines antimilitaristes qu'on leur prêchait la veille, avec les décisions des Congrès de leur parti, avec les résolutions sur l'insurrection plutôt que la guerre. Et, dans les âpres méditations de la tranchée, faisant un retour sur la propagande passée et sur l'impréparation du pays à la guerre, ils ont dû se dire : puisque, lorsque la catastrophe se déchaîne, quand le canon d'alarme appelle aux armes tous les enfants de la nation, on reconnaît la nécessité de défendre ce foyer de liberté et de lumière qu'est la France, pourquoi, dans les périodes calmes, s'acharner, par une incessante propagande, à saper, à déraciner, à détruire dans l'esprit des masses le sentiment national? Pourquoi l'énerver? Pourquoi ergoter misérablement sur l'œuvre de défense nationale, la paralyser, lui refuser systématiquement les crédits qu'elle exige? Ce n'est pas seulement quand l'ennemi est aux portes qu'il faut faire son devoir. Pendant la paix, il faut aussi regarder vers la frontière et la protéger de façon si solide qu'aux heures poignantes et douloureuses de la guerre, elle ne puisse être violée par les barbares envahisseurs de la patrie...

Propagande pacifiste.

Durant les premiers mois de la guerre, les militants du socialisme unifié demeurent silencieux. Les séances parlementaires sont interrompues ; la politique chôme, et l'opinion se préoccupe plus de ce qui se passe en Argonne, sur l'Yser ou dans les Vosges, que des projets de rénovation économique et de transformation sociale des disciples français de Karl Marx.

Mais au bout de quelques mois le Gouvernement rentre à Paris. Sénat et Chambre des députés se réunissent, les inévitables intrigues parlementaires renaissent ; la « politique », ou, du moins, ce que l'on est convenu d'appeler ainsi, reprend ses droits. D'autre part, les nécessités de la fabrication des munitions ont ramené à l'usine les métallurgistes un instant mobilisés au front. Par un hasard singulier, mais heureux pour le parti socialiste unifié et pour la C. G. T. dont il garantit les militants contre les risques du front, les métallurgistes mis en sursis d'appel et rendus à la vie civile ont presque tous la

carte de la S. F. I. O. Les sections du parti pourront donc reprendre leurs séances interrompues.

Enfin, on annonce qu'à Berlin Karl Liebknecht refuse avec fracas les crédits de guerre, que, menaçant, il se dresse contre le kaiser, qu'il prépare la révolution allemande. Bientôt, la « voix protestataire » du camarade Liebknecht couvre le bruit des canons, des mitrailleuses et des Mauser des deux millions de social-démocrates teutons engagés sur le front. Cet extraordinaire socialiste-kaiserliste avait, disait-on, poussé le cri d'indignation et de colère qu'attendaient avec angoisse les socialistes unifiés du monde entier.

Et, presque chaque jour, sous le pseudonyme de *Homo*, le feldwebel Salomon Grumbach, jadis en subsistance à Paris, orateur des meetings parisiens contre les trois ans et contre la guerre, introducteur en France des Scheidemann, Muller, etc., envoyé à *l'Humanité*, de Suisse où la Wilhelmstrasse l'a placé en service, de longues relations sur les controverses de parade engagées entre la bande de Liebknecht et celle des social-démocrates dits majoritaires.

S'il n'y avait que la publication quotidienne de ces proses insidieuses où le sieur Haase donne au nommé Heine une réplique de convention et où le Karl Kautsky, définitivement atteint de gâtisme, discute doctoralement avec quelque Bernstein sur le devenir de leur coterie malfaisante, il n'y aurait qu'à hausser les épaules devant le déballage de cette marchandise de contrebande. S'il n'y avait que la statistique fastidieuse des votes émis au Reichstag ou dans les Landtags par les majoritaires et les minoritaires de la *camorrha* — car ce parti puissamment unifié est provisoirement désunié par ordre impérial, — ce dénombrement demeurerait sans intérêt aucun : ces individus peuvent voter pour ou contre tels crédits, en masse ou séparément ; le *poilu* s'en f... et se soucie d'autre chose.

Mais l'on assiste en France à certaines manœuvres inquiétantes.

En mai 1915, la Fédération socialiste unifiée de la Haute-Vienne, qui compte parmi ses membres MM. Bétoulle, Parvy, Pressemane et Valière, députés, et qui a pour organe le *Populaire du Centre*, journal quotidien,

adopte une résolution longuement motivée qu'elle envoie à toutes les fédérations et où elle résume « sa pensée et son jugement sur les événements ». Elle reproche à certains militants connus du parti socialiste unifié « d'écrire des articles presque entachés de chauvinisme, et propose aux camarades français de tendre une oreille attentive à toute proposition de paix, d'où qu'elle vienne ». Le même mouvement gagne les Fédérations de l'Isère, du Rhône, de l'Oise, de Vaucluse, des Bouches-du-Rhône, de la Dordogne, une partie de la Fédération de la Seine, etc. La conférence de Zimmerwald, dont nous parlerons plus loin, se réunit le 5 septembre 1915. Les zimmerwaldiens de France, avérés ou honteux, s'agitent, ergotent, s'ingénient à discuter et à paralyser par là même le vigoureux effort d'une nation debout pour son existence et son indépendance.

Ce sont ces parasites visqueux qui ont achevé Vaillant. Ils ont hué le vieux blanquiste dans un Congrès de la Fédération unifiée de la Seine, où il faisait entendre un ultime avertissement (décembre 1915). « Ce sont, a pu écrire Hervé, des socialistes de chez nous qui, sans doute, lui ont donné le coup de grâce (1). »

Et cette minorité va grossissant. Lors de la réunion du Conseil national du Parti socialiste, tenue à Paris le 9 avril 1916, elle groupe 960 voix contre 1 996 — ce qui permet à Gustave Hervé d'écrire avec raison dans *la Victoire* : « Ce qui est plus grave et plus triste, c'est que le socialisme de Zimmerwald, qui n'avait qu'une poignée de voix il y a trois mois, a réuni cette fois le tiers du parti. Mauvaise journée pour la défense nationale. »

Les menées zimmerwaldiennes.

Mais il n'y a pas que cette déplorable propagande et ces tristes menées de l'intérieur. Il y a — et cela est encore plus grave — un essai de coordination à l'exté-

(1) N'avait-on pas vu, depuis quelques mois, *l'Humanités* s'effrayer de la violence imprécatrice de Vaillant, lorsqu'il accusait les social-démocrates de lâcheté et de trahison, et refuser d'insérer les derniers articles de l'intrépide communard en qui revivait, sous l'aiguillon des réalités foudroyantes, la rude et impitoyable logique de Blanqui?

rieur, une tentative de reprise des relations avec les social-démocrates des nations ennemies.

En 1915, deux Français, MM. Bourderon (du Parti socialiste unifié) et Merrheim (de la Confédération générale du Travail) se rendent à Zimmerwald (1).

En 1916, trois députés français, trois anciens instituteurs, MM. Blanc, député de Vaucluse, Brizon, député de l'Allier, et Raffin-Dugens, député de l'Isère, vont à Kienthal.

Et vraiment l'on demeure confondu et stupéfait devant l'inconscience, devant l'aberration de ces trois parlementaires qui, aux termes de la fiction constitutionnelle, ont charge des intérêts sacrés de la patrie, qui devraient donner au pays l'exemple du patriotisme et de la dignité et qui, en pleine bataille de Verdun, à l'une des heures les plus poignantes de cette formidable guerre, s'en vont causer, bavarder, pérorer, négocier, manger, boire et trinquer avec les malfaiteurs dont les parents et amis volent, pillent, torturent, rançonnent, massacrent et assassinent leurs compatriotes.

Comment ! voilà des hommes qui font partie de commissions parlementaires (M. Raffin-Dugens appartient à la commission de l'armée!!!), qui y entendent les déclarations des ministres de la Guerre, de la Marine, des Affaires étrangères, sur les valeurs de nos effectifs, sur nos quantités de munitions, sur les opérations de nos armées et de notre diplomatie, qui ont eu ainsi connaissance des renseignements les plus importants et les plus confidentiels et qui, sortis du Palais-Bourbon, ayant passé la frontière, se prêtent à des négociations avec les pires ennemis de notre pays, les plus hypocrites et les plus dangereux !

Il est contradictoire que l'on collabore, soi-disant, à Paris, à la Défense nationale, et que l'on aille à Berne, à Zimmerwald ou à Kienthal, travailler en compagnie des socialistes du kaiser à la reconstitution de l'Internationale.

Il y a une loi du 4 avril 1915, votée à l'unanimité par

(1) MM. Merrheim et Bourderon avaient été précédés dans la voie des conciliabules équivoques par MM. P. Renaudel et Jean Longuet, députés, qui, quelques semaines plus tôt, n'avaient point hésité à se rendre à Berne et à s'y rencontrer avec le laquais impérial Bernstein.

les Chambres, qui punit de peines sévères d'emprisonnement et d'amende un « acte de commerce » quelconque, « une convention quelconque avec un sujet d'une puissance ennemie ». A maintes reprises, les conseils de guerre ont fait de cette loi une application rigoureuse à des négociants trop peu scrupuleux. Nul n'y a trouvé à redire. Mais les négociations sur des questions d'ordre militaire et de défense nationale, les actes de commerce politique avec l'ennemi, ne sont-ils pas incomparablement plus graves, plus blâmables, plus coupables et plus odieux que le trafic qui porte sur quelques marchandises, sur quelques menus objets matériels?...

Et quelle excuse les pèlerins de Kienthal peuvent-ils invoquer? Pensaient-ils qu'ils pouvaient jouer un rôle utile et abrégé les longueurs cruelles de la guerre? Alors, quelle présomption et quelle naïveté! Comment concevoir que des personnalités sans mandat ni autorité soient capables d'une action de quelque valeur pour hâter la solution d'un conflit comme celui-là? A supposer que des hommes animés des intentions les meilleures, appartenant aux divers pays belligérants, tombent d'accord sur les origines et les responsabilités de la guerre, sur les sanctions qu'elles comportent, sur les transactions et arrangements qui la pourront terminer, le moins qu'on puisse exiger d'eux serait évidemment, qu'ayant adopté des décisions, ils fussent en mesure d'en assurer et d'en surveiller l'exécution.

Admettons donc que les délégués social-démocrates allemands, venus soit à Zimmerwald, soit à Kienthal, aient condamné l'action de leur gouvernement, qu'ils aient voulu, dès septembre 1915 ou dès avril 1916, l'obliger à mettre bas les armes ou simplement à évacuer la Belgique torturée, écrasée et meurtrie. Quels moyens auraient-ils eus de l'y contraindre? Assurément aucun. Et si MM. Brizon, Blanc, Raffin-Dugens et leurs adhérents s'étaient mis en tête d'amener le Gouvernement français à faire la paix avant l'heure, comment l'y auraient-ils pu obliger?

Les entreprises de Zimmerwald et de Kienthal sont à la fois les plus choquantes pour le sentiment national, les plus absurdes qui se puissent imaginer, d'une vanité évidente et d'une déconcertante puérité.

Et l'on doit s'étonner, non seulement que quelques Français aient pu y participer, mais que le zimmerwaldisme ait pu causer au sein du Parti socialiste unifié des ravages aussi étendus que ceux qui ont été constatés (1).

Ames de vaincus.

Que cette propagande en vue de la reprise des relations avec les socialistes du kaiser, de la reconstitution de l'Internationale et d'une paix boiteuse et immédiate, que cette propagande soit menée avec suite, avec persistance ; qu'elle risque, si elle ne rencontre devant elle aucun obstacle, de présenter à la fin quelque péril d'énerver une partie des éléments de l'arrière et d'affaiblir leur confiance dans la prochaine et nécessaire victoire : qui le pourrait contester ?

Cette propagande se poursuit ouvertement dans certains milieux comme celui de la Ligue des Droits de l'Homme, dans les syndicats, dans les Bourses du Travail et dans le Parti socialiste unifié.

Gustave Hervé, qui appartient à ce parti, crie : casse-

(1) Avec une inconscience qui désarme presque, M. Raffin-Dugens a confié à un journal (*Le Bonnet rouge*, 17 mai 1916) ses impressions sur le conciliabule de Kienthal.

« Pour ma part, a-t-il exposé, j'avais usé de ruse. J'avais pris deux passeports à la préfecture de l'Isère, l'un pour ma femme, l'autre pour moi, en donnant pour prétexte que je devais aller passer mes vacances de Pâques en Suisse. »

Si, au lieu de M. Raffin-Dugens, parlementaire, il s'agissait d'un vulgaire électeur, que dirait la préfecture de l'Isère ainsi mystifiée ? Il est vrai que s'il s'était agi d'un simple particulier, qui voulût, avec sa femme, se rendre en Suisse, pour y passer ses vacances, l'administration lui eût inévitablement refusé les passeports et répondu qu'il y avait, à cette heure, d'autres sites que ceux de la Suisse à visiter et à admirer.

Une fois à Kienthal, M. Raffin-Dugens y a admiré tout à loisir les Allemands mâles et femelles. Car deux de ces dernières étaient présentes. « Je n'aurais garde, dit le député de l'Isère, d'oublier la présence de deux citoyennes allemandes, roses et dodues, et, ma foi, très sympathiques. »

Depuis 1910 qu'il habitait Paris, M. Raffin-Dugens aurait pu y apercevoir des « citoyennes allemandes ». Elles s'y étaient introduites dans les maisons particulières comme gouvernantes ou femmes de chambre, dans les maisons de commerce et dans les hôtels comme comptables ou employées, et toutes ces *gretchen*, roses, dodues, épaisses et lourdaudes, sous le couvert de leur profession apparente, s'y livraient à la prostitution et à l'espionnage. Pas besoin d'aller à Kienthal pour voir ça !

cou ! à ses amis. Sous le titre : *Ames de Vaincus*, il dénonce la manœuvre et le danger :

Ces messieurs continuent, écrit-il.

Ils recommencent à nous inonder de leurs papiers pleurnichards.

C'est dans le parti socialiste et, m'assure-t-on, dans la Ligue des Droits de l'Homme qu'ils opèrent ; beaucoup d'honneur pour les partis de gauche !

Le parti socialiste est en train de payer la veulerie de ses dirigeants ; au dernier Congrès national, le Comité directeur du parti, au lieu d'user de son autorité morale pour exiger le désaveu formel et au besoin l'expulsion du parti des socialistes qui avaient l'impudeur de parler de paix avec l'ennemi — alors que celui-ci occupe sept de nos départements et la Belgique — a préféré pactiser avec eux, capituler devant les capitulards.

Encouragés, les pacifistes bélants recommencent de plus belle leur propagande, avec l'espoir que, de capitulation en capitulation, le Comité directeur — dont j'ai d'ailleurs donné ma démission, ma démission motivée — consentira à s'aboucher avec les socialistes allemands...

Seulement, j'aime à croire qu'il y a encore dans le parti socialiste des hommes qui ne sont pas prêts à déshonorer la République et, avec elle, tout notre idéal socialiste par une capitulation devant la botte prussienne.

J'ose espérer que tous les braves que j'ai connus dans notre parti ne sont pas morts ; qu'il n'est pas resté seulement des pleutres à l'intérieur, dans nos groupes.

S'il y a encore des gens de cœur dans les sections du parti, est-ce qu'ils vont continuer à se terrer ? Est-ce qu'ils vont laisser le champ libre à des pseudo-révolutionnaires qui, par inconscience — la bêtise est souvent plus dangereuse que la trahison — sauveraient, si nous les laissions faire, la monarchie prussienne et la monarchie autrichienne que nous sommes en train de démolir ?

Quoi ! dans tout ce parti, il n'y a déjà plus personne qui se souviennent du père Vaillant ? (1).

Non, non, les socialistes unifiés ne se souviennent plus de Vaillant.

Pas plus qu'ils ne se souviennent de Blanqui.

Si le Vieux vivait de nos jours, ils le traiteraient de radoteur, de réacteur et de chauvin et le soumettraient à une commission de contrôle... (2).

(1) *La Victoire*, 22 février 1916.

(2) Sur l'attitude du Parti socialiste unifié au cours de la période d'avant-guerre et pendant la durée des hostilités, nous nous expliquerons en détail dans un prochain livre : *Le Parti socialiste unifié et la guerre*.

CHAPITRE III

L'ANGLETERRE OUVRIÈRE ET SOCIALISTE

Le socialisme anglais a eu un prophète : Robert Blatchford. Dès 1909, il mettait ses concitoyens en garde contre ce qu'il appelait : « le danger allemand ».

Blatchford est un socialiste indépendant. Il n'appartient à aucune fraction organisée du socialisme britannique. Il n'en est pas moins le leader socialiste le plus connu de la Grande-Bretagne. Son journal, *Clarion*, est le plus répandu des organes socialistes. Sous le pseudonyme de *Nunquam*, il a publié *Merry England* (*l'Angleterre joyeuse*), dont le tirage a dépassé un million et demi d'exemplaires. Dans le *Daily Mail*, en décembre 1909, à la veille des élections générales en Angleterre, Blatchford publiait une série d'articles où il attirait l'attention de l'opinion publique sur les problèmes de la défense nationale et la nécessité du service militaire obligatoire. « Le public ne perçoit pas, disait-il, la gravité de la menace germanique. » Et à ceux qui lui demandaient les raisons de cette menace, Blatchford répondait :

Qu'est-ce donc qui a causé la plupart des grandes guerres de l'histoire ? Ambition et convoitise. Convoitise de richesse, de gloire, de puissance.

Puis, après avoir démontré que rien n'arrêterait l'Allemagne dans l'agression qu'elle préméditait contre la France et l'Angleterre, il ajoutait :

Actuellement les Anglais ne voient dans la menace allemande qu'une simple possibilité lointaine d'invasion. Aussi sont-ils

ardents pour la Marine et froids pour la Guerre. De là le triomphe de l'école de l'Eau bleue. Conservons la maîtrise de la mer et nous sommes saufs : tel est le premier, l'unique article de foi pour le public. « Maintenons notre flotte sur le pied du double pavillon et nous n'avons rien à craindre », dit le prestigieux Mr. Winston Churchill...

Eh bien! la domination des mers ne suffit plus pour permettre de maintenir l'équilibre des puissances : une flotte au taux du double pavillon ne nous permettra pas de maintenir l'équilibre européen. Il nous faut une armée...

La clairvoyance du vieil écrivain socialiste anglais était alors appréciée comme suit dans l'organe du socialisme unifié français. « Blatchford, exposait M. Jean Longuet, est pris d'un accès de germanophobie vraiment inquiétant... Sans cesse il dresse devant ses lecteurs le spectre de l'invasion allemande... (1). » Fallait-il, en vérité, que Robert Blatchford fût atteint d'inquiétante et malade germanophobie pour oser envisager l'hypothèse d'une agression allemande?

Un autre socialiste anglais, Hyndman, qui fut le fondateur de la *Social-democratic Federation*, a également insisté à plusieurs reprises, soit dans la *Petite République* (de Paris) à laquelle il envoyait des articles, soit dans son organe *Justice*, sur la menace d'un péril germanique et sur cette idée que l'Angleterre, pour assurer son approvisionnement de denrées alimentaires, avait besoin d'une marine de guerre capable de tenir tête à toutes les combinaisons possibles d'adversaires éventuels :

Notre existence de nation d'hommes libres, écrivait-il, dépend de notre domination sur mer. Cela ne peut être dit d'aucune nation contemporaine.

Comme socialistes, nous avons beau être ennemis des armements, il nous faut pourtant bien reconnaître les faits (2).

Le Mouvement ouvrier anglais.

En 1914, quelles sont les organisations ouvrières et socialistes britanniques?

(1) *L'Humanité*, 8 janvier 1910.

(2) *Justice*, 31 décembre 1898.

Au point de vue corporatif, c'est dans les Trade-Unions que sont groupés les travailleurs. On connaît l'ancienneté de ces associations qui remontent à plus d'un siècle, leur force numérique et financière, leur esprit pratique, les grèves qu'elles ont soutenues, les victoires qu'elles ont remportées sur le patronat et sur les compagnies. La *General Federation of Trade-Unions* est la réunion générale des Trade-Unions ; elle équivaut à ce qu'est, en France, la Confédération générale du Travail. À côté fonctionnent un certain nombre de Trade-Unions locales, c'est-à-dire non affiliées à la Fédération générale ; des *Trade-Councils*, ou Bourses du Travail, et la *Women's Labour League* (ligue d'ouvrières).

Au point de vue purement socialiste, l'Angleterre compte trois organisations : la *Social-democratic Federation* qui, depuis quelques années, a pris le titre de *British Socialist Party* (Parti socialiste britannique) ; l'*Independent Labour Party* (le Parti ouvrier indépendant), et la *Fabian Society* (société fabienne).

La *Social-democratic Federation* (ou Parti socialiste britannique) est la plus ancienne des trois organisations. Elle a été fondée en 1881 par Hyndman et par William Morris et compte parmi ses propagandistes les plus connus : E. Belford-Bax, H. Quelch, Will Thorne, etc. Bien qu'Hyndman et ses chefs aient eu parfois, en raison de leurs velléités d'indépendance, quelques difficultés avec Marx et Engels et se soient refusés à s'associer à certaines opérations de cuisine de la famille, la Fédération est de tendances fortement marxistes et son action, depuis 1891 surtout, s'est jointe, dans la plupart des Congrès internationaux, à celle de la Social-démocratie allemande.

L'*Independent Labour Party* se distingue peu de la *Social-democratic Federation* par le programme ; mais sa tactique est plus volontiers démagogique. Il avait à sa tête Keir-Hardie. Ses autres leaders ont Bruce Glasier, Russell Smart et surtout James Ramsay Macdonald, député de Leicester.

La *Fabian Society*, fondée à Londres en 1883, ne compte que quelques centaines d'adhérents, issus surtout de la classe moyenne, très teints de libéralisme bourgeois. Elle s'occupe surtout de socialisme municipal, publie

de nombreuses brochures de propagande et s'efforce de pénétrer dans le Parti libéral et les milieux intellectuels. Les Fabiens sont les « possibilistes » d'outre-Manche, comme l'indique le nom symbolique de leur association, choisi pour rappeler la prudence de Fabius Cunctator.

Le *Labour Party*, dont nous n'avons pas encore parlé et qu'il faut bien se garder de confondre avec l'*Independent Labour Party*, embrasse toutes les organisations ouvrières et socialistes précédentes.

Les 27 et 28 février 1900, à la suite de la grève des cheminots de la Compagnie Taff wale, les Trade-Unions constituèrent, au cours d'une conférence tenue à Londres, le *Labour Representation Committee* (ou Comité pour la représentation ouvrière) dont le but était d'envoyer des représentants au Parlement.

Le *Labour Representation Committee* prit plus tard le nom de *Labour Party* ou Parti du Travail. Il comprenait, lorsqu'il se constitua, la *General Federation of Trade-Unions*, d'autres Trade-Unions non affiliées à la Fédération, des Trade-Councils ou Bourses du Travail et les trois organisations socialistes nationales : *Independent Labour Party*, *Fabian Society* et *Social Democratic Federation*.

Cette dernière ne resta pas longtemps dans le *Labour Party*. Elle prétendait, dès 1902, lui imposer la reconnaissance formelle de tous les principes et de toute la tactique du socialisme international, notamment le principe de la lutte de classes, dont les initiateurs du *Labour Party* n'admettaient pas strictement la formule. N'ayant pas réussi à faire accepter son point de vue, la *Social-democratic Federation* se retira, tout en promettant d'appuyer le nouvel organisme. Elle y est rentrée depuis, en 1916.

On peut donc dire qu'en 1914-16 le *Labour Party* représente, dans son ensemble, le prolétariat de la Grande-Bretagne corporativement et politiquement organisé.

Le Labour Party.

De tous les peuples qui ont été amenés, en 1914, à prendre part à la guerre, il n'y en avait pas qui y fût moins préparé que le peuple anglais et qui fût plus hos-

tile à toute pensée belliqueuse. Cette hostilité tient à ses traditions, et l'on sait si, en Angleterre, les traditions ont des racines profondes. Elle tenait aussi au sentiment de sécurité produit par la situation géographique de la Grande-Bretagne. C'est en raison de cet état d'esprit que toujours, soit à la Chambre des Lords, soit à celle des Communes, les ministres répondaient que l'Entente cordiale n'impliquait pas de coopération militaire et que l'Angleterre avait les mains libres. C'est pour cette raison aussi que, jusqu'au bout, l'Allemagne se croyait sûre de la neutralité anglaise. Elle connaissait la force de l'opinion publique anglaise réfractaire à la guerre, et surtout la volonté tant de fois manifestée par le Parti ouvrier et ses représentants autorisés d'empêcher tout conflit avec l'Allemagne, de se dresser contre toute action militaire, ou plutôt de ne pas laisser l'Angleterre, par suite de ses relations et de son entente avec la France, prendre part à une guerre européenne et combattre aux côtés de la Russie.

Lorsqu'on examine l'histoire du mouvement ouvrier anglais, représenté par le rôle et l'attitude de ses leaders, dans la période qui va de l'ultimatum autrichien à la Serbie jusqu'à la violation de la neutralité belge, on est frappé de la netteté et de la vigueur de ses sentiments anti-belliqueux et aussi anti-russes. Qu'il nous suffise, par exemple, de rappeler qu'Arthur Henderson, qui devait entrer, un peu plus tard, dans les cabinets d'union nationale Asquith et Lloyd George, fut l'un des plus ardents et des plus résolus pour la non-intervention. Membre du Bureau socialiste international, il signa avec Keir Hardie le manifeste du 1^{er} août au peuple britannique et prit part, le lendemain, à Trafalgar-Square, à un meeting contre la guerre.

Mais quand fut connue l'attitude provocatrice de l'Allemagne et que c'était elle qui, avec sa complice, l'Autriche, portait vraiment la responsabilité des événements, quand fut annoncée la violation de la Belgique, le gros des forces ouvrières, en face du danger national, renonça à toute agitation révolutionnaire et consentit loyalement à une trêve pendant la durée des hostilités. S'inspirant de cette attitude générale des travailleurs, Arthur Henderson accepta d'entrer dans le Comité

parlementaire pour le recrutement et, plus tard, dans les Conseils du Gouvernement.

Dès le mois d'octobre 1914, les principaux représentants du Parti du Travail et des grandes organisations syndicales britanniques précisent, en un vigoureux manifeste, leur position à l'égard de la guerre.

Après avoir rappelé leurs efforts, au cours des années antérieures, pour ramener un rapprochement entre l'Angleterre et l'Allemagne, ils ajoutent :

Tous nos espoirs ont été détruits par l'action mûrement délibérée du souverain de l'empire militariste d'Allemagne. Son refus d'accepter la proposition anglaise qui voulait soumettre à une conférence européenne le conflit austro-serbe, son ultimatum à la Russie, ses préparatifs d'invasion de la France, tout cela démontrait bien que la caste militaire d'Allemagne était résolue à la guerre contre le reste de l'Europe si elle ne pouvait lui imposer sa domination.

La violation de la neutralité belge prouve que rien, ni l'honneur national, ni la foi des traités, ne pourrait arrêter l'Allemagne dans la réalisation de ses projets ambitieux pour dominer l'Europe, avec le kaiser comme dictateur.

En face d'une pareille situation, le Labour Party estime que la Grande-Bretagne, après avoir épuisé toutes les ressources pacifiques de la diplomatie, était tenue, par le souci de son honneur autant que par les traités, à résister par la force des armes à l'agression allemande.

Le Labour Party estime que si l'Angleterre avait manqué à ses engagements vis-à-vis de la Belgique et était demeurée neutre, les chances de victoire de l'armée allemande auraient été accrues et sa victoire eût signifié la mort de la démocratie européenne.

C'est dans ces conditions nettement précisées que, « représentant des éléments les plus démocratiques de la nation anglaise », le *Labour Party* a pris part à la campagne en faveur des enrôlements volontaires dans de nombreux meetings d'un bout à l'autre du pays. Le manifeste se termine ainsi :

Tant que ceux qui ont pillé et dévasté la Belgique, ceux qui ont plongé l'Europe presque tout entière dans d'abominables souffrances et dans les horreurs de la guerre, n'auront pas été écrasés, il ne saurait y avoir de paix.

Lorsque l'heure sonnera de discuter les conditions de la paix, le Labour Party préconisera, comme il l'a toujours fait,

l'union internationale entre toutes les nations civilisées pour solutionner, non par le canon, mais par l'arbitrage, les différends qui surgissent entre les peuples.

Ce manifeste, qui traduit le sentiment de l'immense majorité du prolétariat anglais, est suivi des signatures de 25 députés travaillistes, parmi lesquels William Thorn, Thomas, Roberts, Duncan, Barnes, Seddon, président, et Bowerman, secrétaire du Comité parlementaire des Trade-Unions ; Appleton, secrétaire de la Fédération générale des Trade-Unions ; Septon et Ben-Tillett, des dockers ; Williams, du bâtiment ; Hatshorn, des mineurs du Pays de Galles, etc.

En mars 1915, la majorité des élus du *Labour Party* à la Chambre des Communes, au nombre de 27, affirment à nouveau, dans l'adresse suivante, les sentiments dans lesquels les ouvriers anglais combattent, à côté de leurs frères français et belges, pour la liberté de leurs pays et de l'Europe :

AUX TRAVAILLEURS DE FRANCE ET DE BELGIQUE.

Nous, les membres soussignés de la Chambre des Communes, adressons nos sympathies les plus cordiales à vous, nos camarades français et belges, dans votre lutte héroïque pour repousser l'invasion de vos pays par l'Allemagne.

Nous estimons que vous ne défendez pas seulement vos libertés nationales, mais que vous lutez pour la liberté de toute l'Europe contre la domination du despotisme militaire. Nous sommes remplis de la plus profonde admiration pour le courage et le dévouement que vous montrez dans ce terrible conflit avec un inlassable ennemi. Nos sentiments sont partagés par la masse des travailleurs organisés de la Grande-Bretagne.

Des centaines de milliers de syndiqués, remplis d'une généreuse indignation contre l'agression criminelle de l'Allemagne, se sont enrôlés volontairement dans l'armée que l'Angleterre a levée pour défendre la cause française et belge. Nous avons donné notre appui à toute mesure pour faire de cette armée volontaire un grand et puissant instrument dans la défense de la démocratie et de la civilisation contre les forces de l'autocratie et du despotisme.

Nous vous assurons, camarades de France et de Belgique, que nous sommes de cœur et d'âme avec vous dans votre détermination de libérer la France et la Belgique de l'envahisseur, d'obtenir la réparation pour les territoires ravagés et mettre un terme une fois pour toutes à la menace du militarisme.

Cette adresse porte les signatures des élus ouvriers suivants à la Chambre des Communes :

GEO. J. WARDIE, WILL THORNE, JAMES PARKER, J. E. SUTTON, WM. ADANSON, F. W. GOLDSTONE, J. R. CLYNES, ROBT. TOOTILL, JOHN WILLIAMS, J. H. THOMAS, F. HALL, ALEX. WILKIE, ARTHUR HENDERSON, C. W. BOWERMAN, STEPHEN WALSH, WALTER HUDSON, CHARLES DUNCAN, GEORGE N. BARNES, GEO. H. ROBERTS, WILL CROOKS, JOHN HODGE, W. TYSON WILSON, JAMES O'GRADY, JOHN W. TAYLOR, JOHN WADSWORTH, ALBERT STANLEY, THOÉ. RICHARDS.

Bientôt le *Labour Party* doit prendre une attitude positive à l'égard du projet gouvernemental organisant la conscription. Avant la guerre, toute l'attention de l'Angleterre était dirigée sur l'œuvre de réorganisation sociale entreprise au cours de ces dernières années par les libéraux. L'Angleterre se croyait en sécurité grâce à sa puissante marine, et, n'ayant pas de frontières terrestres, elle considérait qu'il était superflu d'entretenir à grands frais une armée de terre analogue à celles des puissances continentales. Elle se contentait donc d'une force armée de 250 000 hommes — dont 70 000 stationnant aux Indes — qui lui paraissait suffisante pour mener ses guerres coloniales dans un empire dont les principales possessions d'outre-mer avaient elles-mêmes organisé leur défense d'après les traditions de la mère patrie.

Lorsque commença la guerre, il fallut immédiatement disposer d'effectifs plus considérables. La question se posa de savoir si le recrutement volontaire, à lui seul, donnerait à la Grande-Bretagne le nombre des soldats qui lui étaient nécessaires pour remplir le rôle qu'elle venait d'assumer à côté de la France et de la Russie. Les volontaires affluèrent dans les îles Britanniques et dans toutes les parties de l'Empire. Ils vinrent même plus nombreux qu'on ne les pouvait équiper. Près de trois millions d'hommes s'engagèrent ainsi, de leur plein gré. Mais la guerre exigeant des sacrifices d'hommes de plus en plus étendus, M. Asquith se décida, en janvier 1916, à déposer un projet de loi sur le recrutement, qui oblige les hommes non mariés, ou veufs sans enfants, âgés de dix-huit à quarante et un ans, à prendre les armes. « La loi proposée

— disait le ministre de la Guerre, lord Kitchener — ne doit pas être considérée comme une dérogation au système volontaire. Elle est limitée à la période de la guerre et elle affecte seulement une catégorie de personnes dont un certain nombre ont indubitablement une pauvre idée de leurs devoirs. »

En dépit de ces réserves, le projet était appelé à se heurter à des résistances, à une répugnance foncière, de la part du peuple anglais ; car il y voyait une atteinte grave à la liberté individuelle, à la liberté du citoyen. Et si, en raison des circonstances tragiques traversées par l'Angleterre et par l'Europe, le projet était assuré de grouper au Parlement une majorité favorable, on pouvait, à bon droit, se demander quelle agitation cette innovation provoquerait dans le pays, quelles répercussions, notamment, elle aurait dans les masses du *Labour Party*.

C'est précisément en face de ce problème de la conscription et des divers problèmes qui s'y rattachaient que se trouva le Congrès du *Labour Party* réuni, le 26 janvier 1916, à Bristol. Comment agirait-il vis-à-vis du projet de loi sur le recrutement militaire ? Comment apprécierait-il la participation au pouvoir de trois de ses membres ? Quelle position prendrait-il à l'égard de la politique extérieure suivie par le Gouvernement anglais ?

La première résolution, proposée par Sexton (de la Fédération des Dockers) et adoptée par 1 502 000 voix contre 602 000, témoigne que, tout en continuant à se réclamer des formules qui sont traditionnellement à la base de l'action syndicale et socialiste, les groupements ouvriers d'Angleterre se rendent compte de l'immense effort encore indispensable pour sauver de la domination teutonne l'Europe civilisée. Cette résolution exprime bien, une fois de plus, une opposition de principe à tout système de militarisme permanent, mais elle adhère nettement à la politique générale du Royaume-Uni et elle traduit, en termes vigoureux, la répulsion que doivent inspirer, à toutes les consciences droites, les immondes atrocités commises par les Allemands et leurs alliés :

La Conférence, tout en exprimant son opposition, en conformité des opinions antérieurement déclarées, à tout système de

militarisme permanent, comme constituant un danger pour le progrès humain, considère que l'action actuelle de la Grande-Bretagne et de son gouvernement est pleinement justifiée.

Elle exprime son horreur pour les atrocités commises par l'Allemagne et ses alliés, qui, brutalement, sans remords, ont assassiné des non-combattants, même des femmes et des enfants, et elle prend l'engagement d'aider autant que possible le gouvernement à poursuivre la guerre jusqu'au triomphe.

Après ce premier vote, Wardle, délégué du Syndicat des commis de chemins de fer, présente une motion ainsi conçue :

La Conférence, convaincue que la guerre européenne actuelle met en jeu des questions d'importance transcendante pour la démocratie de la Grande-Bretagne et de tous les autres pays, proclame son entière approbation pour l'attitude du groupe travailliste au Parlement, qui coopéra avec les autres partis politiques à la campagne nationale du recrutement.

En dépit de la vive opposition des représentants de l'*Independent Labour Party*, la motion est adoptée par 1 847 000 voix contre 206 000.

La même majorité, ou à peu près, se retrouve dans le scrutin relatif à la participation des travaillistes Arthur Henderson, Brace et G. Roberts au Gouvernement de coalition. La motion, favorable à la participation, est présentée par Tom Schaw, délégué du textile :

Le Congrès approuve l'action du Comité exécutif qui a autorisé des membres du Labour Party à siéger dans le cabinet de coalition.

Cette résolution est adoptée par 1 674 000 voix contre 269 000.

Ainsi, par une série de votes, l'organisme le plus puissant de la démocratie laborieuse anglaise, le *Labour Party*, affirme, en son Congrès de Bristol, sa volonté de ne gêner en rien l'action de guerre du Gouvernement britannique et de poursuivre jusqu'au bout la victoire des Alliés.

Deux ans plus tard, le Congrès annuel du *Labour Party*, réuni à Manchester sous la présidence du citoyen Wardle, député, est inspiré du même esprit. Par 1 842 000 voix contre 307.000, il se prononce pour le maintien des ministres travaillistes au gouvernement (23-26 janvier 1917).

Le British Socialist Party.

Dans un article leading publié quelques jours après la déclaration de guerre par *Justice*, l'organe officiel du Parti, Hyndman expose pour quelles raisons les membres du *British socialist Party* appuient le Gouvernement anglais dans sa lutte contre l'Allemagne.

Quand le militarisme agresseur de l'Allemagne, dit-il, a délibérément violé les traités qui garantissaient la neutralité de la Belgique ; quand il a déclaré la guerre à cette petite nation, l'a attaquée et maltraitée ; quand notre ami Vandervelde, président du Bureau socialiste international, homme de paix s'il en fût jamais, a été délégué par le parti ouvrier belge au Gouvernement pour défendre l'indépendance de son pays ; quand le gouvernement allemand fit ces propositions, justement considérées comme infâmes, pour s'assurer la neutralité de la Grande-Bretagne, alors il nous est tout à fait impossible de ne pas reconnaître que nous sommes tenus, comme nation, non pas par des conventions secrètes, mais par des traités solennels et les déclarations internationales de La Haye (qui jusqu'à ce jour n'ont jamais été dénoncées ou condamnées par ces pacifistes parlementaires maintenant si zélés en faveur de la neutralité) à déclarer la guerre à un gouvernement perturbateur de l'Europe et traître à ses engagements (1).

A l'occasion de la campagne de propagande menée dans le pays en faveur du recrutement et des engagements volontaires, le *British socialist Party* prend la résolution de s'y associer dans l'intérêt, dit-il, de la liberté et de l'indépendance nationales que menace dangereusement le militarisme prussien.

La résolution ajoute :

Nous ne nous proposons pas d'exercer contre le peuple allemand une vengeance implacable ; nous luttons pour obtenir, dès la première occasion possible, une paix raisonnable et honorable.

Quand la victoire finale aura été remportée par les Alliés, l'influence anglaise se devra exercer pour mettre fin au militarisme, aux armements, à la diplomatie secrète, et pour réaliser, entre les nations européennes, une entente démocratique.

(1) *Justice*, 13 août 1914.

Mais dans le *British socialist Party* des éléments étrangers et germanophiles réussirent à se glisser et à faire pièce, au nom de l'internationalisme, aux socialistes vraiment anglais comme Hyndman, Swing, Gorn, A. Smith, etc. (1).

La scission se produisit entre les deux éléments, le 22 avril 1916, au Congrès de Manchester. C'est un incident d'ordre intérieur qui la détermina. La minorité, composée des militants les plus en vue, parmi lesquels se trouvaient Hyndman, Will Thorn, Belfort Bax, Dan Irving, W. M. Lee et autres, demandait que les séances fussent publiques. La majorité était d'avis contraire. La question ayant été mise aux voix, la proposition de la minorité fut repoussée. Sur quoi les membres de cette minorité se retirèrent de la salle et du Parti et fondèrent une nouvelle organisation à la tête de laquelle fut placé Hyndman et qui publia le manifeste suivant :

Nous avons été forcés de nous retirer de la conférence annuelle du Parti siégeant à Manchester. Cette séparation a pour cause une majorité de hasard, provenant du fait que la plus grande partie de nos partisans sont au front de bataille, ou en garnison, ou dispersés en toutes directions dans les usines de munitions de guerre, où ils font souvent des heures supplémentaires. Cette majorité a adopté une résolution en faveur de la tenue d'une séance secrète sur tout ce qui a rapport à la guerre. Cela était le comble du grand effort fait par nos adversaires pour subordonner les intérêts du socialisme et de l'organisation, en général, à une politique pernicieuse et antinationale de pacifisme.

Le vœu sur l'ordre du jour pour lequel nous aurions voté, s'il avait été possible de rester dans la conférence et d'exprimer publiquement nos opinions, est ainsi conçu :

« Le Parti socialiste britannique est absolument convaincu que l'avenir du socialisme et la préservation du degré de liberté et des institutions démocratiques, dont jouissait l'Europe occidentale avant la guerre, dépendent de la victoire des Alliés et de la libération de l'Allemagne du joug de la tyrannie militariste prussienne. »

Ce manifeste fut signé par un grand nombre de délégués au Congrès, parmi lesquels Hyndman, Irving, conseiller municipal de la ville de Burnley, F. Gorn, conseiller muni-

(1) Chez les socialistes britanniques, interview de M. Adolphe Smith (*Le Petit Parisien*, 5 avril 1916, 1^{re} p.).

cipal de Watford, et Hunter Watts. Tous ces délégués ont tour à tour siégé au Bureau de l'Internationale.

L'Independent Labour Party.

L'Independent Labour Party — l'I. L. P. (prononcez *aië, elle, pi*) — a été fondé en 1892 à l'instigation d'Engels et d'Aveling, gendre de Marx, qui ne trouvaient pas dans la *Social-democratic Federation* un instrument assez docile. Hyndman n'avait-il pas, en 1889, assisté au Congrès international convoqué à Paris par la fraction possibiliste?

A la tête de la nouvelle organisation fut placé Keir Hardie. Ouvrier mineur du Lanarkshire, celui-ci avait d'abord participé au mouvement syndical des mineurs écossais. Candidat une première fois à Lanark, en 1888, il avait réuni 619 voix. En 1892, il fut élu membre de la Chambre des Communes par la circonscription de South-West-Ham, quartier Est de Londres, peuplé surtout de gaziers et de dockers. Battu en 1895, il fut réélu un peu plus tard et, depuis, a siégé, avec quelques intermit- tences, jusqu'à sa mort survenue en 1915.

Ce Keir Hardie, qui se présentait dans les meetings populaires avec des allures de prédicant religieux, nébuleux et vaguement mystique, était une manière de roublard habile à se procurer des ressources. Engels, qui le connaissait bien et qui a beaucoup contribué à le « lancer » dans les milieux socialistes, ne paraît pas avoir eu une grande confiance dans le désintéressement du personnage. « Keir Hardie — écrit-il à Sorge (10 novembre 1894) — est un Ecossais, plus que malin. Quoique ce soit un pauvre diable d'ouvrier mineur, il a fondé un grand journal hebdomadaire, *The Labour Leader*, qu'il n'aurait pas pu mettre debout sans beaucoup d'argent. Cet argent lui vient des conservateurs ou des libéraux-unionistes. Là-dessus, aucun doute possible ». Etant donné ce qu'Engels nous apprend de Keir Hardie et vu les ardentes campagnes germanophiles menées par celui-ci avant la guerre et pendant la guerre jusqu'au jour de sa mort, on est fondé à se demander si Keir Hardie n'avait pas d'autres com-

manditaires que les libéraux-unionistes ou les conservateurs anglais...

Dès le début de la guerre, l'*Independent Labour Party* s'est montré violemment hostile à la guerre, résolument germanophile, rejetant toutes les responsabilités du conflit sur la diplomatie des Alliés. Jusqu'au bout, il a persévéré dans cette attitude. Son leader parlementaire, Ramsay Macdonald, député de Leicester, type achevé du « progerman », déclarait, à la Chambre des Communes, le 3 août 1914, qu'il ne « considérait pas comme certain que l'Angleterre ni son honneur aient couru un danger ». Il ajoutait : « Nous aurions dû rester neutres. »

Vers le même temps, parlant dans sa circonscription, à Leicester, Macdonald disait :

Nous ne nous battons pas pour l'indépendance de la Belgique. Nous nous battons parce que nous sommes dans la Triple-Entente, parce que la politique anglaise, depuis plusieurs années, est anti-allemande, et parce que cette politique a été amenée par une diplomatie secrète, sur le chemin des alliances, afin de maintenir l'équilibre des puissances. Nous nous battons parce que nous avons nourri des préjugés contre de très forts rivaux commerciaux.

M. Ramsay Macdonald ne partageait pas ces préjugés et il souscrivait aux idées exprimées dans le manifeste de l'*Independent Labour Party* du 13 août 1914. C'est le manifeste le plus violent contre la guerre qui ait été publié en Angleterre. En voici quelques phrases typiques :

On nous dit que le socialisme international est mort, que tout notre idéal et toutes nos espérances ont été ruinés par le feu et le poison de la guerre européenne. Ce n'est pas vrai. Des profondeurs sombres où nous avons été jetés, nous salvons nos camarades de la classe ouvrière de tous les pays. A travers le grondement des canons, nous envoyons nos saluts et notre sympathie aux socialistes allemands. Ils n'ont cessé de travailler à établir de bonnes relations entre l'Allemagne et l'Angleterre. Ce ne sont pas nos ennemis, mais des amis fidèles.

Lors des débats sur le service obligatoire, l'*Independent Labour Party* mène contre le bill une campagne inlassable. En son Congrès de Norwich (12-13 avril 1915), il vote, par 243 voix contre 9, la résolution suivante :

Le Congrès désapprouve la part qu'a prise le Labour Party dans la campagne en faveur du recrutement ; il désapprouve les membres de son propre parti qui ont prononcé des discours pour justifier la guerre ainsi que la politique étrangère du gouvernement libéral qui amena cette guerre.

Au cours des papotages de Norwich, M. Bruce Glasier, qui est, avec Ramsay Macdonald, le leader le plus connu de l'I. L. P., déclare qu'il faut préparer une action internationale.

Nous tâchons, dit-il, d'organiser une conférence de délégués socialistes des pays neutres et des autres pays.

Les adhérents de l'I. L. P. étaient donc mûrs pour se rendre à Zimmerwald quelques mois plus tard.

Leur propagande ne laisse pas, d'ailleurs, d'être fort suspecte : et l'on a pu, en Angleterre, se demander quelle était l'origine des ressources qui leur avaient permis de porter de huit à douze le nombre des pages de leur journal, le *Labour Leader*, et de publier diverses brochures germanophiles.

En deux lettres adressées à *l'Homme Enchaîné*, Hyndman démasque vigoureusement la bande Keir Hardie, Macdonald and Co et met l'opinion en garde contre ses louches agissements. Voici la première de ces lettres, parue le 7 mars 1915 :

1^{er} mars 1915.

Monsieur,

Il me semble qu'il existe un malentendu complet en ce qui concerne l'attitude actuelle des socialistes de Grande-Bretagne, et je regrette de voir votre journal, l'Homme Enchaîné, enregistrer ce que je crois être le point de vue erroné. Je pense que si l'on faisait voter tous les socialistes de cette île, y compris les abonnés et partisans de la feuille The Clarion, et la Société Fabienne, une très grande majorité se prononcerait pour une guerre menée vigoureusement, jusqu'à ce que l'Allemagne ait été entièrement battue et la paix dictée dans les termes formulés par les Alliés.

L'impression qu'en France on peut avoir du contraire provient des fourberies nettement progermanistes dont ont fait parade, à la récente conférence de Londres, MM. Keir Hardie et Ramsay Macdonald, membres du Parlement ; W. C. Anderson, M. P. et Bruce Glasier, bref la clique écossaise de la paix à

tout prix qui, pendant de longues années, a dominé et tenu en lisière l'Independent Labour Party.

Ce parti indépendant du travail ne compte certainement pas, je puis le dire, plus de vingt mille adhérents, si tant est qu'il les compte. Je vois cependant que l'Humanité elle-même parle de MM. Ramsay Macdonald et Keir Hardie comme « des représentants de la classe ouvrière anglaise » ! Rien ne peut être plus ridicule qu'une telle affirmation. Vous me permettez sans doute, comme au plus vieux socialiste, je crois, de Grande-Bretagne, et l'un de ceux qui ont déployé le plus d'activité pour y faire naître le mouvement socialiste en janvier 1881, d'exposer brièvement quel est l'état véritable de la question.

Il n'y a pas l'ombre d'un doute que l'écrasante majorité des ouvriers de cette île ne soient pour la guerre. Le Parti ouvrier parlementaire (The Parliamentary Labour Party), à l'exception d'une demi-douzaine de pacifistes ou même moins, est également favorable à la guerre. Et ce n'est pas tout, car des centaines de milliers parmi les deux millions de soldats qui sont actuellement sous les drapeaux sortent du milieu des travailleurs — et non pas des travailleurs non qualifiés et mal payés, mais des rangs des trade-unionistes les plus authentiques. C'est ainsi qu'actuellement, dans une seule armée, il n'y a pas moins de 200 000 mineurs dont le salaire, au moment où ils s'enrôlèrent, était de 10 francs par jour, et qui, tous à ce moment, avaient du travail. Je voudrais bien que MM. Ramsay Macdonald, Keir Hardie et W. C. Anderson aillent parler à tous ces gens-là pour essayer de blanchir, fût-ce légèrement, les bourreaux des civils, des femmes et des enfants en Belgique et dans le nord de la France. Les représentants des autres métiers, en dehors des mineurs, se sont engagés volontairement presque dans la même proportion.

C'est là la vraie classe ouvrière britannique et non cette clique piteuse à laquelle mes amis Vanderveldc, Vaillant et d'autres ont fait des concessions. Fâcheuse et bien inutile compromission, qui apparaît, à tous ceux qui la jugent du dehors, comme une capitulation...

Sincèrement vôtre,

H. M. HYNDMAN.

La seconde, parue le 17 mars 1915, est ainsi conçue :

6 mars 1915.

Cher monsieur,

Vous trouverez avec cette note une brochure de la série des pamphlets germanophiles que publie maintenant à grands frais le Parti indépendant du travail — non pas le Parti du

travail parlementaire — Ramsay Macdonald, Keir Hardie, W. C. Anderson, Bruce Glasier, etc.

Voilà un sérieux travail ! Ce pamphlet est rempli de mensonges révoltants. Je suis en train de consacrer tous mes efforts à le faire comprendre.

Malheureusement, les écrivains de l'Humanité soutiennent le Parti indépendant du travail contre les seuls travailleurs de la Fédération social-démocratique (Social-Democratic Federation) en essayant de démontrer que le Parti indépendant du travail est réellement du bon côté dans cette terrible guerre. Il n'y est certainement pas et nous sommes curieux de savoir d'où lui vient l'argent pour toutes ses publications en faveur des Allemands contre les Alliés...

Bien sincèrement vôtre,

H. M. HYNDMAN.

Cette lettre — ajoute, sous sa signature, M. G. Clemenceau — « est accompagnée d'une brochure publiée par *The Independent Labour Party* sur *l'Origine de la guerre*, où la vérité est hautement défigurée par les plus grossiers mensonges allemands. Si le fait était contesté, nous serions prêts à en faire la démonstration. »

Vandervelde — quoique toujours porté à l'indulgence vis-à-vis des énergumènes et soucieux, en sa qualité de pape du Bureau socialiste international, de concilier les tendances diverses — n'a pu s'empêcher de souligner l'attitude honteuse de Macdonald et de sa bande, et dans les colonnes de *l'Humanité* il leur a demandé courtoisement de ne pas entraver par une propagande intempestive l'effort de l'immense majorité de la classe ouvrière anglaise pour mener avec l'unanimité nécessaire la lutte contre l'impérialisme allemand.

Force m'est de le dire, écrit-il, l'attitude de certains éléments de la classe ouvrière anglaise, depuis la conférence de Londres, ne laisse pas d'expliquer, sinon de justifier, la mauvaise humeur d'Hyndman.

Pour nous, Belges et Français, qui subissons en ce moment le plus dur de l'agression allemande, ce nous est une douleur et un étonnement de constater qu'aux yeux d'une assez notable partie des travailleurs organisés de la Grande-Bretagne, la guerre actuelle ne paraît pas avoir beaucoup plus d'importance qu'une expédition coloniale.

Dans nombre de localités, en effet, les ouvriers se comportent exactement comme si l'Angleterre n'était pas engagée, au même titre que nous, dans une lutte pour la vie.

Les uns se mettent en grève. D'autres se refusent à faire des heures supplémentaires. On me rapporte même que dans certaines fabriques d'armes et de munitions, où il y a des Belges et des Anglais, les Anglais conseillent aux Belges de ne pas donner leur effort maximum, pour éviter une exploitation trop intensive de leur force de travail (1).

Naturellement, les adhérents de l'*Independent Labour Party* ont fait à ce langage la sourde oreille. Et si, faute de passeports, ils n'ont pu se rendre en Suisse, ils ont envoyé leur adhésion formelle aux résolutions prises à Zimmerwald et à Kienthal.

(1) *L'Humanité*, 28 mars 1915.

CHAPITRE IV

LE PARTI OUVRIER BELGE

Le Parti ouvrier belge est né en 1885.

Mais avant sa constitution en parti politique, le socialisme belge a compté un théoricien, Colins, et un propagandiste, César de Paëpe. A l'inverse des premiers pères du collectivisme qui, surtout frappés par le spectacle des antagonismes industriels, laissaient la question agraire au second plan, Colins, reprenant l'idée de Riva-davia et des agrariens américains qui suivaient Devyr, posa en fait que le premier but à poursuivre était l'appropriation collective du sol. César de Paëpe prit une part active aux divers Congrès de la première Internationale et présenta à celui de Bâle un intéressant rapport sur les *Services publics dans la société future*.

Mais à côté de l'influence de Colins et de C. de Paëpe, le Parti ouvrier belge a subi profondément celle du socialisme français, du socialisme anglais et du socialisme germanique. C'est ce que proclamait éloquemment un manifeste adressé en novembre 1894 par le groupe parlementaire du Parti ouvrier belge au groupe socialiste parlementaire français :

Les grands courants d'idées qui traversent l'Europe se rencontrent chez nous avec ceux qui viennent d'outre-mer, comme les fleuves qui descendent de France et d'Allemagne se confondent, avec les flots des mers anglaises, dans les estuaires de nos Pays-Bas.

L'Angleterre nous a enseigné l'organisation, et la pensée géniale d'Owen s'incarne dans nos coopératives.

L'Allemagne nous a donné ses méthodes rigoureuses, et le Manifeste communiste se retrouve dans nos programmes.

La France, enfin, berceau du socialisme, a également exercé sur nous une profonde et bienfaisante influence. Si le socialisme belge est aussi énergiquement idéaliste que foncièrement pratique, n'est-ce pas à vous qu'il le doit, à cette France socialiste et républicaine qui toujours donna le signal des insurrections de la liberté contre l'absolutisme, de l'égalité contre le privilège ?

Les conditions économiques de la Belgique — 200 habitants au kilomètre, un seul village industriel qui va des plaines de Mons aux plateaux de l'Hertogenwald, 400 000 prolétaires habitant côte à côte et travaillant coude à coude — ont facilité la poussée socialiste.

Sur 200 membres, la Chambre des représentants de Belgique, issue des élections de juin 1912 et de juin 1914, comptait 45 socialistes (1).

Violation de la neutralité.

En 1914, la Belgique ne croit pas à la guerre. Et puis, forte des traités internationaux qui, en l'érigeant en Etat indépendant, l'ont, en même temps, assurée des avantages et des garanties de la neutralité perpétuelle, forte des principes du droit international et des conventions diplomatiques de la Haye, elle n'eût jamais supposé que son territoire pût être violé.

Jusqu'au jour de la catastrophe, la Belgique se croit donc en pleine sécurité, elle a confiance dans la loyauté de sa grande voisine. Le Parti ouvrier belge, notamment, a confiance dans les « camarades », dans les « frères » de la social-démocratie avec qui on a si souvent prêché la solidarité internationale.

Le réveil du peuple belge tout entier n'en est que plus prompt, sa résistance que plus violente et plus indignée devant l'abominable agression teutonne.

Dans une intéressante et substantielle brochure, le regretté député socialiste belge Emile Royer, mort en

(1) La Chambre des représentants de Belgique est renouvelée par moitié tous les deux ans.

France en 1916, a décrit l'attitude de la population belge le 3 août 1914, sa stupeur profonde et défini la ligne de conduite aussitôt adoptée par le Parti ouvrier :

En s'éveillant le 3 août au matin, le peuple de Bruxelles apprit par l'Étoile belge, qui en publiait le texte, que l'Allemagne avait envoyé, la veille, à sept heures du soir, un ultimatum à la Belgique et lui accordait douze heures pour la réponse.

Le Gouvernement impérial, sous prétexte que la France avait l'intention de marcher sur l'Allemagne à travers le territoire belge, demandait au Gouvernement belge le libre passage pour l'armée allemande, sous réserve que tout ce qui pourrait être nécessaire pour les troupes serait payé comptant et qu'une indemnité ultérieure réglerait les dommages occasionnés. Il n'entra jamais dans l'esprit d'aucun Belge que le Gouvernement du roi Albert pouvait faire à cet ultimatum un accueil favorable. La démarche de l'Allemagne apparut à chacun comme la menace la plus injuste, la plus brutale et la plus criminelle. Tous, bourgeois et ouvriers — qui ne soupçonnaient rien des plans militaires de l'Allemagne et qui se souvenaient des protestations d'amitié prodiguées à la Belgique par les autorités allemandes et par l'empereur lui-même — furent saisis d'étonnement et d'indignation. Le Gouvernement belge répondit au Gouvernement allemand comme il convenait, savoir que le traité de 1839, confirmé par celui de 1870, proclamait solennellement l'indépendance et la neutralité de la Belgique sous la garantie des puissances, qu'une agression contre son indépendance par le Gouvernement allemand constituerait une violation flagrante du droit international, que le Gouvernement belge était fermement décidé à repousser toute attaque et à user à cet effet de toutes les ressources à sa disposition. C'était la guerre.

Depuis de longs jours, on était sans nouvelle aucune de ce qui se passait chez les socialistes d'outre-Rhin. Sans une voix dissidente, les socialistes belges se rallièrent au Gouvernement du roi Albert pour la défense de leur pays, de la civilisation et de la liberté des peuples de l'Europe.

La violation et l'invasion de la Belgique semblaient si injustes à tous que dans leur esprit il était impossible de concevoir l'avènement de la justice sociale jusqu'à ce que fût écrasé le Gouvernement impérial qui poursuivait en Europe le triomphe de la force brutale sur le droit.

En dépit de ses cinquante ans, le député socialiste Georges Hubin reprit du service dans l'armée où il avait jadis servi comme sous-officier.

Louis de Brouckère, précédemment rédacteur au Peuple,

qui, dans sa jeunesse, avait été condamné à six mois d'emprisonnement pour un article antimilitariste, rejoignit le corps d'aviation.

Désiré de Paëpe, fils de l'illustre sociologue et militant de la première Internationale, César de Paëpe, accourut aussi, comme volontaire, avec son fils et son gendre, sous les plis du drapeau. Il devait être mortellement blessé à Anvers.

Henri de Man, secrétaire du Comité central de l'Education de Bruxelles, qui avait passé plusieurs années dans les écoles de l'Allemagne et qui était un admirateur de la culture et des méthodes allemandes, Dardenne, un jeune rédacteur du Peuple, faisaient encore partie de cette phalange d'intellectuels qui prit du service.

Une réunion générale du Parlement eut lieu le 4 août. Tous les députés et sénateurs socialistes y votèrent les crédits demandés pour la défense de la nation. Au cours de la séance, M. de Brocqueville, ministre de la Guerre et président du Conseil, annonça que le roi invitait Emile Vandervelde à prendre place dans les conseils de la couronne comme ministre d'Etat, et le leader socialiste belge, président du Bureau socialiste international, annonça son acceptation (1).

Voix socialistes belges.

Le point de vue de la défense nationale par-dessus tout, avant tout, demeure, pendant toute la guerre, celui du Parti ouvrier belge, de ses militants, de ses élus — moins un.

Reproduisons quelques-unes de leurs opinions.

Au lendemain de la conférence internationale tenue à Londres (14-15 février 1915) par les socialistes des pays alliés, et en présence de certaines formules équivoques qui s'y étaient produites, Emile Brunet, l'éminent bâtonnier du barreau de Bruxelles, député socialiste de Charleroi, déclare :

Il est prématuré de parler de la paix. Il est opportun, toutefois, de combattre l'effet déprimant de certaines formules de concorde internationale. Le péril que crée, au centre de l'Europe, l'impérialisme autocratique d'une puissante nation à l'âme guerrière éclate aux yeux de tous. Il faut anéantir le danger.

(1) EMILE ROYER, *German socialists and Belgium* (London, George Allen and Unwind, Ltd, 1915).

Ensuite, nous devons poursuivre une guerre économique, la poursuivre sans haine, mais avec entêtement. L'Allemagne est folle et le peuple est intoxiqué. Une éducation, patiemment poursuivie, a amené cette population à une mégalomanie qui accentue le péril que crée, à elle seule, la passion guerrière de la race.

Les Allemands sont fous. Traitons-les comme on traite les fous dangereux, par l'isolement. Au peuple allemand il appartiendra de fixer l'heure de la paix définitive. Qu'il renverse le régime autocratique, à la faveur duquel il développe ses armements; qu'il institue le règne d'une démocratie pacifique, et les mesures de prophylaxie qui s'imposent à ses voisins se relâcheront. Je parle d'une évolution démocratique spontanée, qui régénérerait le peuple allemand, et non des conversions isolées dont certains journaux socialistes font grand état.

Sans doute, le désenchantement produit par l'insuccès doit amener la transformation de certains états d'esprit. Ces transformations sont sincères à coup sûr, mais quelles garanties avons-nous que, demain, dans une situation favorable à l'Allemagne, ceux qui semblent venir à nous ne retournent là où les appellent leur instinct de race, leur esprit national? Négligeons ces facteurs inconstants. Allons jusqu'au bout. Ce qui implique que notre lutte contre le péril germanique continuera, même lorsque le canon se sera tu (1).

Un correspondant de *l'Indépendance belge* ayant demandé à Émile Royer si l'avenir de l'Internationale ne lui semblait pas compromis par la guerre, le député de Tournai lui répond :

La seconde Internationale ouvrière a fait faillite et l'on essaierait en vain de la ressusciter dans le même esprit qu'autrefois. Les militants de la social-démocratie nous sont devenus absolument odieux. Qui donc pourrait leur pardonner de s'être tus au Reichstag quand le chancelier de l'empire déclara cyniquement à la séance historique du 4 août, qu'en violant la Belgique, l'Allemagne agissait en opposition avec le droit des gens et commettait une injustice? Ne sera-ce pas une éternelle honte pour le chef du groupe socialiste au Reichstag, le citoyen Haase, d'avoir lu, au nom de ses collègues, pour justifier le vote des crédits de guerre, une déclaration qui était le contre-pied du discours que le même Haase avait prononcé moins d'une semaine auparavant au meeting du Cirque à Bruxelles, quand il répétait avec force : « L'Autriche veut la guerre ». Des socialistes pourraient-ils, si les circonstances ne se modifient pas

(1) *Le Petit Parisien*, 24 février 1915, 2^e p. 5^e col.

profondément, fraterniser encore avec de prétendus camarades qui ont laissé commettre en Belgique les plus abominables atrocités sans protester et presque en y applaudissant ? Ah ! il ne suffira pas, pour que tout cela s'oublie, que les social-démocrates se remettent à invoquer les principes du socialisme international et jouent, consciemment ou inconsciemment, le rôle qui semble leur avoir été réservé par l'empereur et son entourage pour le jour où le temps des vantardises sera passé. Nous nous garderons d'être leurs dupes, nous savons ce que vaut la parole d'un Allemand, et c'est aux actes seuls que nous pourrions reconnaître quand il y aura quelque chose de changé chez les socialistes du kaiser (1).

Dans une conférence à Maëstricht le 16 mai 1916, le Dr Terwagne, le vaillant député d'Anvers, s'exprime ainsi sur le compte de la social-démocratie allemande :

Vous attendez de moi, j'en suis sûr, que je vous parle des socialistes et de l'Internationale. Cela ne me gêne pas... Les socialistes allemands ont tenu la paix en mains, et ils ne l'ont pas voulue ! Ils se sont associés au grand crime ! Leurs 600 000 officiers mobilisés ont pris part sans révolte aux massacres des ouvriers belges.

Je m'adresse à vous tous, à ceux surtout qui, dans cette salle, ne partagent pas mes opinions.

Pensez-vous que si un ministre belge, si Emile Vandervelde lui-même, était venu nous dire à la tribune de la Chambre belge : « Nous allons commettre, dans notre intérêt, un acte contraire au droit des gens, une malhonnêteté politique », il se serait trouvé une seule voix socialiste pour l'appuyer ? Non, certes. Toute la Chambre se serait levée pour protester avec énergie. En Allemagne... ils ont tous et tout accepté ! Ils ont accepté la violation de notre neutralité ; ils ont accepté le guet-apens contre la Belgique ! Croyez-vous qu'il y ait une réparation possible à ce crime ? Non, demain n'effacera pas hier. Nous ne le voulons pas ! Quant à moi, qu'on ne m'en veuille pas, mais, même en ce qui concerne Liebknecht, je me permets de faire remarquer qu'il s'est soumis comme les autres le 4 août et que son attitude nouvelle n'a été prise que quatre mois après la victoire de la Marne...

Que mes amis n'oublient pas que les soldats allemands n'ont pas fait de distinction chez nous lorsqu'ils ont assassiné en masse nos ouvriers de fabriques, leurs femmes et leurs enfants. Les socialistes belges qui voudraient renouer avec eux auront une lourde responsabilité à supporter. Notre pays a trop souff-

(1) *L'Indépendance belge*, 17 février 1915.

fert. Il y a eu chez nous trop de sang versé, trop de ruines accumulées, trop de tortures, trop d'oppression et de tyrannie du fait des Allemands. Chaque Belge a pour devoir d'être vis-à-vis des Allemands un justicier, de ne jamais oublier les crimes commis et de faire en sorte qu'un Allemand ne puisse plus paraître devant le monde sans se couvrir la face de honte (1).

Mais voici mieux encore que des opinions individuelles. Voici, formulée dans un ordre du jour d'une grande beauté morale, l'opinion de l'ensemble du Parti ouvrier belge :

La classe ouvrière belge est décidée à passer par toutes les misères, à supporter toutes les souffrances pour ne pas avoir une paix allemande, qui ne serait pas une paix durable et définitive.

On ne doit pas s'imaginer que l'on doit se hâter pour nous. Nous ne demandons pas la paix.

La réunion des socialistes des pays neutres échappe à notre compétence.

Mais nous disons à ceux qui veulent bien s'occuper de nous de ne pas se laisser influencer par l'idée que nous désirerions la paix. C'est là notre principale préoccupation.

On pourrait faire sonner cette cloche : nous prenons notre décision préventivement afin de prévenir les effets désastreux que l'argument pourrait avoir (2).

Il sied de rendre hommage à ceux qui ont affirmé de telles pensées.

Il sied de songer à tout ce qu'ont souffert, depuis août 1914, ces malheureux travailleurs belges. Ils ont vu le sol de leur pays occupé, foulé aux pieds par des hordes de barbares qui ont apporté partout la brutalité, le viol, l'incendie, l'assassinat ; ils ont vu ces bandits s'installant joyeusement dans leurs demeures et hurlant sur les places de leurs cités l'ignominieux *Deutschland über Alles* ; ils ont connu le rationnement, la misère, la servitude et le manque de nouvelles aussi cruel presque que

(1) *Le Devoir*, conférence faite le 6 mai 1916 à Maëstricht, salle des Redoutes du Théâtre, sous les auspices du « Souvenir belge », par le Dr Terwagne (édition du journal *les Nouvelles*, quotidien belge, fondé en août 1914, par un groupe de journalistes liégeois, place Saint-Amor, 16, Maëstricht).

(2) Ordre du jour voté en mai 1916 par le Conseil général du Parti ouvrier belge et produit par Vandervelde dans un discours prononcé à Rouen.

le manque de pain... Et malgré cela, à l'unanimité, le Parti ouvrier belge rédige un manifeste qui, dit Gustave Hervé, « dans les manuels civiques de la Belgique libérée de l'envahisseur, devra avoir sa place à côté de la lettre où le général Leman, le défenseur de Liège, prisonnier en Allemagne, refuse d'être envoyé en Suisse, et à côté aussi des lettres pastorales et des magnifiques sermons du cardinal Mercier... (1) ».

Les manœuvres de M. Huysmans.

Tandis que les socialistes belges, dans leur ensemble, donnent un superbe exemple de résistance à l'oppression, un député socialiste de Bruxelles, secrétaire du Bureau socialiste international, M. Huysmans, poursuit — ou tente de poursuivre — auprès de ses compatriotes et auprès des partis socialistes des nations belligérantes la besogne de dissolution et de pacifisme qu'en temps de paix accomplissaient parallèlement le marxisme et le pangermanisme. Qui ça, Huysmans?

Homme cultivé, admirateur de la *Kultur* allemande, M. Camille Huysmans a été l'un des propagateurs du flamingantisme, diversion germanique dont le but fut de ravir à l'influence intellectuelle française les belles intelligences de la noble Belgique. La littérature merveilleuse d'un Lemonnier, d'un Maëterlinck, la poésie ailée d'un Verhaëren, l'art d'un Constantin Meunier, éclos en notre ambiance latine, sont, aux yeux de Huysmans, des déformations décadentes du génie humain.

Il ne faut point être surpris que les social-démocrates allemands aient désigné le camarade Huysmans au secrétariat général du Bureau socialiste international, non plus que ces laquais du kaiser, sur les indications de la Wilhelmstrasse, aient installé son office de trahison à Bruxelles, dans le voisinage de leur Agence centrale d'espionnage pour les pays occidentaux. Ce qui étonne davantage, c'est que les socialistes belges n'aient pu percer à jour les louches opérations de ce germanophile mal masqué.

(1) GUSTAVE HERVÉ, *La libre Belgique* (*La Victoire*, 19 août 1916).

Huysmans est un ancien étudiant de l'Université d'Iéna, un élève de Haeckel et autres Excellences du même acabit. Il a ingéré à haute dose la pâtée cosmopolite de ces luthériens à double face, qui marmonnent, comme une prière, la célèbre formule : « Laisse la vie être terre et la doctrine ciel » et il est devenu ce faux puritain solennel et constipé que l'on appelle volontiers à Bruxelles « le pion raté ».

En 1910, M. Camille Huysmans, d'accord avec un député libéral, Franck, et le député réactionnaire Van Cauwelaert, déposait à la Chambre des représentants une proposition de loi tendant à la suppression de l'Université de langue française de Gand. Cette proposition fut repoussée, mais on voit que l'atroce von Bissing, qui réduit les prolétaires belges à l'abjecte condition des forçats allemands, n'a rien inventé en imposant le flamand aux universitaires de Gand. Il n'a fait qu'appliquer un système préconisé, six ans auparavant, par le camarade Huysmans (1).

Détail assez curieux et qui permet de mesurer le chemin parcouru par la germanophilie en quelques années, l'attitude de Huysmans éveille, alors, quelque suspicion parmi les socialistes unifiés de France. Au Congrès national de Saint-Quentin (16-19 avril 1911), le délégué Bruchère signala le rôle de Huysmans et M. Paul Lafargue — quoique gendre de Karl Marx et germanophile à outrance — ne put s'empêcher de s'écrier :

Est-ce que Huysmans est encore secrétaire du Bureau international de Bruxelles ? Est-ce que Huysmans est le représentant du peuple qui, en Belgique, fait en ce moment une campagne ardente pour les Flamingants contre les Wallons et qui est en train, en ce moment-ci, d'attiser la haine des petites races dans

(1) En 1916, le baron von Bissing, gouverneur allemand — et bourreau — de la Belgique occupée décida de transformer en université flamande la vieille université française de Gand. Mais dans la réalisation de son projet, il se heurta à l'opposition irréductible des Flamands conscients de leur devoir. Les éminents professeurs Fredericq et Pirenne préférèrent se faire déporter en Allemagne plutôt que d'accepter le rectorat de cette université germano-flamande. Le gouverneur général ne trouva pas un professeur belge consentant à enseigner dans ces conditions à Gand, et pour assurer des titulaires aux chaires créées il dut faire appel à des Luxembourgeois et à des Hollandais germanophiles. S'il a réussi de la sorte à s'assurer la collaboration de quelques professeurs étrangers, il n'a pas trouvé jusqu'ici en Belgique d'étudiants pour peupler son université.

la petite Belgique ?... Si c'est le même Huysmans qui est secrétaire du Bureau international, n'est-il pas illogique qu'il occupe cette situation ?

Et un autre délégué, M. Rappoport, d'ajouter :

Il arrive souvent que l'Internationale est dirigée soit par Camille Huysmans, soit par deux ou trois personnalités (1).

L'incident n'eut pas d'autre suite. Le camarade Huysmans avait de trop hautes protections chez les social-démocrates allemands, maîtres du socialisme européen, pour être atteint. Il continue à « diriger » l'Internationale. Lorsqu'éclata la guerre, Huysmans continua ses manœuvres. Le 1^{er} août 1914, il accompagnait l'envoyé du *Partei-vostand* et de la Wilhelmstrasse, Muller, qui venait tâter le pouls de nos socialistes unifiés et s'efforcer de les maintenir dans une opposition contraire aux intérêts nationaux.

Durant la guerre, il poursuit inlassablement sa besogne. Il se targue de ce que, lors du Congrès de Bâle, lui aurait dit Jaurès et qu'un journal zimmerwaldien rapporte ainsi :

C'était à Bâle, après une fatigante journée de Congrès. Trois hommes causaient à une table d'hôtel de la situation que créerait une guerre au socialisme dans le monde : deux Français, Jaurès et Vaillant, un Belge, Camille Huysmans.

— Il nous faut envisager toutes les éventualités, disait Jaurès à Huysmans. Votre situation, votre fonction ont une importance capitale. Nous ne savons pas, si éclate la guerre, quelle sera la répercussion d'un tel événement sur les esprits, en apparence, les plus solides.

« Quoi qu'il arrive, il faudra que vous n'abandonniez pas votre poste, que vous mainteniez les liens entre les prolétariats des pays belligérants...

— Oui, approuvait Vaillant.

— Et tenez, fit tout à coup Jaurès, il peut se faire qu'un vent de chauvinisme emporte tout dans les premiers moments, que des résistances s'opposent à la vie de l'Internationale, vous ferez tête à ces résistances, Huysmans ! Vous resterez en place, comme un pilote doit se cramponner à la barre, pendant l'orage, plus énergiquement qu'en temps calme.

Il reprit avec plus de force :

— Oui, même si de tous les côtés on vous blâmait, restez !...

(1) Huitième Congrès national, compte rendu sténographique, publié par le Conseil national du Parti.

même si moi je vous adressais des paroles désagréables, restez, restez, restez.

— Je resterai ! dit simplement Huysmans (1).

Et M. Camille Huysmans est resté.

Se considérant comme le procureur de la Congrégation des rites du Souverain Saint-Marx, il ne perdit jamais le contact de ses maîtres saxons. Il l'a raconté, avec quelque orgueil, aux socialistes hollandais réunis pour l'entendre à Arnhem, en janvier 1916 ; il a même, pour n'en point perdre l'habitude, sophistiqué certaines déclarations de ses amis allemands et la relation des événements d'avant-guerre.

Quel parti, s'écria-t-il, quelle organisation, quel groupe politique, social ou religieux peut se vanter d'avoir fait ce que nous avons fait en vue de prévenir la guerre ? Aucun ! Les gouvernements capitalistes ont fait la guerre. Ils ont formé les esprits. Ils ont sonné la trompette guerrière. Ils ont créé le conflit (2)...

En effet, aucun parti, aucun groupe politique ou religieux ne peut se vanter d'avoir travaillé pour le roi de Prusse comme les dirigeants de la fameuse Internationale kaiseriste. Nul ne s'est employé à désarmer les pays libres, à déformer la conscience nationale, à onaniser la résistance, à désorganiser la défense militaire, à dénaturer cette vérité première qu'est l'indépendance des peuples, à préparer les voies à l'invasion avec la persévérance méthodique, le génie de la trahison, de la bande chère à Huysmans. La rengaine du capitalisme belliqueux est un mensonge dont les événements ont fait justice. La vérité, c'est que Huysmans et ses congénères estiment que l'hégémonie politique et économique de l'Allemagne est une inéluctable conséquence de l'évolution européenne, qu'elle doit se traduire en fait et qu'il vaut mieux faciliter, hâter sa réalisation, que de s'y opposer au nom de principes que ces germanophiles déclarent désuets.

C'est l'opinion de tous ces métèques venus de tous les

(1) *Ce que disait Jean Jaurès...* (Le Droit du Peuple, Grenoble, 28 mars 1916).

(2) Discours prononcé à Arnhem au Congrès du Parti socialiste hollandais (janvier 1916), reproduit par *l'Humanité* (5 février 1916, 2^e p., 3^e et 4^e col.).

pays, dans notre trop accueillante république — soi-disant révolutionnaires russes, roumains, bulgares, austro-hongrois, qui, pour s'épargner les rigoureuses sanctions d'une action qu'ils laissent à d'autres dans leur pays, préfèrent vivre là où la révolution est faite, se font naturaliser pour éviter l'expulsion, mais ne sont jamais assimilés. Ces sans-patrie ont le mépris du pays qui les abrite ; ils ne pourraient vibrer de ses émotions, car leur sang d'eunuques et d'esclaves, qui ne se peut réchauffer qu'aux coups de schlague, demande le fouet et s'accommode mal de la liberté. Ils sont la honte du parti dont ils se réclament et ils forment la cohorte des histrions à la Huysmans, la cohue des philosophes admirateurs de la *Kultur*.

A Bruxelles, depuis l'occupation prussienne, Huysmans coulait de paisibles jours et il s'efforçait de remonter le courant de haine et de mépris des ouvriers belges contre ces hordes d'assassins qui, pour lui, étaient encore de bons camarades. Il transféra le siège de son bureau à La Haye, suivant ainsi de près le bureau d'espionnage allemand qui s'installait dans cette ville, « de sorte, a-t-il déclaré, que si les relations de parti à parti ont été interrompues, les relations des partis avec le centre, le Bureau de La Haye, n'ont jamais été interrompues ».

Admirez l'inconscience de ce Belge au pays torturé, ravagé, saccagé par le teutonisme le plus féroce et le plus sauvage ; admirez sa grandeur d'âme. Il n'a pas « voulu écrire, prononcer contre les Allemands, un seul mot qui pût compromettre le rapprochement entre les sections séparées de l'Internationale » (1).

Et dans le but d'assurer la confiance de tous les partis socialistes des pays belligérants, il organise un Comité exécutif composé de la délégation belge et de la délégation hollandaise, dont on connaît les inclinations progermaniques. De Bruxelles à La Haye, ce Belge, singulièrement favorisé des autorités allemandes, fait la navette, un passeport de von Bissing dans sa jaquette...

Huysmans essaie de convoquer le Bureau international. Les Allemands sont prêts à accourir, on le devine.

(1) *L'Internationale et la guerre, Nouvelles déclarations de Camille Huysmans (L'Humanité, 9 février 1916, 3 p., 1^{re} et 2^e col.)*.

A Paris, à Londres, on hésite : il n'y a pas encore de majorité pour cette trahison généralisée. Les italo-germans appuient les frères de Berlin, mais que feraient toutes ces filles entretenues dans un bal, en l'absence de leurs dupes ?

Huysmans ne se décourage pas. Il a suivi les délibérations de ce qu'il appelle effrontément les partis socialistes-démocrates des pays neutres, des pays de l'Entente et des puissances centrales et il se propose de « réaliser l'accord pratique » en convoquant séparément les délégations des divers pays devant ce Comité exécutif. La Belgique vint officiellement, dit-il. A cela d'autres députés socialistes belges, qui n'ont pas les mêmes raisons que leur collègue de serrer les mains sanglantes des kaiserliches, opposent un démenti formel. Ils déclarent que les socialistes belges actuellement dans les tranchées ou en terre d'exil n'ont donné aucun mandat à Huysmans. Les socialistes unifiés français répondent qu'on « pourrait les suspecter de vouloir entamer des négociations indirectes avec l'Allemagne » ; les socialistes anglais renvoient la visite à d'autres jours. Seuls, les Allemands accourent et viennent officiellement déclarer qu'ils demandent le rétablissement des relations internationales et que leur amour de la paix est plus fort que leur goût bestial pour le viol et l'assassinat, ce que personne ne veut croire aujourd'hui.

Après l'évanouissement de tous ces gaz, Huysmans se retourne vers les comédiens minoritaires de la social-démocratie. Dans les boniments de cette autre troupe, il cherche de nouveaux stupéfiants et il faut avouer que cette chimie est plus efficace sur l'encéphale de nos socialistes unifiés.

Il est assez piquant de constater le parallélisme des deux opérations de La Haye et de Zimmerwald. En fourberie, les ressources de la diplomatie germanique sont infinies : elle exploite admirablement les idées d'extrême-droite, de droite, de gauche et d'extrême-gauche ; elle joue des religions et des sectes religieuses avec un brio incomparable ; elle utilise pour ses fins un socialisme bâtard, de souche féodale et de philosophie nua-geuse, qu'elle unifie ou désunifie au gré de ses besoins ; elle solidarise et divise des individualités qui la servent

fidèlement dans les postes où elle les installe, comme des soldats disciplinés ayant conscience qu'ils ne sont qu'un rouage infime, utilisé par une volonté directrice à laquelle ils obéissent dans un intérêt supérieur : la Germanie au-dessus de tout !...

En Belgique les socialistes combattants et émigrés sont loin de suivre Huysmans. Nous avons cité plus haut Brunet, Émile Royer, Terwagne. Nous citerons encore Jules Destrée, député socialiste de Charleroi, écrivain subtil, artiste affiné, orateur éloquent, qui, avec son courageux collègue libéral Georges Lorand, porta la parole en Italie, y remua la conscience des masses et fut un des bons ouvriers de l'intervention de notre grande sœur latine. Jules Destrée s'exprime ainsi :

Je ne connais plus, quant à moi, de camarades et de frères allemands. Je ne prendrai pas leur main, il y a dessus trop de sang de mes véritables frères et camarades, de tous ces ouvriers de nos régions industrielles qui ont trop bénévolement cru à la puissance et à la sincérité de la social-démocratie. Je ne ferai pas de traité avec eux, car ils ont laissé dire que les traités n'étaient que chiffons de papier et qu'on pouvait les violer quand il y avait intérêt.

A cela, je ne consentirai ni maintenant, ni plus tard. Mais maintenant, c'est-à-dire pendant que les travailleurs de Belgique sont contraints, par une terrorisation sans exemple, à subir les volontés des conquérants allemands, et aussi longtemps que notre territoire sera occupé, il me paraît et me paraîtra particulièrement inadmissible de discuter avec l'envahisseur, même masqué du masque socialiste...

Huysmans pense autrement. Soit ! C'est son affaire. Il a évidemment le droit d'avoir un avis distinct du mien. Mais, pas plus que moi, il n'a le droit de parler au nom des socialistes belges. Il est, comme moi, un socialiste belge, sans plus. Lorsque notre malheureux Parti, aujourd'hui opprimé et dispersé, pourra reprendre ses délibérations régulières, on pourra compter ceux qui sont disposés à négocier avec les Allemands.

En attendant, j'ai cru ces quelques lignes nécessaires pour dissiper l'équivoque (1).

(1) JULES DESTREE, *Socialistes belges et conciliation* (L'Humanité, 13 mars 1916). — L'article de Destrée était précédé de la note suivante de la direction du journal : « Le citoyen Jules Destrée, député belge, nous prie de publier l'article suivant. Nous ne sommes pas d'accord avec lui sur tous les points auxquels il touche, mais nous ne croyons pas pouvoir lui refuser l'insertion qu'il nous demande. »

Louis de Brouckère se félicite que « son ami » Huysmans lui ait, par son discours d'Arnhem, fourni l'occasion de discuter ses tendances.

On pourrait vraiment croire, après l'avoir entendu, écrit-il, que rien ne s'opposerait plus à une collaboration fraternelle entre Scheidemann, Sudekum et nous-mêmes, le jour où, grâce aux bons offices de quelques intermédiaires bénévoles, l'on aurait voté des deux côtés de la tranchée les mêmes résolutions vagues, affirmant les mêmes principes abstraits...

Encore un petit effort de conciliation et il ne resterait plus qu'à constater cette unanimité parfaite, à considérer la guerre comme un incident regrettable, à la tenir de commun accord comme non avenue et à vivre sur cette équivoque jusqu'au jour où un nouveau conflit fournira à nos camarades une autre occasion de brûler nos maisons et de massacrer nos femmes pour la plus grande gloire du roi de Prusse ! (1).

Il serait aisé de multiplier témoignages et citations. Nous en avons suffisamment produit pour démontrer que le Bureau dit socialiste international, administré par un germanisant avéré, était devenu un instrument diplomatique docile aux mains de la Wilhelmstrasse.

Mais M. Huysmans s'est trompé en supposant que prolétaires belges et français seraient dupes de ses manœuvres. Le sang versé par leurs frères sur les champs de bataille où le Germain les arrose de pétrole enflammé et les enveloppe de gaz suffocants ou lacrymogènes leur dicte des devoirs sacrés auxquels ils ne failliront pas.

(1) Lettre à l'Humanité, 6 février 1916, 1^{er} p., 6^e col.

CHAPITRE V

LES SOCIALISTES ITALIENS

Il y a, en Italie, deux partis socialistes : 1^o un parti socialiste réformiste, qui s'est constitué en juillet 1912, à la suite de la scission survenue au Congrès de Reggio-Emilia et qui a à sa tête Leonida Bissolati ; 2^o un parti socialiste révolutionnaire, que l'on appelle encore le parti socialiste unifié ou officiel, qui représente les tendances exclusivement marxistes, qui a pour leaders Turati et Claudio Trèves et qui est directement affilié au Bureau socialiste international fonctionnant à Bruxelles. Les titres mêmes des deux partis indiquent leurs tendances respectives.

Pendant toute la guerre, leur attitude et leur activité ont été complètement différentes.

Les socialistes réformistes.

Dès le début des hostilités entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne d'une part et, d'autre part, la Triple-Entente, les socialistes réformistes approuvent le Gouvernement italien qui a rompu la Triple-Alliance plutôt que de se laisser entraîner à une guerre aux côtés de l'Autriche. Dans le *Secolo* du 1^{er} août 1914, Bissolati résume les sentiments de fière indépendance de ses compatriotes en ces mots : « L'Italie n'a pas voulu se faire la complice d'une lâche agression, elle fera face à quiconque tenterait de l'en faire repentir. »

Mais presque aussitôt la question cesse de se poser d'une attaque ou d'une menace dirigée contre l'Italie par l'une de ses anciennes alliées. Il ne s'agit pas de s'opposer, au moins immédiatement, à l'envahisseur. Il s'agit de savoir si l'Italie interviendra dans le vaste conflit européen, si elle saisira cette occasion tragique de réaliser ses aspirations nationales par la reprise de Trieste et du Trentin, si, à cet effet, elle se joindra dans la lutte à la France, à l'Angleterre et à la Russie.

Le Parti socialiste réformiste, dès la première heure, s'affirme interventionniste. Son Comité directeur formule l'opinion du parti dans un ordre du jour adopté le 6 septembre 1914. Cet ordre du jour

... Approuve la déclaration de neutralité de l'Italie, affirme par cela même que le traité de la Triplice a perdu toute sa valeur effective; considère que, par cette déclaration, le peuple d'Italie ne se désintéresse ni des événements, ni des résultats du conflit, qu'il s'aperçoit au contraire que le triomphe des empires centraux menacerait le développement de la démocratie en Europe, alors que la victoire de la Triple-Entente ouvrirait la possibilité d'un désarmement général, permettant au prolétariat de tous les pays de développer ses revendications de justice sociale, et aussi, au point de vue international, que la victoire des empires centraux nuirait à l'Italie en assurant la prédominance de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans.

Il remarque d'ailleurs que le peuple italien ne peut pas dissimuler sa solidarité fraternelle avec le pays de la grande Révolution, et il exprime le vœu que le Gouvernement italien interprète dans ses actes la neutralité proclamée, non comme une renonciation préalable et absolue à toute intervention dans le conflit (et encore moins comme une aide indirecte aux empires centraux), mais comme la revendication d'une liberté d'action qu'il conviendra de développer selon les principes indiqués plus haut, dans les formes et au moment le plus opportun, après délibération de l'Assemblée nationale.

Pendant toute la période qui va des premiers jours d'août 1914 au 24 mai 1915, date de la déclaration de guerre à l'Autriche, les socialistes réformistes sont parmi les propagandistes les plus ardents, les plus résolus, de la cause interventionniste. Ils sont à la tête de tous les éléments démocratiques et populaires qui représentent la tradition du *Risorgimento*, de Mazzini, de Garibaldi, de Carducci.

Durant toute la guerre, ils insistent pour une intervention de plus en plus énergique de l'Italie.

A la séance de la Chambre du 1^{er} mars 1916, Bissolati prend la parole pour envoyer à la France, aux soldats magnifiques qui devant Verdun barrent la route aux barbares, le salut fraternel de l'Italie alliée, et de ce salut il fait, aux applaudissements de l'assemblée, une véritable déclaration de guerre à l'Allemagne :

Pendant que le Parlement italien reprend ses travaux, dit Bissolati, les armées de la France combattent à Verdun où elles livrent une bataille qui peut être le commencement de la phase décisive de la guerre. Cette guerre n'est pas seulement la guerre de la France contre l'Allemagne, c'est aussi la guerre de l'Italie, de l'Angleterre et de la Russie CONTRE L'ALLEMAGNE et contre l'Autriche.

C'est une guerre unique dans le but, dans le développement dans les sentiments qui resserrent les peuples de la Quadruple-Alliance contre l'agression allemande.

Les armées françaises, à Verdun, ne se battent pas seulement pour la France, comme nous, sur l'Isonzo, nous ne nous battons pas seulement pour l'Italie ; nous nous battons tous pour la liberté et pour la civilisation de l'Europe.

En conséquence, je prie M. le président de la Chambre, et je crois que ma prière lui sera agréable, de se faire notre interprète en envoyant aux combattants français et à leur gouvernement l'expression de notre admiration et nos souhaits fraternels.

Chacune des phrases de cette courte harangue a été scandée par des applaudissements, et lorsque Bissolati eut achevé, ministres et députés, tous debout, poussèrent à plusieurs reprises les cris de : « Vive la France ! vive l'Italie ! »

En juin 1916, quand se constitue le cabinet Boselli, avec la signification d'une union de tous les groupes et de tous les partis, deux socialistes y sont appelés : Bissolati et Bonomi. C'est la première fois que le socialisme italien participe au Gouvernement.

En un mot, l'attitude du parti socialiste réformiste à l'égard de la guerre et pendant toute la guerre est ardemment, résolument favorable à la cause de la France et des Alliés.

Les socialistes unifiés.

Au contraire, les socialistes unifiés italiens, qui ont pour chefs les députés Turati et Trèves et dont l'organe quotidien officiel est l'*Avanti*, furent, dès le début, partisans de la neutralité absolue et n'ont pas cessé de se montrer, depuis, adversaires de la guerre et de toutes les mesures de défense nationale. Ils avaient, jadis, combattu avec acharnement la guerre de Libye, et comme la guerre avait été longue (elle avait duré de septembre 1911 à octobre 1912), comme elle avait été onéreuse (elle avait coûté plus d'un milliard et demi de francs), comme elle n'avait pas, bien qu'heureuse, donné à la nation toute la fierté des résultats entrevus, cette opposition leur avait valu certaines sympathies populaires. Ils se prononcèrent donc contre tout accord avec la Triple-Entente, contre toute participation à la guerre européenne et, par une sorte de psittacisme, répétèrent les discours d'autrefois sans comprendre que les situations n'avaient rien de commun.

Dans les premières semaines qui suivirent la déclaration de guerre de l'Allemagne et de l'Autriche aux puissances de la Triple-Entente, ils triomphèrent de la neutralité observée par le gouvernement italien. Ils prétendaient — à tort, mais avec ostentation — qu'ils avaient été le principal obstacle pour arrêter celui-ci dans la voie d'une intervention aux côtés des deux empires centraux. Ils l'avaient alors menacé d'une grève générale.

Mais dès qu'il fut question d'une intervention aux côtés des Alliés, ils se révélèrent très violemment anti-irrédentistes et affichèrent un souci — de leur part un peu imprévu — des finances publiques. « Pour faire la guerre, déclarait l'*Avanti*, il faudrait des milliards. Qui aurait le courage de les demander à cette pauvre Italie déjà saignée à blanc ? » (*dissanguata*).

La visite du pseudo-socialiste Sudekum, dépêché par la Wilhelmstrasse auprès du parti unifié italien, ne fit que le confirmer dans cette manière de voir. On raconta alors, à Rome, ce qui suit. Depuis longtemps, les socialistes unifiés d'Italie étaient aidés financièrement par la social-démocratie allemande ; de même certaines organi-

sations syndicales. Or, Sudekum aurait apporté aux camarades italiens l'ultimatum suivant : ou bien, reconnaissants de l'aide pécuniaire, ils s'évertueraient à maintenir l'Italie dans une neutralité qui est tout ce que le kaiser peut désormais espérer ; ou bien, plus tard, la social-démocratie abandonnerait à leur faiblesse les socialistes de la péninsule... Il semble que les arguments de Sudekum aient été parfaitement saisis.

Le 20 octobre 1914, le Comité directeur du parti socialiste unifié se réunit à Bologne. Il se prononce pour la *neutralité absolue* de l'Italie.

Le culte de l'Allemagne est tel chez certains socialistes italiens qu'ils vont jusqu'à préconiser la marche commune avec les deux Empires féodaux du centre. Tel est le cas de M. Rati, membre du Comité directeur du parti, qui, dans une conférence le 5 novembre 1914, va jusqu'à prétendre que, dans les circonstances présentes, il conviendrait de soutenir les plus faibles, c'est-à-dire les Austro-Allemands. Sans doute, par une lettre adressée au *Corriere della Sera* (7 novembre 1914), M. Rati s'efforce de contester l'exactitude des propos à lui attribués ; mais le *Corriere* se borne, pour le confondre, à constater l'accord absolu des comptes rendus publiés par tous les journaux, le soir même de la réunion.

Plus le mouvement interventionniste devient pressant, impétueux et irrésistible, plus les socialistes unifiés tentent de se mettre en travers. Ils sont, d'ailleurs, impuissants, débordés de toutes parts. Des défections se produisent, comme celle de Mussolini qui, contre l'*Avanti*, dresse le *Popolo d'Italia*.

Malgré l'échec de leurs manifestations et de leurs meetings, où ils voient la foule se retourner contre eux, les unifiés n'en persistent pas moins, avec un entêtement farouche, dans leur action neutraliste. Le 10 février 1915, l'un des groupes les plus puissants du Parti, la section socialiste de Milan, vote la résolution suivante :

La section socialiste, convaincue de la nécessité de porter sur le terrain de l'action positive pratique et résolue l'opposition à l'intervention militaire de l'Italie dans le conflit européen manifestée par le prolétariat socialiste italien : confie à la Direction du Parti, en accord avec les organismes directeurs du prolétariat, le soin de préparer soigneusement une

semblable action, de laquelle aucun moyen ne doit être exclu a priori.

Lors de la décisive séance de la Chambre du 20 mai 1915, c'est Turati qui expose l'attitude de ses amis, refusant, en dépit de l'entraînement général, de voter le projet de loi accordant au Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures relatives au conflit européen. 407 voix contre 74 donnent pleins pouvoirs au cabinet Salandra en cas de guerre et pendant la durée de la guerre. La minorité comprend quelques députés d'extrême-droite et la quarantaine de socialistes unifiés.

Le surlendemain (22 mai 1915), la direction du parti publie un manifeste adressé aux prolétaires d'Italie, qui se termine par ces mots : « A bas la guerre ! Vive le Socialisme ! Vive l'Internationale ! »

On verra plus loin que ce sont ces mêmes socialistes qui, d'accord avec des Suisses, ont organisé les louches conciliabules de Lugano, de Zimmerwald et de Kienthal. Or, le Parti socialiste unifié italien est le seul que reconnaisse le Parti socialiste unifié français. « Il demeure pour nous la représentation autorisée de la section italienne de l'Internationale », écrit *l'Humanité* sous la signature de M. Jean Longuet (1). Et ce petit-fils de Marx insiste encore à la réunion du Conseil national du Parti socialiste unifié, le 7 août 1916 : comme on discute de la convocation d'une conférence des Partis socialistes des pays alliés, il se refuse à « admettre que les socialistes réformistes italiens, qui ne sont que de faux socialistes (*sic*), assistent à cette conférence (2). »

Le schisme de Mussolini.

Le neutralisme, assez sommaire, du parti unifié, bassement égoïste, rencontra des résistances, non seulement dans les masses, dont les intuitions idéalistes et généreuses s'accommodaient mal d'une conception aussi sèche et aussi dogmatiquement étriquée, mais même chez des militants connus du parti.

(1) *L'Humanité*, 8 janvier 1915.

(2) *L'Humanité*, 8 août 1916, 2^e p., 3^e col.

L'un de ceux-ci, Mussolini, leva l'étendard de la révolte : et son schisme, durant des semaines, passionna le peuple italien.

Né en 1883, de parents pauvres, dans un village des environs de Forli, très courageux et travailleur, Mussolini se forma péniblement lui-même. « Cet autodidacte — écrit Jules Destrée, le député socialiste belge — fit tous les métiers pour conquérir des diplômes d'instituteur, de professeur aux écoles techniques, de docteur en langues romandes dans une université suisse, Genève, je crois. Sa facilité de plume, son éloquence nerveuse, sans grand élan, mais procédant par affirmations saccadées, et surtout son accent de sincérité, lui valurent, dans le parti socialiste, une certaine situation. Il fut candidat aux élections législatives à Forli, sans succès. Il y fonda un journal : *la Lotta di Classe* (1). »

Puis on l'appela à la rédaction en chef de l'*Avanti*, organe officiel et quotidien du parti, qu'il dirigea avec bonheur de 1912 à 1914. Et voici que soudain le rédacteur de l'*Avanti* comprend l'insuffisance, la stérilité de la politique socialiste unifiée et que le devoir, c'est la guerre, la guerre aux côtés des Alliés, la guerre immédiate. Il le proclame. Scandale, nomination de commissions, contrôle, blâme. Mussolini doit quitter l'*Avanti*. On l'exclut du parti.

Sans se rebuter, il lance un nouveau journal : *Il Popolo d'Italia*. D'où redoublement de fureur. La caricature se mêle aux traits barbelés de la polémique : l'*Avanti* publie un dessin où il se figure — modestement — sous les traits de Jésus, tandis qu'un Judas à face de Mussolini s'avance avec un poignard pour le frapper traîtreusement. Mussolini n'en exerce pas moins une action considérable et défend avec éclat la cause des Alliés.

Les syndicats.

De même que le socialisme italien est partagé en deux branches tout à fait distinctes, les réformistes et les

(1) JULES DESTREE, *L'Italie et la guerre* (*Le Petit Parisien*, 6 décembre 1914).

unifiés, de même les organisations syndicales italiennes sont réparties en deux groupements. Il y a, d'une part, la Confédération du Travail (*Confederazione generale del Lavoro*) et, d'autre part, l'Union syndicale (*Unione sindacale*).

La Confédération, qui a pour secrétaire R. Rigola, marche parallèlement avec le parti socialiste unifié — comme avec la social-démocratie marchent les syndicats allemands. Elle se prononce donc pour la neutralité de l'Italie.

L'Union syndicale est l'organisation des syndicalistes révolutionnaires. Elle a à sa tête Alceste de Ambris qui, aux élections législatives de 1912, groupa sur son nom 7 000 voix contre 5 000 à ses adversaires réunis et fut ainsi député de Parme. Elle se recrute plus particulièrement dans les régions de Parme et de Milan et a pour organe *l'Internazionale*.

Les syndicalistes groupés autour de de Ambris estiment que, pour en finir avec le militarisme détesté, il faut préalablement abattre l'autocratie féodale et militaire des Empires germaniques ; et c'est pourquoi leur Congrès, réuni à Parme les 7 et 8 février 1915 et groupant 273 syndicats, s'est prononcé à une immense majorité pour l'intervention armée de l'Italie.

CHAPITRE VI

DANS LES BALKANS

Il n'y a dans les Balkans que des embryons de partis socialistes. Les nations balkaniques sont, en effet, essentiellement agricoles ; l'industrie y existe à peine ; le prolétariat ouvrier se limite à quelques travailleurs de petite industrie.

Ces conditions économiques sont évidemment peu favorables à l'éclosion et à la naissance de partis ouvriers socialistes importants ; aussi ne rencontrons-nous en Roumanie et en Serbie qu'une agitation socialiste assez faible et qu'une représentation socialiste parlementaire presque inexistante.

Le rôle du socialisme roumain et du socialisme serbe vis-à-vis de la guerre est donc à peu près insignifiant. Mais l'attitude des militants de ces deux partis est une preuve nouvelle de la mainmise du socialisme germanique, du marxisme pangermaniste, sur les partis socialistes européens.

En Roumanie.

Dès le début de la guerre, les socialistes roumains ont été catéchisés, endoctrinés et persuadés par Sudekum, le même député pseudo-social-démocrate qui avait déjà converti au neutralisme les socialistes unifiés italiens. Leur entrevue avec l'envoyé de la chancellerie allemande a été avouée par le chef des marxistes roumains, Racowsky,

dans une lettre à *l'Humanité* (17 juin 1915). Elle eut lieu, dit-il, dans un restaurant.

Quant au caractère gouvernemental de la mission Sudekum, ce sont les socialistes de Stuttgart, eux-mêmes, membres de la minorité, qui le proclament dans leur Bulletin :

Nous portons à la connaissance des camarades du Parti que Sudekum, membre du groupe social-démocrate du Reichstag, est parti en Roumanie, chargé par le Gouvernement d'une mission auprès des partis politiques et de l'opinion publique. Il n'avait avisé de son départ, ni le Comité directeur, ni le groupe parlementaire (1).

Peut-être Sudekum avait-il manqué à la forme en n'informant pas de son départ ces deux organismes de la social-démocratie. Mais ils ne lui eussent pas marchandé leur approbation.

Ecœurés, Constantin Mille, rédacteur en chef de *l'Adeverul*, et Mortzun, qui avaient été, dès 1890, les premiers propagandistes du socialisme en terre roumaine, avaient tiré leur révérence à la social-démocratie de Bucarest.

Pour atténuer la gravité de la crise provoquée dans le socialisme roumain par le départ de ces deux brillants champions, M. Jean Longuet, ami personnel de Racowsky, écrit dans *l'Humanité* : « En réalité, M. Mortzun est un de ces intellectuels arrivistes de Roumanie qui lâchèrent le socialisme il y a quinze ans, et M. Mille, le très distingué et probe directeur de *l'Adeverul*, est un journaliste démocrate qui n'a jamais été socialiste, mais pour lequel nos amis de Bucarest ont toujours eu la plus vive estime (2). »

Allégation absolument inexacte en ce qui concerne Mille autant que calomnieuse à l'égard de Mortzun.

Vasili Mortzun fut, il y a vingt-cinq ans, avec Jean Nadejde (qui a également abandonné le camp social-démocrate roumain), le premier élu socialiste au Parlement roumain. *Le Socialiste*, organe officiel du parti ouvrier marxiste français, saluait alors son élection comme une « victoire socialiste » et appelait Mortzun « l'un

(1) *Bulletin officiel des socialistes de Stuttgart.*

(2) JEAN LONGUET, *Contre l'Internationale (L'Humanité, 27 avril 1915).*

des plus anciens et des plus vaillants champions du socialisme (1). » Il avait donc embrassé la cause socialiste à une heure difficile. Du moment qu'il a manifesté quelques velléités d'indépendance et qu'il a refusé de s'incliner devant certaines exigences rituelles et certaines formules surannées des comités marxistes, il n'est plus qu'un « arriviste ».

Quant à Mille, à la distinction et à la probité duquel M. Jean Longuet veut bien rendre hommage, il a été, bel et bien, quoi qu'en dise le collaborateur de *l'Humanité*, un socialiste authentique. Il représentait le parti socialiste roumain au Congrès socialiste international de Bruxelles (août 1891) ; il présidait notamment, le vendredi 21, la séance du Congrès où fut discutée la question du militarisme, et le rapport adressé au Congrès sur l'état du socialisme en Roumanie contenait ce détail : « A Bucarest, l'avocat socialiste Mille et les socialistes de l'endroit réussirent à former un club qui devint le centre du socialisme roumain (2). »

Amputée du prestige de chefs talentueux et autorisés, la social-démocratie roumaine traînait une existence misérable, languissait, agonisait. La visite de Sudekum lui rendit la vie, l'espoir et l'ambition.

Derrière Mille et Mortzum, partis sans espoir de retour, — écrit un auteur roumain, M. Albert Prahovan, — le socialisme roumain s'affaissa, traîna entre la vie et la mort... Un Herr Professor, dépêché en hâte, diagnostiqua une impécuniosité galopante et écrivit d'urgence l'ordonnance sur un chèque tiré sur la banque Marmorosch-Blanok. Herr Professor Sudekum avait le diagnostic infailible. Il fit si bien que l'agonisant fut bientôt en état de brailier et si gutturalement que la Carmagnole ne fit plus qu'un avec die Wacht am Rhein. On vit même, ô miracle ! des feuilles de chou muées en feuilles de choucroute, s'installer et s'épanouir sous des lambris dorés : Ziua, Seara, Romania Muncitoare, frêles embarcations qui chaviraient sous la bannière du kamarad Racowsky, prirent des ceintures blindées et portèrent, sur la Dambowitza hostile, César et son infortuné. Les fées boches exultèrent ; tout allait pour le mieux dans les meilleures Légations, les jours succédaient aux jours... et les marks aux marks...

(1) Victoire socialiste (*Le Socialiste*, 6 mars 1892, 1^{re} p., 4^e col.).

(2) Congrès international ouvrier socialiste de Bruxelles, compte rendu publié par le secrétariat belge (Impr. Désiré Brismée, p. 198).

lorsque l'impitoyable Constantin Mille mit le holdà, aligna quelques chiffres et produisit au jour les livres d'un neutralisme socialiste. Le tarif n'avait rien d'insolite; au prix où se pratique aujourd'hui la trahison, la bande de Racowsky trahissait pour rien. J'eus moi-même la bonne fortune, en suivant les allées et venues de Sudekum le Protée, de pouvoir faire la preuve de ses munificences (1).

Veut-on connaître maintenant les appréciations sur la guerre formulées par le marxiste Racowsky? Voici :

Le 14 août 1914, il écrit dans la *Romania Muncitoare* :

Pour la social-démocratie allemande, à côté de la question principale se place une considération d'ordre pratique. Dans l'armée de réserve allemande, 30 p. 100 et plus sont sous l'influence du mouvement socialiste. La social-démocratie ne pouvait, en refusant les crédits, porter la démoralisation dans ces rangs.

Les social-démocrates allemands ont donc bien fait de voter les crédits demandés pour une guerre d'agression. Par contre, les socialistes français sont inexcusables, qui ont voté des crédits de défense nationale.

Il est vrai — dit la Lupta (11 novembre 1914) — que la France a été attaquée. Mais la politique conquérante (!) de la République française n'y a pas peu contribué.

En votant sans réserve les crédits de guerre, les socialistes français semblent vouloir dissimuler sous un voile les responsabilités de la politique française.

Car, aux yeux de Racowsky et de sa clique emprussianisée, la France n'est pas moins responsable que les empires centraux de la guerre déchaînée sur le monde :

La guerre — écrit-il dans la Romania Muncitoare du 21 août 1914 — était dans l'air, et il est possible que si l'Allemagne et l'Autriche ne l'avaient déclarée, la France et la Russie l'auraient déclarée plus tard.

Une dernière citation empruntée à l'article de fond de la *Lupta* (2 septembre 1914) : c'est à l'heure tragique

(1) ALBERT PRAHOVAN, *La Roumanie en armes* (H. Floury, édit., Paris, 1915).

de la retraite de Charleroi, alors que la ruée des bandits et des sauvages de Germanie semble menacer Paris : les germanophiles de Bucarest exultent :

Pleurez, oppresseurs ! La France est perdue pour avoir pactisé avec la réaction tsariste et conspiré contre le progrès humain.

Dès lors, M. Christian Racowsky peut écrire à *l'Humanité* pour protester de son amour pour la France, pour se classer « parmi ceux qui la défendraient dans ses malheurs et qui l'ont toujours aimée (1). » Il est jugé. Et nous ne sommes point surpris de le voir participer en septembre 1915 à la parade germanophile de Zimmerwald.

Au lendemain de celle-ci, le Congrès national du Parti social-démocrate roumain (Bucarest, 26-29 octobre 1915) décide son adhésion officielle aux résolutions prises à Zimmerwald et à la nouvelle commission internationale de Berne. « Nous avons, dit une correspondance, continué notre propagande contre la guerre et pour la neutralité définitive et sincère de la Roumanie (2). »

A Constantza, deux avocats socialistes ayant pris part à un meeting francophile et affirmé leur sympathie pour les Alliés, un communiqué du Comité exécutif du Parti prononce leur expulsion et déclare que, par leur attitude même, ils se sont mis en dehors du socialisme (3).

Socialistes serbes.

Le socialisme serbe était représenté aux Congrès internationaux de Stuttgart et de Copenhague.

Deux interventions de son délégué Tucovic à ce dernier Congrès sont à retenir.

Tucovic dénonce les méfaits commis par les Jeunes-Turcs que, pendant un certain temps, une opinion mal informée avait considérés comme des rénovateurs animés d'esprit démocratique et que l'expérience a montrés aussi rétrogrades, aussi féroces, aussi bourreaux que les Vieux-

(1) *L'Humanité*, 17 juin 1915.

(2) Bulletin publié par la Commission socialiste internationale de Berne, n° 3, 25 février 1916, p. 14.

(3) *Ibid.*

Turcs les plus cruels et les plus sanguinaires. Et comme la résolution proposée sur les actes des Jeunes-Turcs renferme le mot « assassinat », dont un congressiste demande la suppression, Tucovic déclare : « Vu la brutalité des procédés de l'autorité jeune-turque, le mot est encore beaucoup trop faible. » Il sait, « par expérience personnelle, ajoute-t-il, que les potences et les tortures fonctionnent tous les jours » (1).

Dans une autre intervention, Tucovic signale l'impérialisme de la social-démocratie austro-hongroise :

Lors du dernier conflit entre l'Autriche et la Serbie, dit-il, les socialistes serbes se trouvaient dans une situation très difficile ; mais ils n'ont pas hésité un seul instant. Les camarades autrichiens et hongrois nous ont reproché d'avoir été chauvins. Très bien ! Mais alors, à l'avenir, vous devrez vous en prendre plutôt aux appétits de conquête des Gouvernements autrichien et hongrois. Les socialistes des grandes nations doivent soutenir ceux des petites. Les socialistes serbes ont combattu à la Skouptchina l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine ; mais ils n'ont pas rencontré l'appui nécessaire chez les socialistes austro-hongrois pour combattre l'impérialisme austro-hongrois. Votre grande presse ne nous a pas aidés suffisamment (2)...

Tucovic ne pensait pas si bien dire quand il faisait allusion à l'impérialisme auquel s'abandonnait, sans aucune réserve, la social-démocratie d'Autriche-Hongrie.

Mobilisé en 1914, Tucovic trouve une mort glorieuse dans l'un des premiers combats de cette admirable campagne de 1914 à la suite de laquelle les troupes serbes repoussèrent l'envahisseur autrichien. Son attitude comme socialiste et comme soldat est digne d'éloges.

La plupart des militants socialistes serbes ne pensent pas autrement — ainsi qu'en témoignent les voix suivantes :

1° Nous considérons que la Serbie, pour sa part, a fait tout son possible pour éviter cette guerre terrible et toutes les conséquences destructives qu'elle a causées. Ayant accepté à peu près toutes les exigences humiliantes de l'ultimatum austro-hongrois,

(1) Huitième Congrès socialiste international, compte rendu analytique (Gand, 1911, p. 255).

(2) *Ibid.*, p. 205.

qui privaient la partie libre de la nation serbe, en Serbie, de son droit à disposer elle-même de son indépendance, droit reconnu à chaque peuple par tous les Congrès internationaux — et s'étant soumise, pour les autres exigences, à l'arbitrage de La Haye — la Serbie s'est dégagée de toute responsabilité pour cette guerre...

2° Contrainte à défendre à main armée sa liberté, la Serbie, dans cette guerre, qui lui a été imposée, en accomplissant son devoir de pays libre, a supporté relativement plus de sacrifices en hommes et en biens. Baignée dans une mer de sang de ses enfants et devant les ruines du travail de ses générations, elle avait le droit et le devoir de donner à sa défense le caractère révolutionnaire même : à proclamer le droit à la liberté de ses compatriotes serbo-croato-slovaques, en accord complet avec le principe proclamé depuis longtemps par l'Internationale : le droit des nations ou des parties des nations asservies à réaliser elles-mêmes librement leurs destinées communes. Sans la liberté et l'indépendance des nations asservies il n'y aura pas de paix durable.

3° Le Parti social-démocrate serbe a fait pression sur le Gouvernement serbe, afin que celui-ci fasse tout son possible pour éviter la guerre. Il attendait des Partis social-démocrates d'Autriche et d'Allemagne la même action auprès de leurs gouvernements pour empêcher la guerre. Au lieu de cela, malheureusement, et contrairement à la solidarité prolétarienne du socialisme international, ils ont accordé à leurs gouvernements les crédits de guerre pour attaquer la Serbie, et ils ne sont jamais intervenus pour empêcher les crimes que leurs armées ont commis dans les pays envahis...

Paris, août 1916.

VEL M. STOYANOVITCH, rédacteur en chef du *Socialiste* ; Docteur DRAGUICHA M. GJOURITCH, agrégé à l'Université de Belgrade ; A. PAVLOVITCH, ancien secrétaire du Parti socialiste ; ANTONIYÉ OUROCHÉVITCH, avocat et candidat député socialiste ; MILAN MARINKOVITCH, ancien député socialiste (1).

Les socialistes serbes se trouvent donc en accord avec le sentiment général de leur pays où le courage stoïque de l'armée, du roi Pierre et du prince régent Alexandre a été un objet d'admiration universelle. Les membres du Gouvernement et de la Skouptchina méritent également

(1) *L'Humanité*, 24 septembre 1916, 1^{re} p., 4^e col.

qu'on leur rende hommage. Ils ont tous tenu bon dans le chemin du devoir et de l'honneur. Il ne s'est trouvé qu'un misérable pour se laisser abattre ou acheter, pour faire défection, pour trahir : c'est le député marxiste Katzlerowitsch. Il est allé à Kienthal, il s'est abouché avec ses congénères de Vienne, il a publié un mémoire où il prend la défense des ennemis de son pays. Une dépêche adressée à *l'Humanité* résume ainsi quelques-uns de ses faits et gestes :

Le député socialiste serbe Katzlerowitsch, qui a participé à la conférence de Kienthal, a obtenu du Gouvernement austro-hongrois l'autorisation de rentrer à Belgrade. A Vienne, où il a pu descendre, il a rendu visite à la rédaction de l'Arbeiter Zeitung. Katzlerowitsch avait publié, dans les journaux socialistes de la Suisse, des articles sur la Serbie et l'Entente, qui furent transmis par l'Agence Wolff à la presse allemande et reproduits par la plupart des journaux allemands. La Rheinisch-Westfaelische Zeitung, à cette occasion, déclara que Katzlerowitsch était « un Serbe clairvoyant » (1).

Nous le répétons : c'est l'unique désertion qui se soit produite dans les rangs des représentants du peuple serbe.

Mais il faut ajouter que ce social-démocrate marxiste est fils d'Allemand.

(1) *L'Humanité*, 18 juillet 1916, 1^{re} p., 2^o col.

CHAPITRE VII

LE SOCIALISME RUSSE

Nulle part la lutte n'a été plus âpre et le divorce plus profond qu'en Russie entre le Gouvernement, les classes dirigeantes et possédantes, d'une part, et, d'autre part, le peuple, la masse, les éléments révolutionnaires.

On a encore présent à l'esprit le duel saisissant, formidable, tragique, qui depuis près d'un demi-siècle met aux prises l'autocratie et l'*intelligentia*, le tsarisme et ceux que l'on a appelés plus ou moins longtemps et plus ou moins improprement les *nihilistes* — autrement dit les terroristes — et qu'aujourd'hui, en Russie comme partout, on désigne sous le nom générique de socialistes.

Quelle sera donc, à l'heure de la mobilisation et de la déclaration de la guerre, l'attitude des démocrates socialistes, des socialistes révolutionnaires de Russie, vis-à-vis du Gouvernement?

Dix ans plus tôt, lors de la guerre russo-japonaise, les socialistes russes n'avaient pas hésité à exploiter contre le Gouvernement les défaites essuyées en Mandchourie. Ils avaient ainsi réussi à déterminer dans le peuple et même dans l'armée un mécontentement profond, une véritable crise. Et c'est de là qu'étaient sorties les tentatives révolutionnaires de 1905 : manifestation et échauffourée sanglante du 22 janvier — le *dimanche rouge* — à Pétrograd ; grèves dans les centres industriels ; jacqueries dans les campagnes ; séditions militaires.

En 1913, lors de la crise balkanique et de la tension diplomatique qu'elle avait déterminée en Europe, alors

que l'on pouvait redouter les périls d'une conflagration générale, les éléments ouvriers et socialistes avaient véhémentement protesté contre toute idée de guerre. Les élus socialistes à la Douma avaient adressé aux social-démocrates d'Autriche-Hongrie une lettre ouverte où on lisait :

Grâce aux travaux de la diplomatie internationale et, en premier lieu, des diplomates autrichiens et russes, l'affreuse menace d'une conflagration générale et, pour commencer, d'un conflit russo-autrichien, plane toujours sur l'Europe.

Si toute tentative destinée à jeter deux nations l'une sur l'autre est un crime contre l'humanité et la raison, une guerre entre la Russie et l'Autriche — guerre qui serait une mêlée sauvage de nations et de races — constituerait un véritable chef-d'œuvre de folie. Le peuple de Russie n'a aucun motif qui lui donnerait l'ombre d'une justification pour un pareil crime. Les masses rurales de Russie n'ont rien à chercher dans les Balkans ; elles ont besoin d'une réforme agraire et fiscale dans leur propre pays (1).

En 1914, tout change. Cette fois-ci, le peuple russe a le sentiment très net, très vivace, que le Gouvernement n'a point cherché ni souhaité la guerre, qu'elle est le fait de l'Allemagne et de l'Autriche, que l'on se trouve brusquement en face d'une agression sournoisement préméditée et longuement préparée par les deux empires centraux. Et le peuple se résigne par suite à une guerre qu'il n'a point voulue lui-même, que son Gouvernement n'a pas davantage voulue, mais qui lui est imposée par la brutalité sauvage de l'ennemi.

Pierre Kropotkine.

Tandis que, durant la guerre russo-japonaise, les vœux ardents des socialistes et des révolutionnaires russes vont au Japon, cette fois-ci ils vont à la Russie ; ils veulent la défaite austro-allemande.

Disciple de Bakounine, le prince Pierre Kropotkine est, depuis la mort de celui-ci, le représentant le plus

(1) Cité d'après le *Bulletin périodique du Bureau socialiste international* (Bruxelles, 1913 ; n° 11).

autorisé de l'anarchisme contemporain. Ses deux principaux ouvrages, *Paroles d'un Révolté* et *la Conquête du Pain*, comptent parmi les plus vigoureuses affirmations de la pensée communiste-anarchiste.

Sera-t-il suspect d'une complaisance exagérée vis-à-vis de la Russie ou vis-à-vis de la France? La Russie gouvernementale l'a expédié en Sibérie. La France républicaine l'a fait arrêter et condamner, puis l'a expulsé de son territoire. En 1883, au lendemain de l'affaire Cyvoct, traduit devant le tribunal correctionnel de Lyon, avec Emile Gautier, Bordat, Bernard, Pierre Martin et vingt autres, il avait été frappé de cinq années de prison et de 2 000 francs d'amende (1). Depuis cette époque, il vit en Angleterre.

Au mois de juin 1913, étant de passage à Paris, Kropotkine est reçu par ses amis et coreligionnaires politiques, dans l'une des salles du café Procope. Là, en présence d'une soixantaine de militants, parmi lesquels Jean Grave, D^r Pierrot, Dave, Yvetot, Steinlen, Delaisi, C. Cornelissen, Desplanques, A. Laisant, Pierre Martin, Maximilien Luce, etc., le patriarche de l'anarchisme international déclare déjà :

Et la guerre? J'ai dit, lors d'un précédent voyage à Paris, à un moment où il était question de guerre aussi, que je regrettais d'avoir soixante-deux ans — j'avais soixante-deux ans à ce moment, je crois — et de ne pouvoir défendre la France dans le cas où elle serait envahie ou menacée d'invasion par l'Allemagne. Je n'ai pas changé d'opinion sur ce point. Je n'admets pas qu'un pays soit violenté par un autre (2).

Les conditions dans lesquelles l'Allemagne, un an plus tard, attaque la France et déchaîne la guerre sur le monde ne sont point de nature à modifier le sentiment généreux de Kropotkine.

La guerre déclarée, il écrit au professeur suédois Ch. C. Steffen la lettre suivante où l'on retrouve comme un souffle de Blanqui et où il indique pour quelles raisons ses amis

(1) JACQUES PROLO, *Les Anarchistes*, p. 18 (Marcel Rivière, édit., Paris).

(2) *Les Temps nouveaux*, 14 juin 1913; — *Le Républicain socialiste*, 29 juin 1913.

révolutionnaires doivent lutter de toutes leurs forces contre l'impérialisme allemand :

Je considère que le devoir de tous les hommes qui aiment le progrès idéal dans toute son ampleur, et spécialement ceux qui sont inscrits dans le prolétariat européen sous le drapeau de l'Association internationale des Travailleurs, est de s'unir avec toutes leurs forces, chacun suivant sa propre capacité, pour écraser l'invasion teutonne dans l'Europe occidentale...

Depuis 1871, l'Allemagne a été une menace continue pour le progrès européen. Tous les Etats furent obligés d'introduire le service militaire obligatoire. Elle fut, pour l'Europe orientale, et spécialement pour la Russie, le principal appui de la réaction. Il est évident que si l'actuelle invasion de la Belgique et de la France n'est pas repoussée par l'effort commun de toutes les nations de l'Europe, nous aurions à subir plus d'un demi-siècle de réaction générale.

La presse vendue de l'Allemagne affirme qu'elle ne fait la guerre qu'à la Russie. C'est faux ! Les Allemands veulent prendre la Belgique et la France et battre l'Angleterre. Leur but est de forcer la Hollande à devenir partie de l'empire, de sorte que les détroits conduisant de l'Océan Indien au Pacifique puissent passer dans leurs mains. Prendre Anvers et Calais, annexer la partie orientale de la Belgique, aussi bien que la Champagne française, pour pouvoir être à deux jours seulement de marche de la capitale de la France : tel était le rêve allemand depuis Bismarck, avant l'entente franco-russe, et tel est le rêve d'aujourd'hui ! Ce ne fut pas pour combattre la Russie que l'Allemagne, en 1866, prit au Danemark le Schleswig-Holstein. Ce ne fut pas contre la Russie qu'elle créa sa formidable armée, mais pour attaquer la France et l'Angleterre. C'est dans cet unique but qu'elle fouilla et fortifia le canal de Kiel, qu'elle fit surgir le port militaire de Wilhelmshafen, d'où l'on peut préparer, en parfaite sûreté et dans le plus grand secret, l'invasion de l'Angleterre ou un raid sur Cherbourg et Brest. Le mensonge, de combattre la Russie sur les plaines de la Belgique et de la France, répété par la presse allemande, a été conçu pour être exporté en Suède et aux Etats-Unis. Tout le monde sait que c'est contre la France et l'Angleterre que l'on se bat. Ce que les Allemands rêvent de conquérir, nous l'avons appris par la bouche de l'empereur, de son fils et de son chancelier. Nous avons entendu ce qu'un général ivre peut vomir pour justifier les atrocités commises en Belgique, ce que le leader du parti social-démocrate germanique, le docteur Sudékum, ce pupille de Marx, délégué près des travailleurs de Suède et d'Italie, eut l'impudence de dire !

A ceux qui affirment que l'avenir porte dans ses flancs,

après le péril allemand, un péril russe, on peut répondre que lorsqu'on est menacé par un très grand péril aujourd'hui, la première chose à faire c'est de combattre d'abord ce péril et après de penser à l'autre quand il arrivera. A l'heure présente, la Belgique et une bonne partie de la France sont conquises par l'Allemagne, dont l'épée menace la civilisation entière de l'Europe. Combattons d'abord ce péril!... L'envahisseur germanique doit être repoussé. Toute difficulté doit être vaincue et à n'importe quel prix. Ceci doit primer tout. Tous les efforts doivent converger à l'accomplissement de cette œuvre suprême.

G. Plekhanoff.

Pierre Kropotkine et Georges Plekhanoff ont de commun leur haine véhémement et passionnée du tsarisme.

L'un et l'autre manifestaient même quelque colère contre la France républicaine et lui reprochaient de trahir son passé révolutionnaire, de manquer à sa mission, en concluant une alliance avec la Russie gouvernementale, en ne soutenant pas, à l'intérieur de la Russie, les partis de gauche dans leur lutte ardente contre l'absolutisme.

Mais en matière de conceptions sociales et de tactique, ils sont violemment opposés. Social-démocrate, partisan de la conquête du pouvoir politique, Plekhanoff a écrit une brochure d'une centaine de pages où il combat avec une extrême vivacité les conceptions anarchistes de Kropotkine et d'Élisée Reclus.

Bien que fixé à Genève depuis trente ans, Georges Plekhanoff a une influence considérable sur les socialistes de Russie. Il entretient avec eux une correspondance énorme, collabore assidûment à leurs journaux, les représente dans les Congrès socialistes internationaux. Depuis la mort de Lavroff, c'est lui qui a sur eux le plus d'autorité. Or, quoique très imprégné des formules et des concepts du marxisme, quoique admirateur de la social-démocratie allemande, Plekhanoff considère que le triomphe de l'Allemagne mettrait en échec le progrès social dans l'Europe occidentale et imposerait à la Russie des conditions si onéreuses que son évolution économique en serait rendue singulièrement difficile.

C'est le sentiment qu'il exprime avec force dans la lettre

suivante publiée le 15 octobre 1914 par *Justice*, l'organe officiel de la Fédération social-démocratique anglaise :

Chers camarades,

Depuis quelque temps, il a été beaucoup parlé dans votre journal de l'alliance franco-russe.

Si je ne me trompe, certains de nos camarades en Angleterre prennent tout à fait au sérieux les déclarations de l'état-major allemand, qui prétend qu'en commençant cette guerre l'Allemagne voulait combattre la barbarie russe. Cette allégation ne peut se soutenir. La barbarie russe est le despotisme du tsar. Mais comment est-il possible de croire que l'empereur des hobereaux ait la moindre intention de détruire la puissance de l'empereur des Cent Noirs ?...

Ce n'est pas pour la cause de la liberté que l'Allemagne a déclaré la guerre. Non, camarades. Elle a fait la guerre pour conquérir la suprématie économique. Tel est le programme impérialiste qu'elle s'efforce d'exécuter.

Et, pour ce qui est de mon pays, une fois vaincu par l'Allemagne, il deviendrait économiquement son vassal.

L'Allemagne imposerait à la Russie des conditions si onéreuses que sa future évolution économique deviendrait terriblement difficile. Mais, comme l'évolution économique est la base de l'évolution sociale et politique, la Russie perdrait ainsi toute ou presque toute chance de mettre fin au tsarisme.

Il ne faut pas que le monde socialiste s'en laisse imposer par la phraséologie du grand état-major allemand. La victoire de l'Allemagne mettrait en échec le progrès dans l'Europe occidentale et assoirait définitivement ou à peu près le despotisme russe.

Nous connaissons le sentiment des théoriciens. Voyons celui des masses populaires.

Le sentiment populaire.

Au moment où a éclaté la guerre, une grève formidable met debout dans la seule ville de Pétrograd près de 250 000 ouvriers ; elle est marquée par des incidents violents, par des collisions sanglantes. Même le voyage de M. Poincaré ne peut déterminer les ouvriers à cesser la grève.

Les ennemis de la Russie en Europe, en Allemagne notamment, s'en réjouissent. Qui sait même si la perspec-

tive de la Russie agitée par des grèves, troublée par des désordres, divisée par la révolte de la classe ouvrière, n'a pas pesé d'un grand poids dans la résolution du kaiser de déchaîner la guerre?

En France, les socialistes unifiés, adversaires de M. Poincaré, non moins adversaires du tsarisme et de l'alliance franco-russe, célèbrent le caractère révolutionnaire de la grève russe, insistent sur l'étendue et la portée du mouvement. C'est un avertissement pour les puissances européennes, estime Jaurès; la révolution sociale et internationale est à fleur de terre :

Tragique événement, écrit-il, qui laissera un frisson dans la pensée de M. Poincaré, s'il ose penser encore !

Et quel avertissement pour les puissances européennes ! Partout la Révolution est à fleur de terre. Bien imprudent serait le tsar s'il déchaînait ou laissait déchaîner une guerre européenne ! Bien imprudente aussi serait la monarchie austro-hongroise si, cédant aux aveugles fureurs de son parti clérical et militaire, elle créait entre elle et la Serbie de l'irréparable ! Elle aussi, elle porte en son sein des forces de conflit auxquelles, sans doute, elle ne résisterait pas. Sous tous les régimes de compression et de privilège, le sol est miné, et si la commotion de la guerre se produit, il y aura bien des effondrements et des écroulements.

La collection des souvenirs de voyage de M. Poincaré s'est enrichie d'une page singulière et troublante, marquée par le sang des ouvriers russes d'un tragique avertissement (1).

Mais la guerre vient, et devant le péril de l'agression étrangère, les ouvriers renoncent immédiatement à la grève. Après avoir liquidé les résultats du mouvement et examiné la situation politique, le Comité général de la grève adopte la résolution suivante :

Nous dénonçons toute guerre comme un mal. Mais, tenant compte que, dans le cas d'un conflit russo-autrichien, la Russie se verra attirée contre sa volonté et que cette guerre n'aura pas pour la Russie un but d'expansion territoriale, mais devra assurer sa propre défense, le Comité général considère qu'il est utile de faire cesser tout mouvement ouvrier actif pour ne pas affaiblir la puissance militaire de la Russie.

(1) *L'Humanité*, 24 juillet 1914.

Le journal démocrate-socialiste russe *Nache Slovo* (*Notre parole*), qui paraît à Paris, publie une correspondance de Russie où l'on peut lire : « Les masses ouvrières en Russie ne sont pas d'humeur chauvine, mais un mot d'ordre, qui serait le souhait de la défaite de la Russie, ne trouverait chez elles aucune sympathie (1) ».

Le rapport présenté par le Comité organisateur du parti démocrate-socialiste russe à la Conférence des socialistes des pays neutres (Copenhague, 17 et 18 janvier 1915), déclare que, contrairement à la guerre japonaise, « la guerre actuelle est devenue populaire parmi les masses ».

Le groupe Lenine.

Il y a pourtant un tout petit groupe de socialistes révolutionnaires russes qui ont le triste courage d'appeler de leurs vœux la défaite franco-russe et la victoire austro-allemande. C'est une association de réfugiés qui habitent la Suisse et ont à leur tête M. Lenine. Leur organe est une feuille à périodicité intermittente, rédigée en russe et publiée à Genève : *le Social-Démocrate*.

Leur thèse est celle-ci : la victoire militaire de la Russie et des Alliés raffermira le tsarisme et reculera la révolution russe ; au contraire, la défaite la précipitera. Écoutez M. Lenine :

Dans l'état actuel des choses, il est impossible, au point de vue du prolétariat international, de dire quel serait le moindre mal pour le socialisme : de la défaite austro-allemande ou de la défaite franco-russo-anglaise ; mais, pour nous, démocrates-socialistes russes, il n'est pas douteux qu'au point de vue des classes laborieuses et des masses opprimées de tous les peuples russes, le mal le moins grand serait la défaite de la monarchie tsariste, qui est le plus réactionnaire et le plus barbare des Gouvernements et qui opprime le plus grand nombre de nationalités et la plus grande somme de population en Europe et en Asie (2).

(1) *Nache Slovo*, Paris, 1915, n° 2.

(2) *Social-Démocrate*, octobre 1914, n° 33.

Et encore :

Nous ne pouvons pas ignorer que, selon l'issue des opérations militaires, notre travail de libération en Russie sera rendu plus facile ou plus difficile. Et nous disons : Oui, nous sommes pour la défaite de la Russie parce qu'elle rendra plus facile la victoire de la Russie (c'est-à-dire à l'intérieur), la fin de son asservissement, son affranchissement des chaînes du tsarisme (1).

Lenine blâme Skobolew, député socialiste du Caucase, pour avoir collaboré à l'œuvre de ravitaillement des soldats et des réfugiés des régions-frontières ; il l'accuse dans son journal d'être privé « de l'honneur socialiste le plus élémentaire », d'être l'ami du tsarisme et de la réaction (2).

Il lance des appels aux ouvriers russes leur conseillant « de contribuer *pratiquement* à la défaite de la Russie dans la guerre actuelle (3) ».

Étant donné cet état d'esprit, Lenine devait tout naturellement figurer parmi les principaux organisateurs et officiants des parlotes pacifistes et cosmopolites de Zimmerwald et de Kienthal. Il n'y manque point, en effet. Il est l'un de ceux qui poussent le plus vivement à la reprise immédiate, en pleine guerre, des relations internationales, à la réorganisation de l'Internationale, ou plutôt — celle de Vandervelde, de Troëlstra, de Guesde et de Sembat ayant fait faillite — à la constitution d'une Internationale nouvelle qui serait exclusivement antimilitariste et antipatriotique. De Genève, il s'efforce d'agir sur les socialistes et syndicalistes révolutionnaires français, stimule la minorité zimmerwaldienne du parti socialiste unifié et de la C. G. T., l'adjure de recourir aux gestes décisifs d'illégalisme et de révolution :

Ce qu'il faut maintenant — écrit-il dans un tract sur la tâche de l'opposition en France — c'est un travail systématique, lent, sérieux, opiniâtre, un travail de création, d'organisation et de littérature illégales, de préparation du mouvement révolutionnaire des masses contre leurs Gouvernements.

Il n'est point vrai que les prolétaires français soient inca-

(1) *Social-Démocrate*, février 1915, n° 38.

(2) ALEXINSKY, *La Russie et la guerre*, p. 239.

(3) *Social-Démocrate*, 27 juillet 1915.

pables de faire une action illégale systématique. C'est faux ! Les Français ont très vite appris à se tapir dans les tranchées ; ils sauront aussi bien se faire aux nouvelles conditions d'action illégale et de préparation du mouvement révolutionnaire des masses.

J'ai foi dans le prolétariat révolutionnaire de France. J'ai foi qu'il saura obliger l'opposition à aller de l'avant (1).

Il convient d'ajouter que la propagande de M. Lenine est de nul effet, ou à peu près ; que son journal n'est guère lu que par quelques rares initiés du parti social-démocrate russe ; qu'il est sans aucune action sur le peuple, sur le mouvement ouvrier et paysan de Russie.

Sa thèse — qui consiste, en définitive, à attendre de Mackensen, de Hindenburg et des soudards prussiens l'avènement de la démocratie en Russie — n'est guère admise que par les déserteurs de l'armée russe, les francs-fileurs et les fuyards, heureux d'abriter leur lâcheté sous un prétexte philosophique ou politique ; ils désertent pour ne pas faire le jeu de l'autocratie ; ils laissent, au nom de la lutte de classes, le kaiser et le tsar vider entre eux leur querelle ; ils y demeurent indifférents.

La police allemande et autrichienne est naturellement favorable à la propagande et à la manière de voir du « camarade » Lenine.

Témoin le fait suivant, narré par le *Vorwaerts*, organe social-démocrate juif de New-York, et par le *Golos (la Voix)*, organe social-démocrate russe paraissant à Paris :

Dans un petit village du Tyrol autrichien, demeurait un socialiste russe réfugié qui n'avait pas de passeport. Il fut arrêté avec d'autres, au moment de la déclaration de guerre. Au cours de l'interrogatoire que lui fit subir la police, il déclara qu'il était réfugié politique et que ses opinions l'avaient obligé de quitter la Russie.

— A quelle fraction du parti social-démocrate russe appartenez-vous ? lui demanda le commissaire de police. A une fraction extrême ou à une fraction modérée ?

Le réfugié répondit :

— Je suis de l'extrême gauche, j'appartiens au groupe de Lenine.

(1) N. LENINE, *Sur la tâche de l'opposition en France, Lettre au camarade Safaroff*, tract de deux pages (Genève, bibliothèque russe, 7, Hugo Senger, 10 février 1916).

Alors le commissaire, devenu aussitôt aimable, lui délivra un laissez-passer pour la Suisse (1).

Manceuvres austro-allemandes.

Dans un rapport confidentiel de l'état-major allemand, daté de 1913 et relatif à la loi accroissant les armements, — rapport que l'ambassade française à Berlin réussit à se procurer et qu'elle communiqua, à l'époque, au Gouvernement français, — on peut lire cette phrase : « Il faudra susciter des troubles dans le nord de l'Afrique et en *Russie...* (2) ».

Il y a dans le vaste empire russe des races, des nationalités différentes : Polonais, Ukrainiens, Caucasiens, Géorgiens, Arméniens, etc. Ces divers éléments ont plus ou moins souffert de l'œuvre de russification qui se poursuit depuis un siècle ; ils peuvent avoir contre le Gouvernement de Pétrograd des griefs plus ou moins vifs, des ressentiments plus ou moins aigus. Ne serait-il pas possible de faire surgir, d'entretenir chez eux des tendances, des manifestations séparatistes ? Les agents austro-allemands, espérant que les socialistes de ces nationalités sont suffisamment infectés de marxisme germanique, vont s'efforcer d'agir auprès d'eux, d'exploiter leur haine de l'autocratie gouvernementale russe et de les incliner vers des agitations révolutionnaires et prétendument nationales.

C'est ainsi que pour créer un mouvement (!) en faveur de l'indépendance (!) ukrainienne, la police autrichienne organise successivement : une « Union pour la libération de l'Ukraine », fonctionnant à Vienne ; une « Union ukrainienne des socialistes révolutionnaires » dont le siège est également à Vienne ; enfin, un « Parti social-démocrate ouvrier ukrainien », opérant à Constantinople.

Ces pseudo-libérateurs de l'Ukraine ont été rapidement démasqués par les véritables socialistes ukrainiens

(1) *Le Vorwaerts* (de New-York), numéro du 18 septembre 1914 ; — *le Golos* (de Paris), numéro du 13 octobre 1914.

(2) Note de l'état-major sur le renforcement de l'armée allemande, document secret confidentiel daté : Berlin, 19 mars 1913, et annexé au *Livre Jaune*.

et dénoncés par leur organe, *Borotba*, revue social-démocrate qui paraît à Genève en ukrainien. L'*Union pour la libération de l'Ukraine* est entretenue financièrement par le budget de l'empire autrichien ; elle n'est qu'une « servante de ce Gouvernement dont elle dépend exclusivement et honteusement (1) ».

Quant à la soi-disant « Union ukrainienne des socialistes révolutionnaires », voici en quoi elle consiste :

M. Z... (suit le nom du chef de l'Union), improvisé homme d'action révolutionnaire, rassembla à Vienne, autour de lui et autour de l'argent autrichien, une dizaine d'escrocs, d'ivrognes et de gens sans aveu, de marque bukoviennne et galicienne, qui consentirent volontiers à jouer en Autriche le rôle agréable, sans soucis, avantageux et gai, de révolutionnaires particuliers de Sa Majesté François-Joseph, kaiser et kōnig de l'Autriche-Hongrie... Le Gouvernement autrichien les paie. Le Parti des socialistes révolutionnaires ukrainiens à Vienne, c'est-à-dire MM. Z... et C^{ie}, prend l'argent. Il s'abreuve, entretient des maîtresses et mène la grande vie de plaisirs. On parle de deux millions de couronnes. A un petit parti cela suffira pour toute la vie (2).

A un groupe de socialistes russes réfugiés à Constantinople — authentiques, ceux-là — l'Union n'hésite pas à proposer de l'argent pour les entraîner dans une action contre la Russie. Leur tentative est ainsi racontée par le *Novy Mir*, journal social-démocrate russe paraissant à New-York :

A Constantinople, il y avait des gens qui se disaient nationalistes-séparatistes ukrainiens et géorgiens et qui s'étaient entendus avec les Gouvernements turc et allemand pour entreprendre un semblant de libération de l'Ukraine et de la Géorgie. Au nom de la démocratie, de la révolution et même du socialisme, ces messieurs se présentaient aux émigrés russes demeurant à Constantinople : leur intention était d'entraîner nos camarades social-démocrates dans une affaire louche et hasardeuse.

Les procédés et les moyens que ces individus employaient pour arriver à leurs fins étaient variés, mais toujours incompatibles avec la simple honnêteté courante, pour ne pas dire

(1) *Borotba*, février 1915, p. 6.

(2) Cf. l'article *Une affaire honteuse* (correspondance de Vienne), publié dans la revue *Borotba*, février 1915.

plus. Nous ne pouvons pas en parler avant un certain temps. Le temps viendra où les gens de Constantinople seront entraînés au grand jour... Nous reviendrons alors sur cette question. Nos camarades social-démocrates à Constantinople, dès qu'ils eurent connaissance de cette invention d'un prétendu affranchissement de l'Ukraine et de la Géorgie, avec le concours de la Turquie et de l'Allemagne, repoussèrent catégoriquement une telle alliance et flétrirent l'attitude et les actes de ses courtiers comme une honte et une trahison.

A Genève, les socialistes géorgiens ne sont pas davantage dupes des agents austro-allemands. A une manœuvre de corruption voici leur ferme et fière réponse :

Nous, social-démocrates géorgiens, membres du Parti social-démocrate ouvrier de Russie, avons lutté et continuerons toujours de lutter, avec tout notre parti, contre le Gouvernement russe, qui étouffe tout mouvement démocratique dans ses Etats et joute aux pieds les aspirations naturelles des peuples qui les habitent. En conséquence, nous soutenons tous les mouvements de révolution et d'opposition, y compris les mouvements nationalistes, s'ils sont dirigés contre le Gouvernement russe et ont pour but la liberté, s'ils sont guidés par la démocratie progressiste locale et s'ils ne sont contraires en aucun cas à l'idéal et aux intérêts de la classe prolétarienne. Mais, en réponse aux propositions de l'organisation opérant avec les subsides matériels et sous la tutelle des Hohenzollern, des Habsbourg et de leurs semblables, nous déclarons publiquement et ouvertement ne pas connaître les peuples qui auraient été libérés par eux. Au contraire, un d'eux détruit une nation aussi libre et aussi progressiste que la Belgique, et, quant à l'histoire de la monarchie des Habsbourg, elle ne présente, comme celle du tsarisme russe, que l'assujettissement et l'asservissement continuels de divers peuples. Et leur nouvel allié, la Turquie, tout le monde le sait, se distingue par une politique de sauvagerie et de trahison envers de petits peuples. Pour ces raisons, nous rejetons définitivement la proposition de ladite organisation.

Tels sont les faits.

Rien n'a été négligé, rien n'a manqué pour exciter en Russie les socialistes et les révolutionnaires contre le gouvernement, pour y semer le désordre et le trouble, pour y entraver l'œuvre de défense nationale.

A Genève comme à Constantinople, ces manœuvres sont restées lettre morte.

Et à part le groupe d'exaspérés qui ont peur de la

victoire franco-anglo-russe et à qui une haine irraisonnée du tsarisme fait souhaiter la victoire du kaiser et du militarisme prussien, le gros des forces ouvrières et socialistes russes donne son concours entier à la lutte contre l'hégémonie allemande, contre les sauvages et féroces envahisseurs de la Pologne.

CHAPITRE VIII

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ALLEMANDE

L'intrépidité avec laquelle, en août 1914, les social-démocrates « ont marché » a dû être une désillusion cruelle pour nombre de Français. Mais elle n'a point surpris ceux qui, d'un peu près, avaient étudié la social-démocratie teutonne et vu à l'œuvre les social-démocrates marxistes.

Le socialisme allemand, le marxisme, qui, depuis trente ans, a eu, hélas ! une influence si déplorable sur les divers partis socialistes européens, n'a rien des qualités d'idéalisme, de générosité, de noblesse, par quoi se caractérisait le socialisme français de Saint-Simon et de Fourier, de Proudhon et de Blanqui. Le socialisme allemand renonce aux Droits de l'homme, à la Justice, à la Liberté, à l'Égalité sociale. Il s'adapte à l'Empire et considère le kaiser comme de droit divin. Il abdique ce qu'il n'a pas, le droit des autres et celui des générations futures. Il renonce à l'insurrection qu'il n'a jamais pratiquée, et, dédaigneux de son droit, de sa dignité, il s'agenouille servilement devant les souverains, devant les seigneurs et les capitalistes d'Allemagne et les supplie, bête soumise, d'allonger sa chaîne et de lui laisser son écuelle...

Aussi, alors que, dans leurs téméraires illusions, les socialistes unifiés français croyaient déjà les frontières abolies, et non seulement combattaient les excitations chauvines, mais encore s'en prenaient à l'armée et à l'idée même de patrie, les socialistes allemands, eux, se montraient tout à fait tièdes, tout à fait réservés sur ce chapitre.

Pour la patrie et pour l'armée.

Dès 1868, Delescluze considère les socialistes allemands comme les dupes ou les complices de Bismarck (1).

Quelques années plus tard, le grand révolutionnaire russe Bakounine, se rencontrant dans son appréciation avec le vieux démocrate français, proclame, dans une lettre à ses amis de la Fédération jurassienne, que « la réaction internationale dont le centre aujourd'hui est en Allemagne, à Berlin, est représentée tout aussi bien par le socialisme de M. Marx que par la diplomatie de M. de Bismarck ; qu'elle se propose comme but final la pangermanisation de l'Europe (2) ».

Sans doute, on objecte la protestation — dont on a, dans les milieux socialistes français, considérablement exagéré la portée et sur laquelle il y aurait à faire les plus expresses réserves — formulée en 1870-71 par Auguste Bebel et Wilhelm Liebknecht à l'occasion de la guerre. Mais si l'on observe l'attitude des social-démocrates depuis 1890 notamment, on les voit se rallier de plus en plus au chauvinisme et au militarisme, à la Triple-Alliance et à toute la politique de leur Gouvernement en matière étrangère.

Le 15 octobre 1890, au Congrès de Halle, Liebknecht déclare :

Aucun de nous, quel que soit son enthousiasme pour l'idée internationaliste, ne prétendra que nous n'avons pas de devoirs nationaux.

Le 3 décembre 1890, à la tribune du Reichstag, Auer prononce ces mots :

Nous l'avons déclaré souvent et je puis le répéter : nous sommes prêts à remplir vis-à-vis de la patrie les mêmes devoirs que tous les autres citoyens... Je sais que, sur ce point, il n'en est pas un seul parmi nous qui soit d'une opinion divergente.

(1) GEORGES BOURGIN, *Histoire de la Commune* (Cornély, édit., Paris, 1907, p. 30).

(2) BAKOUNINE, *Lettre aux compagnons de la Fédération jurassienne* publiée par le *Bulletin* de la Fédération, 12 octobre 1873.

Le 16 mai 1891, Liebknecht dit :

On a déclaré... que le Reichstag allemand ne s'occupait pas de la défense de la patrie avec autant de chaleur que le Parlement français.

Eh bien ! Je dirai qu'en ce qui concerne la défense de la patrie, tous les partis sont unis. Qu'il s'agisse de s'opposer pour la défense à un ennemi extérieur, et nul parti ne restera en arrière.

Au Congrès d'Erfurt (octobre 1891), Liebknecht et Bebel sont amenés à préciser leur opinion en matière de patriotisme et d'internationalisme. Les « Jeunes » les accusent de verser dans le chauvinisme (1). Liebknecht leur répond :

On me reproche d'avoir déclaré que si nous étions attaqués, si nous devons combattre pour repousser un agresseur, nous étions prêts à défendre la patrie. Certainement, j'ai déclaré cela à plusieurs reprises ; cela est quelque chose qui va de soi ; cela, chacun de nous le fait ; et je demande à M. Wildberger s'il ne le fait pas aussi, s'il n'est pas forcé de le faire. Est-ce que notre propre intérêt ne nous commande pas de chasser quiconque fait irruption dans notre pays, comme on chasse un voleur qui force notre maison ?

Le Congrès donne raison à Liebknecht, à Bebel et autres dirigeants de la social-démocratie. Les « Jeunes » sont exclus du Parti.

La sollicitude de nos social-démocrates pour l'armée est extrême. Ils votent bien contre l'ensemble du budget (et encore pas toujours) — ce qui est, d'ailleurs, une formalité rituelle, sans importance ni conséquence, puisque le budget n'en est pas moins voté à une immense majorité, à la presque unanimité du Reichstag.

Mais ils votent les crédits militaires particuliers et déposent des amendements d'ordre militaire.

C'est Bebel — oui, Bebel — qui, en 1890, dépose au Reichstag et soutient un amendement tendant à modifier

(1) Les « Jeunes » étaient un petit groupe qui s'était constitué vers 1890 et critiquait la direction du parti à laquelle il reprochait d'embourber le parti dans l'opportunisme et le parlementarisme. Le Congrès d'Erfurt condamna énergiquement les « Jeunes » dont le groupement ne tarda pas à disparaître.

l'uniforme des soldats et accordant les crédits nécessaires à cet effet, et nous rappellerons les considérations par lesquelles il appuyait sa proposition. Amené par les « Jeunes » à s'expliquer à ce sujet au Congrès de Halle, il résume devant les congressistes sa manière de voir :

J'ai exposé, dit-il, que je tenais pour dénués de toutes chances de succès les efforts des « amis de la paix » en vue du désarmement général, parce qu'il est absolument inconcevable que les Etats militaires rivaux puissent en venir à tomber d'accord par des dispositions législatives relatives au désarmement...

J'ai ensuite montré qu'avec l'emploi de la poudre sans fumée et étant donnée la précision extraordinairement accrue des armes à feu, les uniformes actuels avec leurs boutons métalliques étincelants et leurs couleurs claires étaient pour l'ennemi une véritable cible. Si nos frères, nos fils et nos pères devaient se laisser traîner sur les champs de bataille, que, du moins, on les habille de telle sorte qu'ils n'appellent pas nécessairement les regards du tireur ennemi. (Bravo !) Et maintenant, je vous interroge, vous tous qui êtes appelés à porter les armes contre l'ennemi extérieur, comme soldats de la ligne, réservistes, soldats de la landwehr ou du landsturm, si je veux exposer que vous ne deveniez par des signes extérieurs un point de mire facile pour les ennemis, ai-je donc fait quelque chose qui, du point de vue de notre parti, serait blâmable ? (Cris : Non ! Non !).

A ma vive satisfaction, maintenant, au lendemain des manœuvres, cette question est discutée dans tous les journaux et dans toutes les publications militaires. On y expose que l'équipement aux couleurs éclatantes ne convient plus. Jamais dans ma vie je n'ai eu la conscience plus tranquille qu'en cette circonstance (1).

Bebel se préoccupe des vêtements des soldats. Schippel se préoccupe des fusils et des canons. Rapporteur du groupe parlementaire au Congrès de Hambourg (1897), il s'écrie :

Nous devons toujours compter avec la possibilité de la guerre. Et si l'on est dans une telle situation, si l'on ne peut pas empêcher la guerre, on ne peut pourtant pas donner à nos soldats de mauvais fusils, de mauvais canons (2).

Au même Congrès de Hambourg, la même thèse est soutenue par Auer, député au Reichstag et secrétaire du Comité directeur :

(1) Congrès de Halle, *Protokoll*, p. 104-105.

(2) Congrès de Hambourg, *Protokoll*, p. 137.

Devons-nous, demande-t-il, au cours de la prochaine session parlementaire où cette question sera examinée, nous opposer à ce que l'on donne, le soir, à nos soldats un repas chaud — ce qui entraînera une augmentation des dépenses militaires?

Mais il y a plus. Nous sommes contre la guerre; mais l'on peut très bien envisager le cas où nous serions pour la guerre et où nous la considérerions comme absolument nécessaire. (Très bien !)

Voulez-vous donc que cette guerre, si elle doit avoir lieu, soit faite avec des canons depuis longtemps dépassés par tous les autres Etats, y compris la Russie elle-même ? (1).

Vers la même époque, le 18 février 1898, à Berlin, Wolfgang Heine, alors candidat, depuis député — et l'un de ceux qui, en 1914-15, formuleront le plus nettement les tendances et les conceptions impérialistes de la social-démocratie — exprime cette idée qu'il ne faut point s'obstiner dans le refus des dépenses militaires et navales, que ce refus ne saurait constituer une question de principe et que le parti pourrait très bien, en échange de certains avantages, voter les crédits militaires. Donnant, donnant. La social-démocratie voterait les budgets de l'armée et de la marine; l'Empire, par compensation, lui octroierait quelques libertés.

Alors qu'en France, dès qu'il est question de l'alliance franco-russe, les socialistes la dénoncent avec fureur, en Allemagne, dès qu'il est question de la Triple-Alliance machinée par Bismarck, les social-démocrates s'en déclarent partisans. C'est Bebel qui, le 25 juin 1890, à la tribune du Reichstag, affirme que la Triple-Alliance est une nécessité en face du rapprochement opéré entre la France et la Russie et espère qu'il ne se trouvera personne pour discuter une alliance aussi nécessaire aux intérêts et à la sécurité de la patrie allemande :

Si l'on a réussi à mettre sur pied la Triple-Alliance, c'est que les intérêts des trois pays, vis-à-vis des aspirations communes de la France et de la Russie alliées, sont nécessairement solidaires, quels que soient les sentiments réciproques des peuples de ces États...

J'ai la conviction qu'aucun homme d'Etat, ni en Autriche, ni en Italie, ni en Allemagne, aussi longtemps que durera cette

(1) Congrès de Hambourg, *Protokoll*, p. 139.

situation, n'acceptera la pensée de se détacher de cette alliance, parce que par là il exposerait son propre pays au danger d'une menace de guerre et de ruine, au cas où les deux autres puissances alliées auraient été battues.

En 1891, Vollmar prononce, à Munich, un discours où il traite « des devoirs prochains de la démocratie socialiste ». Parlant de la politique extérieure, il s'exprime ainsi :

Nous ne devons pas gaspiller notre force en incessantes et infécondes discussions sur le passé ; nous devons nous placer sur le terrain de la réalité.

Vous connaissez la Triple-Alliance dont on parle tant, entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie. Nous devons prendre parti pour la Triple-Alliance, parce que sa tendance est incontestablement dirigée vers le maintien de la paix et qu'elle est, pour cette raison, quelque chose de bon. Certes, les chauvins en France et les irrédentistes en Italie cherchent à représenter les faits comme si la paix était menacée, non par eux, mais par la Triplice. Eh bien ! certainement, la situation menaçante actuelle a été en partie déterminée par les événements de 1870-71, par la tension accrue entre les deux peuples voisins, les Allemands et les Français. Personne ne le déplore plus que nous. Mais dans l'état présent des choses, c'est un fait que ce ne sont pas l'Allemagne et ses alliés qui menacent la paix, mais que leurs efforts tendent à annihiler les menaces dirigées d'un autre côté contre la paix. Si donc du dehors, et, à vrai dire, non pas seulement dans les partis dirigeants, mais aussi parmi les radicaux et même parmi les social-démocrates, on tente de créer un mouvement d'opinion contre la Triplice, si l'on tente même de nous y entraîner, nous, social-démocrates allemands, nous devons élever notre voix pour protester et pour donner un avertissement... (1).

Ainsi, au moment où la social-démocratie reproche à la France son alliance naissante avec la Russie, elle s'incline dévotieusement devant la Triple-Alliance !

Au lendemain de l'affaire Schnœbelé, de l'alerte de 1875 et des provocations bismarckiennes qui, de 1871 à 1890, constituent toute la politique étrangère de l'Allemagne, Vollmar ose parler des intentions pacifiques de l'Allemagne !

(1) VOLLMAR, *Ueber die nächsten Aufgaben der deutschen Sozialdemokratie* (Munchen, 1891, M. Ernst ; p. 8-10).

Les social-démocrates, il est vrai, ne tiendront pas un autre langage en août 1914.

Socialisme impérialiste.

Ce n'est pas d'hier, on le voit, que datent chez nombre de social-démocrates allemands les tendances militaristes. Mais depuis quinze ans surtout elles sont imprégnées de cet impérialisme méthodique, tenace et envahissant, qui constitue l'un des aspects les plus nets de l'Allemagne, et l'une des formes les plus certaines de sa politique.

Le dessein des purs Allemands, de ceux qui s'inspirent des poètes patriotes de 1812 et 1813, n'est plus limité, comme il y a un demi-siècle, à l'Europe centrale ; il n'est plus seulement de constituer la patrie allemande avec tous les pays de langue germanique. Son développement économique considérable lui a ouvert des horizons nouveaux : d'Etat agricole elle est devenue Etat industriel ; elle a lancé ses commis voyageurs sur le monde entier ; elle y a répandu ses produits et sa camelote. Elle a proclamé que son avenir était sur mer et Bismarck l'a dotée de colonies. Suivant une méthode inverse de la méthode des Français, il disait : « Les Français conquièrent d'abord et cherchent ensuite à faire du commerce ; chez nous le drapeau suit le commerce. » Ce système consiste à pénétrer peu à peu dans les pays étrangers, à y installer des comptoirs, à conquérir une influence économique que peu à peu l'on transformera en influence politique et morale. Et c'est ainsi que nous voyons Guillaume II agir en Chine, au Maroc, etc...

Or, loin que la social-démocratie se dresse contre ces plans d'un pangermanisme menaçant et belliqueux, la plupart de ses publicistes renommés font chorus avec les doctrinaires « bourgeois » de l'impérialisme et du colonialisme ; et le danger d'une telle situation apparaît avec évidence à ceux des socialistes français qui ne se laissent pas aveugler par la passion déréglée de l'internationalisme et qui se tiennent impartialement au courant des manifestations de la pensée allemande et du gouvernement allemand.

En France, l'un des écrivains qui connaissent le mieux

les choses d'Allemagne, professeur à l'Université de Paris, et qui, certes, n'est pas suspect, puisqu'il est membre du Parti socialiste unifié et traducteur du *Manifeste communiste*, M. Charles Andler, jette, lui aussi, un cri d'alarme et n'hésite pas à écrire, en 1912, après un séjour en Allemagne, qu'il y avait désormais « un socialisme teutomane, colonial et détrousseur ». Tous ceux qui, en l'automne de 1911, c'est-à-dire au moment de la négociation marocaine, étaient en Allemagne et y ont interrogé des ouvriers ou des intellectuels socialistes, ou lu les feuilles socialistes, « ont été frappés, déclare M. Andler, de la rareté des manifestations pour la paix et des sympathies multiples que des socialistes affichaient pour le coup d'Agadir ». Et M. Andler ajoute :

Il y a une sorte de duperie de la part des Français à venir écouter et applaudir à la salle Wagram quelques vieux sergents de l'idéalisme, tels que Scheidemann, et à ne pas se douter que les cadres seuls du vieux bataillon subsistent, tandis que les effectifs se gonflent de jeunes socialistes d'affaires. Il faut en prendre notre parti. Le socialisme allemand nouveau sera impérialiste. Un vieux levain de rodbertisme et de lassallianisme le travaille. La passion d'avant 1870 se joint à la mégalomanie nouvelle...

Le socialisme allemand d'aujourd'hui absout tout le passé de la politique étrangère allemande. Il a contesté cette politique pour exercer ses forces d'opposition. Sur le point de saisir sa part d'influence, il accorde à la dynastie, comme les partis bourgeois après 1866, son bill d'indemnité...

Le socialisme nouveau envisage comme sa tâche présente d'ouvrir la conscience populaire aux idées de domination (Machtideen) qui ont surgi de la victoire de 1870 (1).

L'étude de M. Charles Andler lui vaut des social-démocrates allemands et des socialistes unifiés français les plus sévères critiques. Mais qui a raison? Bien avant la guerre de 1914, qui la confirme de manière si tragique et si sanglante, la thèse de M. Andler se justifie par les écrits les plus récents, les affirmations les plus formelles du socialisme allemand.

Dès 1899, dans son livre *Socialisme théorique et social-*

(1) CHARLES ANDLER, *Le socialisme impérialiste dans l'Allemagne contemporaine* (L'Action nationale, Paris, 1912).

démocratie pratique, qui fit tant de bruit dans les milieux socialistes des divers pays, Ed. Bernstein déclare que la « question des colonies » doit être envisagée par le socialisme allemand et résolue autrement que par un facile « a priorisme » :

La social-démocratie, écrit-il, peut envisager cette question des colonies sans parti pris... Il y a lieu, par rapport à l'acquisition de colonies, à très sérieusement examiner leur valeur et les perspectives qu'elles offrent ; mais il n'y a pas de raison pour considérer toute acquisition de ce genre comme rejetable d'avance...

Si nous tenons compte du fait que l'Allemagne importe chaque année de grandes quantités de produits coloniaux, nous sommes bien obligés de nous dire qu'un jour viendra peut-être où il sera désirable de pouvoir faire venir une partie de ces produits de nos propres colonies. Nous avons beau nous faire des illusions sur la rapidité de l'évolution sociale en Allemagne ; mais nous ne devons pas oublier cependant que, dans nombre d'autres pays, il faudra un temps considérable encore avant que le socialisme triomphe. Or, s'il n'est pas condamnable d'utiliser les produits des plantations tropicales, il ne peut pas davantage être condamnable d'administrer soi-même ces plantations (1).

Vers la même époque, dans une brochure préfacée par Karl Kautsky, le vigilant gardien de l'orthodoxie marxiste, *Atlanticus*, se prononce avec une précision absolue pour la colonisation. « Le domaine colonial de l'Allemagne, dit-il, est un facteur littéralement décisif de la solution du problème social. » Et voici un aperçu de l'argumentation d'*Atlanticus* : Croit-on que, d'un seul coup et tout entière, la terre passera à l'organisation sociale définie par le socialisme ? S'imagine-t-on que l'équitable régime d'échanges internationaux, que l'on peut espérer un jour de la République mondiale unique, pourra, dès demain, s'improviser ? Non certes. Dès lors, en attendant, échangeons ; échangeons d'une façon inique, mais fructueuse. L'Etat, même socialiste, aura besoin de terres nouvelles pour assurer son ravitaillement en denrées coloniales, et peut-être pour nourrir le troupeau de dix millions de

(1) ED. BERNSTEIN, *Socialisme théorique et social-démocratie pratique*, traduction française d'Alexandre Cohen, p. 254-255 de la traduction.

bœufs et de trente millions de moutons qu'il faut à l'Allemagne à brève échéance. Ainsi donc, ne votons plus contre le budget des colonies. Demandons plutôt à l'Etat de créer lui-même des stations d'agriculture tropicale de grand style. Donnez-nous des colonies, et encore des colonies ! (*Her mit den Kolonieren ! Mehr Kolonieren !*) (1).

En 1907, au Congrès socialiste international de Stuttgart, plusieurs délégués de la social-démocratie allemande, lors du débat sur la question coloniale, se prononcent résolument pour la colonisation.

Le député David expose que « nous devons sortir du règne de la phrase », que « l'Europe a besoin de colonies », qu'elle « n'en a même pas assez » et que « sans colonies, nous serions assimilables, au point de vue économique, à la Chine ». En conséquence, il soumet au Congrès le projet de résolution suivant :

Le Congrès, constatant que le socialisme a besoin des forces productives du globe entier, destinées à être mises au service de l'humanité et d'élever les peuples de toutes les couleurs et de toutes les langues à la culture la plus haute, voit dans l'idée colonisatrice envisagée sous ce rapport un élément intégral du but universel de civilisation, poursuivi par le mouvement socialiste.

Ainsi, à la vieille formule : tous les peuples sont frères, on substitue celle-ci : il y a des peuples inférieurs qu'il faut hausser à la culture. Vive la *Kultur* !

Au même Congrès de Stuttgart, Bernstein soutient le même point de vue que David :

Nous ne pouvons plus maintenir notre point de vue purement négatif en matière coloniale. Nous devons rejeter l'idée utopique, dont l'aboutissement serait l'abandon des colonies. Les colonies sont là, on doit s'en occuper, et j'estime qu'une certaine tutelle des peuples civilisés sur les peuples non civilisés est une nécessité. Cela a été reconnu par de nombreux socialistes.

Parmi ces « nombreux socialistes », Ed. Bernstein cite les deux prophètes de la social-démocratie, Karl Marx et Lassalle.

(1) ATLANTICUS, *Ein Blick in den Zukunfts-Staat*.

La citation ci-dessus d'Atlanticus et celle qui suit un peu plus bas de G. Hildebrand sont empruntées à l'étude de M. Charles Andler.

Karl Marx a écrit (*Le Capital*, tome III) : « La terre n'appartient pas à un seul peuple, mais à l'humanité, et chaque peuple doit la gérer au profit de l'humanité. »

Et Lassalle : « Le droit d'un peuple à un développement autonome n'est pas plus un droit absolu qu'il existe pareil droit. Il est lié à la condition de l'existence de pareil développement. Mais les peuples qui ne se développent pas *peuvent être soumis à bon droit à des peuples qui jouissent d'une civilisation développée* (1). »

Vers 1910, Hildebrand, l'un des principaux collaborateurs des *Sozialistische Monatshefte*, la revue la plus brillante et la plus solide du socialisme germanique, se prononce très résolument pour le colonialisme, pour l'expansion coloniale, pour les conquêtes coloniales (2). Il écrit :

Même du point de vue socialiste, la mainmise sur des domaines coloniaux est devenue une nécessité actuelle pour l'Allemagne, comme pour les autres Etats industriels de l'Europe occidentale. Tant que des principes socialistes ne pourront prévaloir dans la répartition du domaine colonial, nous avons, nous autres Allemands, fortement désavantagés par rapport à l'Angleterre et à la France, refoulés par l'Angleterre et la France durant des dizaines d'années, à poursuivre unanimement, s'il le faut, le triomphe des intérêts vitaux durables de notre nation.

Pour Hildebrand, la cession du Congo, consentie par la France à l'Allemagne, ne saurait être qu'un « palliatif » (*Notb-helf*). Car « les disproportions incroyables qui existent dans la répartition du domaine colonial européen devront disparaître ; les revendications légitimes des Etats jusqu'ici moins favorisés devront être mises en évidence et reconnues par les autres Etats ».

Plus récemment, un autre social-démocrate en vedette,

(1) VII^e Congrès socialiste international tenu à Stuttgart, compte rendu analytique, publié par le Bureau socialiste international, p. 217, 221, 295.

(2) L'œuvre de Gerhard Hildebrand tient, dit M. Andler, en deux livres, un gros et un petit : 1^o *Die Erschütterung der Industrieherrschaft und des Industriesozialismus* (L'ébranlement de la prépondérance de l'industrie et du socialisme industriel, 1910) ; 2^o *Sozialistische Auslandspolitik* (Politique étrangère socialiste, 1911). Hildebrand a, en outre, vulgarisé ou précisé sa doctrine en de nombreux articles de revue.

le député Sudekum, — celui-là même qui, durant la guerre, accomplira à l'étranger les plus basses besognes de la diplomatie allemande, — ne craint pas de dire que commerçants et ouvriers émigrés sont des ambassadeurs et il les voudrait voir revêtir de l'immunité diplomatique. Il proclame qu'en régime socialiste « il faudra toujours des vaisseaux de guerre et des troupes de police » ; il aurait pu ajouter : et des espions (1).

La préparation militaire, l'action militariste, la propagande impérialiste, les attaques contre la France, répugnent, on le voit, de moins en moins, à la social-démocratie contemporaine. Et l'on s'explique aisément qu'elle ait laissé passer sans protestations — ou, plutôt, avec des protestations platoniques et de pure forme — la loi militaire du 30 juin 1913 accroissant démesurément les forces militaires et les armements de l'Allemagne.

La loi militaire de 1913.

La loi du 30 juin 1913, venant après le quinquennat de 1911, complété par la loi de 1912 qui avait assuré à l'armée active un effectif de 711 000 hommes, portel'armée allemande, au 1^{er} avril 1914, à 880 000 hommes environ.

Vainement, à l'occasion de cette loi, les journaux et les hommes politiques allemands ont-ils essayé de soutenir qu'elle n'était qu'une réponse à la France, que c'était la France qui avait commencé, que c'était la France qui avait donné le fâcheux et coupable signal d'augmentations militaires et que l'Allemagne s'était bornée à suivre. Or, du discours prononcé par le chancelier au Reichstag à l'appui du projet, il résulte jusqu'à l'évidence que les projets militaires du cabinet de Berlin étaient résolus, étaient prêts depuis novembre 1912.

C'est, dit-il, pour des raisons de politique étrangère et de politique militaire qu'EN NOVEMBRE 1912 je me suis convaincu de la nécessité d'augmenter notre armée. C'est dans cette conviction, partagée d'ailleurs par le ministre de la Guerre et le chef du grand Etat-major général, que nous avons entrepris

(1) V. SUDEKUM, *Schutz der Deutschen im Ausland (Sozialistische Monatshefte, 1912, fasc. 10-20)*.

l'élaboration du projet de loi. Vous comprendrez que nous n'avons pu, dès ce moment, mettre l'opinion publique au courant de nos projets. Mais notre décision était prise ; elle nous avait été dictée par le sentiment de notre responsabilité pour la sécurité de notre avenir.

Ce n'est donc pas la France qui a commencé. Ce sont, au contraire, les armements allemands qui ont provoqué le projet militaire du Gouvernement français.

Or, vis-à-vis de ces accroissements provocateurs d'armements, quelle a été, au Reichstag, l'attitude des députés de la social-démocratie, pacifistes, internationalistes, soi-disant adversaires des armées permanentes? Leur ont-ils opposé une obstruction passionnée, violente, implacable, analogue à celle que dirigèrent, en France, contre la loi dite de trois ans, les socialistes unifiés?

Eh quoi ! Ces social-démocrates sont 110 au Reichstag — 110 sur 400 députés. Ils se vantent d'y constituer le groupe politique le plus nombreux et le plus cohérent.

Leur protestation pouvait être véhémence. Ils pouvaient, s'il en étaient réellement les adversaires, discuter, combattre le projet pied à pied, article par article. Ils ne le firent point. Ils se contentèrent de deux ou trois interventions inoffensives de Scheidemann et de Haase. Et le projet fut adopté au galop : présenté le 7 avril, discuté le 28 avril par la commission du budget, il était définitivement voté le 30 juin et devait être appliqué en grande partie dès octobre 1913.

Il y a mieux.

Quand vint en discussion le projet de loi financier établissant les crédits rendus nécessaires par la loi militaire nouvelle, les élus social-démocrates le votèrent des deux mains sous prétexte qu'il prélevait une contribution sur la fortune et constituait une première application du principe de l'impôt progressif sur le revenu. « Nous devons avouer, déclare Sudekum, qu'aucun projet financier ne nous a encore plu autant que celui-ci. » (Séance du 9 avril 1913) (1).

(1) Le correspondant à Berlin du *Matin* transmettait à son journal, en date du 6 mars 1914, les intéressantes observations suivantes :

« Je n'ai vu dans la presse socialiste de Berlin et de la province, en dehors d'une quinzaine de lignes parues dans le *Vorwaerts* de ce matin, aucune campagne énergique contre la loi militaire allemande. Je n'ai

Ainsi, la social-démocratie allemande approuve la Triple-Alliance, manifeste des tendances impérialistes, ne dissimule point son souci d'étendre le domaine colonial allemand, laisse passer la loi militaire de 1913 et vote les crédits nécessaires à son application.

L'avant-guerre.

Durant les dix-huit mois qui précèdent la déclaration de guerre, l'esprit d'hostilité à la France et les tendances belliqueuses vont se développant en Allemagne. Les documents du *Livre Jaune* l'établissent surabondamment. Un rapport *officiel* et *secret* du ministère de la Guerre allemand, qui fut heureusement porté à la connaissance du Gouvernement français, est, à cet égard, particulièrement significatif. Il dévoile quelle mentalité se dessine, de plus en plus, de l'autre côté du Rhin, vis-à-vis de la France, comment, de plus en plus, l'opinion est savamment préparée et entraînée à la guerre, pour que, quand celle-ci se produira, le pays, en présence d'une situation diplomatique tendue et d'armements ruineux, considère le « déchaînement » (*Loschlagen*) comme une délivrance (1).

Dans cette préparation, dans cet entraînement à la

pas connaissance qu'aucun meeting socialiste ait été organisé dans l'empire allemand, ces temps derniers, pour protester contre ces formidables augmentations d'armements militaires dont l'Allemagne a eu l'initiative; qu'aucune désapprobation publique ait été motivée par l'attitude menaçante et provocante de l'Allemagne à l'égard de ses voisins. Je ne vois rien de semblable; mais j'ai constaté, je vous le répète, la satisfaction des socialistes allemands au sujet de cette chose inouïe, cette chose sans précédent dans l'Histoire, cette contribution de guerre en pleine paix de plus d'un milliard, qui doit servir à augmenter la force militaire de l'empire allemand.

« Cette contribution de guerre, que la social-démocratie allemande approuve, est une idée de Guillaume II. L'empereur veut faire appel au patriotisme de son peuple, il veut célébrer le centenaire de la libération de l'Allemagne en 1813 par ce don formidable à l'armée allemande et montrer au monde qu'aujourd'hui comme en 1813 le peuple allemand est prêt à consentir joyeusement tous les sacrifices pour accroître sa force défensive, pour développer sa puissance.

« Ce sont là les paroles mêmes employées par le souverain dans le discours qu'il a prononcé hier à Brême. »

(1) *Livre Jaune*, annexe à la pièce n° 2.

guerre de l'opinion publique allemande, la social-démocratie a sa part, sa large part. Citons encore le *Livre Jaune*. Le colonel Pellé, attaché militaire près l'ambassade de la République française à Berlin, écrit :

Nous découvrons tous les jours combien sont profonds et durables les sentiments d'orgueil froissé et de rancune contre nous provoqués par les événements de l'an dernier.

Le ressentiment éprouvé dans toutes les parties du pays est le même.

Tous les Allemands, jusqu'aux socialistes, nous en veulent de leur avoir pris leur place au Maroc (1).

Et encore cette note adressée de Berlin à M. Stéphen Pichon, ministre des Affaires étrangères :

Députés de tous les partis du Reichstag, depuis les conservateurs jusqu'aux socialistes, et représentant les contrées les plus différentes de l'Allemagne, universitaires de Berlin, de Halle, d'Iéna et de Marbourg, étudiants, instituteurs, employés de commerce, commis de banque, banquiers, artisans, commerçants, industriels, médecins, avocats, rédacteurs de journaux démocrates et de journaux socialistes, publicistes juifs, membres des syndicats ouvriers, pasteurs et boutiquiers de la Marche de Brandebourg, hobereaux de Poméranie et cordonniers de Stettin fêtant le 505^e anniversaire de leur association, châtelains, fonctionnaires, curés et gros cultivateurs de Westphalie sont unanimes..... (2).

Loin de combattre les tendances guerrières qui se produisent, depuis deux ans particulièrement, dans les diverses catégories de la population allemande, la presse socialiste allemande les entretient, les favorise. Rien n'est plus décisif à cet égard que de parcourir la revue les *Sozialistische Monatshefte*, qui, plus encore que la *Neue Zeit*, donne le la de la doctrine et de la tactique et à laquelle collaborent Ed. Bernstein, David, Schippel, Heine, Quessel et la plupart des théoriciens actuels du socialisme germanique.

Ils ne se gênent point pour prodiguer leurs attaques et leurs critiques à l'Angleterre, à la France, à la Russie, à

(1) *Livre Jaune*, annexe 1 à la pièce n° 1.

(2) *Livre Jaune*. Note à M. Stéphen Pichon, ministre des Affaires étrangères, sur l'opinion publique en Allemagne, d'après les rapports des agents diplomatiques et consulaires (30 juillet 1913).

la Serbie. L'Angleterre, dit Schippel, vise « à monopoliser le marché mondial » ; elle veut « persécuter l'Allemagne (1) ». Quessel, de son côté, dénonce véhémentement « l'impérialisme de la République française », s'en prend au président Poincaré, tonne contre la loi française sur le service de trois ans, et, comme s'il était d'accord avec la Wilhelmstrasse, comme s'il s'agissait, dès le commencement de juillet, de préparer l'opinion socialiste aux projets austro-allemands contre la Serbie et la paix européenne, il prend les devants en signalant, comme le pire des fléaux, « l'irrédentisme serbe qui, tel un sinistre fantôme, se lève à l'horizon et émet des prétentions sur les territoires autrichiens (2) ». Les *Sozialistische Monatshefte* ne s'expriment pas autrement que l'ultimatum du cabinet de Vienne au Gouvernement de Belgrade.

Enfin, au moment où la guerre est imminente, à la veille de la déclaration, les social-démocrates tiennent à rendre justice à leur empereur. Par un déconcertant paradoxe, par la flagornerie la plus basse, à l'heure précise où le bandit couronné déchaîne la guerre sur le monde, ils le félicitent de son attachement à la cause de la paix :

Nous avons toujours été et nous sommes toujours des adversaires de la monarchie. Nous avons souvent mené la lutte contre un souverain trop zélé. Aujourd'hui nous sommes obligés de reconnaître (ce n'est, d'ailleurs, pas la première fois) que Guillaume II, par son attitude au cours de ces dernières années, a prouvé qu'il était un sincère partisan de la paix des peuples.

Ainsi s'exprime, le 30 juillet, le *Vorwaerts*, organe central de la social-démocratie allemande.

Le vote des crédits.

Le 4 août 1914, le Reichstag tient une séance solennelle.

Le cérémonial en avait été déterminé à l'avance dans une conférence entre les chefs des divers groupes parlementaires, le président de l'assemblée et le chancelier. Il avait été convenu — et dans son numéro paru dès le

(1) Numéro du 14 juin 1914, p. 835.

(2) *Id.* du 16 juillet 1914, p. 927 et suivantes.

matin le *Tägliche Rundschau* l'annonçait — que la séance se terminerait par le *Hoch!* traditionnel en l'honneur de l'empire et de l'empereur.

Il avait été également convenu qu'en dehors du chancelier et du président du Reichstag (celui-ci représentant la totalité de l'assemblée), nul député, nul président de groupe, ne prendrait la parole, mais qu'une exception serait faite en faveur du président du groupe social-démocrate qui, à l'avance, communiquerait au président de la Chambre le texte *ne varietur* de son allocution.

C'est au cours de cette séance historique que M. de Bethmann-Hollweg s'efforce de justifier les violations de la neutralité belge et de la neutralité luxembourgeoise par les troupes allemandes et formule, au milieu des applaudissements unanimes d'une assemblée fanatisée par l'impérialisme et l'esprit de conquête, ses étranges théories en matière de droit international. La neutralité, qu'est-ce donc? Un mot vide de sens pour le Gouvernement allemand. Les traités? Des chiffons de papier. Leur respect? Une misère dont ne s'embarrasse pas la fière Allemagne. Nécessité n'a pas de loi, on s'en tire comme on peut!

Quand le chancelier descend de la tribune, le président du groupe social-démocrate parlementaire, Hugo Haase, qui est en même temps président du Comité directeur du parti, vient assurer le Gouvernement impérial du concours de son parti et donner son adhésion aux crédits demandés :

Nous sommes, déclare-t-il, à une heure marquée par le destin. Les suites de la politique impérialiste qui a introduit une surenchère incessante des armements et a aiguisé les antagonismes entre les peuples se sont abattues sur l'Europe comme un ouragan. La responsabilité en incombe aux champions de cette politique; nous la repoussons. (Applaudissements des social-démocrates.)

Nous nous trouvons maintenant en présence de cette réalité d'airain, la guerre, et nous sommes menacés des horreurs d'invasions ennemies. Nous n'avons plus à prononcer pour ou contre la guerre, mais sur les moyens nécessaires à la défense du pays, et nous devons penser à ces milliers d'hommes du peuple qui, sans qu'il y ait de leur faute, sont impliqués dans cette bagarre. C'est eux qui auront le plus à souffrir des maux de la guerre.

Notre peuple et sa liberté dans l'avenir auraient beaucoup,

sinon tout, à redouter d'une victoire de ce despotisme russe qui s'est souillé du sang des meilleurs de ses sujets. (Tempête d'applaudissements.)

C'est pourquoi nous faisons ce que nous avons toujours annoncé : à l'heure du péril nous ne laissons pas la patrie en plan. (Nouveaux applaudissements.)

Sauf quelques formules destinées à la galerie — c'est-à-dire soit aux ouailles de la social-démocratie, soit aux crédules du socialisme international. — que démontre et que signifie cette harangue? Que M. Haase et ses collègues social-démocrates approuvent la provocation à la France, la double violation des territoires neutres, la politique du kaiser et du chancelier lançant l'Europe dans la plus effroyable et la plus sanglante des tragédies ; qu'ils acceptent et approuvent tout : les mensonges, les fourberies, les agressions, les reniements de signature.

Le *Vorwaerts* du lendemain (5 août 1914) apprécie ainsi la séance :

Dans cette guerre qui lui est imposée, le Gouvernement sait qu'il est d'accord avec le peuple allemand uni. Ces mots, qui n'ont été rendus possibles que par la résolution du groupe socialiste de voter les crédits de guerre, ont excité un enthousiasme formidable. Tout le monde était debout, battait des mains, criait bravo.

Quatre mois plus tard, à la séance du Reichstag du 2 décembre 1914, l'attitude des élus social-démocrates demeure la même. Sauf Karl Liebknecht, député de Potsdam, ils votent, à l'unanimité, les nouvelles mesures proposées par le Gouvernement impérial : emprunt de 5 milliards, émission de 5 milliards de bons du Trésor.

Depuis le 4 août, il y a eu la révélation à l'opinion européenne indignée d'une partie des atrocités commises par les troupes allemandes. Il y a eu Louvain et Malines. Il y a eu Senlis et Reims. Mais les social-démocrates approuvent tout cela. Ils crient : Bravo ! à ceux qui fusillent les femmes et les enfants, qui pillent et incendient les domiciles particuliers et les édifices publics, qui détruisent systématiquement les chefs-d'œuvre de l'art, qui exécutent partout leurs atroces menaces de ne faire aucun quartier et de massacrer les populations civiles désarmées.

Au nom de ses collègues, M. Haase fait la nouvelle déclaration suivante :

A propos des déclarations du chancelier sur la Belgique, je veux constater, au nom de mon groupe, que les faits qu'on a appris après coup ne suffisent pas à modifier notre point de vue du 4 août.

La fraction démocrate-socialiste en reste ainsi à l'opinion exprimée par elle le 4 août, que les causes profondes de la guerre doivent être cherchées dans des antagonismes d'ordre économique.

La frontière de notre pays est toujours menacée par les troupes étrangères ; pour cela, aujourd'hui encore, le peuple allemand doit vouer toutes ses forces à la défense du pays.

Nous adressons un reconnaissant souvenir à tous ceux qui ont donné leur vie ou leur santé pour la défense de la patrie.

Le 20 mars 1915, nouveau débat. Il s'agit, cette fois, non plus de crédits extraordinaires, mais du budget. Le refus du budget — qui, d'ailleurs, ne rime pas à grand-chose et n'a, dans la pratique, aucune conséquence — fait partie des gestes ritueliques que, d'ailleurs, sans aucune espèce de danger, accomplissent les élus social-démocrates. Cette fois-ci, le Groupe socialiste du Reichstag décide qu'il votera le budget. Scheidemann déclare que les membres de son parti sont résolus à voter toutes les dépenses pour la guerre, comme ils l'ont déjà fait le 4 août et le 2 décembre 1914. Le budget est adopté à l'unanimité moins deux voix — celles de Karl Liebknecht et de Rühle, à qui ce manquement à la discipline vaut un blâme formel de la fraction parlementaire du parti.

En novembre-décembre 1916, lors de la discussion sur le projet de loi gouvernemental organisant « la levée en masse » et la mobilisation de la population civile, tous les social-démocrates votent *pour*, avec l'unanimité du Reichstag, à l'exception de Haase, de Ledebour et d'une quinzaine. C'est Legien, le président des organisations syndicales, qui apporte l'adhésion du groupe social-démocrate à la loi, et il le fait en des termes qui auraient pu sortir tout aussi bien de la bouche de M. Bassermann ou du comte Westarp. Toutes les convoitises du socialisme impérialiste se manifestent dans ce discours qui, une fois de plus, atteste, de manière éclatante, que, dès qu'il s'agit de butin et de proie, il n'y a aucune différence à faire

entre les Allemands, qu'ils soient « bourgeois » ou social-démocrates marxistes. Legien s'exprime ainsi :

L'Allemagne est menacée par des ennemis puissants. Si elle devait être vaincue, la Vistule et le Rhin deviendraient ses frontières ; elle se verrait fermer le marché mondial et nos ouvriers eux aussi auraient à souffrir.

Nous ne voulons pas que l'Allemagne ne soit pas de nouveau un pays exportateur d'hommes ; elle doit être un pays exportateur de marchandises où les ouvriers aient du pain et la liberté.

Plus que jamais, l'Allemagne fait aujourd'hui une guerre défensive ; il s'agit pour l'empire d'être ou de ne pas être. Nous voulons fortifier l'Allemagne par le service auxiliaire afin que nos femmes et nos frères ne soient pas sacrifiés aux obus ennemis.

Nous allons montrer à nos adversaires qu'ils ne pourront pas réaliser leur projet, car le peuple allemand tout entier va se dresser contre eux (1).

Aussi le vice-chancelier Helfferich s'empresse-t-il de prendre acte des déclarations du leader syndicaliste et — sans, d'ailleurs, formuler aucune promesse — d'exalter le prix du concours des organisations ouvrières.

Leurs raisons.

Voyons, maintenant, quelles raisons les social-démocrates donnent de leur attitude impérialiste.

La raison essentielle — et la première en date — donnée par la social-démocratie pour justifier le vote des crédits militaires et qu'ils n'ont cessé de maintenir par la suite, c'est qu'il s'agit d'une guerre purement *défensive* ; c'est que la patrie allemande est menacée, provoquée, envahie et qu'il faut protéger son sol. C'est pour se défendre que l'Allemagne — qui voulait la paix, dont le kaiser voulait la paix, dont le chancelier voulait la paix — a été contrainte, oh ! bien malgré elle, de faire parler la poudre sèche et de tirer du fourreau l'épée aiguisée.

Même le 21 septembre 1916, la *Reichskonferenz*, conférence d'empire de la social-démocratie, réunie à Berlin, proclame encore dans sa résolution que la guerre « est

(1) *Le Temps*, 4 décembre 1916, 2^e p.

toujours une guerre *défensive* pour l'Allemagne » et que, par conséquent, « la social-démocratie est toujours résolue à persévérer dans la défense du pays ».

Nous nous en voudrions de rappeler les responsabilités de l'empire allemand dans la guerre et de montrer (la démonstration a été faite trop souvent) que c'est lui qui a voulu, prémédité et déclaré la guerre. Passons sur ce point — et recherchons à l'attitude des social-démocrates une explication plus vraie.

Dès le début, dans les *Sozialistische Monatshefte*, M. Paul Hirsch donne du vote du 4 août 1914 le commentaire suivant qui fait le tour de tous les journaux « bourgeois » de l'empire :

Il est certain qu'en votant ces crédits, nous avons fait un acte de confiance particulière dans le Gouvernement, confiance qu'en d'autres temps le parti ne lui aurait guère apportée. Mais dans un moment pareil, où il s'agissait de l'union nationale, il était absolument impossible, à qui se laisse diriger par des considérations pratiques et non tactiques, d'émettre, par le refus de ce projet, un vote de défiance contre le Gouvernement à cause de sa politique intérieure.

*En adoptant une semblable attitude, la fraction socialiste de la Chambre prussienne n'eût pas seulement nui aux travailleurs de la façon la plus grave. Elle eût affaibli la patrie devant l'ennemi. Si haut que nous plaçons l'idée de la solidarité internationale, nous plaçons plus haut encore le bien de notre propre nation, l'enforcement (*Stärkung*) économique de notre peuple. Plus grande sera notre puissance économique, et plus puissantes aussi seront les assises du mouvement ouvrier moderne. Là est la garantie de la civilisation (Kultur) à venir. Le plus dangereux de nos adversaires, l'Angleterre, compte affamer l'Allemagne au point de vue économique. Ce calcul échouera. Il se brisera sur le bon sens de la nation qui, lorsque le salut de la patrie est en jeu, n'hésite pas à passer par-dessus les questions de partis et ne recule pas devant les plus durs sacrifices.*

Ainsi, non seulement M. Hirsch place très nettement l'intérêt de la nation allemande au-dessus de l'idée de la solidarité internationale ; mais encore il est convaincu et il proclame que le bonheur du prolétariat universel doit commencer par la prospérité du prolétariat allemand, elle-même liée au rayonnement économique de l'empire.

C'est le point de vue que développe à Stuttgart, le

21 février 1915, Wolfgang Heine, député au Reichstag, et son discours mérite les honneurs d'une longue citation, car, d'une part, il fit grand bruit dans toute l'Allemagne au moment où il fut prononcé et, d'autre part, il expose, il précise avec une netteté singulière les idées vers lesquelles s'achemine de plus en plus la social-démocratie allemande sous la pression des réalités politiques et économiques et sous l'impulsion de la nature germanique que la guerre a réveillée dans ses profondeurs.

Wolfgang Heine commence par affirmer l'identité complète de l'armée allemande et du peuple allemand et par proclamer sa confiance absolue dans le pacifisme du kaiser.

Avant qu'on puisse penser sérieusement à la paix, la situation guerrière doit s'être éclaircie davantage. Nous pouvons avoir confiance dans les armées allemandes et dans le peuple combattant. Admirable et digne de respect est ce qu'il accomplit. Là-bas, il n'y a pas un combattant qui ne désirerait la paix aussitôt qu'elle sera possible; et cependant chacun fait son devoir avec héroïsme et sacrifice. L'armée, c'est le peuple, et le peuple c'est l'armée, et nous aussi nous devons agir comme nos héroïques combattants.

Nos espérances de paix peuvent aussi avoir confiance en l'amour de la paix et la volonté de paix de l'empereur. Chacun sait que dans ces dernières années, à une heure critique, il en a par deux fois fait preuve; que deux fois son intervention personnelle a pour ainsi dire sauvé la paix. Nous avons aussi entendu comment, avant que la guerre eût éclaté, il s'est exprimé personnellement devant Sven Hedin au sujet de nos voisins de l'Ouest...

Les travailleurs sont unis à la nation de la manière la plus étroite par leur désir de participer à la culture de l'esprit et par la solidarité économique de la nation, qui existe malgré tous les antagonismes d'intérêts entre les classes. Si l'industrie allemande était détruite, les travailleurs souffriraient comme les patrons, et même plus qu'eux.

Le travailleur est lié aussi à l'Etat malgré toutes ses insuffisances et ses oppositions d'intérêts. Le travailleur est une part du peuple allemand et, en ce temps de guerre, il sent plus que jamais que le sort de la patrie est son propre sort.

Wolfgang Heine examine ensuite les obligations nouvelles que crée à la social-démocratie une situation nouvelle. Il s'agira de ne pas se laisser arrêter par l'objec-

tion qui a été faite à la social-démocratie chaque fois qu'elle a voulu tenter un pas en avant et se mêler plus activement à la vie politique. La démocratie socialiste doit se rappeler que W. Liebknecht — l'Ancien — se déclarait prêt, s'il était nécessaire, à changer cent fois de tactique et que Bebel disait sans détour : « Nous sommes opportunistes ». Il faut donc agir sur tous les terrains sans craindre de se mettre en opposition avec les principes :

Cela doit nous être une leçon pour notre œuvre future dans l'empire allemand. Nous ne pouvons pas devenir le peuple libre que nous voulons être, si nous brisons cet Etat actuel par une révolution violente. Non seulement nous ne le pouvons pas, mais nous ne devons pas le vouloir. La guerre nous a montré dans quelle situation l'Allemagne se trouve en réalité. Toute secousse révolutionnaire aurait instantanément pour résultat d'amener de tous côtés sur nous les ennemis d'au delà de nos frontières. Le dommage en serait pour les travailleurs, car justement toute réforme sociale a besoin de paix. L'empire allemand est le champ de notre travail et de nos luttes politiques. Nous devons en faire l'organe et l'instrument de nos efforts politiques. Tel est le sens du mot souvent usité que la classe ouvrière doit mener le combat pour la puissance politique.

C'est dans l'empire que nous devons acquérir l'influence politique, par conséquent nous devons reconnaître l'empire comme base de notre action politique. Cela veut dire non pas ses faiblesses et ses défauts, mais bien son existence et sa force. Dans la lutte pour la liberté au sein de l'empire allemand, toute parole est donc funeste qui est la négation de l'empire ; funestes aussi toutes les menaces révolutionnaires dont la réalisation est inconciliable avec notre travail présent, et qui, au fond, donnent l'illusion d'une volonté et d'une force que personne ne possède. Ces grands mots qui ne répondent à aucune réalité ne montrent pas de véritable force, mais sont la source la plus dangereuse de faiblesse pour le parti.

Quant à notre future attitude dans les questions militaires, il faudra plus que jamais distinguer entre les nécessités de la défense de la patrie et ce que nous avons combattu comme « militarisme », que nous continuerons à combattre où nous le rencontrerons. Que les bornes entre l'un et l'autre se soient effacées, cela n'a pas été d'ailleurs de notre fait en aucune façon. La guerre nous montre la nécessité de défendre la patrie. Tout ce qui est nécessaire pour cela au point de vue technique doit être accordé et préparé, car cela est dans l'intérêt du peuple lui-même.

Et cette préparation technique de la défense ne dépend pas de la question de système des armées. Les milices ont aussi bien besoin d'armes qu'une armée permanente. Plus nous reconnaitrons ouvertement ce principe et plus grande sera notre influence contre ce qui est véritablement inutile, contre les exagérations qui augmenteraient le danger au lieu de le diminuer. Quand nous déclarions vouloir dire « non » à toute demande militaire, nous anéantissions par là toute notre influence. Or, nous avons besoin d'influer sur l'armée afin qu'elle se subordonne aux buts supérieurs de la politique.

De cet exposé doctrinal on ne peut s'empêcher de conclure que, demain comme hier, l'Allemagne ouvrière et socialiste restera à l'égard de la France à l'état de concurrence, d'hostilité et de lutte. Il n'y a à attendre de la social-démocratie allemande aucun geste, aucune action, aucune tentative, qui affaiblisse ou qui divise la force de l'État allemand. Heine prend bien soin de souligner les différences entre le socialisme d'autrefois, d'avant l'unité allemande, d'avant l'empire, et le socialisme de maintenant, qui doit se servir pour ses fins politiques et sociales de la puissante armature germanique, et non pas songer — comme on le prétendait jadis, aux heures où le parti s'enfantait péniblement dans la lutte et se dressait en manière d'opposant — à la destruction de l'État bourgeois.

Peu à peu, au fur et à mesure que la social-démocratie a vu croître sa force, son nombre d'adhérents, sa richesse de parti, son influence, elle a compris que les grandes institutions de centralisation de l'Allemagne bourgeoise et impériale — État, armée, flotte, empire — étaient encore plus des leviers au moyen desquels elle ferait sentir son action que des obstacles qu'elle aurait intérêt à détruire violemment. Aussi, tout en continuant à déclamer contre le Moloch du militarisme (simple clause de style), les tenants du socialisme marxiste et impérialiste distinguent judicieusement entre le militarisme et l'armée, entre le militarisme et la défense nationale, ils s'accommodent ingénieusement de ces cadres qui établissent et maintiennent chez eux la cohésion, la discipline, le corporalisme et font, par les moyens militaires et administratifs, l'éducation des régiments socialistes méthodiquement groupés, numérotés, organisés et hiérarchisés.

Le vieux Liebknecht, qui avait connu Paris en 1848 et chez qui survivaient des souvenirs révolutionnaires, parlait quelquefois de République, de la République allemande. Ne parlons pas de République aux social-démocrates actuels : c'est un mot qu'ils ne comprendraient pas, un mot qu'ils ne prononcent jamais. Ils sont maintenant adaptés à l'empire, ils y sont casés, ils en forment l'un des compartiments. L'alliance entre l'empire allemand et la social-démocratie allemande, tel est le grand fait par qui s'achève l'évolution nationale du socialisme allemand, qui s'est manifesté avec éclat pendant toute la guerre et qui constitue un avertissement significatif.

Le prétexte russe.

Une dernière raison fréquemment invoquée par la social-démocratie pour justifier son attitude impérialiste et guerrière, c'est qu'il s'agit de combattre et d'écraser la Russie qui, à ses yeux, représente la réaction, tandis que l'Allemagne symbolise le mouvement révolutionnaire.

La haine de la Russie et du slavisme fait partie, depuis plus d'un demi-siècle, de la tradition et de la doctrine marxistes. Alors qu'ils se montrent favorables à certains mouvements nationaux, Marx et Engels sont résolument opposés aux aspirations nationales des Slaves d'Autriche, parce qu'ils redoutent que le tsarisme n'en tire avantage. En 1848, ils préconisent comme nécessaire une guerre offensive de l'Allemagne contre la Russie. La *Neue Rheinische Zeitung* écrit le 2 juillet 1848 : « Seule la guerre avec la Russie sera la guerre de l'Allemagne révolutionnaire, guerre qui lavera les fautes du passé, où celle-ci prendra de nouvelles forces... » (1). Plus tard, Marx et Engels s'efforcent d'exciter l'opinion anglaise à une guerre contre la Russie. « Le tsarisme — écrit Kautsky, commentant ces faits — leur paraissait être l'ennemi le plus dangereux de la liberté européenne, et seule la force armée d'un grand Etat de l'Europe occidentale leur semblait en état de le rendre inoffensif.

(1) Recueil des écrits de Marx et d'Engels, publié par Mehring, tome III, p. 114.

Pouvons-nous les en blâmer? Certainement non (1).»

En 1914, les social-démocrates reprennent les clichés marxistes contre la « réaction tsariste », la « barbarie moscovite », etc.

Mais l'argument tiré de la Russie ne saurait valoir. Car : 1° la social-démocratie ne peut soutenir que c'est à la Russie et au tsarisme qu'elle fait la guerre, alors que c'est l'Allemagne qui, en poussant l'Autriche contre la Serbie, a précipité les événements, empêché toute médiation diplomatique et rendu la guerre inévitable ; alors encore que, dès les derniers jours de juillet 1914, c'est sur la frontière française que l'Allemagne mobilise ses troupes et accumule ses préparatifs de combat et d'invasion ;

2° La social-démocratie ne peut soutenir que c'est au tsarisme rétrograde et oppresseur qu'elle fait la guerre, lorsque des hommes comme Kropotkine, comme Plékhanoff et comme Bourtzeff — qui ont payé de la prison et de l'exil leur attachement à la cause révolutionnaire et qui ont un peu plus que M. Sudekum et M. Scheidemann le droit de parler au nom de la patrie d'Herzen et de Tchernichewsky — viennent, dans un irrésistible mouvement d'unité nationale, se ranger du côté du Gouvernement russe, du côté des armées russes, contre la ruée du pangermanisme envahisseur ;

3° Appartient-il à l'Allemagne où, de l'aveu du manifeste de ses « intellectuels », la culture s'appuie sur le militarisme prussien et ne fait qu'un avec lui, à l'Allemagne qui a affirmé sa Kultur (avec un K majuscule) dans le sac de Malines et de Louvain et dans les bombardements d'Arras et de Reims, d'affirmer qu'elle représente à l'égard de la Russie de Tolstoï, de Gogol et de Gorki, un stade supérieur de civilisation et de progrès?

4° En admettant que, par rapport aux nations libérales et démocratiques de l'Europe occidentale comme l'Angleterre et la France, les institutions intérieures de la Russie présentent un caractère rétrograde, de quel droit, au nom de quel principe et de quelle science contester au peuple russe la faculté d'évoluer, la possibilité d'at-

(1) K. KAUTSKY, *Patriotisme, guerre et social-démocratie* (La Vie socialiste, Paris, numéro du 5 juillet 1905, p. 115).

teindre à des institutions de liberté et de justice? Est-ce bien à l'Allemagne de dénoncer la « réaction russe »? Qu'est-ce donc que le régime impérial et militaire qui pèse sur l'Allemagne de 1914, sinon un régime d'absolutisme et de réaction? L'Allemagne, le prolétariat allemand, le socialisme allemand, n'ont pas de tradition révolutionnaire; en la mémoire du travailleur allemand ne chante aucun de ces souvenirs glorieux qui bercent l'enfance de tout travailleur français et constituent sa première éducation politique. Le prolétariat allemand n'a derrière lui ni les luttes géantes de la Révolution de 1789 et de 1793, ni les révolutions républicaines et démocratiques de février 1848 et du 4 septembre 1870, ni les « journées » de 1831, de 1834 et de juin 1848, ni le drame de la Commune, ni des grèves comme celles de la Ricamarie et d'Aubin, comme celles de Decazeville et d'Anzin. Il n'a vibré ni au rythme des barricades ni au souffle d'orage des insurrections. Ce n'est pas du choc des pavés qu'il a fait jaillir le suffrage universel; c'est des mains bienveillantes de ses maîtres qu'il a reçu le bulletin de vote; et lorsqu'elle lui a été imposée, son fameux « royaume rouge », son illustre « royaume socialiste » de Saxe, a souffert, sans aucune révolte, la suppression du suffrage universel. Et pas plus qu'il n'a, derrière lui, une tradition révolutionnaire, le peuple allemand ne possède réellement pas un régime parlementaire. Le Reichstag n'est qu'une façade rigide et froide de Parlement: ses décisions ne sont que des vœux platoniques; si jamais il tente de barrer la voie aux projets gouvernementaux, le kaiser le dissout — et voilà tout!

Ah! non, le socialisme allemand n'a pas le droit d'opposer le prétendu libéralisme de la constitution allemande à l'absolutisme rétrograde de la constitution russe!

Non, il n'a pas le droit, au nom de la culture allemande, de dénoncer la réaction russe au monde civilisé.

Il serait même aisé de démontrer, l'histoire à la main, qu'à la différence de l'Allemagne la Russie possède des traditions révolutionnaires. Metternich ne déclarait-il pas se méfier au même degré des messagers de l'illumination russe et des messagers du jacobinisme français? Et Jaurès, alors même qu'il combattait l'alliance franco-russe, a reconnu à la Chambre que, même pendant la

période de la Sainte-Alliance, la Russie a, plusieurs fois, joué « à l'égard de l'Autriche, puissance fondamentalement conservatrice et contre-révolutionnaire, un rôle de révolution (1) ».

L'excuse du péril russe, invoquée par la social-démocratie allemande, est donc dénuée de toute valeur.

Messagers impériaux.

Les élus de la social-démocratie ne se bornent pas à voter les crédits demandés pour la guerre par le Gouvernement impérial, à saluer de leurs *hoch !* les chefs de l'empire et à défendre dans leurs journaux et dans les réunions populaires la politique et la personne même du kaiser.

Délibérément, pour les besognes à accomplir au dehors, ils se mettent au service du militarisme prussien et de la diplomatie allemande. La social-démocratie a acquis, depuis vingt ans, une influence prépondérante sur les partis socialistes, les « partis-frères » des pays voisins ; elle les a imprégnés de ses formules théoriques ; elle s'est imposée à leur admiration dévotieuse et crédule par sa force grandissante, par la solidité de son organisation, par sa discipline intérieure, par la richesse opulente de ses caisses de propagande ; elle les a aidés pécuniairement. Elle ne cherche, dès lors, qu'à utiliser les cadres de l'Internationale ouvrière et socialiste au profit de la cause allemande, qu'à se servir des relations qu'elle a avec les partis socialistes des différentes nations, de l'ascendant et du prestige qu'elle peut avoir sur eux, pour propager auprès d'eux et pour répandre à l'étranger les informations tendancieuses et les bruits officieux que, de son côté, l'agence Wolff communique aux journaux. Elle est, dans son genre, auprès des milieux socialistes européens, une véritable agence Wolff.

Il y a plus. Les élus et militants social-démocrates sont chargés de missions à l'étranger.

La première en date de ces missions à l'occasion de la guerre est celle dont est chargé à Paris le député social-

(1) Chambre des députés, séance du 23 janvier 1903.

démocrate Muller. — qui avait assisté, deux ans plus tôt, au Congrès socialiste unifié de Lyon et, six mois plus tôt, à celui d'Amiens. Elle se place le 1^{er} août 1914, c'est-à-dire le jour même de notre mobilisation. Justement, ce jour-là, le groupe parlementaire du parti socialiste unifié se réunit dans l'un des bureaux de la Chambre des députés. Muller se rend directement à la réunion ; il est accompagné, dans sa visite, de M. Camille Huysmans, député belge, secrétaire du Bureau socialiste international, et de M. Henri de Man, militant socialiste belge, employé au dit bureau, qui servira d'interprète au cours de la conversation.

On a raconté depuis, pour expliquer cette visite si étrange et si suspecte à une heure pareille, que Muller venait à Paris à l'effet d'y représenter la social-démocratie allemande aux obsèques de Jaurès. Cela est tout à fait inexact. Muller arrivait à Paris, venant de Bruxelles en automobile. Il avait quitté Berlin depuis deux ou trois jours : et c'est en arrivant à Paris qu'il apprit la mort du leader socialiste. En réalité, il venait à Paris s'aboucher avec le groupe parlementaire unifié, chargé auprès de lui d'une mission par le *Parteivostand* et aussi probablement par la Wilhelmstrasse. « Il fut reçu avec cordialité », dit M. Renaudel, qui ajoute : « Sa démarche, à l'heure où nous étions, ne pouvait que nous émouvoir par l'affirmation de solidarité internationale qu'elle marquait (1) ».

Que venait-il faire ? On va le voir par le récit, très précis, très complet, qu'a retracé de l'entrevue celui qui y servit de traducteur :

Aussitôt que nous fûmes entrés en séance, Muller précisa la portée de sa mission et des déclarations qu'il allait faire en disant que, comme ni le Parteivostand ni le groupe parlementaire n'avaient encore discuté la question de leur attitude à l'égard des crédits de guerre, et que, d'ailleurs, la situation pouvait encore se modifier avant qu'ils n'aient à le faire, il se bornerait à exposer aussi objectivement que possible la situation du Parti socialiste en Allemagne au moment de son départ de Berlin...

Muller déclara ensuite de la façon la plus formelle et à plusieurs reprises qu'un vote du groupe social-démocrate en faveur des crédits ne se produirait certainement pas. Dass man für

(1) *L'Humanité*. 26 février 1915.

die Kriegskredite stimmt, das halte ich für ausgeschloßen, jurent ses propres termes. Il n'y avait, déclara-t-il, parmi les dirigeants du Parti et les membres du groupe social-démocrate, que deux courants appréciables d'opinion : l'un en faveur du vote contre les crédits de guerre, l'autre préconisant l'abstention. Les partisans du vote contre semblaient, d'ailleurs, ajoute-t-il, devoir être plus nombreux que ceux de l'abstention.

Un député socialiste français ayant fait observer qu'une agression brutale et subite de la part de l'un des pays intéressés dans le conflit pourrait entre temps créer un cas de légitime défense pour le ou les pays attaqués, Muller déclara qu'à l'avis des socialistes allemands la distinction entre l'Etat agresseur et l'Etat attaqué, que des socialistes se plaisaient naguère à considérer comme essentielle, était devenue surannée. Le conflit actuel, dit-il, découle de causes générales qui se résument dans la notion de l'impérialisme capitaliste, et sa responsabilité retombe sur les classes dirigeantes de tous les pays intéressés. Muller déclara donc considérer comme hautement improbable l'hypothèse où les événements feraient apparaître un pays comme le seul agresseur (comme si, par exemple, l'armée russe faisait soudainement irruption dans les provinces orientales de l'Allemagne), la seule hypothèse, ajouta-t-il, où les socialistes d'un pays pourraient considérer celui-ci comme étant en état de légitime défense.

C'était précisément parce qu'une telle hypothèse était peu vraisemblable, ajouta-t-il, qu'il était désirable que les socialistes aient une attitude à peu près identique dans tous les pays, et surtout de part et d'autre des Vosges...

En somme, les déclarations de Muller laissaient cette impression fort nette : 1^o que la majorité du groupe social-démocrate allemand était favorable au vote contre les crédits militaires ; 2^o que si, malgré cela, les partisans de l'abstention devaient l'emporter, ce serait surtout pour sauvegarder l'unité d'action avec les socialistes français ; 3^o que la seule hypothèse à ne pas envisager était celle d'un vote des socialistes allemands en faveur des crédits de guerre (1).

Nous le répétons, nous ne savons si, au cours de cette démarche parfaitement suspecte du 1^{er} août 1914 après-midi, Muller était simplement un délégué du Parteivostand, ou s'il était en même temps un chargé d'affaires, un éclaireur de la chancellerie allemande. Ce qui autorise cette dernière hypothèse, c'est que, peu de temps après, le même Muller, chargé d'une besogne officielle, se rendait

(1) HENRI DE MAN, Lettre à l'Humanité, 4 mars 1915.

à La Haye auprès des socialistes hollandais. Nous en avons l'aveu de M. Troëlstra lui-même, le socialiste hollandais, dont les sentiments germanophiles sont bien connus (1). Dès lors, si c'est muni d'un mandat gouvernemental que Muller se dirige vers La Haye, il serait bien surprenant qu'un mandat analogue ne lui ait pas été confié lors de sa venue à Paris.

Ainsi, alors que, depuis plusieurs jours, les social-démocrates de Berlin sont au courant de tout ce qui se passe (2), alors que, s'ils n'en ont pas encore pris officiellement la résolution, leur intention, dès maintenant certaine, est de voter les crédits, ce Muller, pour décider les socialistes français à repousser les crédits demandés par le Gouvernement, vient, par le plus cynique mensonge, leur annoncer que les social-démocrates, eux, sont formellement décidés à repousser les crédits, que la concession extrême à laquelle ils pourraient se résigner serait tout au plus l'abstention.

Et comme les députés socialistes français discutent gravement avec cet imposteur, comme l'un d'eux fait remarquer que les situations ne sont pas les mêmes en Allemagne et en France, que l'un des deux Gouvernements est provocateur et l'autre pacifique et qu'il y aurait, par suite, lieu d'envisager le cas où l'un se trouverait attaqué et en état de légitime défense, que répond le Muller? Que cette distinction entre l'Etat agresseur et l'Etat attaqué est « surannée », qu'il n'y a pas lieu de s'y arrêter. Le mot ne lui est pas venu aux lèvres, que devait, à Bruxelles, prononcer son compère Koster; mais la pensée est la même: tout ça, c'est de l'idéologie bourgeoise...

Le lendemain de sa visite, ayant accompli la besogne

(1) « Le Dr Adolf Muller, député au Reichstag et au Landtag bavarois et qui a beaucoup de relations diplomatiques, — narre M. Troëlstra, — vint me voir à La Haye. Il parcourait la Hollande dans le but de connaître l'état d'esprit de notre pays à l'égard du sien: l'Allemagne se préoccupe beaucoup de l'opinion des Etats neutres... Quand mon ami Adolf Muller vint chez moi, je le questionnai pour savoir si les milieux dirigeants allemands préconisaient toujours une union économique et militaire des Etats de l'Europe centrale. Celui-ci me déclara qu'il était venu en Hollande avec un mandat sinon officiel, du moins semi-officiel... » (*Les explications confuses de M. Troëlstra, Le Petit Parisien, 1^{er} janvier 1915, p. 3, 4^e col.*).

(2) Ils l'ont eux-mêmes avoué. « Nous avons connu toutes les péripéties du drame », écrira un peu plus tard le député social-démocrate Wolfgang Heine (*Frankfurter Zeitung, 4 avril 1915*).

dont il était chargé, Muller reprit tranquillement le train pour Berlin ; et s'il y a, dans cet incident, quelque sujet à étonnement, c'est de songer que le jour même où était affiché sur tous les murs l'ordre de mobilisation, un Allemand authentique ait pu circuler à Paris et, deux heures après la publication du décret, pénétrer dans une salle particulière du Palais-Bourbon, y catéchiser des députés français, leur prêcher la trahison et, tout guilleret, quitter ensuite notre territoire, sans être, nous ne disons pas inquiété, mais simplement interrogé, alors qu'en Allemagne, depuis huit jours, nos nationaux étaient molestés, brutalisés, emprisonnés. Le 4 août, Muller, qui avait effrontément menti à ses interlocuteurs français, applaudissait, avec les Haase et les Bernstein, avec les Scheidemann et les Molkenbuhr, avec les Heine et les Sudekum, aux déclarations de M. de Bethmann-Hollweg et, avec toute cette clique scélérate, votait les crédits de guerre...

Au lendemain de la déclaration de guerre, les missions de social-démocrates se multiplient à travers l'Europe.

Dès le commencement de septembre 1914, alors que l'on pressent l'irrésistible et profond mouvement de sympathie qui se produit au sein du peuple italien en faveur de la France et des Alliés et qui, vraisemblablement, aboutira à l'intervention, Sudekum est délégué auprès des camarades italiens, auprès de la fraction du socialisme italien qui, sous la conduite de Turati, se rattache à l'Internationale ouvrière et se réclame de la doctrine marxiste. Il ne réussit pas à l'entraîner dans l'orbite de la Duplice (le mouvement contre l'Autriche est trop fort en Italie) ; mais il l'encourage, il l'enracine dans ses tendances à la neutralité. La neutralité, n'est-ce pas tout ce qu'espère, tout ce que demande et attend le kaiser ?

En Roumanie, où il y a une situation politique et diplomatique analogue à celle de l'Italie, le même Sudekum est envoyé comme négociateur officieux sous le couvert de la social-démocratie ; et nous avons vu plus haut qu'au contact de Sudekum le Magnifique, les pauvres journaux agonisants du socialisme roumain devenaient prospères et, d'hebdomadaires languissants, se transformaient en quotidiens.

Infatigable, le même Sudekum se rend encore auprès

des « camarades » suédois, porteur des préceptes selon saint Karl Marx et des prescriptions selon Guillaume II.

En Hollande, c'est Scheidemann qui est délégué :

Au commencement de septembre 1914 — écrit à l'Humanité son correspondant d'Amsterdam, le citoyen Vliegen — un délégué du parti social-démocrate allemand, le citoyen Scheidemann, est venu en Hollande. Il était chargé d'une mission semblable à celle que le citoyen Sudekum a remplie auprès des socialistes italiens. Nous avons convoqué une réunion du Conseil général du Parti et de la fraction parlementaire où Scheidemann a parlé (1).

Les socialistes norvégiens reçoivent également la visite d'un de ces messagers impériaux qui s'efforce de les convaincre de la beauté et de la nécessité de la violation de la Belgique par les hordes allemandes :

Les social-démocrates allemands — dit Jacob Widnes, conseiller municipal de Christiania et délégué du Bureau socialiste international de Bruxelles — sont réellement allés jusqu'à dépêcher en Scandinavie, aussi chez nous, un social-démocrate pour nous convaincre de la nécessité du passage allemand par la Belgique et des circonstances qui l'accompagnèrent (2).

Aux socialistes bulgares est expédié Parvus qui donne à Sofia une conférence publique où il déclare que la victoire de l'Allemagne serait la victoire de la démocratie (!) et que, « pour cette raison, la Bulgarie devrait intervenir à côté des puissances centrales ». Depuis, les vœux de la social-démocratie ont été exaucés en Bulgarie par le tsar Ferdinand.

Dans notre Nord de la France envahi, occupé, piétiné, le missionnaire prussien est le député du Reichstag Auer, qui fut durant de longues années membre du Comité directeur de la social-démocratie et, à ce titre, a signé maintes adresses chaleureuses aux « frères de France ». Et où ce drôle va-t-il? A Roubaix! A Roubaix, la cité ouvrière et socialiste; à Roubaix, qui a pour député Jules Guesde, le grand adaptateur et vulgarisateur du

(1) *L'Humanité*, 25 novembre 1914.

(2) *Le Matin*, 18 janvier 1916.

marxisme en France ; à Roubaix, qui a depuis 1892 une municipalité collectiviste et que l'on considère, depuis vingt ans, comme l'une des villes saintes du socialisme international.

Il s'agit de décider les ouvriers roubaisiens à travailler pour le compte des envahisseurs. A cet effet, on délègue auprès de Lebas, maire socialiste de Roubaix, ledit Auer.

Laissons Lebas raconter lui-même à un rédacteur de *l'Humanité* comment il fut amené à voir le personnage :

... Je ne peux pas passer sous silence un incident qui vous étonnera sans doute, mais qui mérite d'être rendu public. Dans les premiers temps de l'occupation, aussitôt que la question des ouvriers se fût posée, on m'annonça un beau jour une visite. Le visiteur avait indiqué lui-même son nom et ses qualités sur un papier sur lequel je lus :

AUER,

chef du Parti socialiste de Bavière,
membre du Reichstag.

Je ne pouvais refuser de recevoir un socialiste et n'étais d'ailleurs pas fâché de m'entretenir enfin avec un Allemand différent de ceux avec lesquels j'avais été en contact jusqu'ici. Je donnai l'ordre d'introduire le citoyen Auer. Il portait l'uniforme du landsturm, celui de simple soldat. Il commença par m'entretenir des malheurs de la guerre, et après quelques phrases d'entretien sur ce sujet, aborda enfin la question qui l'amenait devant moi, celle des ouvriers. Il m'affirma que les ouvriers que je fournirais aux autorités allemandes n'avaient rien à craindre, qu'ils ne seraient pas pris comme soldats et qu'on les ferait travailler uniquement à la réfection des routes. « Si nous étions à votre place, me dit-il, les syndicats allemands donneraient des ouvriers comme ils fourniraient tous les renseignements nécessaires. » Je lui répondis nettement : « Je ne sais pas ce que vous feriez si vous étiez à ma place, mais je vous déclare que vous n'obtiendrez de moi rien de plus que n'en a obtenu la kommandantur ! »

Auer n'insista pas. Il revint quelque temps après, pour la même affaire, mais accompagné cette fois d'un officier du bureau civil. Il se fit plus pressant et me montra les difficultés que j'allais soulever par mon attitude. Il ne put obtenir une réponse différente de la première et il est à peine utile de vous

dire que les explications que nous échangeâmes le furent sur un ton plutôt sec (1).

Un jour, la kommandantur renouvela au maire l'ordre de lui fournir la liste des personnes secourues. M. Lebas s'y refusa, et le lendemain il était arrêté, inculpé de haute trahison, puis dirigé sur une geôle allemande.

A la réunion du Conseil national du Parti socialiste unifié, tenue le 6 août 1916 à Paris, Lebas a ajouté qu'une visite analogue fut faite dans le même but par Auer à d'autres maires socialistes du Nord, qui lui opposèrent la même réponse hautaine et négative (2).

La Belgique, enfin, la Belgique torturée, martyrisée par les hordes germaniques, a, dans le courant du mois de septembre 1914, la visite de quatre émissaires de la social-démocratie allemande : MM. Noske, Karl Liebknecht, Wendel, députés, et le Dr Koster, directeur du *Hamburger Echo*, le journal socialiste de Hambourg. *L'Humanité* a reçu sur la visite des socialistes allemands à la Maison du Peuple de Bruxelles un document qui a un caractère absolument officiel (3) et auquel nous empruntons les fragments suivants :

... Il apparut, après quelques moments d'entretien, que cette visite n'était pas seulement une visite de « parteigenosse à parteigenosse », mais revêtait un caractère, sinon officiel, du moins officieux. C'est ainsi qu'ayant appris que la Maison du Peuple de Bruxelles avait des difficultés à s'approvisionner en farine, ils se sont offerts immédiatement pour intervenir auprès du gouverneur civil allemand, afin que satisfaction lui soit donnée. Il valait beaucoup mieux, disaient-ils, s'adresser directement à l'autorité allemande que de se servir de l'intermédiaire du bourgmestre Max, qui était souvent intraitable et dont l'intervention était tout à fait inefficace...

Mais la conversation tourna rapidement vers la question

(1) *L'Humanité*, 20 janvier 1916 (Après onze mois de captivité).

(2) *Le Droit du Peuple*, Grenoble, 9 août 1916, 1^{re} p., 3^e col.

(3) « La Commission administrative permanente du parti a reçu, il y a quelques jours, la visite de deux personnalités autorisées du Parti ouvrier belge. Nos amis ont exposé à la C. A. P. les incidents et les phases de l'invasion belge en ce qui touche particulièrement les rapports des socialistes belges avec les socialistes allemands. Ils en ont remis une relation écrite qui est un document émouvant et fort, et dont la Commission administrative a décidé la publication. » (*L'Humanité*, 16 décembre 1914.)

brûlante de l'attitude des socialistes allemands au Reichstag. Ici les deux visiteurs affichèrent avec un tel cynisme le mépris des conventions internationales et du droit à l'existence des petites nations que nous voulons croire, pour l'honneur du socialisme même, que cette opinion ne reflète même pas celle de tous ceux qui crurent devoir émettre un vote affirmatif sur les crédits de guerre.

Aux socialistes belges qui se plaignaient de la violation du territoire belge, le Dr Koster répondit avec une assurance déconcertante, d'abord par le prétendu accord franco-belge dont H. Wendel avait déjà parlé et dont il a été fait justice, et puis il ajouta :

— Mais enfin, ce qui arrive est de votre faute ; vous n'avez qu'à nous laisser passer, vous auriez été largement dédommagés par notre Gouvernement et nous vous aurions, par-dessus le marché, apporté le suffrage universel, les lois protectrices de la femme et des enfants, les assurances générales et tant d'autres lois que, malgré votre force, vous n'avez pas encore su conquérir chez vous.

Et ces socialistes prussiens, écrasés par le système électoral des trois classes, ajoutèrent :

— Au surplus, tout le monde savait depuis des années, qu'en cas de guerre franco-allemande, nos troupes devaient passer par la Belgique.

— Alors, lui fut-il répondu, lorsque vos députés interpellaient votre Gouvernement au Reichstag sur ses intentions à l'égard de la Belgique, en cas de guerre franco-allemande, ils jouaient une odieuse comédie, de même que lorsque, dans les congrès internationaux, vous veniez avec nous discuter et voter des résolutions sur la nécessité pour les petits Etats de défendre leur indépendance et l'intégrité de leur territoire. L'honneur d'une nation, le respect de son indépendance et de ses libertés, les traités internationaux, n'ont donc aucune valeur pour les socialistes allemands ?

— L'honneur d'une nation, répond Koster, c'est là de l'idéologie bourgeoise, dont les socialistes n'ont que faire ; quant aux traités internationaux, ils ne peuvent tenir en cas de guerre. Tout le matérialisme historique ne nous enseigne-t-il pas que le développement du prolétariat est intimement lié au développement et à la prospérité économique de la nation et, par conséquent, les socialistes allemands doivent être du côté du Gouvernement qui défend en ce moment l'existence même du pays contre les attaques de l'Angleterre, de la France et du despotisme russe.

— Et c'est pour défendre les prolétaires allemands que vous violez notre neutralité et que vous commencez par massacrer les prolétaires belges ?

-- Oseriez-vous dire que vous mettez le respect de votre neutralité au-dessus de la vie de 100 000 hommes? Or, nous savions qu'en passant par les Vosges, pour entrer en France, nous devions sacrifier 100 000 hommes de plus qu'en passant par la Belgique. Le choix ne pouvait être douteux pour nous.

— La situation n'est-elle pas identique pour les Belges? En suivant votre raisonnement, nous aurions dû nous écarter pour vous laisser passer; sans compter que l'Angleterre et la France nous auraient demandé, et avec raison, des comptes sévères. En Belgique, tout le monde est unanime pour mettre l'honneur au-dessus des intérêts matériels immédiats, et entre notre honneur et la défense de nos libertés et la vie de 100 000 hommes nous n'hésitons pas un instant; et nous reprenons l'ancienne devise de nos communiens: « Plutôt mourir de franche volonté que du pays perdre la liberté ».

Le D^r Koster trouvait cette affirmation tellement inouïe qu'il appela son collègue pour l'entendre répéter, ce qui amena un des socialistes belges à lui dire que, ce qu'il y avait de commun entre nous tous, c'était la possession d'un estomac, mais que si, du côté belge, il y avait aussi un cœur, du côté allemand il se posait à ce sujet un point d'interrogation (1).

Le rôle des socialistes allemands à Bruxelles est clair et significatives sont leurs déclarations.

Non seulement les social-démocrates n'ont rien tenté pour empêcher une guerre d'agression; non seulement ils secondent, avec une docilité inouïe, le Gouvernement de Berlin dans le développement de cette guerre qui comporte toutes les atrocités, tous les crimes et toutes les hontes; mais ils s'efforcent de faciliter à l'Allemagne impériale sa domination en Belgique, de préparer son annexion, c'est-à-dire de favoriser l'asservissement d'un petit peuple qui a mis tout son orgueil et toute sa fierté à rester fidèle à la parole donnée et à accomplir jusqu'au bout son devoir international.

Et quand on parle à ces social-démocrates de probité et d'honneur, ils répondent cyniquement: *tout ça, c'est de l'idéologie bourgeoise!* Ah! l'honneur, la loyauté, la conscience, les scrupules, tout cela est bien gênant! Aussi la social-démocratie allemande n'a-t-elle pas de scrupules. Elle s'en défit, en même temps que M. de Bethmann-Hollweg déchirait ces « chiffons de papier » que

(1) *Socialistes belges et socialistes allemands (L'Humanité, 17 décembre 1914).*

sont les traités internationaux. Ce qui les préoccupe par-dessus tout, ces socialistes allemands, c'est que les ouvriers belges reprennent immédiatement le travail, et ils se glorifient de ce que le Gouvernement impérial — qui « considère la Belgique comme annexée, dès à présent » — les écoute, les prend au sérieux, leur fait des concessions, escompte leur influence sur la classe ouvrière...

Nous avons déjà vu M. Sudekum à l'œuvre en Italie, en Roumanie, en Suède, etc. Mais après le Sudekum messenger de la Wilhelmstrasse, expédié à l'extérieur, chargé de missions diplomatiques et de besognes de confiance en pays étranger, il y a le Sudekum tombant plus bas encore, descendant aux plus basses besognes d'espionnage et d'embauchage de militaires. Le 22 janvier 1915, l'Agence Havas communiquait à la presse l'information suivante que, le lendemain, reproduisaient les journaux :

Un sous-officier français qui vient d'arriver à Pontarlier raconte ce qui suit :

Fait prisonnier le 31 décembre près de Saint-Mihiel, il a été conduit par l'autorité militaire à la frontière suisse pour se rendre en France avec de faux papiers belges et y faire dans les milieux socialistes de la propagande en faveur d'une paix séparée.

Emprisonné d'abord à Metz, on lui ménagea une entrevue avec le socialiste allemand Sudekum, qui s'efforça de prouver que la France avait tort de servir les intérêts de l'Angleterre, qu'elle devait s'entendre avec l'Allemagne, que ce rapprochement pourrait se faire grâce au contact des socialistes des deux pays, qui se mettraient d'accord sur une déclaration commune à adresser aux prolétaires.

Le sous-officier accepta de se rendre en France. On lui dit que si le premier voyage réussissait, il serait renvoyé pour organiser une propagande en faveur de la paix au moyen de brochures et de placards. Enfin on envisageait la possibilité de fomenter un mouvement révolutionnaire dans le Midi.

D'après certaines indications que le sous-officier a pu recueillir, il croit que d'autres personnes ont été dirigées sur la France dans le même but. On lui a d'ailleurs offert de lui adjoindre un autre sous-officier français avec une mission analogue. On l'a muni de faux papiers, de vêtements civils et d'une somme d'argent assez importante.

Le fait relaté dans cette information était si étrange, si invraisemblable, qu'il était presque permis de douter de son exactitude.

Il était cependant rigoureusement exact : le sous-officier français était le sergent René Tison, du 302^e de ligne ; le passeport belge qui lui fut délivré portait le nom de Jean Gérard ; la somme qui lui fut remise s'élevait à 600 francs ; l'officier allemand qui le mit en rapport avec Sudekum était le lieutenant von Glebsattel.

Le cas de Sudekum n'est pas isolé. Le social-démocrate Parvus se livre, lui aussi, à des pratiques analogues d'embauchage et d'espionnage. Ce Parvus, qui est d'origine polonaise, appartenait, vers 1898-1900, à l'extrême gauche de la social-démocratie, à la fraction « radicale » du parti. Nul n'avait combattu avec plus de véhémence toute idée de collaboration, toute déviation de « la lutte de classe ».

Dès la guerre, il prend du service dans les rangs des fidèles serviteurs du kaiser. On le voit à Sofia exhortant les socialistes bulgares à se ranger du côté de l'Allemagne et de l'Autriche. On le voit à Constantinople tenter de prendre dans les filets allemands un révolutionnaire caucasien, à qui il s'efforçait de persuader que, dans l'intérêt de la « révolution russe », il fallait soulever le Caucase contre la Russie. Heureusement — écrit Grégoire Alexinsky, ancien député socialiste à la Douma — le révolutionnaire russe, un moment dupe de son recruteur, reconnut enfin à qui il avait affaire et réussit à s'échapper de ses mains. Il revint en Suisse et y révéla les perfidies et les gestes des pseudo-socialistes allemands.

« Lerôle de M. Parvus dans cette affaire, écrit Alexinsky, est encore plus vil que celui de M. Sudekum (1) ».

Et Grégoire Alexinsky complète le signalement et l'exécution de ce triste personnage dans la lettre suivante adressée à M. Pierre Renaudel et publiée par *l'Humanité* du 3 octobre 1915 :

Je lis dans l'Humanité d'aujourd'hui un filet consacré à Parvus et à sa revue Die Glocke. Je peux vous dire à ce propos que Parvus n'est actuellement qu'un agent provocateur à la solde des gouvernements turc et allemand.

Quant aux preuves, vous les trouverez dans les numéros 2 et 4 de mon journal hebdomadaire, la Russie et la Liberté.

J'y expose les faits concernant les louches tentatives de cor-

(1) GRÉGOIRE ALEXINSKY, *la Russie et la Guerre*.

ruption faites par Parvus auprès des réfugiés politiques russes, et j'y donne des preuves de ses rapports avec la police allemande.

Le rôle de Parvus est si vil que même le journal Nache Slovo (Notre Parole), publié actuellement à Paris par Trotzky, un ancien ami intime de Parvus, a publié, il y a quelques jours, une note avertissant les socialistes russes qu'ils doivent s'abstenir de toutes relations avec Parvus.

J'ajouterai encore que Parvus a créé dernièrement à Copenhague une « Société d'études sur les effets sociaux de la guerre », entreprise qui est plus que suspecte.

Les syndicalistes.

A côté de la social-démocratie, organisme purement politique, fonctionnent les syndicats, organismes plus particulièrement corporatifs et professionnels. Ils sont riches et nombreux. Ils groupent, en effet, plus de 2 millions de membres : 2 017 298 membres, si nous en croyons le rapport publié en fin 1911 par le secrétariat international des organisations syndicales. La Fédération du Bâtiment compte 300 000 membres ; celle de la Métallurgie, 500 000 ; celle des ouvriers des transports, 220 000, etc.

Forts de leur nombre et de leur discipline, étroitement unis à la social-démocratie, les syndicats allemands pouvaient donc, en juillet 1914, quand l'orage grondait, peser de tout leur poids en faveur de la paix. L'ont-ils tenté ? Ont-ils tenté dans les rues ou sur les places de Berlin des manifestations clamant « la guerre à la guerre », analogues à celles que tentait à Paris la C. G. T. ? Nullement. Pas plus qu'ils ne les avaient essayées dans les années précédentes, lorsque déjà des menaces de guerre avaient assombri l'horizon européen :

En janvier 1906 — écrit le syndicaliste français Victor Griffuelhes — au moment où chacun escomptait, à propos du Maroc, un conflit entre la France et l'Allemagne, le signataire de ces lignes fut mandaté par la Confédération générale du Travail pour aller à Berlin proposer l'organisation de démonstrations simultanées à Paris et à Berlin afin de permettre à la classe ouvrière de manifester son horreur de la guerre. Des délégués étaient mis à la disposition des camarades allemands pour prendre part à la démonstration de Berlin, et une demande

ferme de délégués allemands pour participer à celle de Paris était faite au nom de la Confédération générale du Travail.

Le délégué des syndicats français se heurta à Berlin à un refus, motivé, lui dit-on, par l'interdiction que fait la loi aux syndicats allemands de participer à des manifestations de ce genre..

Le délégué revint donc à Paris, rapportant un refus catégorique (1).

Au cours de ce voyage, V. Griffuelhes a constaté chez les syndicalistes d'outre-Rhin leur respect de l'ordre, leur souci de la hiérarchie, leur foi dans le kaiser.

Je me souviens, raconte-t-il, de deux faits significatifs.

Comme je visitais une exposition du travail à domicile, mon attention fut attirée par un superbe coussin qui s'étalait derrière une vitrine et sur lequel resplendissait une belle inscription en or. Je demandai ce que cela signifiait. On me répondit que c'étaient les mots : « Vive l'Empereur ! » Je ne pus m'empêcher de marquer ma stupéfaction...

Un autre fait, non moins caractéristique, est le suivant : Dans un banquet de clôture de la construction de je ne sais plus quelle église, les ouvriers du bâtiment qui y assistaient, et qui comptaient pourtant parmi les plus révolutionnaires de Berlin, ne purent s'empêcher, à la fin, de se lever et de pousser avec les autres le cri sacro-saint de : « Vive l'Empereur !... »

Voilà, si je ne me trompe, des actes qu'on obtiendrait difficilement des ouvriers français. Mais l'ouvrier allemand ignore ce que c'est que l'esprit libre et frondeur qui est notre marque distinctive, et il est toujours retenu par la crainte. Sa lourdeur d'esprit rend son action lourde, lente à s'exercer (2).

A la veille de juillet 1914 et durant toute la période de l'avant-guerre, il est visible que l'internationalisme des syndicalistes allemands s'évanouira immédiatement.

Dans l'organe officiel de la C. G. T., Jouhaux, secrétaire du Comité confédéral, déclare à ce sujet :

Si nous nous sommes toujours efforcés de répandre dans la classe ouvrière la haine de la guerre, c'est que nous étions confiants dans les sentiments internationalistes que les travailleurs allemands nous déclaraient professer.

(1) VICTOR GRIFFUELHES, *L'Action syndicaliste* (Marcel Rivière, édit., Paris, p. 57-58).

(2) ID., *Syndicalisme et socialisme, les caractères du syndicalisme français* (Marcel Rivière, édit., p. 56-57).

Mais, à vrai dire, cette confiance était bien un peu émoussée depuis quelque temps, puisque, à tous les coups de sonde tentés par la C. G. T. française en vue d'une entente sur ce point précis, les syndicalistes allemands avaient répondu de la façon la plus ambiguë.

Au fond de nous-mêmes, leur réponse apparaissait comme un faux-fuyant ; mais néanmoins nous persistions à espérer qu'à défaut des organisations syndicales, le parti socialiste s'employait et s'emploierait à rendre impossible un conflit entre les deux pays.

Les événements se précipitent : il importe de régler une action commune et rapide.

Le 25 juillet, le citoyen Jouhaux a, à Bruxelles, une entrevue secrète avec Legien, en présence du citoyen Mertens, secrétaire de la Commission syndicale belge, et du citoyen Dumoulin, de la C. G. T. Le citoyen Jouhaux pose à son coreligionnaire allemand les trois questions suivantes :

— *Que comptez-vous faire pour éviter la guerre qui se prépare?*

— *Etes-vous résolu à faire un mouvement?*

— *Nous sommes, pour notre compte, prêts à répondre à votre appel ou à marcher en même temps, si nous en décidons ainsi.*

A ces questions plusieurs fois posées, Legien, dit Jouhaux, ne fait aucune réponse. Jouhaux et Dumoulin quittent Bruxelles, convaincus que leur confiance dans la bonne volonté des organisations ouvrières allemandes était bien mal placée. « C'est alors, dit Jouhaux, que nous apparut le devoir qu'il nous restait à remplir. »

Tel est le récit, depuis rendu public, de cette entrevue, dont l'on conçoit l'importance (1).

La guerre déclarée, les gestes impérialistes du Gouvernement reçoivent l'approbation la plus formelle et l'appui le plus résolu des grands syndicats. La Commission générale des syndicats exerce une pression directe sur la fraction social-démocrate du Reichstag pour qu'elle accepte les crédits de guerre ; les Unions de syndicats de toute l'Allemagne mettent leurs Maisons du Peuple à la

(1) *La Bataille syndicaliste*, 26 septembre 1914.

disposition des autorités militaires et sanitaires ; les journaux les plus répandus de la presse corporative, notamment le *Grundstein* (l'organe du bâtiment) et le *Metallarbeiter* (organe des ouvriers syndiqués de la métallurgie), défendent « la haute justice de la cause allemande » et attaquent la bonne foi des autres nations (1) ; du début de la guerre au 31 octobre, c'est-à-dire dans le cours d'un trimestre à peine, les syndicats allemands versent aux chômeurs et aux familles de mobilisés l'impressionnante somme de 20 millions de francs (d'après la statistique publiée dans le numéro du 28 novembre 1914 de la *Correspondenzblatt*, organe de la Commission générale) ; par ces efforts gigantesques, destinés à soulager les misères engendrées par la guerre, les syndicats veulent empêcher l'éclosion de toute pensée, de tout sentiment de révolte au sein de la classe ouvrière.

Le pouvoir sait, d'ailleurs, rendre hommage à ce concours empressé et précieux des *Gewerkschaften*. Notabilités et ministres de l'empire vont, en grande pompe, visiter la Maison du Peuple, la Maison des Syndicats, la Maison Rouge, comme, en temps de paix, on la nomme. Le *Vorwaerts* du 17 novembre 1914 célèbre, en termes lyriques, la réception et énumère complaisamment les titres et qualités des visiteurs. Il y avait là, rehaussant du prestige de leur présence l'éclat de cette solennité : les ministres des Finances, de la Justice, du Commerce et de l'Intérieur, le premier bourgmestre de Berlin, le président du Reichstag et le président... de la Chambre des Seigneurs de Prusse.

Le *Vorwaerts* lui-même, étant une fois impartial, a à souffrir de l'intolérance militariste des syndicats. Il avait démenti, après enquête, de prétendues atrocités commises par les Alliés sur des soldats allemands en traitement dans des hôpitaux de France ou d'Angleterre. Le journal socialiste, ayant acquis la preuve que ces accusations ne reposaient sur rien, le disait net à ses lecteurs. Aussitôt, grande indignation dans le monde des dirigeants syndicaux à qui déplaisent cette mise au point et cette impartialité d'un moment. Ils adressent un blâme au journal socialiste et réclament son insertion. Ce blâme a été

(1) *L'Humanité*, 7 décembre 1914.

publié dans le *Vorwaerts* du 28 novembre 1914. Il est signé par Legien, secrétaire de la Commission générale des syndicats. En voici le texte :

Le Vorwärts, en rapportant les mauvais traitements subis par les blessés et les prisonniers allemands ainsi que les actes d'atrocité, a excusé en général la conduite de nos adversaires. Par contre, il a généralisé les erreurs commises en Allemagne par certaines personnes ou par des journaux isolés.

Le secrétaire de la Commission générale
des syndicats allemands,

K. LEGIEN.

Ce n'est pas le *Vorwaerts* seul qui est censuré. La Commission générale des syndicats vote encore un blâme aux quelques députés social-démocrates du Reichstag qui ne se sont pas joints à leurs camarades pour voter les crédits de guerre (1).

Lorsqu'en juin-juillet 1915 quelques dissidents — la « minorité », « l'opposition », comme on les a appelés — de la social-démocratie, Bernstein, Haase, Kautsky et C^{ie}, affectent quelques allures d'indépendance et paraissent s'élever contre toute politique d'annexion, ils sont vivement rabroués par les organisations syndicales qui leur reprochent de compromettre, par leurs tendances et leurs manœuvres « séparatistes », l'unité du parti social-démocrate. Du 5 au 7 juillet se réunit à Berlin une conférence des comités directeurs de tous les syndicats adhérents à la Generalkommission, et c'est à l'unanimité qu'elle adopte la motion suivante :

La conférence est d'avis que l'attitude prise par la très grande majorité de la fraction socialiste et du Parteiausschuss, aussi bien que par le Comité directeur du Parti, est la seule qui, pendant ce temps difficile, serve les intérêts de la classe ouvrière en général et des syndicats en particulier.

Les opinions défendues par les séparatistes sont en contradiction avec le caractère et l'action des syndicats ; leur réalisation constituerait le sacrifice de tout ce que les syndicats ont créé, comme de toutes leurs aspirations.

(1) *La Gazette de Cologne*, 23 mars 1915.

En février 1917 enfin, nous voyons les syndicalistes allemands approuver la guerre sous-marine. M. Gompers, le leader des organisations ouvrières des États-Unis, avait de Washington télégraphié à M. Karl Legien :

Ne pouvez-vous agir sur le gouvernement allemand pour l'amener à éviter une rupture avec les États-Unis et pour empêcher ainsi un conflit universel ?

M. Legien répond en ces termes à l'invitation de M. Gompers :

Le parti du travail allemand a, depuis le début de la guerre, dirigé ses efforts en faveur de la paix. Il est opposé à l'extension du conflit. Le refus d'entrer en négociations avec l'Allemagne au sujet de son offre sincère de paix immédiate, la continuation de la guerre cruelle d'affamement dirigée contre nos femmes, nos enfants et nos vieillards, le projet de destruction de l'Allemagne avoué franchement par nos ennemis ont provoqué une aggravation de la guerre. Une intervention de ma part n'a aucune chance de succès auprès du gouvernement, si l'Amérique n'amène pas l'Angleterre à renoncer à cette guerre d'affamement comme étant contraire aux lois internationales. J'en appelle aux travailleurs américains pour qu'ils ne se fassent pas les auxiliaires des fauteurs de la guerre en naviguant dans la zone de guerre et en contribuant par là à l'extension du conflit. L'Internationale ouvrière doit travailler inlassablement pour une paix immédiate (1).

Ainsi les syndicalistes d'outre-Rhin continuent à faire en toutes circonstances le jeu du gouvernement impérial : ils s'associent au chantage à la paix immédiate sous peine de piraterie et de brigandage.

Liebknecht et la minorité.

Quoi, nous dira-t-on, sur les 4 millions d'électeurs social-démocrates, sur les centaines de publicistes, de militants, d'orateurs que compte le parti, sur les 110 députés qui le représentent au Reichstag, il ne s'est trouvé personne pour se rappeler de l'internationalisme

(1) *L'Humanité*, 13 février 1917, 3^e p., 2^e col. ; *le Temps*, 13 février 1917, 4^e p., 2^e col.

proclamé dans les Congrès ! Il ne s'est pas trouvé une voix courageuse pour s'élever contre un impérialisme forcené qui a provoqué l'entr'égorgement de millions et de millions d'hommes dressés en pleine jeunesse et armés les uns contre les autres ! Il ne s'est pas trouvé chez tous ces rabâcheurs des formules et des versets de l'Évangile selon saint Karl Marx quelqu'un qui se souvienne de l'appel du *Manifeste communiste* à l'union des prolétariats de tous les pays !

Pas tout de suite. Mais au bout de quelques mois de guerre, une minorité paraît se former au sein de la social-démocratie — oh ! bien faible, bien timide et bien hésitante, — qui se décide à voter contre les crédits et à s'élever contre la politique d'annexions acceptée et défendue par l'ensemble du parti.

Si faible que soit cette minorité, si dénuée d'influence qu'elle soit sur les masses ouvrières allemandes, nous voulons rappeler impartialement les divers gestes par lesquels elle s'est manifestée :

a. Karl Liebknecht, d'abord seul, vote contre les crédits (2 décembre 1914) ;

b. Le 19 juin 1915, Bernstein, Haase et Kautsky publient dans la *Leipziger Volkszeitung* un manifeste contre la politique annexionniste ;

c. Le 20 décembre 1915, dix-neuf députés votent contre les crédits ;

d. Le 6 avril 1916, Haase prononce au Reichstag un discours où il se déclare contre les annexions et pour l'indépendance de la Belgique, où il réclame une paix aussi prochaine que possible et où il conclut en invoquant et en commentant la dernière phrase du Manifeste de Marx et d'Engels : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! Unissez-vous pour le but élevé de mettre fin à la guerre par la paix désirée depuis si longtemps ! »

Les socialistes français qui sont allés aux conciliabules de Zimmerwald et de Kienthal, ceux à qui les événements n'ont rien appris, ceux qui sont pressés, sous prétexte d'Internationale, de reprendre, dès le lendemain de la guerre et même pendant la guerre, les relations d'hier avec la social-démocratie teutonne, ont beaucoup insisté sur la valeur de la « minorité », sur la portée de ses actes et de ses manifestations. Ils trouvent en elle la preuve du

« réveil de conscience », de « l'examen de conscience » qui se poursuit au sein du socialisme allemand.

N'exagérons rien.

En réalité, la différence entre « majoritaires » et « minoritaires » n'est point telle qu'en France on se la figure volontiers. Elle porte moins sur la politique générale que sur l'interprétation donnée dans la suite au scrutin du 4 août 1914. Ce scrutin-là, les uns et les autres l'approuvent, continuent à l'approuver.

Dans une interview publiée par le *Social-Demokraten* de Christiania et reproduite par *l'Humanité*, le député au Reichstag Simon, membre de l'Union internationale des cordonniers, montre très bien à quelles nuances de détail se réduisent les divergences entre minorité et majorité :

Quand la guerre a éclaté, le groupe socialiste du Reichstag, à part un petit nombre d'exceptions, considérait que les crédits de guerre devaient être accordés, puisqu'une invasion russe menaçait l'empire allemand. Mais nous avons unanimement demandé, dès ce moment-là, dans la déclaration bien connue du 4 août 1914, que la paix fût procurée aussitôt que les frontières seraient garanties et l'adversaire disposé à la paix.

La différence entre la majorité et la minorité consiste principalement en ceci que, selon l'avis de la minorité, les conditions sous lesquelles nous avons accordé les crédits sont obtenues. Car les frontières sont garanties. Mais l'adversaire ne s'est pas jusqu'ici déclaré disposé à conclure la paix. Et c'est pourquoi la majorité estime que les crédits doivent continuer à être accordés.

La minorité pense, au contraire, que le Gouvernement allemand, dans la situation militaire actuelle, peut, sans rien céder et sans que cela puisse être considéré comme une faiblesse, faire des propositions concrètes de paix (1).

Et dans une interview de Karl Liebknecht publiée par le *Social-Demokraten* de Stockholm, le député de Potsdam estime que l'unité du parti socialiste allemand ne saurait être ébranlée par les polémiques qui se sont produites. « Ces divergences, dit-il, sont dues à des circonstances passagères. » Mais la minorité dont fait partie Liebknecht ne songe nullement à créer un parti séparé. Les intérêts économiques du prolétariat exigent le maintien

(1) *L'Humanité*, 4 mars 1916, p. 1.

de l'unité. Au surplus cette minorité est absolument hétérogène et ses membres refusent les crédits de guerre pour des motifs divers et presque contradictoires. Aussi l'unité de la social-démocratie allemande restera intacte (1).

Donc, entre majoritaires et minoritaires, divergences bénignes, beaucoup plus apparentes que réelles.

Puis, en ce qui concerne Bernstein, Haase et Karl Kautsky, remarquons :

1^o Que, de leur propre aveu, ces trois protestataires ne sont qu'une minorité impuissante, que des exceptions au sein de leur puissant parti ;

2^o Que, sur 110 députés social-démocrates, il n'en est que deux seulement qui ont donné leur adhésion au manifeste anti-annexionniste (Kautsky n'étant pas député) ;

3^o Que les trois signataires ont été, dès le lendemain de leur publication, désavoués par les membres du Comité directeur du Parti, qui ont accusé les rédacteurs du manifeste de mettre en danger l'unité du Parti ;

4^o Que Haase est peu qualifié pour s'élever aujourd'hui contre la politique impérialiste, attendu que c'est lui qui, à la séance du Reichstag du 4 août 1914, est précisément intervenu pour justifier le vote des crédits ; que c'est lui encore qui, à la séance du 2 décembre 1914, justifia le vote des nouveaux crédits ;

5^o Que Bernstein a également voté les crédits tant à la séance du 4 août qu'à celle du 2 décembre 1914 ;

6^o Que si Kautsky n'a pas — puisque pas membre du Reichstag — voté les crédits, il n'en mérite pas moins le même reproche, car il assistait à la réunion du groupe social-démocrate qui a précédé la réunion de l'assemblée et décidé le vote des crédits ;

7^o Qu'enfin le même Kautsky a eu le cynisme, au début de la guerre, d'écrire que la victoire de l'Allemagne serait « l'affranchissement de la Pologne, de la Finlande et de l'Égypte » (2). (Comme si l'Allemagne avait jamais affranchi un seul peuple opprimé !)

Faut-il attribuer une importance plus grande au vote

(1) *Le Temps*, 28 février 1915, p. 2.

(2) Cité par CH. ANDLER (*La Guerre sociale*, 26 décembre 1915).

des 19 députés social-démocrates repoussant, en décembre 1915, les nouveaux crédits demandés par le Gouvernement?

Evidemment, ce vote marque une légère fissure dans l'union sacrée en Allemagne. Il témoigne du désenchantement qui, lentement, mais sûrement, gagne les masses allemandes. On est au bout de dix-sept mois de guerre. Dix-sept mois d'espérances ardentes et presque fébriles, puis d'attente anxieuse et d'efforts rudes, au bout desquels le peuple germanique n'entrevoit que de nouveaux sacrifices en face de chances de victoire de moins en moins grandes, ont ébranlé la robuste confiance teutonne. Paris, Londres, Pétrograd, la paix rapide et triomphante, les terres nouvelles : promesses qui avaient affolé la nation de proie, s'éloignent et se dissipent comme des mirages. L'armée s'épuise. De furieuses et meurtrières attaques accumulent les hécatombes et demeurent sans résultat. Dans les cités allemandes, les femmes stationnent tristement durant de longues heures devant les boutiques pour obtenir à des prix élevés la viande, le beurre, le pain et tous ces produits alimentaires que le rationnement attribue parcimonieusement à la population civile. Les ouvriers souffrent. Seuls les riches peuvent se procurer les produits nécessaires. Le nombre de ceux qui ont faim croît chaque jour et un mécontentement incontestable s'étend.

C'est de ce mécontentement que le vote négatif des dix-neuf et le discours de Hugo Haase (le 6 avril 1916) sont des indices ; et, disant cela, nous n'affaiblissons point le sens ni ne diminuons de parti pris la valeur de cette double manifestation parlementaire.

Mais de ce qu'un cri de désenchantement et de détresse, ou même, si l'on veut, de vérité et de franchise irritée, a été proféré par le député Haase ; de ce que 19 députés, dans un scrutin, songent, peut-être un peu tard, aux responsabilités encourues et voudraient dégager la leur propre, s'ensuit-il qu'il faille saluer le retour au bercail de l'Internationale ouvrière des brebis égarées, des brebis qui l'avaient volontairement déserté? Vraiment, c'est apporter au pardon en faveur de M. Haase et de ses pareils une hâte excessive et incompréhensible ; et il n'est point permis de faire aussi promptement l'oubli et

de passer si bénévolement l'éponge sur les gestes, les injures et les crimes.

Leur conscience s'est-elle réveillée? M. Haase et les 18 social-démocrates qui se joignent à lui dans leur vote contre les crédits ont, dès le début, donné au militarisme et à l'impérialisme allemand un blanc-seing complet, absolu ; ils ont voté tous les crédits demandés. Ils affectent de protester plus tard. Trop tard ! Trop tard pour se laver les mains comme Ponce-Pilate !

Qu'ils constituent au Reichstag un commencement, un premier noyau d'opposition à la politique de M. de Bethmann-Hollweg, nous enregistrons le fait, sans exagérer d'ailleurs l'importance de cet événement. Mais que ces députés, hier encore servilement couchés, veuillent nous faire croire tout à coup à la sincérité de leurs nouvelles opinions, non, ils abusent de la naïveté qu'ils nous prêtent. Leurs convictions alternatives ne doivent tromper personne en France. Elles ne tromperont que ceux qui veulent absolument être dupes ou complices (1).

Mais il y a Liebknecht, le noble et pur Karl Liebknecht, digne fils du vieux Wilhelm !

Hélas ! quand, le 2 décembre 1914, il refuse, le premier, de s'associer à un vote de crédits, le spectacle est plutôt piteux. Petit, chétif, émacié, malin, d'une voix nasillarde, pareille au bruit d'une girouette mal graissée, il tente une protestation qui se perd aussitôt dans l'hilarité générale ou dans les : *Heraus!* (dehors, à la porte !) de la presque unanimité. Du chancelier à Sudekum, tous le rabrouent et le bafouent.

(1) L'élection qui a eu lieu le 15 octobre 1916 à Heidenheim, en pleine circonscription socialiste, pour remplacer le député à la Diète wurtembergeoise décédé, a permis de mesurer les forces respectives de la majorité et de la minorité.

Les « partis bourgeois » ont respecté la « trêve des camps », et, puisque l'ancien député était socialiste, ils ont renoncé à poser une candidature. La « trêve des camps » a cependant été « violée » par le groupe des socialistes de l'opposition wurtembergeoise, qui a posé la candidature d'un de ses chefs, l'ancien rédacteur de la *Schwäbische Tagwacht* à Stuttgart, Crispin, qui était en prison, mais qui a obtenu la permission d'aller soutenir sa candidature.

Les éléments bourgeois s'abstenant de toute participation à l'élection, sur 9 169 électeurs inscrits, 1 400 seulement ont voté. De ces 1 400 voix, la grande majorité, 1 230, sont allées au candidat du vieux parti social-démocrate, le menuisier Benz, de Heidenheim, et 170 seulement à Crispin.

Manifestation puérile et sans portée, qui, au loin même, ne saurait faire illusion.

Cependant, chez quelques socialistes français, l'intervention de Karl Liebknecht provoque une explosion d'enthousiasme. Et sous le titre : *Bravo, Liebknecht!* M. Renaudel s'écrie :

Enfin, voici la parole attendue des cœurs socialistes de France. Vois-tu, Liebknecht, ils souffraient tous, les nôtres, de penser que nul ne s'était levé là-bas pour percer le voile d'hypocrisie avec lequel le militarisme impérial prétendait couvrir la monstrueuse agression contre la faible Belgique, contre la France pacifique.

Voici la parole libératrice, claire, haute et pure...

Ta voix déjà n'est plus seule, isolée. On ne l'étouffera plus (1).

Quoi? La seule parole de Karl Liebknecht, « libératrice, claire, haute et pure », suffirait à réveiller la conscience socialiste allemande! Liebknecht serait l'agneau de Dieu dont le geste suffirait à effacer les péchés de tout le monde germanique!...

Mais jusqu'au 2 décembre 1914, c'est-à-dire pendant les premiers mois de la guerre, quelle a donc été son attitude?

Dans les premiers jours d'août 1914, les divers journaux européens répandent avec persistance le bruit que Karl Liebknecht a été fusillé — en même temps que Rosa Luxembourg était emprisonnée — pour son opposition à la guerre. On prépare ainsi le rôle de héros qu'on va lui faire jouer un peu plus tard.

Puis l'on apprend que le bruit de son exécution était sans fondement et qu'il est en parfaite santé. Il est si bien vivant que, le 4 août 1914, il vote au Reichstag les crédits pour la guerre. Il est si bien vivant et si bien portant qu'en septembre 1914, quelques jours après le passage des hordes allemandes, il se rend en Belgique. Comment? Bien entendu, avec l'agrément de l'autorité militaire qui occupe et asservit le pays. Il se rend à la Maison du Peuple — comme l'a raconté dans *l'Humanité* le socialiste belge Dewinne, et là, s'adressant aux militants, « il

(1) *L'Humanité*, 12 décembre 1914, 1^{re} p.

insiste beaucoup pour que le Parti ouvrier belge s'efforce de faire reprendre le travail ». Tout cela n'est point particulièrement héroïque.

Nous dira-t-on que peu à peu l'attitude de Liebknecht — qui, en août et septembre 1914, ne témoignait d'aucune hostilité à l'égard du Gouvernement impérial — s'est modifiée? Nous dira-t-on qu'en se prolongeant, la guerre lui a ouvert les yeux, que l'adhésion à la politique du 4 août 1914 a fait place à la lutte directe et ouverte contre l'empire, qu'après avoir voté contre les demandes ultérieures de crédits, il a, le 1^{er} mai 1916, voulu manifester pour la paix et que cette tentative de manifestation lui a coûté une condamnation à quatre années d'emprisonnement prononcée par un conseil de guerre?

Soit, ne retenons que le geste de révolte de Liebknecht (1). Mais ce qu'il importe de se demander, c'est quelle est en Allemagne la répercussion de ce geste, comment il y est interprété, s'il y est pris au sérieux et susceptible d'y créer une agitation populaire quelconque.

M. von Liszt, professeur à l'Université de Berlin, député au Reichstag, l'un des chefs de la fraction libérale progressiste, déclare : « Le député Liebknecht, qui ne se leva pas de son siège lors du vote des crédits, a par ce fait

(1) En mars 1915, un journaliste français se trouvant à Leysin, station climatérique près de Lausanne, y rencontra M^{me} Karl Liebknecht et en profita pour interviewer la femme du leader socialiste, socialiste elle-même et d'origine russe. Si nous en croyons les termes de cette interview, qui n'a pas été démentie, M^{me} Karl Liebknecht n'aurait pas la France en très haute estime. Voici les principaux passages de l'interview :

« Pouvions-nous un moment supposer qu'un peuple aussi immoral et aussi corrompu résistât aussi longtemps à nos armées bien disciplinées. Mon mari s'en étonna l'un des premiers. Leur amour du pacifisme, prédisait-il en parlant des Français, les amènera à désarmer devant notre offensive victorieuse.

« Les yeux levés au ciel, semblant prendre à témoin le vieux bon Dieu allemand, M^{me} Liebknecht murmure :

« — On en arrive maintenant à désespérer : la lutte devait être courte et elle se prolonge, ... se prolonge...

« Et comme j'acquiesce, peut-être un peu trop fortement, vivement elle se ressaisit :

« — Oh ! mais, ce n'est pas fini, s'écrie-t-elle. Nous n'avons pas encore dit notre dernier mot. Hindenburg sera bientôt sur le front français, et l'on verra. » (*Les opinions de M^{me} Liebknecht*; *le Matin*, 21 mars 1915, 1^{re} page.)

commis un véritable suicide politique (1) ». Le baron von Richshofen, député et conseiller d'ambassade, fils de l'ancien ministre des Affaires étrangères, considère « qu'on ne saurait attribuer une importance quelconque à l'affaire Liebknecht (2) ». Opinions bourgeoises, opinions intéressées ou hostiles? objectera-t-on. Voici une opinion social-démocrate, celle de Georges Weill. Selon lui, l'opposition de Liebknecht n'autorise aucune espérance : « Je n'ai nullement, dit-il, l'impression que Liebknecht et les siens veuillent rechercher dans la crise actuelle l'intérêt démocratique et par suite l'intérêt révolutionnaire de leur pays et de l'Europe. Je crains beaucoup qu'ils ne se bornent à dire que toute guerre étant le produit de l'antagonisme capitaliste doit être combattue par les socialistes, mettant ainsi sur le même plan l'attitude du socialisme allemand et celle du socialisme français. Actuellement je n'ai pas besoin de vous dire que cette manière d'argumenter est trop simpliste pour pouvoir être démocratique — ou même seulement vraie (3) ».

Lorsque, dans les premiers jours de mai 1916, la Commission du règlement du Reichstag examine la demande d'autorisation de poursuites contre Liebknecht, quels sont les arguments invoqués par les deux orateurs social-démocrates qui demandent le maintien de l'immunité parlementaire pour leur collègue? C'est, d'une part, que la propagande « hystérique » de Liebknecht est dépourvue de toute portée ; c'est, d'autre part, que Liebknecht est une personnalité « ridicule », digne surtout de commisération :

Les deux orateurs social-démocrates — écrit à l'Humanité son correspondant particulier d'Allemagne — cherchèrent à sauver Liebknecht. Le premier dit que ce n'était nullement par sympathie pour Liebknecht, mais par la nécessité de protéger, moins la personne de Liebknecht que les droits du Reichstag. La demande social-démocrate ne cherche du reste pas à soustraire complètement Liebknecht à la punition, mais à protéger les membres du parlement pendant la session. La « propagande hystérique » du D^r Liebknecht ne ferait, d'après

(1) IBANEZ DE IBERO, *Enquête en Allemagne* (Echo de Paris, 17 mars 1915).

(2) *Ibid.*

(3) *Le Temps*, 11 avril 1915, 2^e p.

cet orateur social-démocrate, aucune impression sur le peuple. Le deuxième orateur social-démocrate s'efforça de faire de Liebknecht une personne ridicule et demanda sa libération pour cette raison... (1).

Enfin quand la condamnation prononcée par le conseil de guerre frappe le député de Potsdam (23 août 1906), provoque-t-elle quelque émotion dans les couches populaires de l'Allemagne? Quoi! à cette heure, les difficultés de la situation commencent à se faire sentir cruellement et la classe ouvrière allemande est durement éprouvée; sur le front, c'est l'échec de Verdun et c'est la défaite de la Somme; à l'intérieur, la vie est hors de prix. Bref, les sujets de mécontentement abondent. Si Liebknecht est populaire, si son attitude d'hostilité à la guerre et à l'empire lui vaut les sympathies de la foule, la condamnation rigoureuse de cet ami du peuple ne va-t-elle pas être le signal de la révolte? Point. La masse demeure indifférente aux gestes et au sort de Liebknecht, insensible et inerte. *L'Humanité* elle-même, dans ses correspondances de l'étranger, reconnaît la soumission, la passivité, la veulerie du prolétariat allemand. Son correspondant vitupère « la masse allemande ». Il s'écrie : « Et la masse allemande se tait ! Oui, se tait ! » Il ajoute : « Cette masse se taira-t-elle toujours ? » Il avoue qu'il n'en sait rien ; au fond, il a peu confiance. Peu s'en faut qu'il ne méprise un pays si dépourvu « de traditions révolutionnaires » (2). Et ainsi apparaît bien ce fait que l'on chercherait en vain, pour des raisons politiques, à constater en France, c'est que le peuple allemand marche, non avec Liebknecht et les quelques dissidents de la social-démocratie, mais avec le kaiser et les hobereaux ; c'est que, comme eux, il a voulu la guerre et la veut profitable à l'Allemagne.

Au cours des combats sur la Somme en septembre 1916, parmi les prisonniers ramenés par nos troupes, se trouve un sous-lieutenant du 244^e régiment saxon de réserve, Goldschaag, qui était, avant la mobilisation, rédacteur au journal social-démocrate de Chemnitz, la *Chemnitzer*

(1) *Le cas de Liebknecht devant le Reichstag (L'Humanité, 14 mai 1916).*

(2) *L'Humanité, 25 août 1916; lettre de son correspondant signée Homo.*

Volksstimme. Interrogé, peu de temps après sa capture, par un « camarade » de *l'Humanité*, le lieutenant et militant social-démocrate Goldschaag s'exprime ainsi sur le compte de Karl Liebknecht : « Il est difficile de le prendre au sérieux (1) ».

C'est ce qu'avaient déjà déclaré les deux députés social-démocrates qui avaient demandé au Reichstag le maintien de son immunité.

C'est l'opinion courante dans la social-démocratie et en Allemagne : Karl Liebknecht n'est pas pris au sérieux.

D'une façon générale, quel que soit le degré de sincérité que l'on concède aux minoritaires de la social-démocratie allemande — qui, tous, il ne le faut point oublier, faisaient partie de l'unanimité enthousiaste et frénétique du 4 août 1914 — il est difficile d'attribuer quelque importance au rôle qu'ils jouent ou sont appelés à jouer au sein de l'empire allemand. Ceux-là ou s'illusionnent follement ou s'efforcent de tromper volontairement l'opinion, qui, en France, considèrent la naissance de « la minorité » comme la preuve d'un réveil prolétarien de l'autre côté du Rhin. Il ne s'agit que d'une minorité infiniment timide, qui veut bien invoquer quelques formules de l'Internationale, mais qui ne veut pas risquer une sécession et que les avertissements du Comité directeur rendent prudente.

Le gouvernement impérial permet aux « minoritaires » une agitation toute de surface ; sa censure tolère les polémiques de presse entre la majorité et la minorité, qui, par la contradiction, stimulent le zèle gouvernemental de la première. C'est qu'aux yeux du Gouvernement cette minorité est sans danger. Ses ardeurs n'ont rien de subversif : et si elles devenaient trop bruyantes, il lui serait facile de les modérer.

D'autre part, cette opposition soi-disant socialiste au sein de l'empire a son utilité. Les minoritaires sont des *agents de liaison* tout indiqués avec les éléments socialistes étrangers qui continuent à caresser leur utopie et rêvent de reconstitution de l'Internationale. La majorité des Scheidemann, des Sudekum, des Heine et des David,

(1) *L'Humanité*, 14 septembre 1916 ; *Déclarations d'un socialiste allemand fait prisonnier sur la Somme*, 1^{re} p., 4^e col.

votant, d'accord avec tous les partis bourgeois, les crédits pour la continuation de la guerre et réclamant avec eux des annexions territoriales, est démonétisée à l'étranger ; elle est suspecte aux socialistes des nations qui portent le poids de l'invasion teutonne. Les dissidents, eux, servent à entretenir les illusions de ceux d'entre les socialistes alliés dont les yeux ne sont pas encore desillés (1). Même si, ce qui est douteux, leur action n'est guidée que par le sentiment de leur intérêt personnel, elle n'en répond pas moins, à merveille, aux vues de la Wilhelmstrasse qui, depuis le début de la guerre, s'efforce de détruire le bloc des résistances ennemies en entamant les partis politiques les plus accessibles aux influences internationales.

(1) C'est ainsi qu'en 1915 et 1916, dans les réunions du parti socialiste unifié français, ceux de ses membres qui ont insisté pour la reprise immédiate des relations internationales, c'est-à-dire des relations avec les socialistes allemands, ont appuyé leurs propositions sur l'existence et l'attitude de la « minorité » allemande.

CHAPITRE IX

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE AUTRICHIENNE

La social-démocratie autrichienne est tout infestée, pourrie de pangermanisme.

Son chef, Victor Adler — un petit homme à lunettes et à physionomie simiesque, qui, depuis 1889, s'agite, frétille, péroré, intrigue dans tous les Congrès internationaux — est Prussien jusqu'aux moelles. Et chez lui le pangermanisme n'est pas une maladie récente. Déjà, en 1882, signataire du fameux *programme de Linz*, il voulait inscrire dans les constitutions mêmes des deux empires, comme une institution permanente, l'intime alliance austro-allemande.

Dans tous les Congrès, social-démocrates allemands et social-démocrates austro-hongrois ne font qu'un bloc, émettent les mêmes votes, baragouinant le même charabia marxiste. Par suite, l'attitude des social-démocrates d'Autriche vis-à-vis de la guerre ne se distingue point de celle des social-démocrates d'Allemagne.

Responsabilités du socialisme autrichien.

Les social-démocrates autrichiens n'ont pas, comme leurs « kamarades » de Berlin, attendu le 4 août ; ils n'ont pas attendu les déclarations mensongères de M. de Bethmann-Hollweg pour fouler aux pieds les dogmes et les décisions de l'Internationale. Ils étaient renseignés. Depuis le drame de Serajevo, ils suivaient, pas à pas,

le cours précipité des événements et ils se rendaient parfaitement compte de la responsabilité encourue, dans la crise, par le Gouvernement austro-hongrois.

C'est ainsi que, le 24 juillet, lorsqu'est livrée au public la note de l'Autriche au Gouvernement serbe, cette note scélérate et provocatrice dont M. Jaurès déclare qu'elle est « calculée pour humilier à fond le peuple serbe ou pour l'écraser » (1), l'*Arbeiter Zeitung* ne peut pas ne pas y voir une menace de guerre, une provocation à la guerre et il met directement en jeu la responsabilité du comte Berchtold :

Nous voudrions, écrit-il, demander au comte Berchtold et à tous les hommes responsables de cette note, si, vraiment, ils croient que la Serbie puisse faire droit à ces demandes. Car s'ils ne le croient pas, ils n'ont pas formulé ces demandes pour que la Serbie les accepte, mais les ont faites telles, les ont rédigées avec cette dureté sans exemple pour que la Serbie ne les accepte pas. A chaque paragraphe de cette note de Berchtold, on croit apercevoir du sang... Ses auteurs ne pourront pas se soustraire à leurs responsabilités. ■

Eh quoi ! si déjà la responsabilité des gouvernants autrichiens est à ce point évidente, si la social-démocratie autrichienne a devant elle des hommes d'Etat, des diplomates, des ministres, dans les mains desquels l'on entrevoit déjà des reflets de sang, elle va se dresser, s'insurger contre ces hommes de sang ; elle va leur signifier qu'elle se refuse à les suivre dans leurs desseins monstrueux de proie et de carnage !... Car la considération d'ordre national, le prétexte pour supporter passivement la préparation à la guerre et ensuite y adhérer ouvertement sous prétexte de défense nationale, ce prétexte n'existe point pour les social-démocrates d'Autriche-Hongrie. Celle-ci est un Etat, une agglomération chaotique de peuples, de nationalités, de races ; elle n'est point une nation dont tous les membres sont liés entre eux par la communauté de la langue, des traditions, des aspirations, des coutumes et des mœurs. Il en résulte pour les social-démocrates une liberté de conduite et d'attitude, qu'ils peuvent mettre à profit contre la tyrannie de la monarchie féodale des Habsbourg. Mais non !

(1) *L'Humanité*, 26 juillet 1914.

Le lendemain 25, l'*Arbeiter Zeitung* publie une sorte de manifeste qui porte cette signature : *les députés socialistes allemands en Autriche*. Et le ton change. Sous le prétexte que le peuple autrichien n'est pas admis à discuter de la guerre ou de la paix, les auteurs du manifeste se lavent les mains du sang qui sera versé. Et alors que la veille ils n'hésitaient pas à reconnaître les responsabilités du comte Berchtold, les voici maintenant qui dénoncent la culpabilité de la Serbie :

Nous, les social-démocrates, les représentants du peuple laborieux, nous ne fermons pas les yeux aux graves torts des gouvernants serbes à l'égard de l'Autriche. Par nos conceptions philosophiques qui s'opposent à d'iniques violences, nous condamnons l'assassinat de Serajevo et aussi tous ceux qui en ont été les complices. Nous reconnaissons que l'Autriche-Hongrie est dans son droit, quand elle exige du Gouvernement serbe qu'il poursuive les complices de l'attentat devant les tribunaux ; nous comprenons que l'Autriche-Hongrie demande à la Serbie des garanties, qu'on mette fin à l'agitation souterraine contre la sécurité et la tranquillité des Etats qui composent l'empire d'Autriche, que le mouvement de séparation cesse d'être toléré et favorisé par le Gouvernement serbe.

Et plus loin :

Le peuple n'est pas admis à décider de la guerre ou de la paix. Le Parlement par lequel il agit et par lequel il parle est muet. On a mis des chaînes à la liberté politique dans les réunions et dans la presse... Nous déclinons toute responsabilité dans cette guerre ; solennellement nous en rejetons le poids sur ceux qui, de ce côté-ci et de l'autre, l'ont provoquée et ont voulu la déchaîner...

Trois jours plus tard, lors de la réunion du Bureau socialiste international, à Bruxelles, le 29 juillet 1914, alors que les dangers de guerre crèvent les yeux et que se manifestent les intentions violemment belliqueuses de l'Autriche, Victor Adler n'hésite pas à proclamer que l'idée de la guerre contre la Serbie est très populaire en Autriche, que le peuple autrichien voit dans cette guerre le moyen de renforcer la cohésion de l'empire dualiste et qu'il sera impossible à la social-démocratie autrichienne de remonter le courant chauvin et guerrier. Il conclut en demandant qu'en raison des circonstances le Bureau

accorde un vote de confiance aux camarades autrichiens et s'efforce d'obtenir, de la part des pays directement intéressés dans le conflit, une pression sur leurs Gouvernements respectifs pour éviter des complications internationales. Enfin, Adler déclare que l'on doit renoncer à la tenue du Congrès socialiste international annoncé à Vienne.

Nemec, délégué tchèque à Bruxelles, confirme la thèse d'Adler (1).

C'est ce que M. Jean Longuet, présent à Bruxelles et rendant compte aux socialistes parisiens de la réunion du Bureau international, traduit en ces termes : « Adler a montré que les socialistes autrichiens avaient fait tout ce qui leur était humainement possible dans ce sens (le maintien de la paix) sous un régime d'autocratie dont les premières mesures militaires étaient dirigées contre les socialistes autant que contre les Serbes » (*sic*) (2).

Plus les événements se précipitent, plus le courant se déchaîne, plus les socialistes austro-hongrois font chorus avec les éléments les plus belliqueux et portent de l'eau au moulin du nationalisme et de l'impérialisme.

Quelles sont les raisons de cette attitude? Et d'où vient cette impuissance avouée à Bruxelles par Victor Adler sans la moindre hésitation?

Comment! Adler et ses amis n'ont cessé de proclamer l'accroissement continu, la force chaque jour grandissante de la social-démocratie autrichienne! Celle-ci s'enorgueillit de ses 90 députés au Reichsrath, de son million et demi d'électeurs, de ses organisations syndicales dociles au mot d'ordre socialiste. Et c'est ce parti qui se reconnaît lui-même incapable d'exercer sur le Gouvernement et sur les destinées de son pays la moindre action efficace!

C'est, à vrai dire, que la social-démocratie autrichienne constitue surtout une façade magnifique, mais non un organisme vigoureux, agissant, capable à l'occasion d'une initiative hardie. Pas plus que le socialisme allemand, le

(1) Ces renseignements sur l'attitude d'Adler ont été fournis par le délégué espagnol, M. Fabra Ribas, à M. La Chesnais qui les a publiés avec son autorisation dans son étude sur *Le groupe socialiste du Reichstag et la déclaration de guerre*, p. 23.

(2) Discours de M. Jean Longuet à la réunion de la Fédération socialiste unifiée de la Seine, le 2 août 1914, salle Wagram (*L'Humanité*, 3 août 1914).

socialisme autrichien n'a le ressort d'une tradition révolutionnaire. Quant à son action parlementaire, elle est restreinte, figée, enlisée dans le maquis d'une bureaucratie compliquée.

Dans une brochure publiée en 1915, un socialiste tchèque, résidant à Paris, E. Belsky, a très justement mis en relief ce point de vue :

Ce fut peut-être pour la première fois que le socialisme autrichien eut conscience de son impuissance complète. Jusque-là, il s'était plu à contempler ses propres rangs, à calculer le chiffre de ses députés, de ses électeurs, de ses organisations, à vanter sa puissance organisatrice et feindre de prendre au sérieux ses menaces au Gouvernement et à s'employer même, au besoin, pour un coup de force, si l'on voulait déchaîner la guerre. Mais, en vérité, sa force était toujours des plus minimes.

Par la force des choses, le socialisme, en tant qu'expression la plus parfaite du démocratisme, ne peut avoir que très peu d'influence là où règnent l'absolutisme caché, la bureaucratie stupide et bornée, la violation continue des droits des nationalités. A vrai dire, les socialistes autrichiens devenaient pas à pas gouvernementaux, puisqu'ils voulaient à tout prix forcer l'évolution du parlementarisme autrichien, pour donner une nouvelle base à un Etat qui, par son fondement, était impuissant à vivre ; ils étaient trop attachés au Parlement qui était un jouet dans les mains des bureaucrates ; ils s'acharnaient à sauver l'Autriche, en s'efforçant de maintenir l'organisation constitutionnelle actuelle et en cherchant à y apporter quelques remaniements, afin d'apaiser un peu les luttes nationales. Ils avaient du succès dans les masses. Pour le maintenir, ils avaient besoin de la tribune parlementaire. Le Parlement ne travaillait pas. On y faisait des scènes, du bruit, du tapage ; on y discutait bien quelques projets, mais on ne réalisait rien. Pour maintenir la confiance des masses socialistes, il fallait bien au moins leur présenter quelques discours, un succès quelconque apparent, fût-il le plus superficiel.

C'est ainsi que les hauts bureaucrates de Vienne tenaient en mains tous les députés socialistes. Puisque les socialistes avaient besoin du Parlement pour maintenir la confiance de leurs masses, ils devaient donc rester dociles aux ordres du Gouvernement. Ils s'y pliaient, ils étaient sans influence ; ils y jouissaient de peu de respect, et après huit années de travaux parlementaires, on n'a pu s'apercevoir d'un seul signe de leur véritable influence dans la structure intérieure de l'Etat (1).

(1) E. BELSKY, *Le socialisme autrichien et la guerre* (brochure publiée par le groupe socialiste tchèque *Egalité* de Paris), p. 8.

L'impuissance de la social-démocratie autrichienne vis-à-vis de la guerre tient donc à son impuissance générale, organique pourrait-on dire. Au lieu de se dresser contre la monarchie des Habsbourg à l'état de fièvre et ardente opposition, elle en est prisonnière. Elle demeure inerte et veule.

Et puis, son attitude a encore une autre raison. Du haut de sa culture germanique, de son marxisme orthodoxe et intégral, elle n'a que mépris pour les Slaves, ses inférieurs ; elle a horreur de ces Serbes qui se piquent d'avoir de vieilles traditions historiques et se permettent d'avoir des aspirations nationales.

Ils (les social-démocrates autrichiens) n'aimaient pas les Serbes, dit encore l'auteur socialiste que nous venons de citer, parce que les Serbes étaient vraiment « insupportables » avec leur impétuosité dans l'exécution de leurs plans politiques contre l'Autriche et leur foi inébranlable dans l'unification du peuple serbe tout entier, ce qui aurait évidemment menacé l'intégrité de la monarchie. A ce point de vue, les socialistes autrichiens étaient toujours conservateurs acharnés... (1)

Cela éclaire la suite des événements.

Les articles de l' « Arbeiter Zeitung ».

Bien que la Serbie ait désavoué et blâmé l'attentat de Serajevo dans lequel le Gouvernement serbe n'était pour rien, bien que la Serbie, en réponse à l'ultimatum autrichien, ait, sur les conseils de l'Angleterre, de la Russie et de la France, consenti aux concessions les plus étendues et aux sacrifices d'amour-propre les plus douloureux, c'est elle qui est coupable. Et bien que la Russie, d'accord avec le Gouvernement britannique et le Gouvernement français, soit intervenue en faveur de la paix, bien que le tsar ait personnellement proposé de soumettre le conflit austro-serbe localisé à l'arbitrage de la cour de La Haye, c'est la Russie, aussi, qui est coupable ; c'est elle qui veut la guerre. Telle est la thèse soutenue par le socialisme autrichien.

(1) *Ibid.*, p. 10.

Il suffit, pour s'en rendre compte, de parcourir la collection de son organe officiel, l'*Arbeiter Zeitung*, pendant les premiers jours d'août 1914.

Le 1^{er} août, ce sont les intentions de la Russie que l'organe austro-hongrois commence à suspecter et à dénoncer :

Serait-ce plus qu'un jeu coupable avec la tranquillité de l'Europe qui pousse la Russie ? Le tsarisme voudrait-il commettre l'inexpiable crime de mettre le feu à toute l'Europe ? Et pourquoi ? Pour les Serbes des Balkans et leurs prétentions misérables, la lutte sanglante, par la volonté de la Russie, commencera dans toute l'Europe ! Si la Russie ouvre cette voie sanglante à travers le champ de l'Europe, c'est là un crime pour lequel il n'est pas de pardon.

Le 2 août, sous le titre *la Guerre mondiale du Tsar*, c'est à la France, à la France de la Révolution, que s'en prend, dans sa colère, l'*Arbeiter Zeitung*, et lui qui accepte, qui trouve parfaite la Triple-Alliance, s'indigne à l'idée de l'alliance franco-russe :

... C'est une pensée tristement ridicule que la France de la démocratie et de la liberté civique, qui n'a jamais été si pacifique qu'en ces dernières années, qui a manifesté, en ces jours de crise, son horreur de la guerre avec une netteté égale à celle du peuple allemand, que cette France aille immoler des hécatombes d'hommes uniquement pour que le tsar se réjouisse tranquillement de son protectorat sur la Serbie.

Pendant quarante-quatre ans, elle a réprimé sa douleur d'avoir perdu l'Alsace et la Lorraine, l'idée de revanche pâlisait de plus en plus, et voilà que la guerre d'extermination serait déchaînée entre les peuples civilisés les plus nobles pour la Serbie mi-barbare. C'est une folie qui dépasse toutes les folies... L'alliance de la République avec l'absolutisme russe a été une alliance contre nature ; elle devient un crime contre l'humanité et efface tous les mérites que le peuple français s'est acquis à la civilisation...

Enfin, au lendemain de la séance du Reichstag où les social-démocrates allemands ont voté les crédits et se sont mis délibérément à la remorque et au service du kaiser et de M. de Bethmann-Hollweg, l'*Arbeiter Zeitung* ne contient plus sa joie ; son pangermanisme exulte, s'épanouit ; sous ce titre : *la Journée de la nation allemande*, voici en quels termes délirants il s'exprime :

Nous devons ne jamais oublier ce 4 août. De quelque façon que tournent les dés du destin — et avec les vœux les plus ardents de notre cœur nous espérons la victoire pour la cause sainte du peuple allemand — l'image du Reichstag allemand se dressera dans l'histoire comme une journée de la plus fière et la plus puissante élévation de l'esprit allemand... Le peuple allemand est uni dans sa résolution de fer inébranlable de ne pas se laisser subjugué et ni mort, ni diable, réussiront à vaincre ce grand peuple intelligent, notre peuple allemand...

Les socialistes allemands, sans en excepter un, ont voté le projet. Certes, ce n'est pas leur faute si l'empire allemand et le monde européen tout entier vont éprouver les horreurs de la guerre. Mais puisque la patrie allemande est en danger, la social-démocratie est là pour défendre le pays... Elle ne marchandé pas ; jamais parti n'a eu conduite plus grande et plus sublime que cette social-démocratie allemande, qui s'est montrée digne de cette heure si extraordinairement grave (1).

Une dernière citation.

Dans le *Maerz* (juin 1915), revue de l'Allemagne du Sud qui se publie à Munich, Engelbert Pernerstorfer, un des chefs de la social-démocratie autrichienne, député au Reichsrath, fait l'éloge de la « sincérité », de la « loyauté », de la « noblesse » de M. de Bethmann-Hollweg :

En pleine séance du Reichstag, écrit-il, le chancelier a déclaré que l'Allemagne fut forcée de violer la neutralité belge. Les ennemis de l'Allemagne se sont jetés sur cette déclaration avec une véritable joie. Même en Allemagne on a, dans certains milieux, blâmé le chancelier pour sa sincérité. Mais le peuple allemand ne lui a point fait de reproches. Le peuple allemand a compris que dans cette guerre où se joue son existence et qui lui a été imposée, la violation de la neutralité belge ne joue aucun rôle. M. de Bethmann-Hollweg est devenu pour les ennemis de l'Allemagne une sorte de témoin à charge. Mais nos adversaires, aussi bien que les neutres, n'ont pas senti tout ce que cette déclaration représentait de grandeur simple.

On n'a pas compris qu'un homme d'Etat, à une pareille heure, ait été assez impolitique pour faire un tel aveu. Et cependant, quand le chancelier prononça ces paroles, il crut à la vérité de ce qu'il disait. Dans un magnifique sentiment de loyauté, il rendit hommage à la vérité, si nuisible fût-elle. On n'a pas assez dit combien M. de Bethmann-Hollweg, en

(1) Ces extraits de l'*Arbeiter Zeitung* ont été traduits et publiés par M. P.-G. LA CHESNAIS (*Mercure de France*, 1^{er} juin 1915).

faisant ces déclarations, mit dans une éclatante lumière sa loyauté et celle du peuple allemand. Depuis qu'il existe une politique, jamais homme d'Etat n'a montré autant de noblesse dans une heure tragique.

Une telle attitude des social-démocrates austro-hongrois ne pouvait, au demeurant, surprendre que ceux qui ignoraient leurs tenants et aboutissants d'avant la guerre.

Marxiste et pangermaniste, nationaliste et impérialiste, la social-démocratie autrichienne n'est qu'une annexe de la social-démocratie allemande — comme celle-ci n'est elle-même qu'une annexe de la Wilhelmstrasse.

Le geste de Fritz Adler.

Est-il utile de signaler l'existence, au sein de la social-démocratie autrichienne, d'une minorité représentant une tendance internationale?

Cette minorité est si faible, si infime, que l'on pourrait presque s'en dispenser. Elle se recrute dans la jeunesse et a eu quelque temps pour organe la revue fondée par Otto Bauer, *Der Kampf (La Bataille)*, qui, après l'arrestation de Fritz Adler, lui a été enlevée par la majorité. Les divergences entre minorité et majorité se sont dessinées au cours du Congrès social-démocrate qui s'est tenu à Vienne du 25 au 28 mars 1916. Les partisans de la tendance nouvelle avaient proposé à la réunion une résolution dont voici le principal passage :

La conférence salue toutes les tendances représentées par les minorités des différents partis socialistes, qui veulent exprimer aussi pendant la guerre la solidarité internationale. Aucun parti socialiste ne doit s'abstenir de l'accomplissement de ce devoir, quoique l'instrument le plus efficace de cette politique, l'Internationale socialiste, soit détruit. Nous ne nous faisons aucune illusion en ce qui concerne le fait que ce déchirement et cette scission du mouvement ouvrier sont la conséquence nécessaire de l'attitude prise jusqu'ici par les majorités des partis socialistes en face de la guerre. Une action internationale de prolétaires qui veulent se vaincre réciproquement n'est pas possible.

Cette motion n'a, sur 246 délégués, réuni que 15 voix, qui, du reste, ne semblent pas avoir voté contre la motion impérialiste du Comité directeur, puisque l'*Arbeiter Zeitung* déclare que cette dernière fut adoptée à l'unanimité des délégués.

C'est à cette minorité qu'appartient Fritz Adler, alors directeur de *Der Kampf*, fils de Victor Adler, qui, le 20 octobre 1916, abat à coups de revolver le comte Karl Sturgh, président du Conseil.

En frappant ainsi le chef du Gouvernement, Fritz Adler a sans doute pensé donner le signal d'une série d'actes révolutionnaires — individuels ou collectifs — qui secoueraient la passivité du prolétariat autrichien, hâteraient le paix et favoriseraient le développement du socialisme. Mais, loin de déterminer une agitation quelconque, l'acte de Fritz Adler encourt la désapprobation générale ; l'*Arbeiter Zeitung* le condamne en ces termes :

Un acte que nous aurions toujours condamné sans réserve, à propos duquel nous n'aurions jamais pu éprouver que de l'épouvante, nous bouleverse encore plus profondément en ces temps où la mort est si fréquente. Toute vie humaine nous est sacrée. Ici toute considération fondée sur la politique s'arrête et une compassion sincère suit dans le tombeau ce mort qui a toujours pris sa tâche au sérieux et a toujours été un travailleur simple et zélé. Nous plaignons aussi le malheureux qui a commis le meurtre et s'est sacrifié lui-même avec sa victime. C'est un social-démocrate qui a commis ce crime étranger à toutes les idées sociales, incompréhensible aux socialistes. Il n'y avait rien dans la nature de Frédéric Adler qui pût l'amener à cet acte effrayant. Sans doute, sa nature impulsive, l'esprit fanatique qu'il devait à ses convictions, pouvaient nous faire croire qu'il était toujours capable de sacrifier sa vie à la cause dont il était possédé, à l'idée qu'il avait épousée sans réserve ; mais qu'il pût verser le sang d'autrui, toucher à la vie d'un autre homme, nous ne l'aurions jamais cru.

Quel que soit le mobile de Fritz Adler, son geste est sans portée. Il n'a d'autre valeur que celle d'un fait-divers retentissant.

CHAPITRE X

LES NEUTRES

Les Scandinaves.

Les pays scandinaves ont été très travaillés par la propagande allemande — soit par la diplomatie de la Wilhelmstrasse, soit par son habituel auxiliaire, le socialisme de Karl Marx.

Au Danemark, le parti socialiste est essentiellement germanophile. Certes il est pour la neutralité du Danemark dans la guerre. Sous prétexte d'aider à cette neutralité, il vote en 1915, contrairement aux rites des Congrès internationaux, non seulement le budget, mais des crédits militaires extraordinaires. Mais si neutres soient-ils, ces social-démocrates danois, qui ont totalement oublié le sort du Sleswig-Holstein, ne dissimulent point leurs sympathies pour la cause allemande.

Même souci pacifiste, même affirmation neutraliste chez les socialistes norvégiens. Le Parti ouvrier social-démocrate de Norvège compte au Folketing (Chambre des députés) deux représentants : Knüdsen et Gjöstein. Interrogé sur ce que décideraient les socialistes norvégiens s'ils avaient à choisir entre l'attitude du Luxembourg et celle de la Belgique, Bjöstein répondit qu'il opterait pour celle du grand-duché. Ce marxiste a complètement perdu le sens des situations. La neutralité luxembourgeoise était une neutralité désarmée ; celle de la Belgique était une neutralité armée et obligée de se défendre, et la Belgique a défendu sa neutralité brave-

ment, héroïquement. Mais Bjöstein est à ce point infecté de germanisme qu'il considère comme superflu le respect des engagements, que, lui aussi, il considère les traités comme des chiffons de papier. Il convient cependant de noter chez quelques socialistes norvégiens, comme chez Jacob Vidnes, conseiller municipal de Christiania, une appréciation plus juste des événements (1).

En Suède, les Allemands ont fait un gros effort. Sans doute, l'un des leaders du socialisme suédois, Branting, semble fort jaloux de son indépendance d'esprit. Il a nettement condamné la violation de la Belgique et jugé sévèrement l'attitude des social-démocrates allemands. Lors du bombardement de Karlsruhe, il fit remarquer avec bon sens à quel point les Allemands étaient dépourvus d'autorité pour nous reprocher un procédé dont ils avaient, eux-mêmes, usé si copieusement.

Mais son influence, qui a été considérable, est, depuis quelque temps, vivement attaquée par une fraction importante du parti qui lui reproche sa tactique trop modérée et ses relations trop cordiales avec la couronne. Et un politicien socialiste qui possède une certaine action, professeur de l'Université, marié à une Allemande, Steffen, mène la campagne la plus violente pour l'Allemagne et contre les Alliés. Prétendu socialiste, Steffen communique avec le docteur Sven Hedin, piétiste et ultra-conservateur, dans la germanophilie la plus outrancière et a publié en 1914, sous le titre *la Guerre et la Kultur*, un livre dont le ton est particulièrement outrageant à l'égard des défenseurs du droit et de la liberté.

Le voyage effectué en Allemagne et en Belgique — et dans les conditions que l'on va voir — par un certain nombre de militants syndicalistes et social-démocrates des pays scandinaves est tout à fait révélateur de leur état d'esprit. Les voyageurs avaient été invités par la social-démocratie allemande, laquelle, « suivant une suggestion bien probable de la *Leipziger Volkszeitung*, a dû servir d'intermédiaire au Gouvernement. Ils ont été conduits par des fonctionnaires, plus Wilhelm Jansson, le même qui, au commencement de la guerre, avait été

(1) En ce sens, voir une interview de J. Vidnes dans le *Matin* du 18 janvier 1916.

chargé par le parti allemand de faire comprendre aux trois pays scandinaves combien il était juste et nécessaire, pour l'Allemagne, de commencer la guerre et de violer la Belgique (1) ».

A ce voyage participaient les députés A.-C. Lindblad, Nils Persson, Harald Hallé, de Suède ; le député Sigwald Olsen, C. F. Madsen, président de la commission centrale des syndicats danois, et J. A. Hansen, président du syndicat danois des ouvriers constructeurs de machines.

Les touristes scandinaves ont visité longuement les installations de la société coopérative berlinoise à Lichtenberg et les diverses institutions ouvrières de la capitale. Ils se sont ensuite rendus au siège du Comité directeur de la social-démocratie, où un examen de la situation internationale a eu lieu deux heures durant. A la suite de cette conversation, « le camarade » social-démocrate danois — un « vétéran du Parti », nous dit *l'Humanité* (2) — déclara que ses co-voyageurs avaient « une compréhension absolue de la situation difficile du Parti allemand et que, dans une situation pareille, ils n'auraient pas pu agir autrement (3) ».

Ce qui est plus grave, c'est que ces social-démocrates scandinaves n'ont eu aucune répugnance à se laisser conduire en Alsace-Lorraine et en Belgique. A Strasbourg, à un banquet officiel en leur honneur, le maire a proclamé que l'Alsace était bien allemande, qu'elle le resterait, et ils ont répondu par des paroles pleines d'amabilité, allant jusqu'à dire que « la Belgique n'est pas du tout un pays dévasté par la guerre (*sic*) et que l'Allemagne a prouvé par sa conduite de la guerre qu'elle marche à la tête des peuples civilisés (4) ».

(1) P.-G. LA CHESNAIS, *Le voyage des hommes politiques scandinaves* (*L'Humanité*, 25 août 1916).

(2) *L'Humanité*, 26 juillet 1916.

(3) *Ibid.* Au sujet de cette conversation avec le *Parteiostand*, Branting écrit dans une lettre à M. Renaudel :

« J'apprends maintenant que le Comité directeur du parti social-démocrate allemand a tenu à expliquer devant les voyageurs ses vues sur la situation du parti et défendre la politique majoritaire. C'était son droit incontestable, il me semble. J'ai eu moi-même, en retournant l'été 1915 en Suède, l'occasion d'une délibération avec le Comité directeur allemand sur ces mêmes matières. » (Lettre à *l'Humanité*, 17 août 1916.)

(4) P.-G. LA CHESNAIS, *loc. cit.*

Sur le séjour à Strasbourg, une dépêche adressée au *Temps* donne les suggestifs détails suivants :

Bâle, 3 août.

Les députés socialistes scandinaves arrivés dimanche à Strasbourg y sont reçus avec de grands honneurs par les autorités allemandes. Accompagnés du maire et de plusieurs conseillers municipaux et hauts fonctionnaires, ils ont visité lundi les diverses institutions et édifices publics de la ville. L'après-midi on les a conduits au lazaret installé au palais impérial où le statthalter et le secrétaire d'Etat baron de Tchammer sont venus les saluer (1).

En Belgique, le voyage des social-démocrates n'a pas eu un caractère moins officiel. Ils ont été reçus par le gouverneur général von Bissing. « Ils ont entendu un officier, le capitaine Volkmann, leur vanter les bienfaits de l'administration allemande. Sera-t-il permis de leur demander s'ils ont entendu aussi les plaintes de la population belge, s'ils ont pu s'entretenir librement avec nos camarades du Parti ouvrier, s'ils sont entrés en contact avec les 700 000 chômeurs qui, depuis deux ans, acceptent de vivre d'une indemnité de 3 francs par semaine, plutôt que de travailler pour l'ennemi? L'administration allemande leur a montré ce qu'elle a voulu. Ont-ils pu voir autre chose? Ont-ils pu se rendre compte de l'atroce misère d'un peuple qui n'a commis d'autre crime que d'user de son droit de légitime défense et de rester fidèle, jusqu'à la mort, à ses engagements internationaux? » (2).

En Hollande.

Entre la Hollande et l'Allemagne les liens sont nombreux : il y a parenté de langues et de races, il y a de continues relations commerciales. L'Allemagne est le meilleur client de la Hollande : en 1914, à l'importation, 1 051 100 000 florins et à l'exportation 1 555 000 000. Parmi les colonies d'étrangers résidant aux Pays-Bas, l'élément allemand est de beaucoup le plus important

(1) *Le Temps*, 4 août 1916 (4^e p., dernière heure, 6^e col.).

(2) Lettre de Vandervelde (*L'Humanité*, 23 août 1916).

et, à lui seul, dépasse le total de tous les autres éléments réunis. Dans l'ordre intellectuel, les rapports ne sont pas moins fréquents : nombre de jeunes Hollandais suivent, durant deux ou trois semestres, les cours des Universités d'outre-Rhin ; quelques chaires hollandaises sont occupées par des professeurs allemands, et réciproquement des Hollandais enseignent dans les Universités de l'empire. Dans le domaine religieux, les catholiques néerlandais sont en relations suivies avec les catholiques allemands : ces relations datent du Kulturkampf. Il n'est donc point surprenant que le socialisme germanique de Karl Marx — qui, depuis 1870, s'est imposé à la plupart des partis socialistes européens — ait exercé une influence considérable sur le parti socialiste néerlandais.

La première province où celui-ci enfonça ses racines est la Frise où, grâce à la propagande de pasteurs et d'instituteurs imbus d'idées révolutionnaires, le pasteur Domela-Nieuwenhuis réussit, en 1887, à se faire élire député du district de Schoterland. Au Congrès international de Bruxelles (1891), Domela préconisa la grève générale militaire en cas de guerre et s'éleva — non sans véhémence — contre le chauvinisme des social-démocrates allemands. L'année suivante, Domela et l'association social-démocratique qu'il dirigeait décidèrent de ne plus participer aux élections.

Il se forma alors, vers 1894, avec le programme pur et la tactique de la social-démocratie allemande, un parti ouvrier social-démocrate de Hollande, qui eut pour chefs Troëlstra, Van Kol et Vliegen et pour organe *Het Volk* (*le Peuple*), quotidien. Ce parti remporta, aux élections de 1913, un important succès : le nombre de ses élus passa de 7 à 18 ; le nombre de leurs électeurs du premier tour, de 83 000 (en 1909) à 145 000.

Quand la guerre éclate, le parti socialiste néerlandais préconise l'absolue neutralité, à peu près dans les mêmes conditions et dans les mêmes termes que les partis socialistes des pays scandinaves. En fait, son leader, M. Troëlstra, fait nettement figure d'agent allemand. Il est en relations continuelles avec les socialistes du kaiser et, sous le fallacieux prétexte de socialisme international, il se rend à Berlin, où il arrive muni d'une lettre de recommandation du ministre d'Allemagne à La Haye. Et à

Berlin ce n'est pas seulement avec les « camarades » de la social-démocratie que s'entretient le politicien social-démocrate néerlandais, mais aussi et surtout avec M. Zimmermann. C'est lui qui recueille de la bouche de M. Zimmermann, alors sous-secrétaire d'Etat au ministère des Affaires étrangères, les déclarations du Gouvernement allemand relatives à la Hollande. Elles ont été publiées dans *Het Volk* du 28 octobre 1914 :

Le Gouvernement allemand — a déclaré M. Zimmermann — est unanime à reconnaître qu'il faut respecter absolument l'indépendance et l'intégrité des Pays-Bas.

Je puis vous assurer cela, à titre officiel, en ce qui concerne l'indépendance politique de la Hollande, ce qui doit nous intéresser en premier lieu.

Quant aux relations économiques après la guerre, on ne peut rien affirmer maintenant à leur sujet. Je crois qu'une conséquence de la guerre sera un rapprochement économique entre divers Etats dont la Hollande verra qu'il est de son intérêt de bénéficier.

Si l'on se souvient que Treitschke estimait l'entrée des Pays-Bas dans le Zollverein aussi indispensable à l'Allemagne que « son pain quotidien », on pressent quelle est la qualité de rapprochement économique qu'envisage pour les Pays-Bas la bienveillance avisée du Gouvernement impérial allemand.

Et c'est M. Troëlstra qui se fait auprès de ses compatriotes l'interprète de la pensée et des plans de Berlin ! On s'explique que dans un long article de la *Gazette de Francfort*, où l'auteur retrace un voyage aux Pays-Bas et ne dissimule pas son irritation contre cette nation, il ait glissé, en passant, un éloge de « l'esprit clair et vraiment humain du chef socialiste Troëlstra (1) ».

En Suisse.

Les socialistes de Lausanne et de Genève, comme Jean Sigg, sont plutôt favorables à la cause de la France démocratique ; ceux de Bâle et de Zurich — grands

(1) ULRICH RAUSCHER, *Das neutrale Land (Le pays neutre)* (*Frankfurter Zeitung*, 25 décembre 1914).

centres d'espionnage allemand — sont complètement inféodés à l'Allemagne impériale et à sa social-démocratie impérialiste ; ceux de Berne se prêtent, avec un empressement non dissimulé, à des intrigues équivoques et à l'organisation de conciliabules ; ceux de Neuchâtel et de la Chaux-de-Fonds, comme Naine et Graber, qui sont considérés comme les éléments les plus avancés du parti, accentuent leur antimilitarisme doctrinal et insistent sur les responsabilités identiquement encourues, lors de la déclaration de guerre, par tous les Gouvernements capitalistes (1).

Mais, d'une façon générale, on peut dire que l'influence de l'Allemagne et du socialisme allemand est considérable sur le parti socialiste helvétique.

Cette influence, d'ailleurs, paraît due pour une large part à des considérations qui n'ont rien de bien désintéressé. Au cours d'une polémique avec le *Grütlianner*, le *Volksrecht*, organe socialiste de Zurich, était obligé de reconnaître qu'il avait touché une subvention de la social-démocratie allemande ; et, ainsi que l'observe le *Jura bernois*, « ces liens de créancier à débiteur entre socialistes allemands et socialistes suisses jettent un nouveau trait de lumière sur les conférences de Zimmerwald (2) ».

Les hostilités sont à peine commencées depuis un mois que le parti socialiste suisse organise, d'accord avec le parti socialiste unifié italien, la parlote de Lugano (septembre 1914) — comme, un an plus tard, toujours d'accord avec le même, nous le verrons favoriser l'organisation de la conférence internationale — et de la manœuvre allemande — de Zimmerwald (septembre 1915).

Le 1^{er} septembre 1914, le parti socialiste suisse tient son Congrès national à Berne. A l'unanimité il y adopte la traditionnelle et absurde résolution déclarant que la guerre est la conséquence du régime capitaliste, que, seul, le collectivisme pourra assurer la paix parmi les hommes, etc.

L'année suivante, les socialistes suisses tiennent leur

(1) Le frère de M. Graber est employé à Berlin, dans les bureaux de M. Karl Legien, président de la Confédération syndicale allemande.

(2) *Le Jura bernois*, 19 avril 1916.

Congrès à Aarau (20-21 novembre 1915). Environ 400 délégués y prennent part. Par 330 voix contre 51, le Congrès d'Aarau approuve les résolutions de la conférence de Zimmerwald. Une seconde motion adressant les sympathies du Congrès « aux socialistes des pays belligérants restés fidèles aux principes de l'Internationale et de la lutte des classes » est votée à une assez grande majorité. Enfin une troisième motion invitant « le prolétariat des pays belligérants à mettre fin à la guerre par une démarche révolutionnaire » est acceptée par 258 voix contre 141.

Il faut souligner le rôle singulier joué, à l'occasion et pendant toute la durée de la guerre, par deux personnalités notables du parti socialiste suisse : Grimm et Greulich.

Robert Grimm est un ancien ouvrier d'usine, qui, grâce à sa souplesse, à son intelligence et une puissance de travail indiscutables, a réussi à se placer à la tête du parti socialiste helvétique et est devenu membre du Conseil national de Berne. M. Robert Grimm est le rédacteur en chef de la *Berner Tagwacht*. C'est lui qui, sur la proposition de Franck, député de Mannheim, et des social-démocrates allemands, organise, en 1913, à Berne, la fameuse conférence inter-parlementaire franco-allemande. C'est lui que la social-démocratie allemande charge de transmettre le salut des socialistes allemands à un meeting organisé, le 7 février 1915, à Milan, par le parti unifié italien (il y fut, d'ailleurs, violemment conspué). C'est lui qui, au Congrès d'Aarau, fait voter l'organisation de la propagande révolutionnaire contre la guerre. C'est lui qui préside la conférence cosmopolite de Kienthal. Et ce qui paraît étrange, certes, c'est qu'au cours de 1915, M. Robert Grimm, socialiste radical, autrement dit révolutionnaire, ait pu faire des voyages en Allemagne et en Autriche. Pour qui connaît la méfiance du Gouvernement impérial et de la police allemande, la chose paraît incompréhensible. Une tolérance de ce genre est encore plus inexplicable de la part du Gouvernement autrichien. A moins que M. Grimm...

Hermann Greulich — l'une des plus vieilles barbes et l'un des plus sinistres raseurs des Congrès internationaux — est, depuis près d'un demi-siècle, l'homme à tout

faire du marxisme et du pangermanisme. Au Congrès de Bâle, tenu par la première Internationale, il combat, de son mieux, au profit du socialisme allemand, le socialisme français de Proudhon et l'influence naissante du grand révolutionnaire russe Bakounine. En 1870, les socialistes suisses de la clique de Greulich se prononcent pour l'annexion de l'Alsace-Lorraine (1). Dans tous les Congrès de l'Internationale, Greulich fait cause commune avec les socialistes du kaiser. C'est lui qui, en 1912, préside le grand Pardon de Bâle. Son rôle depuis le début de la guerre est des plus suspects.

C'est lui qui, le 16 mai 1915, c'est-à-dire au moment où apparaît comme imminente la déclaration de guerre de l'Italie à l'Autriche, s'abouche, à Bologne, avec le comité directeur du parti socialiste unifié d'Italie et, sous prétexte de l'aider dans son action neutraliste et pacifiste, lui présente un « camarade » qui, de la part d'un richissime américain, lui vient offrir une modique obole de 200 000 francs. Ce « camarade », conduit par Greulich, s'appelait, disait-on, Nathan. La somme offerte, ajoutait-on, provenait de Carnegie (2).

Le comité directeur du parti unifié italien, soit par un sentiment de pudeur très compréhensible en l'occurrence, soit par peur d'une « fuite » et par crainte du scandale, refuse l'offre. Mais le rôle de Greulich n'en est pas moins fort louche, ou, si l'on préfère, fort clair.

Depuis, le mystérieux Nathan n'a point dévoilé son identité véritable. Mais M. Carnegie a déclaré « qu'il n'avait jamais rien offert (3) ».

Socialistes espagnols.

Bien que de tendances très nettement collectivistes et marxistes, le parti ouvrier espagnol est à peu près le seul

(1) Ainsi qu'il résulte d'une lettre de Marx à Jung, datée du 17 février 1870 et reproduite par JOECKH dans *Die Internationale*, p. 235 (Leipzig, 1904).

(2) *Le Temps*, 2 août 1915 ; *Journal français de Genève*, 7 août 1915 ; *L'Humanité*, 17 et 24 août 1915.

(3) *L'Humanité*, 24 août 1915.

parti socialiste des pays neutres qui n'ait pas été contaminé par la propagande germanique.

Certes, il entend que l'Espagne demeure neutre ; mais il manifeste ses sympathies pour les Alliés. Et de même s'il dénonce, conformément à la logomachie traditionnelle, le capitalisme comme le responsable du conflit mondial, il ajoute que d'autres responsabilités ont concouru à la guerre et doivent être retenues.

En divers documents ou manifestations, le parti ouvrier espagnol a formulé son point de vue.

Dès novembre 1914, en réponse à un communiqué du parti socialiste suisse préconisant une conférence internationale, le comité national du parti déclare :

Nous sommes d'accord avec la pensée générale de votre déclaration. Il est certain, ainsi que le montrent les faits, que le capitalisme est le seul responsable de la guerre. Il est certain aussi que, quel que soit le vainqueur, les travailleurs n'obtiendront pas leur émancipation. Mais ces constatations, faites d'accord avec la pensée de l'Internationale ouvrière, n'excluent pas d'autres également certaines et qui touchent de près notre idéal.

Sans cesser de dénoncer le capitalisme de tous les pays en lutte comme responsable du conflit actuel, nous sommes obligés d'examiner les causes de la guerre, la situation qu'elle crée et les conséquences qu'elle comporte, en nous basant toujours sur les faits et en n'oubliant pas un seul instant les aspirations du prolétariat.

Et le résultat de cet examen nous dit que dans la lutte tragique préparée et exécutée par le capitalisme, deux tendances se sont fait jour et que de la victoire de l'une ou de l'autre, la cause des travailleurs retirera plus ou moins de bénéfice.

Des deux groupes qui participent à ce sanglant conflit, l'un, celui qui l'a provoqué et qui est l'expression la plus parfaite de l'impérialisme, poursuit un but qui, s'il arrivait à le réaliser, frapperait très profondément le prolétariat et le Parti qui le représente. L'autre, quoique guidé aussi par l'intérêt capitaliste, subit moins l'influence de l'impérialisme et, par conséquent, est imbu d'un esprit plus démocratique.

Serait-ce la même chose pour la cause socialiste, pour les intérêts du prolétariat que ce soient l'Allemagne et l'Autriche qui triomphent ou que ce soient la France, la Belgique et les autres pays alliés ? Nous ne le croyons pas.

Si l'impérialisme austro-allemand remportait la victoire, la marche du socialisme subirait un recul ; si ce sont les Alliés qui

trionphent, notre cause fera de grands progrès, même en Allemagne et en Autriche.

Voilà quelles seront à notre avis les conséquences de la terrible bataille qui se livre aujourd'hui, voilà ce que penseront tous ceux qui examineront avec soin la réalité.

Quant à la conférence que vous proposez, nous croyons qu'elle ne peut pas se tenir tant que les représentants des pays où le socialisme est organisé ne pourront pas y participer. L'œuvre d'une conférence à laquelle les partis des pays belligérants ne pourraient prendre part serait, à notre sens, incomplète et pourrait peut-être prêter à l'équivoque.

Le même thème se retrouve dans la résolution adoptée en octobre 1915 par le Congrès national du parti ouvrier espagnol. Le texte de cette résolution proclame que, s'il y a lieu d'insister sur les responsabilités du capitalisme mondial dans la guerre, il n'en est pas moins certain qu'en Europe deux tendances se sont dessinées. Si l'impérialisme austro-allemand triomphait, la cause générale du socialisme subirait un grand recul, tandis que, s'il est battu, le socialisme ferait d'énormes progrès, en Allemagne et en Autriche notamment. En ce qui concerne la paix, le Congrès estime qu'il convient d'attendre des circonstances favorables à la cause de la classe ouvrière et à celle de l'humanité et qu'une paix prématurée et précaire ne pourrait que nuire au progrès et à la civilisation.

En Grèce.

Le jeune et embryonnaire parti socialiste d'Athènes, sous la direction de Platon Dracoulis, se prononce en faveur de l'Entente.

Dans un manifeste de décembre 1915, il appuie la politique interventionniste de M. Venizelos et ajoute : « Le plus grand ennemi de la classe travailleuse, c'est le kaiser, l'auteur de cette guerre de destruction. »

Le manifeste attire l'attention du peuple grec sur la signification des élections actuelles, où il est invité à se prononcer entre ses ennemis, l'Autriche, la Turquie et la Bulgarie, et ses meilleurs amis, la France et l'Angleterre.

La fin du manifeste contient une véhémement protes-

tation contre la social-démocratie allemande et formule le vœu que, dans l'intérêt même du peuple allemand, l'Allemagne soit vaincue.

Par contre, la Fédération ouvrière socialiste de Salonique, subissant les influences allemandes, rompt avec les socialistes d'Athènes et marche d'accord avec les Zimmerwaldo-Kienthaliens.

CHAPITRE XI

CONCILES ET CONCILIABULES

Le Congrès socialiste international de Bâle (24-25 novembre 1912) fut le dernier de ceux qui ont été tenus avant la guerre. La réunion à Bruxelles du Bureau socialiste international (29 juillet 1914) a pressenti l'orage, mais n'a pu l'empêcher. Le Congrès international fixé en septembre 1914 à Vienne d'abord, à Paris ensuite, n'a pu, bien entendu, être convoqué. Aucune réunion générale de l'Internationale n'a eu lieu.

Mais des fragments de l'Internationale ont tenté de reprendre entre eux leurs relations d'avant-guerre. Tantôt ce sont les partis socialistes des pays neutres qui ont tenu une conférence, tantôt les partis socialistes des nations alliées ; tantôt, comme à Zimmerwald, les socialistes internationalistes et antipatriotes de divers pays belligérants et neutres.

Nous allons rapidement passer en revue ces différentes tentatives.

La parlote de Lugano.

La première — par ordre chronologique — est la parlote qui se tient, dès le 27 septembre 1914, c'est-à-dire moins de deux mois après la déclaration de guerre, à Lugano, agréable petite ville du Tessin.

Y assistent seulement une délégation du parti unifié italien et une délégation du parti socialiste suisse. Du côté italien sont présents : MM. Armuzzi, Lazzari,

Modigliani, Morgari, Grati, Trati et M^{me} Balabanof. Du côté suisse : MM. Greulich, Albisser, Ferri, Grimm, Schenthel, Pfluger, Naine et Rimathé.

On y vote une résolution invitant les neutres à une active propagande contre la continuation de la guerre et proclamant — dans la terminologie coutumière — que la guerre actuelle est le résultat du régime capitaliste, de l'antagonisme des classes, que tous les Gouvernements bourgeois en sont également responsables, etc. :

Les bourgeois allemands et autrichiens n'ont pas le droit de justifier la guerre par le développement civil de la nation, puisque les gouvernements de ces pays ont toujours écrasé la civilisation nationale de leur peuple.

De même les bourgeois français et anglais n'ont pas le droit de parler de défense de leur pays contre l'impérialisme prussien, puisqu'ils ont entravé le développement de la civilisation par leur alliance avec le tsarisme russe.

On retrouve là les éternels et filandreux boniments marxistes qui, depuis tant d'années, donnent la nausée à tous les socialistes qui connaissent l'histoire.

La conférence et la motion de Lugano font long feu.

La conférence de Copenhague.

Comme celle de Lugano, la conférence de Copenhague, tenue les 17 et 18 janvier 1915, est ouverte aux partis socialistes des pays neutres. Mais ni l'Espagne, ni la Suisse, ni l'Italie, ni les États balkaniques, ni les États-Unis n'y ont de délégués. Seuls y sont représentés les partis socialistes de Suède, de Norvège, de Danemark et de Hollande.

Les deux journées de Congrès aboutissent à la rédaction d'une motion qui est, vraiment, d'une pauvreté lamentable. En voici quelques passages :

La Conférence constate que le Capitalisme, sous sa forme impérialiste et se manifestant par l'accroissement constant des armements, par la pratique sans scrupule d'une politique d'agrandissement et par l'acte d'une diplomatie secrète irresponsable, a fini par amener le monde à la catastrophe actuelle, prévue et annoncée par la Démocratie sociale.

Au moment même où l'humanité entière est remplie d'horreur par les dévastations et les massacres que cette guerre a multipliés, la Conférence désire exprimer la ferme et vigoureuse volonté de paix qui existe dans les populations représentées à la Conférence.

La Conférence considère que le but principal de sa réunion est de fortifier la volonté publique qui, dans tous les pays sans doute, réclame la fin de la guerre par une paix durable.

Elle se tourne donc, dans ce but, vers tous les ouvriers socialistes-démocrates et particulièrement vers ceux qui appartiennent aux pays belligérants, en s'appuyant sur les principes de solidarité internationale et les sentiments de justice du prolétariat proclamés par tous les congrès internationaux. Ceux-ci ont été fixés au Congrès de Copenhague en 1910..

Inutile d'insister. Passons.

La conférence de Londres.

Moins d'un mois après, les 14 et 15 février 1915, c'est, à Londres, la conférence des partis socialistes des pays alliés. Elle se réunit dans l'immeuble de la *British Steel Smelter's Association* (au syndicat des fondeurs d'acier anglais).

Les délégués étaient au nombre de 46.

La France était représentée par MM. Bracke, Compère-Morel, Cachin, Longuet, Marcel Sembat, P. Renaudel, Edouard Vaillant, Louis Dubreuilh, Poisson, Brœmer pour le parti socialiste unifié ; Jouhaux, Luquet, Moulinier, Bourderon et Merrheim, pour la Confédération générale du travail.

L'Angleterre était représentée par Henderson, leader du *Labour Party*, Ramsay Macdonald, Keir Hardie, Anderson, Glasier, etc. ; la Belgique, par Vandervelde, ministre d'Etat, Lafontaine, sénateur, Jules Destrée, député, etc. ; la Russie, par Mayensky (du parti social-démocrate), Tchernof et Roubanovitch (du parti socialiste révolutionnaire), etc.

La sous-commission chargée de rédiger la résolution fut composée de MM. Henderson, Macdonald, Vaillant, Jouhaux, Vandervelde, Lafontaine, Tchernof et Roubanovitch.

Elle accoucha de l'Encyclique suivante que nous reproduisons *in extenso* :

La Conférence ne songe pas à méconnaître les causes générales et profondes du conflit européen, produit monstrueux des antagonismes qui déchirent la société capitaliste et d'une politique de colonialisme et d'impérialisme agressifs, que le socialisme international n'a cessé de combattre et dans laquelle tous les Gouvernements ont une part de responsabilité.

Mais l'invasion de la Belgique et de la France par les armées allemandes menace l'existence des nationalités et porte atteinte à la foi des traités.

Dans ces conditions, la victoire de l'impérialisme germanique serait la défaite et l'écrasement de la démocratie et de la liberté en Europe.

Les socialistes d'Angleterre, de Belgique, de France, de Russie ne poursuivent pas l'écrasement politique et économique de l'Allemagne. Ils ne font pas la guerre aux peuples, mais aux gouvernements qui les oppriment. Ils veulent que la Belgique soit libérée et indemnisée. Ils veulent que la question de la Pologne soit résolue, conformément à la volonté du peuple polonais, dans le sens de l'autonomie au sein d'un autre Etat, ou de l'indépendance complète. Ils veulent que, dans toute l'Europe, de l'Alsace-Lorraine aux Balkans, les populations annexées par la force recouvrent le droit de disposer librement d'elles-mêmes.

Inflexiblement décidés à lutter jusqu'à la victoire pour accomplir cette tâche de libération, ils ne sont pas moins résolus à combattre toute tentative de transformer cette guerre de défense en une guerre de conquêtes, qui préparerait de nouveaux conflits, créerait de nouveaux griefs, livrerait les peuples plus que jamais au double fléau des armements et de la guerre.

Convaincus d'être restés fidèles aux principes de l'Internationale, ils expriment l'espoir que bientôt, reconnaissant l'identité de leurs intérêts fondamentaux, les prolétaires de tous les pays se retrouveront unis contre le militarisme et l'impérialisme capitaliste.

La victoire des Alliés doit être la victoire de la liberté des peuples, de l'unité, de l'indépendance et de l'autonomie des nations, dans la Fédération pacifique des Etats-Unis de l'Europe et du monde.

Quel pathos ! Et comme il est pénible de songer que, voulant s'adresser aux prolétariats des pays alliés — notamment aux prolétariats de Belgique, du Nord de la France et de la Pologne, qui ont, depuis le début des hostilités, connu toutes les tristesses, toutes les tortures, toutes les horreurs de l'invasion germanique — les socialistes réunis à Londres n'aient pu trouver quelque formule

plus haute, plus généreuse, plus vibrante, en un mot plus adéquate à l'énormité des événements !

Ainsi que l'écrit Jules Destrée, député de Charleroi, qui assista à l'élaboration du texte, « on peut le trouver assez pâlot. Et l'on s'étonne que quarante personnes — une élite — aient pu résumer leur volonté commune dans une aussi terne rhétorique (1) ».

Ce qui est plus grave encore que la forme même de ce document, si embarrassée, si grisaille et si piteuse, c'est son inspiration, où se retrouve le marxisme germanique et qui fait que chaque paragraphe de la résolution est la négation même de la lutte soutenue par les peuples alliés pour le triomphe de la civilisation et de la liberté.

« Les socialistes de Grande-Bretagne, de Belgique, de France et de Russie, qui n'ont pas pour but l'écrasement politique et économique de l'Allemagne, ne sont pas en guerre avec les peuples d'Allemagne et d'Autriche, mais seulement avec les gouvernements de ces pays, qui les oppriment. » La distinction ne tient pas debout. Jamais peuple, dans tous ses éléments, ne se confondit plus étroitement avec ses dirigeants. Les 93 intellectuels, dans leur manifeste, n'ont-ils pas proclamé que la culture allemande s'appuyait sur le militarisme prussien et ne faisait qu'un avec lui ? Les social-démocrates, qui, jadis, étaient censés représenter l'opposition au régime impérial, ne se sont-ils pas pleinement solidarisés avec le kaiser qui les dénomme familièrement « mes socialistes » ? Comment donc, dès lors, distinguer entre Peuple et Gouvernement ? Le manifeste de Londres le tenterait en vain.

Et que dire de cette phraséologie de mensonge, de cette odieuse et abominable accusation portée contre la France d'avoir sa part de responsabilité dans le conflit européen, conflit qui serait « en lui-même » le produit d'une politique « dans laquelle tous les Gouvernements ont une part de responsabilité » ! Parce que la France, se relevant peu à peu de ses désastres de 1870 et de 1871, a tenté de se constituer un domaine colonial, et parce qu'elle a réussi dans cette tâche ; parce qu'elle a, depuis vingt-cinq ans, réalisé des alliances et des ententes heureuses qui

(1) JULES DESTREE, *La conférence socialiste de Londres (Le Petit Parisien, 18 février 1915, 1^{er} p., 1^{er} col.)*.

lui ont rendu une place de premier plan dans le concert européen, elle aurait assumé une part quelconque de responsabilité dans la guerre sauvage que l'Autriche et l'Allemagne impériales ont déchaînée sur le monde ! Quoi ! les congressistes de Londres ignorent-ils tous les sacrifices que, depuis vingt ans et notamment lors de l'agression d'Agadir, la France a consentis à la paix européenne?... Et la Belgique, la Belgique dont la neutralité territoriale était garantie par les traités internationaux et par l'Allemagne elle-même qui l'a cyniquement violée, la Belgique dont les populations ont été écrasées sous la botte du plus féroce des envahisseurs et dont les richesses intellectuelles et artistiques, les bibliothèques, les musées, les monuments ont été détruits et incendiés par les soudards de Germanie, la Belgique envahie, occupée, torturée, martyrisée, meurtrie dans la chair de ses enfants, la Belgique a-t-elle, dans le conflit, « sa part de responsabilité » ? Qui oserait sérieusement soutenir ces paradoxes monstrueux ?

Comment encore la conscience française et la conscience alsacienne ne seraient-elles pas froissées douloureusement par le fragment de la résolution de Londres relatif à l'Alsace-Lorraine ? Quand cette magnifique portion de la nation française nous fut ravie par la violence victorieuse, les représentants autorisés des populations d'Alsace et de Lorraine élevèrent contre le crime allemand la plus éloquente et la plus énergique des protestations. Les années ont pu passer. La prescription n'est pas acquise. Il n'y a pas de prescription contre le droit des peuples. Et maintenant que l'œuvre de germanisation, tour à tour sournoise ou brutale, a échoué, une consultation — auprès de qui ? auprès, sans doute, des immigrés d'origine allemande ? — serait nécessaire pour rétablir dans son intégrité le droit de la France une et indivisible !...

Aussi la résolution de la conférence de Londres produisit-elle en France quelque émotion — d'autant que deux ministres, membres du Gouvernement de défense nationale, y donnent leur adhésion ; M. Marcel Sembat a collaboré activement à la réunion ; M. Jules Guesde, malade conformément à l'usage (1), n'a pu y assister,

(1) Sur les maladies ou prétendues maladies de Jules Guesde, cf. notre livre *Notes et souvenirs d'un militant* (p. 198 et suivantes).

mais a envoyé sa signature. Il en résulte à la Chambre des députés, au cours de la séance du 18 février 1915, un incident soulevé par M. Charles Chaumet, député de la Gironde. M. René Viviani, président du Conseil, répond à l'interpellateur ; et, dissipant toute équivoque, désavouant carrément la logomachie de Londres, il proclame « que les responsabilités des événements actuels incombent *uniquement* » aux ennemis de la Triple-Entente et que le pays « continuera sans défaillance et sans lassitude, d'accord avec ses alliés, la guerre jusqu'au bout », et en particulier « jusqu'à la reprise de l'Alsace-Lorraine ».

Le conciliabule de Zimmerwald.

La conférence de Zimmerwald (5-8 septembre 1915) a été une véritable « opération » germanophile, favorisée par le Gouvernement allemand. Nous n'en voulons d'autre preuve que ce fait : c'est que les deux délégués social-démocrates ont eu toutes facilités pour s'y rendre. Croit-on, s'il avait été jugé par elle inopportun, que la diplomatie allemande eût favorisé leur voyage ?

Tout d'abord, qui a convoqué la réunion de Zimmerwald ? Il n'est point douteux que cette initiative revienne aux socialistes unifiés italiens — lisez : à la clique Morgari-Trèves-Turati — et à quelques « camarades » suisses. Laissons, sur ce point, la parole au compte rendu officiel de la conférence qui en résume ainsi les préliminaires :

Le Comité directeur du parti italien, réuni le 15 mai à Bologne, d'accord avec des socialistes d'autres pays et sur le rapport du citoyen Morgari, qui avait conféré avec des camarades des pays belligérants et neutres, décida de prendre l'initiative de la convocation d'une Conférence internationale. Des invitations furent adressées à tous les partis, organisations ouvrières ou groupes qu'on savait restés fidèles aux anciens principes et résolutions de l'Internationale ouvrière. Des délibérations entre socialistes suisses et italiens eurent lieu, aboutissant tout d'abord à une réunion préliminaire, le 11 juillet 1915, à Berne. A cette réunion on fixa le but et le caractère de la Conférence projetée. On tomba d'accord que sa tâche serait d'appeler le prolétariat à une action commune pour la paix, de créer un centre d'action et d'essayer de ramener la classe ouvrière à sa mission historique (sic). On décida

d'envoyer des invitations selon des conditions établies par le Comité directeur du parti socialiste italien (1).

C'est ainsi que la conférence fut convoquée pour le 5 septembre à Zimmerwald, petit village situé près de Berne, au pied de la Jungfrau.

Elle tint ses assises durant quatre jours. Voici la liste officielle des délégations présentes à Zimmerwald :

Allemagne. — La délégation « représente les divers groupes d'opposition ».

Elle comprend : Adolf Hoffmann, député au Landtag prussien, et Georg Ledebour, député au Reichstag.

France. — Sont représentées la minorité de la Confédération générale du Travail, une minorité du parti socialiste unifié et la Fédération des ouvriers des métaux. Délégués : A. Merheim, secrétaire de la Fédération des métaux, membre de la C. G. T., et A. Bourderon, secrétaire de la Fédération du Tonneau, membre du Parti socialiste unifié français (Fédération de la Seine).

Italie. — La délégation représente le parti socialiste officiel et le groupe parlementaire. Délégués : G. E. Modigliani et Constantino Lazzari.

Russie. — Délégations officielles du Comité central et du Comité d'organisation du Parti ouvrier social-démocrate, du Comité central du Parti socialiste révolutionnaire ; de plus, délégations de la social-démocratie lettonne et du Bund. Délégués : Lenine, Paul Axelrod, M. Bobroff.

Pologne. — Délégués des organisations socialistes de la Pologne russe et de la Lithuanie se plaçant sur le terrain de la lutte de classe : St-Lapinski, A. Walski, Cz. Hanecki.

Roumanie. — Délégation officielle du parti socialiste roumain : C. Racowski.

Bulgarie. — Délégation officielle du parti ouvrier social-démocrate et de sa fraction parlementaire : Wassil Kolarow.

(Les délégations roumaine et bulgare représentent en même temps la Fédération socialiste interbalkanique.)

Suède et Norvège. — Délégations officielles de la Sozialdemokratiska Umgomsförbundet : Z. Hôglund et Ture Nerman.

Hollande. — Groupe isolé « De Internationale », représenté par H. Roland Holst.

Suisse. — Délégations personnelles, le Comité directeur du parti socialiste suisse ayant laissé toute latitude aux camarades

(1) Conférence socialiste internationale, brochure de 32 pages (éditée par l'imprimerie spéciale de la Fédération des métaux, Paris, 1915).

d'assister à la conférence. Présents : Charles Naine et Robert Grimm.

Angleterre. — « *Des délégations de l'Independent Labour Party et du British Socialist Party étaient assurées (1).* » Jowett et Bruce Glasier devaient représenter le premier de ces groupements ; E. C. Fairchild, le second. Mais le gouvernement britannique leur refusa leurs passeports. La veille de la Conférence, les organisateurs reçurent le télégramme suivant : « *Impossible obtenir passeports. Saluts chaleureux. Jowett, Glasier.* »

La conférence adopte un manifeste, signé de tous les délégués présents et adressé aux prolétaires d'Europe :

Il faut, restant sur le terrain de la lutte de classe irréductible, agir pour votre propre cause, pour le but sacré du socialisme, pour l'émancipation des peuples opprimés et des classes asservies...

Ouvriers et ouvrières, mères et pères, veuves et orphelins, blessés ou mutilés, à vous tous qui souffrez de la guerre et par la guerre, nous vous crions : Par-dessus les frontières, par-dessus les champs de bataille, par-dessus les campagnes et les villes dévastées, prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Les Zimmerwaldiens décident ensuite, pour centraliser leur propagande, la constitution d'une commission socialiste internationale dont le siège est fixé à Berne et dont le secrétariat est confié à M. Robert Grimm. Une seconde conférence, faisant suite à celle-là, est fixée au printemps de 1916, en Hollande.

Après Zimmerwald, Kienthal.

En réalité, la Hollande n'avait été indiquée que pour dépister les indiscretions. C'est encore en Suisse — véritable carrefour international — que vont se rencontrer dans une seconde parade les tenants du socialisme de Zimmerwald.

Elle a eu lieu du 24 au 29 avril à Kienthal, dans la vallée de l'Oberland bernois, sur la ligne du Loetschberg.

Comme à Zimmerwald, on y a élaboré un manifeste

(1) *Ibid.*

qui, dans le même charabia désuet, dans la même logomachie ampoulée, reprend les mêmes formules archaïques et archi-surannées sur les horreurs de la guerre et la nécessité de la paix.

L'Italie était représentée à ces papotages par Morgari, Prampolini, Modigliani, Musotti, députés, Serrati, directeur de l'*Avanti*.

La délégation suisse se composait de Grimm, Graber, Naine, députés, et Platten, secrétaire du parti socialiste helvétique.

D'Allemagne, étaient venus le député au Landtag prussien Adolf Hoffmann, qui avait déjà assisté à la première parlote, et le député au Landtag saxon Hermann Fleissner. En outre, il y avait, assure-t-on, un socialiste de Brême, un de Francfort-sur-le-Mein, et deux citoyennes, l'une de Berlin et l'autre du Wurtemberg. Aucun syndicaliste allemand n'était présent. Ledebour, qui était venu à Zimmerwald, n'était pas à Kienthal.

Un socialiste austro-polonais représentait (!) les éléments zimmerwaldiens de Hollande.

Lenine et deux autres réfugiés russes prétendaient représenter les groupements socialistes et révolutionnaires de Russie.

Le député serbe Katzlerowitch était présent.

Comme à la première conférence, il n'y avait point d'Anglais. Mais le *British Socialist Party* avait envoyé un télégramme de sympathie. La Hollande et la Suède, qui étaient « représentées » la première fois par trois personnes, n'avaient pas pu envoyer cette fois de délégués. La Roumanie non plus.

De France s'étaient rendus à Kienthal trois députés socialistes unifiés, anciens instituteurs, MM. Brizon, Blanc et Raffin-Dugens.

Au total, si nous considérons l'ensemble des délégations venues à Kienthal, il apparaît assez peu représentatif. Il y a là, à côté de trois députés français en désaccord formel avec l'opinion française, un demi-quarteron d'Allemands sans notoriété ni prestige, des réfugiés politiques de divers pays belligérants, ayant depuis longtemps perdu le contact de leur nationalité, devenus des déracinés et des errants, étrangers par conséquent aux aspirations des peuples qu'ils prétendent représenter, enfin des neu-

tres incapables de comprendre et de sentir les nobles passions qui soulèvent, à cette heure, contre l'hégémonie germanique, la conscience des nations libres. Et c'est ça qui a la prétention de parler au nom du prolétariat international ! C'est ça qui s'appelle l'Internationale !...

La conférence de La Haye.

Une nouvelle conférence des partis social-démocrates des pays neutres se réunit les 31 juillet, 1^{er} et 2 août 1916 à La Haye — dans la cité néerlandaise qui fut, en 1872, le théâtre de la rupture entre marxistes et bakouniniens de la première Internationale. Elle tient ses séances au local Huize Bino, situé dans un vieil et pittoresque quartier de la Haye, le Hooigracht (canal aux foins), un coin délicieux, frais et vert, comme on en voit en Hollande. Parmi les délégués on remarque : Van Kol, sénateur, Troëlstra et Albaraa, députés, Vliegen et Wibaut, échevins d'Amsterdam, Van Zutphen, secrétaire des diamantaires, Bruns et Fimmen, secrétaires de syndicats, pour la Hollande ; Stauning, pour le Danemark ; Hjalmar Branting, pour la Suède ; Algernon Lee, pour les Etats-Unis ; Dr Repetto, pour la République Argentine. M. Huysmans, Belge, représente le Bureau socialiste international, dont il est le secrétaire. Le Comité directeur de la social-démocratie allemande a, sous la forme d'un mémoire, envoyé sa bénédiction aux congressistes.

Le grand manitou de la conférence est Troëlstra, dont sont connues les tendances archi-germanophiles. Les thèses soutenues par celui-ci se peuvent résumer ainsi : le zimmerwaldisme est « l'une des manifestations de la volonté pacifiste de la classe ouvrière et un appel au socialisme de faire un retour sur lui-même » ; il s'est formé, dans les pays belligérants, « une idéologie de la guerre à laquelle les milieux socialistes eux-mêmes n'ont pu échapper » ; mais l'Internationale n'est pas morte « et montrera son esprit de continuité » ; quant à la question d'Alsace-Lorraine, elle doit faire l'objet d'un échange de vues amical entre social-démocrates allemands et socialistes français...

En réponse au discours de Troëlstra, Hjalmar Branting

déclare qu'il ne faut pas permettre aux puissances centrales « de faire la paix quand elles sont encore tout près du point culminant, car cette paix ne serait pas durable » ; il ajoute que « les Français et les Belges ont été attaqués » et qu'il ne les voit pas « se réunissant avec la social-démocratie du pays qui les a attaqués ».

Branting est trop indépendant et trop franc dans cette assemblée inféodée au marxisme et aux méthodes allemandes. La résolution adoptée par la conférence résume les opinions développées par Troëlstra, non celles de Branting ; elle déclare, en outre, dans le style habituel de l'école, que « le prolétariat doit imposer aux Gouvernements une politique internationale fondée sur le libre-échange intégral pour tous les pays, leurs colonies et protectorats, ainsi que sur la liberté des mers » ; car « seul, le libre-échange intégral est de nature à faciliter la préparation d'un système de production mondiale, basé sur la conception socialiste ».

CHAPITRE XII

CONCLUSION

Depuis plusieurs années — et notamment depuis « le coup d'Agadir » — il n'était plus possible d'ignorer qu'il existait en Allemagne un véritable parti de la guerre, parfaitement organisé, « avec des chefs, des troupes, une presse convaincue ou payée pour fabriquer l'opinion, des moyens variés et redoutables pour intimider le Gouvernement ». De qui était-il formé? De ceux qui considéraient la guerre comme nécessaire pour remédier aux crises « de la surpopulation, de la surproduction, du besoin de marchés et de débouchés ». De ceux qui professaient « une haine mystique de la France révolutionnaire ». Des industriels, fabricants de canons et de plaques d'acier, banquiers qui « spéculaient sur l'âge d'or et la prochaine indemnité » et pour qui la guerre serait « une bonne affaire ». Des économistes qui, à coups de statistiques, établissaient « la nécessité pour l'Allemagne d'avoir un empire colonial et commercial qui réponde au rendement industriel de l'Empire ». Des intellectuels, philosophes, historiens, juristes, publicistes et autres représentants de la « Deutsche Kultur » qui voulaient imposer au monde civilisé une manière de penser et de sentir « qui soit spécifiquement allemande ». Enfin, de tous les « Bismarckiens » qui se sentaient humiliés d'avoir à discuter avec ces Français détestés, « à parier droit, raison, dans des négociations ou des conférences, où ils n'avaient pas facilement eu toujours raison, alors qu'ils avaient la force plus décisive (1). »

(1) *Livre Jaune français*, pièce n° 5, note à M. Stéphane Pichon, ministre des Affaires étrangères, sur l'opinion publique en Allemagne, d'après

Non, aucun doute ne pouvait subsister sur les sentiments à l'égard de la France de ces hobereaux et de ces *Junker*, piliers les plus fermes du militarisme prussien, alliant pour la domination du monde le plus triste esprit de servitude aux instincts de barbarie les plus bas.

Aucun doute non plus sur l'état d'esprit de cette bourgeoisie industrielle, commerciale et négociante, se ruant depuis trente ans à l'hégémonie économique sur tous les continents par l'effet tenace d'un labeur ininterrompu.

Aucun doute non plus sur les desseins de l'histriion couronné, cabotin sanglant de Bas-Empire, agitant constamment l'opinion européenne et troublant la paix par ses perpétuelles menaces de « poudre sèche » et « d'épée aiguisée ».

Mais quelques-uns en France persistaient à conserver une foi aveugle dans l'idéalisme socialiste d'outre-Rhin.

Lorsque, depuis 1910, certains Français s' alarmaient de ce qui se tramait à Berlin, redoutaient la guerre et se préoccupaient de défense nationale, d'autres leur répondaient dédaigneux et pleins d'assurance :

— Une guerre ! Impossible ! Les socialistes allemands ne marcheraient pas !

Pendant ce temps-là, que faisaient les socialistes allemands disciples de Karl Marx ?

Dans leurs journaux et revues, ils s'associaient à la campagne de méfiance et d'hostilité contre la France, inspirée et menée par les camarillas chauvines et les partis pangermanistes.

En 1913, ils votaient l'impôt unique d'un milliard destiné à couvrir les dépenses de l'augmentation de l'armée, sous prétexte que cet impôt, innovation fiscale heureuse, était prélevé sur les fortunes.

Surviennent les hostilités.

Le 29 juillet 1914, à Bruxelles, Haase déclare : « Notre protestation contre la guerre ne cessera pas. » Dans son discours au meeting populaire qui suit la délibération du Bureau socialiste international, il reconnaît formellement les responsabilités encourues par les Empires centraux.

Le 1^{er} août, délégué du *Parteiostand* et de la Wilhelm-

strasse, Muller vient déclarer à Paris : « Nous refuserons les crédits. »

Le 4 août, tous les social-démocrates marxistes du Reichstag, de Sudekum à Bernstein, de Scheidemann à Ledebour, de Heine à Karl Liebknecht, tous — oui, tous ! — adoptent les crédits pour la guerre que leur empire vient de déclarer et qui débute par la monstrueuse violation de la neutralité luxembourgeoise et de la neutralité belge. Dans leurs journaux, ils affirment avec le chancelier, ils vont répétant que cette agression, longuement préparée, savamment préméditée, est une guerre de défense nationale. Ils absolvent, ils approuvent les crimes, les pirateries, les atrocités immondes des armées allemandes. Ils absolvent, ils approuvent Louvain et Malines et Dinant et Senlis et Reims et Arras.

Après les batailles de la Marne et des Flandres, Karl Liebknecht, cavalier seul, feint de rompre le pacte qui unit au Gouvernement impérial cette social-démocratie domestiquée et avilie. Le 2 décembre 1914, il vote, seul, contre les crédits. Il est désavoué, blâmé par le parti, considéré comme un dément. Son geste est sans portée.

Vingt mois plus tard, Haase, Ed. Bernstein et quelques autres votent timidement contre de nouveaux crédits demandés. Eux aussi sont vigoureusement désavoués et blâmés par le Comité directeur.

Entre majoritaires et minoritaires il n'y a, d'ailleurs, que des divergences légères. De Sudekum à Karl Liebknecht, ils se réclament également de Karl Marx; de Scheidemann à Karl Liebknecht, ils sont également Allemands et Prussiens; de Heine à Karl Liebknecht, ils sont d'accord pour proclamer que la question d'Alsace-Lorraine ne se saurait poser.

Une telle attitude est-elle surprenante?

Elle a pu, en dehors de l'Allemagne, étonner ceux qui n'avaient pas observé, d'un peu près, les véritables tendances du socialisme d'outre-Rhin, du marxisme, qui a toujours été pangermaniste.

Mais à l'intérieur de l'empire elle n'a étonné personne.

C'est ce qui ressort avec évidence de l'*Enquête en Allemagne* menée par un distingué journaliste neutre, M. C. Ibanez de Ibero et publiée dans l'*Echo de Paris*.

Le professeur von Liszt, député au Reichstag, l'un des leaders du parti libéral-progressiste, déclare :

L'attitude observée par le parti socialiste au cours de la séance du 4 août 1914 répond absolument à l'état d'esprit de la grande majorité de ses électeurs dans tout l'empire. Le peuple allemand a été, dans ces heures graves, unanime à reconnaître qu'il lui fallait employer tous ses moyens pour défendre la puissance de l'empire allemand contre les forces supérieures de l'adversaire. L'action du parti social-démocratique n'a pu surprendre que les rares politiciens qui avaient douté des sentiments nationaux du monde ouvrier allemand. Depuis le 4 août, rien ne s'est modifié dans les sentiments du peuple (1).

Le baron von Richshofen, député et conseiller d'ambassade, ne s'exprime pas autrement :

— Mon point de vue a toujours été que l'assertion d'après laquelle la social-démocratie lâcherait la patrie allemande était fausse. L'attitude de la social-démocratie a été la confirmation de ce que j'attendais.

Il est clair que cette manifestation du sentiment national de la part de la fraction socialiste a la plus grande importance au point de vue de l'avenir de notre politique intérieure.

— C'est parfait, lui fis-je observer ; vous me parlez de l'orientation socialiste au début de la guerre ; mais depuis lors ?

— L'attitude du parti ne s'est point modifiée entre temps, se contenta-t-il de me répondre ; car on ne saurait attribuer une importance quelconque à l'affaire Liebknecht (2).

Ceux-là s'illusionnaient donc cruellement qui, en France, ajoutaient foi à quelque vague rhétorique de congrès, à quelques formules de réunions, à quelque platonique affirmation de solidarité internationale des social-démocrates.

Les 93 intellectuels allemands ont proclamé dans leur manifeste que la culture allemande s'appuyait sur les baïonnettes prussiennes, ne faisait qu'un avec le militarisme prussien.

On peut dire de même : la social-démocratie allemande ne fait qu'un avec le militarisme prussien, avec l'impé-

(1) *L'Echo de Paris*, 17 mars 1915.

(2) *Ibid.*

rialisme allemand ; elle est solidaire de l'empire ; elle lie son destin à celui du kaiser.

C'est la faillite — il faudrait écrire : la banqueroute frauduleuse — de la social-démocratie.

Faillite, non seulement du parti politiquement organisé, mais encore de la doctrine.

Cette doctrine, c'était le marxisme. Le marxisme enseignait — et depuis vingt-cinq ans les congrès internationaux ne cessaient de proclamer et de rabâcher — que la guerre et l'impérialisme étaient des produits directs du régime capitaliste, qu'ils étaient engendrés exclusivement par l'antagonisme des intérêts économiques, etc. (1).

Cette doctrine se heurtait à l'histoire. Car avant la naissance et le développement du régime capitaliste, soit dans l'antiquité, soit à l'aube des temps modernes, que de guerres formidables déchaînées, non par des raisons économiques, mais par des raisons purement politiques ou religieuses, par l'ambition d'un despote ou la cupidité d'un peuple ! Pour nous en tenir à un exemple unique, la conquête musulmane fut-elle inspirée par des raisons économiques ? N'eut-elle pas des origines purement religieuses ? et pourtant quelle guerre exerça plus d'influence sur les destinées de l'humanité ? Des montagnes d'Altaï aux rives de l'Atlantique, du centre de l'Asie aux confins de l'Afrique occidentale, tout succomba sous le terrible cimeterre, tout fut livré à une totale submersion...

L'origine de la guerre actuelle a un caractère essentiellement politique. Un peuple, fanatisé tout entier par l'impérialisme, aveuglément soumis au plus cabotin et au plus néronien des souverains modernes, affolé à son exemple de domination brutale et de sanguinaire orgueil, s'est rué soudainement sur la Belgique, sur la Russie, sur la France, tout entières vouées aux travaux et aux arts de la paix. Par le fer et par le feu il a rêvé d'imposer

(1) A un autre point de vue encore, au point de vue économique, les données du marxisme ont été reconnues inexactes par les marxistes eux-mêmes. Ed. Bernstein, ami de Marx, qui a vécu de longues années à Londres à côté de lui, a reconnu, dans son livre *Socialisme théorique et social-démocratie pratique*, la vie mouvante des classes, leur pénétration réciproque et que la concentration des capitaux était loin de se réaliser avec la rigueur que Marx avait prétendue.

au monde subjugué et terrorisé ses méthodes d'économie sociale et d'action, ses formes d'organisation politique et juridiques, sa « Kultur » littéraire, artistique et scientifique, et sa dynastie des Hohenzollern. Comme le peuple juif de jadis, il est convaincu de son rôle historique, il croit en sa mission divine :

*Quand, pour te faire un peuple agréable à tes yeux,
Il plut à ton amour de choisir nos yeux...*

Les Germains, les Allemands sont le peuple élu. A eux l'hégémonie sur le monde entier, sur les peuples inférieurs ! Tel est le sens de la guerre qu'ils ont déchaînée.

Et devant la féroce et sauvage ruée de ces armées impériales, de ces officiers féodaux, de ces soudards cambrioleurs, de ces « intellectuels » assassins, que voyons-nous ? Se dresser dans un même et admirable mouvement de fierté, dans le même sursaut de noble et généreuse révolte, tous les peuples, slaves et latins, soucieux de leur indépendance, toutes les puissances de l'idéalisme qui anime les nations libres. Devant l'agression monstrueuse, contre les Allemands aux gaz asphyxiants et aux liquides enflammés, contre les Allemands tortureurs de femmes et d'enfants de sept ans, il n'est pas un ouvrier français qui ne se soit senti naturellement et nationalement solidaire de son patron, ni un patron qui ne se soit senti solidaire du prolétaire ouvrier, du prolétaire paysan, son compagnon de tranchées. L'un et l'autre font partie du même « bloc » national. L'un et l'autre, unis, confondus dans la plus stoïque fraternité des armes et le plus ardent amour de la patrie envahie, versent leur sang pour défendre jusqu'à la mort la terre natale où dorment leurs ancêtres et le trésor de civilisation que ceux-ci leur ont légué. Où donc trouverions-nous là dedans l'application de la théorie marxiste de la valeur, de la concurrence économique et de la division des classes ? Où trouverions-nous, dans les effroyables événements de cette guerre, la justification de ce matérialisme économique dont Karl Marx et Engels ont fait la clef exclusive de l'histoire des peuples et auquel fait allusion le verbiage ampoulé et suranné de Bruxelles et de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle, de Lugano et de la Haye ?...

Mais il y a plus.

La guerre ne marque pas seulement la faillite du socialisme allemand, théorique et organique. Elle marque la faillite de l'Internationale tout entière — de cette seconde Internationale sortie en 1889 du Congrès marxiste de Paris, consacrée depuis par tant de congrès internationaux et de manifestations solennelles, et affirmant sa permanence par le Bureau socialiste international de Bruxelles.

L'Internationale devait assurer définitivement la paix entre les peuples ; l'esprit de classe et de *lutte-de-classe* devait, chez les prolétaires de tous les pays, primer l'esprit national ; la solidarité ouvrière et socialiste devait ruiner toute action politique des gouvernements de nature à provoquer un conflit. Or, quand la crise terrible se produit, quand la guerre s'abat sur nous « comme le voleur dans la nuit », que voyons-nous ?

Le Parti ouvrier belge défendant résolument, avec la plus magnifique abnégation, ses foyers et sa patrie ;

Le Parti socialiste unifié français, d'abord unanime dans la défense nationale, puis divisé en majorité qui vote les crédits de guerre et en minorité qui va à Zimmerwald ;

En Russie et en Grande-Bretagne, les organisations ouvrières et les éléments socialistes divisés sur l'attitude à l'égard de la guerre européenne, les uns coopérant à la lutte pour l'indépendance nationale et pour la civilisation humaine, les autres, pénétrés de germanisme, réclamant à tout prix une paix prématurée ;

Et par-dessus tout la social-démocratie allemande, favorisant de tout son pouvoir une guerre d'agression et de conquête ; le prolétariat allemand — le plus solidement organisé de tous les prolétariats, et si orgueilleux de ses organisations puissantes et riches — trahissant l'internationalisme, dont il avait fait un article d'exportation à l'usage des partis socialistes du dehors, et se mettant sans réserve à la disposition du kaiser et au service du militarisme prussien..

Ainsi, devant la guerre menaçante d'abord, déclarée ensuite, l'Internationale apparaît impuissante, désespérée, divisée — divisée non seulement de pays à pays, de « section » à « section », mais au sein même de chaque « section » nationale, au sein même de chaque pays. Que pour des esprits généreux et volontiers chimériques, que

pour des « humanitaires » qui se grisaient de fraternité universelle, ce soit l'éroulement d'un beau rêve, nous n'y contredirons point.

*Oui, l'aigle un soir planait aux voûtes éternelles
Quand un grand coup de vent lui cassa les deux ailes...*

Mais les ailes sont cassées ; le rêve s'est écroulé. Il ne servirait à rien de « bluffer » pour le contester, et Gustave Hervé ne fait que dire ce qui éclate à tous les yeux quand il écrit :

L'Internationale ouvrière ? Où est-elle ? Qui ne voit que la guerre l'a jetée par terre ? Qu'avons-nous de commun actuellement, nous socialistes français, avec les socialistes du kaiser, qui n'ont pas eu un mot de protestation contre la violation de la neutralité belge ? La preuve qu'elle est bien morte, notre Internationale ouvrière, c'est que moi, qui prétends être un bon socialiste, je me sens mille fois plus près d'un réactionnaire français qui se bat dans nos tranchées que d'un socialiste allemand. Elle ressuscitera peut-être. En attendant, elle est morte. De profundis ! (1).

Hervé est suspect ?

Il est suspect depuis que, contre l'envahisseur, il reprend la tradition glorieuse des guerres à outrance de 1870-71 et qu'il fustige les pacifistes bëlants.

Écoutez donc ce que disent les socialistes belges :

Terwagne, le courageux député d'Anvers :

Faisons de la clinique, et non de la théorie. L'Internationale est morte. Les Allemands l'ont étranglée (2).

Paul Conreur, l'un des fondateurs du Parti ouvrier belge :

La banqueroute de l'Internationale socialiste est flagrante. Elle a failli à tous ses principes, à tous ses engagements, à toutes ses promesses. On en pourra examiner les causes. Mais quelles qu'elles soient, il faudra bien aboutir à une condamnation.

Certes, le socialisme ne périra pas avec la guerre. Mais,

(1) *La Guerre sociale*, 7 septembre 1915.

(2) D^r TERWAGNE, *Pour la défense du pays* (Van Oest, édit., Paris et Bruxelles), p. 122.

quant à rétablir l'Internationale sur les fondements antérieurs, conformément aux dogmes marxistes, c'est impossible. Il y aurait là une aberration, une sinistre et honteuse comédie (1).

Omer Boulanger, conseiller communal d'un des faubourgs de Bruxelles :

L'Internationale socialiste a vécu...

Le socialisme international a fait faillite quand, avec la Sozialdemokratie, il s'est mis, en Allemagne, au service de l'impérialisme... Quand, au Congrès de Londres, ses représentants les plus qualifiés dans les pays belligérants ont voté un ordre du jour qui équivaldrait, s'il était réduit en pratique, à une capitulation devant l'ennemi (2).

Écoutez maintenant les social-démocrates allemands...

Konrad Hoenisch, député à la diète prussienne, écrit dans le *Vorwärts* du 9 septembre 1916 :

Un internationalisme, planant au-dessus des peuples, est, au milieu de la fureur de cette guerre, un non-sens. Il faut se dire cela très clairement. L'Internationale, dans le vieux sens, si déplorable que cela puisse être, est morte. Elle mène uniquement encore une vie de spectre dans la tête de quelques idéologues qui n'ont rien appris.

Dans la *Chemnitzer Volksstimme*, Heilmann — celui-là même qui a écrit : « Que tous les Français crèvent, pour nous il s'agit aujourd'hui des intérêts allemands et encore une fois des intérêts allemands et toujours des intérêts allemands », celui qui a poussé ce cri de joie bien social-démocrate : « Moi, je vais chez Hindenburg », s'écrie avec le soupir affecté d'une illusion déçue :

Retenons enfin un fait capital : l'Internationale ouvrière est morte et enterrée. Ce n'était qu'un noble rêve allemand. Assez d'illusions funestes sont venues, jusqu'à aujourd'hui, contrarier nos décisions. La guerre n'est plus qu'un cas de légitime défense d'une nation en péril de mort, et les victoires allemandes sont le seul chemin de la paix (3).

(1) Lettre à Omer Boulanger.

(2) OMER BOULANGER, *L'Internationale socialiste a vécu* (Ollendorff, édit.), p. 7.

(3) *Le Petit Parisien*, 16 janvier 1917, 3^e p., 3^e col.; *le Temps*, 17 janvier 1917, 2^e p., 3 col.; *l'Humanité*, 19 janvier 1917, 1^{re} p., 4^e et 5^e col.

Retenez cet aveu dépouillé d'artifice : « l'Internationale n'était qu'un noble rêve allemand ». Impossible de dire plus nettement que l'Internationale ouvrière n'a été fondée, endoctrinée, caporalisée, despotiquement guidée et dirigée par les Allemands que pour servir les intérêts, les ambitions, la politique de l'Allemagne conquérante, au détriment des autres peuples.

Sans doute, M. Troëlstra, M. Huysmans et quelques autres ne veulent pas concéder que l'Internationale soit morte — elle ne serait qu'endormie, — et un peu partout il est des socialistes qui, insuffisamment éclairés par les événements, veulent lui redonner vie, reprendre les relations internationales d'avant 1914.

Mais avec qui? Quelles garanties auraient-ils que la social-démocratie austro-allemande n'agirait pas demain comme elle a agi hier? M. Bernstein a lui-même reconnu que la confiance entre les diverses sections de l'Internationale est bien ébranlée.

Et comment des Français, à part quelques lâches exceptions, pourraient-ils accepter de se rencontrer, de causer avec les Scheidemann, les Heine et les Sudekum?

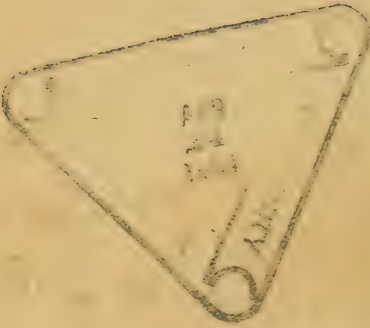
Les hommes qui, le 4 août 1914, ont applaudi à la déclaration de guerre, qui ont accepté, sans un geste de recul ni de honte, la souillure de toutes les atrocités, de tous les crimes commis, ne pourraient que salir de leur contact répugnant ceux à qui ils offriraient les mains.

Cachez vos mains, misérables ! Il y a sur elles trop de sang innocent.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER. — L'Internationale	I
La seconde Internationale. — Au congrès de Bruxelles. — Au Congrès de Stuttgart. — Au Congrès de Copen- hague. — Le Grand Pardon de Bâle. — La réunion de Bruxelles.	
CHAPITRE II. — Les socialistes unifiés français	17
Antipatriotisme et antimilitarisme. — L'avant-guerre. — La déclaration de guerre. — Propagande pacifiste. — Les menées zimmerwaldiennes. — Ames de vaincus.	
CHAPITRE III. — L'Angleterre ouvrière et socialiste	45
Le mouvement ouvrier anglais. — Le <i>Labour Party</i> . — Le <i>British Socialist Party</i> . — L' <i>Independent Labour</i> <i>Party</i> .	
CHAPITRE IV. — Le parti ouvrier belge	63
Violation de la neutralité. — Voix socialistes belges. — Les manœuvres de M. Huysmans.	
CHAPITRE V. — Les socialistes italiens	78
Les socialistes réformistes. — Les socialistes unifiés. — Le schisme de Mussolini. — Les syndicats.	
CHAPITRE VI. — Dans les Balkans	86
En Roumanie. — Socialistes serbes.	
CHAPITRE VII. — Le socialisme russe	94
Pierre Kropotkine. — G. Plekhanoff. — Le sentiment populaire. — Le groupe Lénine. — Manœuvres austro-allemandes.	
CHAPITRE VIII. — La social-démocratie allemande	108
Pour la patrie et pour l'armée. — Socialisme impéria- liste. — La loi militaire de 1913. — L'avant-guerre. — Le vote des crédits. — Leurs raisons. — Le pré- texte russe. — Messagers impériaux. — Les syndi- calistes. — Liebknecht et la minorité.	
CHAPITRE IX. — La social-démocratie autrichienne	164
Responsabilité du socialisme autrichien. — Les articles de l' <i>Arbeiter Zeitung</i> . — Le geste de Fritz Adler.	
CHAPITRE X. — Les neutres	174
Les Scandinaves. — En Hollande. — En Suisse. — Socialistes espagnols. — En Grèce.	
CHAPITRE XI. — Conciles et conciliabules	186
La parlote de Lugano. — La conférence de Copenhague. — La conférence de Londres. — Le conciliabule de Zimmerwald. — Après Zimmerwald, Kienthal. — La conférence de La Haye.	
CHAPITRE XII. — Conclusion	198

CORBEIL. — IMPRIMERIE CRÉTÉ.



*La BIBLIOTHÈQUE INTERNATIONALE DE
CRITIQUE se distinguera par le grand
éclectisme de ses choix.*

*Elle ambitionne de révéler au public
français les maîtres de la pensée, qu'ils
soient français ou étrangers.*

*Tous les ouvrages qui y figureront se
distingueront par un trait commun :
non seulement ils seront documentés : ils
seront vivants.*

Elle comprendra cinq séries :

Lettres et Arts

Religion et Philosophie

Sociologie et Politique

Histoire et Archéologie

Ethnographie et Géographie

CHAQUE VOLUME : 2 FRANCS

EN VENTE :

Les Écrivains de la Guerre, par ANDRÉ MAUREL.

La Faillite de l'Internationale, par ALEXANDRE ZÉVAËS.

POUR PARAÎTRE PROCHAINEMENT :

Le Français a la tête épique, par MAURICE WILMOTTE.

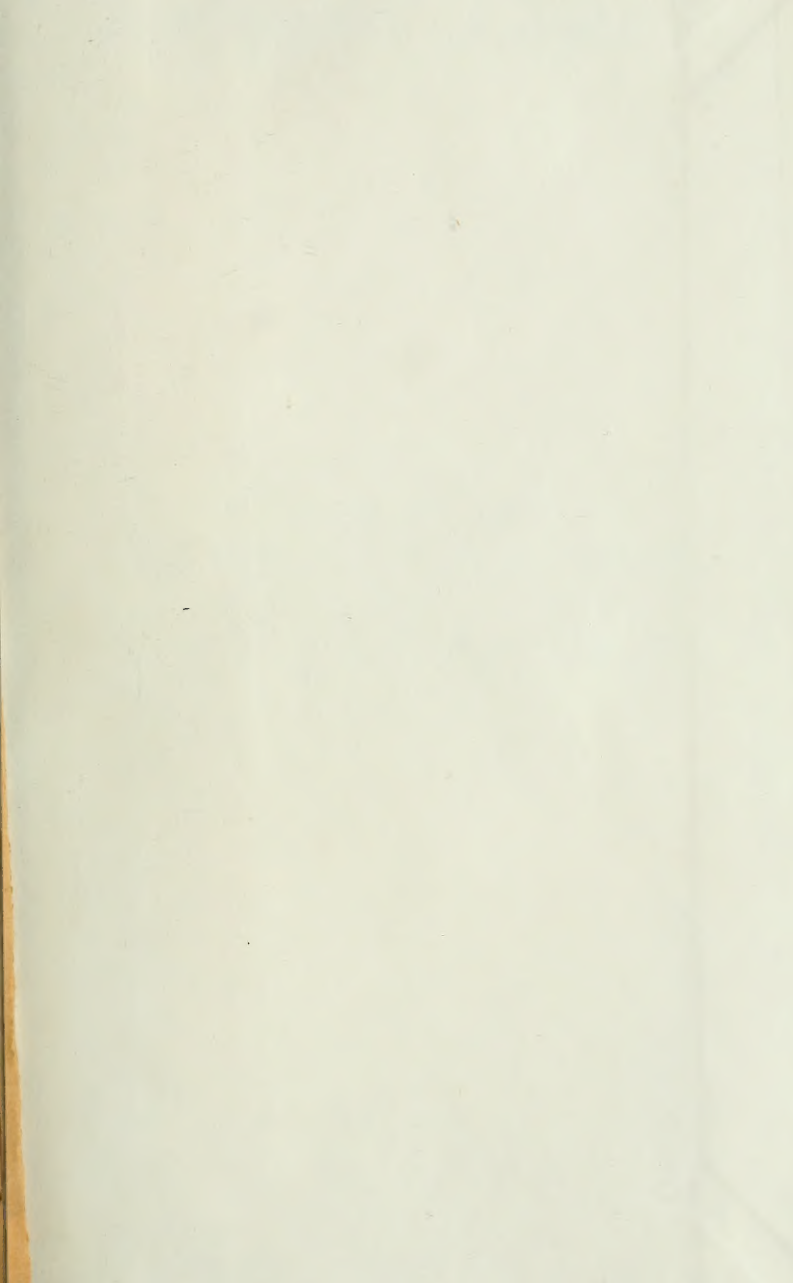
Ce qu'est le Germanisme, par GEORGES DUMESNIL.

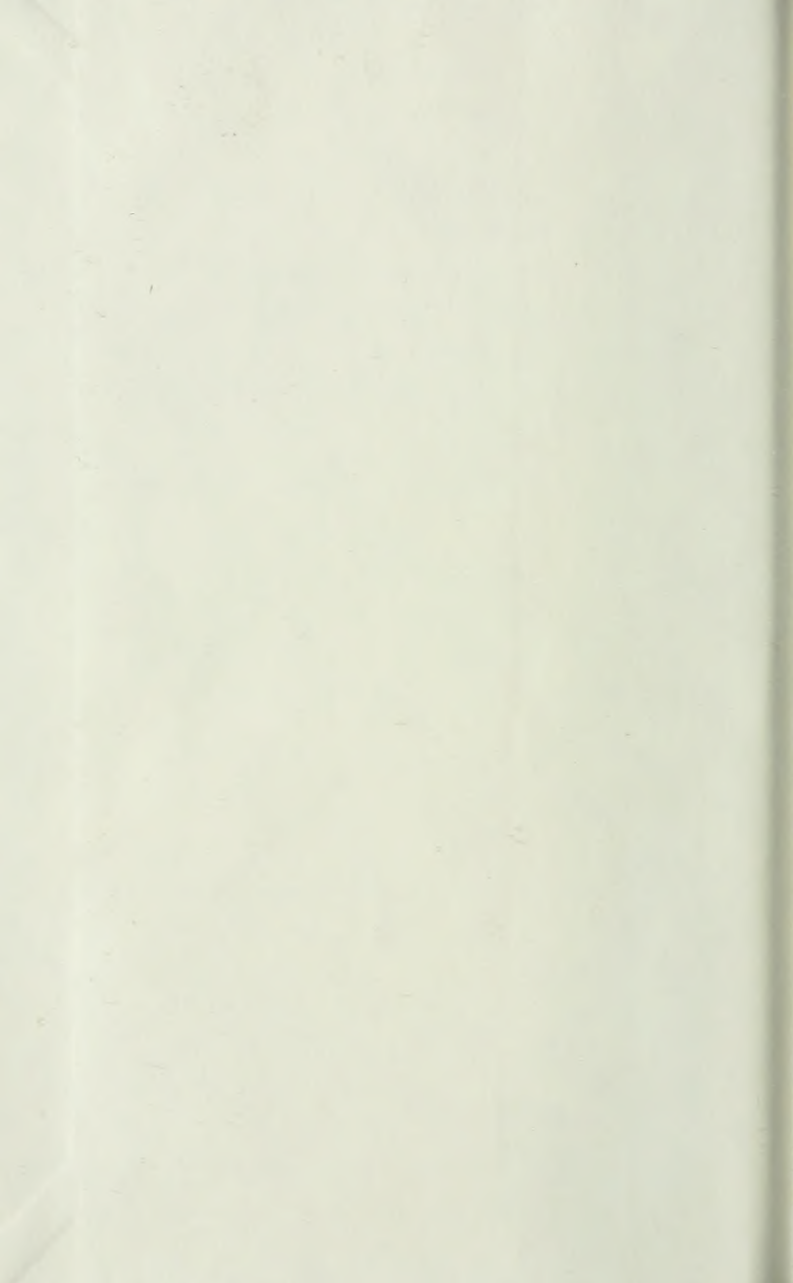
Un grand Destin commence, par ONÉSIME RECLUS.

Verhaeren, par ALBERT MOCKEL.

Gobineau, par PAUL SOUDAY.

Tous les "Don Juan", par COLONNA DI CESARI-ROCCA.





BINDING SECT. JUL 10 1985

**PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET**

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

UTL AT DOWNSVIEW



D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 11 03 05 11 016 7